

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia, P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321

Email: situationroom@africa-union.org

UNE ETUDE SUR LE ROLE ET LES CONTRIBUTIONS DES JEUNES A LA PAIX ET LA SECURITE EN AFRIQUE

**Un rapport d'experts indépendants commandé par le
Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine**

Juin 2020

AVANT-PROPOS

S.E Ambassadeur Smail Chergui, Commissaire à la paix et à la sécurité, Commission de l'Union Africaine,

La reconnaissance et l'appréciation de la dynamique population jeune Africaine vont au-delà de la rhétorique. Le rôle de la jeunesse dans le programme de développement de l'Afrique a pris de l'ampleur avec l'Acte constitutif de l'Union Africaine (UA) qui reconnaît expressément la jeunesse comme un partenaire important pour renforcer la solidarité et la cohésion entre "nos peuples". En outre, le plan stratégique 2004-2007 de la Commission de l'Union Africaine (CUA) a donné la priorité au développement et à l'autonomisation des jeunes. La Charte Africaine de la jeunesse (CAJ), adoptée par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement à Banjul, en Gambie, en 2006, a cristallisé la reconnaissance des jeunes, hommes et femmes, dans le développement de l'Afrique en fournissant un cadre continental avec des dispositions sur la jeunesse : droits, devoirs et libertés ; participation active au développement du continent à tous les niveaux ; directives et responsabilités des États membres pour promouvoir l'autonomisation; et, responsabilités pour contribuer au développement national, régional et continental.

Plus précisément, le rôle de la jeunesse dans la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique est exprimé par l'Article 17 de la CJA. Conformément à cet article et à d'autres cadres normatifs sur la jeunesse, la paix et la sécurité (JPS), y compris la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies (RCSNU), le Département Paix et Sécurité de l'UA a initié et mis en œuvre le Programme Afrique Jeunesse pour la Paix en 2018 avec pour objectif principal et responsabilité d'impliquer la jeunesse Africaine sur les questions de paix et de sécurité. Les principaux mandats du programme, issus des consultations avec les jeunes et leurs réseaux ainsi qu'avec les CER/MR, comprennent entre autres, la finalisation d'un cadre continental sur la Jeunesse la paix et la sécurité (JPS) afin de faciliter la participation significative des jeunes dans toutes les sphères de la paix et de la sécurité ; changer le discours essentiellement négatif et faux selon lequel la "jeunesse" est synonyme de problèmes ; renforcer les capacités des jeunes et optimiser leurs contributions à la paix et à la sécurité ; et, faire connaître les contributions et le rôle positif des jeunes à la paix et à la sécurité sur le continent.

Mandatée par le CPS de l'UA lors de sa 807^e réunion consacrée à la JPS, cette étude fait partie intégrante de la réalisation des objectifs ci-dessus. Sur la base de l'exposé des représentants de la jeunesse au Conseil lors de la réunion, il a été décidé que cette étude soit commanditée. L'étude - "*Le rôle et les contributions des jeunes à la paix et à la sécurité en Afrique*" met en exergue les parcours inédits de jeunes, femmes et hommes, qui se sont impliqués pour contribuer, par leurs engagements, à la réalisation de l'aspiration 4 de l'Agenda 2063 "une Afrique pacifique et sûre". Suite à des consultations régionales et des visites de terrain dans les pays, les jeunes se sont engagés pour, entendre, voir et vérifier leurs expériences et leurs activités. Cette étude présente et exprime l'essence des expériences des jeunes ; leurs rôles et contributions à la paix et à la sécurité, les défis auxquels ils sont confrontés, leur résilience adaptée pour surmonter les obstacles ainsi que des recommandations pour permettre aux décideurs politiques d'apporter des réponses convaincantes, pragmatiques et adaptées qui sont pertinentes et orientées vers des objectifs pour optimiser les contributions des jeunes à une paix durable en Afrique.

Cette étude anticipe les réponses politiques et programmatiques de l'UA, des CER/MR et des États membres, et fournit d'emblée un récit alternatif à celui qui dépeint les jeunes, principalement en tant qu'auteurs ou victimes de la violence. Elle raconte les expériences vécues et les efforts quotidiens des jeunes femmes et hommes africains qui consacrent leur temps, leur énergie et leurs ressources à promouvoir diverses initiatives de paix et de sécurité aux niveaux communautaire, national, régional et continental. Ils occupent et exploitent des espaces tant formels qu'informels, utilisent les médias traditionnels et nouveaux, forment des alliances locales et internationales pour concevoir, mettre en œuvre et rendre compte des activités visant à soutenir les efforts des institutions multilatérales et de leurs gouvernements nationaux pour maintenir la paix et la sécurité. L'étude met en lumière des jeunes Africains qui ne sont pas limités par la vision de devenir les "leaders de demain" mais qui prennent l'initiative d'apporter des impacts positifs immédiats et durables qui sont à la base de la paix, de la sécurité et du développement dans leurs communautés, pays, régions et continent. Bien évidemment, la jeunesse africaine fait partie intégrale de l'initiative pour "*Faire taire les armes en Afrique*" en prenant dans ce sens leurs responsabilités.

Je suis convaincu que les multiples résistances des jeunes, femmes et hommes, Africains qui travaillent quotidiennement à surmonter les défis de la sécurité humaine, en s'appuyant sur leurs forces et leurs innovations inhérentes pour faire progresser la paix et la sécurité en Afrique, sont les héros méconnus de notre campagne "*Faire taire les armes*". En effet, il est à noter que ce rapport a été approuvé en 2020, année où l'UA a adopté le thème : Faire taire les armes : créer des conditions propices au développement de l'Afrique.

Remerciements

La Commission de l'Union Africaine (CUA) exprime sa sincère gratitude au Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union Africaine (UA), qui a commandité ce rapport sur le "*Rôle et les contributions de la jeunesse à la paix et à la sécurité en Afrique*" lors de sa séance publique inaugurale sur la jeunesse, la paix et la sécurité le 8 novembre 2018. La réalisation de ce rapport n'aurait pas été possible sans la participation active et les contributions de jeunes Africains et Africaines qui ont consacré leurs ressources à la promotion de la paix et de la sécurité malgré les nombreux défis auxquels leurs interventions ont été confrontées. Les efforts énormes des jeunes Africains qui ont soutenu et contribué à l'élaboration de ce rapport de diverses manières sont appréciés.

Le Département Paix et Sécurité (DPS) qui a dirigé l'élaboration du rapport à travers son Programme Afrique Jeunesse pour la Paix est également reconnaissant aux responsables et aux points focaux sur la jeunesse, la paix et la sécurité des Communautés Economiques Régionales (CER) et des Mécanismes Régionaux (MR) pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits ainsi que des États membres de l'UA qui ont participé à l'élaboration du rapport via les cinq consultations régionales et les visites de terrain. Une mention spéciale, particulièrement à l'endroit du Comité d'experts du CPS pour ses conseils et son examen préalable en vue de la finalisation du rapport.

La Commission exprime sa profonde gratitude aux dirigeants du DPS, en particulier à S.E. Ambassadeur Smail Chergui, Commissaire à la paix et à la sécurité, à Dr. Admore Kambudzi, Directeur du Département Paix et Sécurité, et à l'Ambassadeur Frédéric Ngoga, Responsable par intérim de la Division de la prévention des conflits et de l'alerte précoce (CPEWD) pour leurs conseils et leur engagement dans l'étude et la mise en œuvre du programme "*Jeunesse, paix et sécurité*". Nous tenons également à remercier sincèrement les points focaux du DPS sur la jeunesse, la paix et la sécurité pour leur dévouement, leur passion et leur engagement dans la conduite de l'étude. Il s'agit notamment, sans être limitatif, de Dr Rhuks Ako, de Mme Mfrekeobong Ukpanah, de Mme Orit Ibrahim, de Mme Hanna Mamo, de Mme Haifa Aboubaker, de Mme Emeli Mohammed, de M. Alvin Odinukwe, de Mme Lina Imran, de Mme Adey Tamire, de Mme Lulit Kebede, de M. Paschal Chem-Langee ; des représentants de la Division de la jeunesse, notamment M. Nicholas Ouma, Mme Amanda Chukwudozie ; le Bureau de l'envoyé de l'UA pour la jeunesse, notamment Mme Aya Chebbi, l'envoyé de l'UA pour la jeunesse et M. Simon Marot. De même, la Commission apprécie également le travail du Secrétariat du CPS, notamment M. Amadou Diongue, Mme Neema Chusi, M. Simon Badza, Mme Vonani Mhlanga et les membres de l'équipe de rédaction et de traduction pour leur soutien et leur professionnalisme tout au long du processus.

La Commission exprime également sa profonde gratitude et sa reconnaissance aux consultants qui ont mené l'étude, à savoir le professeur Charles Ukeje (consultant principal et consultant pour la région Afrique de l'Ouest), Mme Muneinazvo Kujeke (consultante pour la région Afrique australe), M. Nejmeddine Aloui (consultant pour la région Afrique du Nord), Mme Thérèse Azeng (consultante pour la région Afrique centrale) et M. Victor Ochen (consultant pour la région Afrique de l'Est).

Enfin, la Commission remercie tous les partenaires de développement pour leur généreux soutien financier et technique à la réalisation de l'étude, notamment le GIZ (Programme UA-APSA), l'UE (Bureau auprès de l'UA), le Haut-Commissariat aux droits de l'homme - Bureau régional de l'Afrique de l'Est (HCDH-BREA), le PNUD (Centre de service régional), l'UNOAU et le programme de la Formation pour la pai

Contents

AVANT-PROPOS	ii
Remerciements	iv
Liste des Abréviations	vii
RÉSUMÉ	xii
INTRODUCTION	xxiv
METHODOLOGIE	xxx
CHAPITRE PREMIER: L'ÉVOLUTION DES TENDANCES ET DU STATUT DES JEUNES ET DES GROUPES DE JEUNES DANS LE DOMAINE DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE	1
1.1 INTRODUCTION	1
1.2 LA JEUNESSE AFRICAINE A L'HEURE DE LA MONDIALISATION: NOTIONS ET REALITES CONTRASTEES	1
1.3 LES TENDANCES EMERGENTES EN MATIERE DE PAIX ET DE SECURITE DANS L'AFRIQUE CONTEMPORAINE	5
1.3.1 Les crises de la Gouvernance en Afrique	7
1.3.2 L'aggravation des crises économiques	7
1.3.3 Détérioration du système/secteur de l'éducation	8
1.3.4 Sécurité sociale et politique sociale limitées	9
1.3.5 La mondialisation et ses contradictions	10
1.4 SAISIR L'INSTANT AFRICAIN: LA JEUNESSE AFRICAINE A L'ERE DES TRANSITIONS PERTURBATRICES	11
1.5 REPONSES DES ÉTATS ET DES INSTITUTIONS	16
1.6 CONCLUSIONS	19
CHAPITRE 2 : Afrique Centrale	22
2.1 INTRODUCTION	22
2.2 ROLES ET CONTRIBUTIONS DES JEUNES A LA PAIX ET A LA SECURITE	24
2.2.1 Prévention des Conflits	24
2.2.2 Gestion et règlement des conflits	27
2.2.3 DDR/RSS	31
2.2.4 Questions transversales	32
2.3 DÉFIS ET LACUNES	36
2.4 RÉSILIENCE	37
2.5 RECOMMANDATIONS	38
CHAPITRE 3: Afrique de l'Est	41
3.1 INTRODUCTION	41
3.2 ROLES ET CONTRIBUTIONS DES JEUNES A LA PAIX ET A LA SECURITE	42
3.2.1 Prévention de conflits	43
3.2.2 La gestion et le règlement des conflits	46
3.2.3 Opérations de soutien à la paix	47
3.2.4 Reconstruction et développement post-conflit	48
3.2.5 Réforme du secteur de la sécurité et désarmement, démobilisation et réintégration	50
3.2.6 Questions transversales	52

3.3 DEFIS ET LACUNES.....	55
RESILIENCE.....	58
3.4 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	60
CHAPITRE 4 : Afrique du Nord.....	62
4.1 INTRODUCTION	62
4.2 RÔLES ET CONTRIBUTIONS DES JEUNES À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE DU NORD	63
4.2.1 Prévention des conflits	63
4.2.2 Gestion et règlement des conflits	66
4.2.3 Gouvernance du secteur de la sécurité/Désarmement, démobilisation et réintégration.....	67
4.2.4 Reconstruction et développement post-conflit.....	68
4.2.5 Questions transversales	69
4.3 DÉFIS ET LACUNES.....	72
4.4 RÉSILIENCE.....	77
4.5 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	79
CHAPITRE 5 : Afrique Australe	82
5.1 INTRODUCTION	82
5.2 ROLES ET CONTRIBUTIONS DES JEUNES A LA PAIX ET A LA SECURITE	83
5.2.1 Prévention des conflits	84
5.2.2 Opérations de soutien à la paix.....	88
5.2.3 RSS/DDR.....	89
5.2.4 Reconstruction post-conflit et developpement.....	89
5.2.5 Questions transversales	89
5.3 DEFIS ET LACUNES.....	94
5.4 RESILIENCE	96
5.5 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	99
CHAPITRE 6 : Afrique de l'Ouest.....	101
6.1 INTRODUCTION	101
6.2 LE ROLE ET LES CONTRIBUTIONS DE LA JEUNESSE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST	102
6.2.1 Prévention des Conflits.....	104
6.2.2 Gestion et règlement des Conflits.....	106
6.2.3 Opérations de soutien à la Paix.....	108
6.2.4 Réforme du secteur de la sécurité/désarmement, démobilisation et réintégration.....	110
6.2.5 Reconstruction et développement post-conflit (RDPC)	112
6.2.6 Questions transversales	115
6.3 DEFIS ET LACUNES.....	123
6.4 RESILIENCE	123
6.5 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	125
CHAPITRE 7 : Synthèses régionales, conclusions et recommandations générales	128
7.1 SYNTHESES REGIONALES	128
7.2 CONCLUSIONS	130
7.3 RECOMMANDATIONS GENERALES.....	132
Annexe 1.....	134
Annexe 2.....	139
Bibliographie.....	145

Liste des Abréviations

ACAS – Association Centrafricaine pour le Secours

ACDIEF – Action Collective pour le Développement Intégral de l’Enfance et de la jeune Fille

ACIREDED – Action pour une Citoyenneté Responsable et un Développement Durable

ACRD – Journée des Droits des Enfants Almajiri

ACRI – Initiative Almajiri des droits de l’enfance

AFPCA – Action des Femmes pour le Progrès en Centrafrique

AfriPAHR – Association des Parlementaires Africains pour les droits humains

AFSC – Comité du Service des Amis Américains

AJAP – Association Pour Une Jeunesse Africaine Progressiste

AJFDD – Actions Jeunes et Femmes pour le Développement Durable

AJLP – Association des Jeunes Lutteurs pour la Paix

ANYL4PSD – Réseau Africain des Jeunes Leaders pour la Paix et le Développement Durable

ASCOA – Association pour la Sensibilisation des Communautés

AU – l’Union Africaine

AUC – Commission de l’Union Africaine

AYAN – Réseau d’action pour la Jeunesse Africaine

AYHD – Défenseurs de la santé et du développement des jeunes

AYINET – Réseau de l’Initiative de la Jeunesse Africaine

BCPI – Centre du Botswana pour l’intégrité publique

BDO – Organisation de Développement Batwa

BIDC – Centre d’Incubation et de Développement des Entreprises

BOSCOA – l’Agence de Développement Communautaire et Social de l’État de Borno

CAR – République Centrafricaine

CCIAG – Chef de Service Formation à la Chambre de Commerce, d’Industrie et d’Artisanat de Guinée

CEDEAO - Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest

CEEAC – Communauté Economique des États de l’Afrique Centrale

CER – Communautés Economiques Régionales

CDFDH – Centre de Documentation et de Formation sur les Droits de l’Homme

CDJM – Centre de développement pour la jeunesse au Mozambique

CEPO – Organisation du Programme d'autonomisation Communautaire

CHRDA – Centre pour les droits humains et la démocratie en Afrique

CJA – Charte Africaine de la Jeunesse

CNJ – Conseil National de la Jeunesse

CPS - Conseil de Paix et de Sécurité

CSO – Organisations de la Société Civile

CYFM – Mouvement de la jeunesse Chrétienne

CYLA – Centre pour les jeunes Leaders en Afrique

DA DUDE – Abus de drogues, ne pas utiliser, ne pas encourager

DDR – Désarmement, Démobilisation et Réintégration

DMJ –Dynamique mondiale des jeunes

EAC – la Communauté de l'Afrique de l'Est

ECA – Commission économique pour l'Afrique

FONAI-FEP-GB – Forum national d'insertion pour la formation extra-scolaire et professionnelle

G5SY – Jeunese G5 Sahel

GBV – La violence Sexiste

GDP – Produit intérieur brut

GPC – Chaîne Mondiale de la Paix

GRET – Groupe de Recherche et d’Echange Internationale

ICWF – La Fondation Internationale pour la protection de l’Enfance

ICJ - Cour Internationale de Justice

IDP –Personnes déplacées à l'intérieur du pays

ILO – Organization Internationale du Travail

IMF – Fonds Monetaire International

IPHARD –Centre international pour la paix, les droits de l'homme et le développement

IPYG –Groupe international des jeunes pour la paix

JCI – Jeune Chamber International

KSP – Programme de bourses Kufour

LET – Ligue des électrices Tunisienne

LOYOC – Le Coin local des jeunes au Cameroun

MENA – Moyen Orient-Afrique du Nord

MEYE-SL – Mouvement vers l'éducation et l'autonomisation des jeunes-Sierra Leone

MINUSCA – Mission des Nations Unies en République centrAfricaine

MINUSMA – Mission Multidimensionnelle de Stabilisation au Mali

MOP – Messagers de Paix

MOVAAR – Faire de nos Visions et Aspirations une Réalité

MR – Mécanismes Régionaux

NGO – Organisations non-gouvernementales

NYP – Parlement Nationale des Jeunes

OLF –Fondation pour le leadership ouvert

OWP – Organisation pour la Paix Mondiale

OYA – Association des jeunes d'Ogodo

PAYNCoP – Réseau Panafricain de la Jeunesse pour la Culture de la Paix

PCCB – Bureau de Prévention et de la lutte contre la corruption

PCRD – Reconstruction et Développement Post-Conflict

PIJCA – Plateforme interconfessionnelle de la jeunesse centrAfricaine

PNUD – Programme des Nations Unies pour le Développement

PSO – Opération de soutien de la paix

PWDs – Personnes Handicapées

RAEES – Réseau des Associations des Élèves et Étudiants du Septentrion

RAJ-GUI –Réseau Afrique jeunesse de Guinée

RET – La résilience par l'éducation

ROSS – Organisation de Résilience du SS

RRG – Groupe Reset Rivers

RSS - Réformes du Secteur de la Sécurité

RYDEC – Conseil de développement de la jeunesse rurale

SADC – la Communauté de développement de l'Afrique Australe

SALW – Armes légères et de petit calibre

SAP – Programme d'ajustement structurel

SDG – Objectifs de développement durable

SHC-F – Fondation Sanctuaire de l'espoir de la Charité

SONAD – Organisation Soudanaise pour la non-violence et le développement

SSCSNEAC – Réseau de la société civile du Soudan du Sud en Afrique de l'Est

SSYPADO – Organisation de la jeunesse du Soudan du Sud pour la paix et le développement

SWNOT - groupe de travail Sud-Ouest Nord-Ouest

UDHR – Déclaration universelle des droits de l'homme

UJMCA – Union des Jeunes Musulmans Centrafricains

UJSARIO – l'Union de la jeunesse de Sakia El Hamra et Oued Eddahab

UN – Nations Unies

UNFPA – Fonds des Nations Unies pour la population

UNHCR – Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

UNICEF - Fonds des Nations Unies pour l'enfance

UNMAS – United Nations Mine Action Service

UNODC – Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

UNOWAS – Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et les Sahel

UNSC – Conseil de Sécurité des Nations Unies

UNSCR – Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies

USAID – Agence des États-Unis pour le développement international

UVF – Fondation ougandaise pour les victimes

VSBG – Violence Sexuelle et Sexiste

WfaC – Femmes pour le Changement au Cameroon

WYC – Centre mondial de la jeunesse

Y4P – Jeunesse pour la Paix

YPS – Jeunesse, la Paix et la Sécurité

YEFL – Ligue des jeunes Féministes Egyptiens

YEI – Initiative d'autonomisation des jeunes adultes

YFDC – Forum Jeunesse pour la Démocratie et la Citoyenneté

YIAGA – Initiative des jeunes pour le plaidoyer, la croissance et l'avancement

YIID – Initiative des Jeunes pour un Dialogue Inclusif

YONER – Réseau des jeunes pour la réforme

YOUPBDA – Jeunes pour la consolidation de la paix et le développement en Afrique

YPB – Jeunes Brigades pour la paix

YPSI – Initiative Jeunesse pour la paix et la sécurité

YVF – Fondation Voix Ardentes

YWAP – Jeunesse ayant un But

RÉSUMÉ

«Chaque génération de jeunes doit, au-delà de tout obscurantisme, découvrir sa mission, l'accomplir ou la trahir»

INTRODUCTION

Lorsqu'il est question de la jeunesse Africaine, il n'y a pas de récit « universel » de leurs expériences quotidiennes. Qu'il s'agisse des protestations contre la faiblesse des infrastructures sociales, la mauvaise gouvernance, ou des plaidoyers pour la mise en place d'incubateurs d'idées et des start-ups,¹ les jeunes Africains, selon leurs différents contextes et environnements, découvrent, remplissent et trahissent leur mission comme l'a prédit Franz Fanon il y a près de soixante ans. La présente étude ne manque pas l'occasion de saisir et de documenter la richesse des rencontres quotidiennes et des expériences des jeunes Africains, qui sont malheureusement souvent ignorées et/ou sous-estimées ; ainsi que l'implication de ce qu'ils font, ou ne font pas, pour la société et pour l'État, y compris en matière de paix et de sécurité. Cela répond au besoin en retard accusé dans la mise en lumière des histoires particulières des jeunes Africains dans leurs propres perspectives, selon la manière dont ils voudraient qu'elles soient dites, et non pas selon les discours dominants, souvent peu condescendants, parfois méprisants et dédaigneux.

L'une de leurs, ChimamandaAdichie, avait utilisé l'expression « le danger de l'histoire unique »² pour décrire une situation dans laquelle des histoires sur des personnes, des groupes ou des pays sont narrées sous un angle souvent négatif. C'est de cette manière que le grand public en Afrique, tout du moins la plupart, a souvent considéré et traité sa population jeune, loin de ce qu'ils sont en réalité. L'histoire unique n'est pas seulement imaginée, nourrie et reproduite par des combinaisons de préjugés, d'idées fausses ou mensongères ; mais elle est également véhiculée et renforcée de manière à devenir progressivement « la vérité » ou, tout du moins, une partie de la vérité. De ce fait, raconter une « histoire équilibrée » de la jeunesse Africaine doit commencer, comme c'est le cas dans ce rapport, en écoutant attentivement ces jeunes et en apprenant d'eux, en les approchant dans leurs propres espaces, loin du monde des adultes, pour voir à quel point ils accomplissent ou trahissent les idéaux de la génération actuelle.

Nous espérons que les centaines de jeunes Africains qui ont pris de leur temps, délaissant souvent leurs activités quotidiennes de vie et de survie, afin de contribuer substantiellement à enrichir ce travail, vont se retrouver dans les idées émises ici ; qu'ils sentiront leurs histoires prendre vie entre ces lignes et que ce rapport leur rendra justice. Ils ont clairement exprimé leur espoir que la manière dont leurs histoires seraient racontées serve de déclic pour un changement de paradigme dans la vision qu'ont les gouvernements et la société de leurs citoyens les plus précieux : les jeunes.

¹ Pour la seule année 2018, 146 start-ups Africaines ont levé plus de 1,163 milliards de Dollars américains en fonds propres ; ce qui constitue un taux de croissance phénoménal de 108 pour cent, comparé aux 33 et 53 pour cent de croissance enregistrés respectivement en 2016 et 2017.

² ChimamandaAdichie, « Le danger de l'histoire unique », TEDTalk, Université de Oxford, 2016.

METHODOLOGIE

Les idées contenues dans ce rapport sont distillées à partir des perspectives remarquablement riches et diverses des jeunes et des groupes de jeunes à travers le continent. Elles s'appuient d'abord et avant tout sur les discussions des cinq consultations régionales tenues à Abuja, Asmara, Gaborone, Libreville et Tunis. Les consultations régionales ont attiré un large éventail de groupes de jeunes travaillant dans divers secteurs de la paix et de la sécurité, respectivement : 26 en Afrique de l'Est ; 14 en Afrique centrale; 15 en Afrique du Nord; 45 en Afrique de l'Ouest; et 26 en Afrique australe. Deuxièmement, des visites sur le terrain ont eu lieu dans 13 pays au total dans les cinq régions d'Afrique. Au total, 32 entretiens approfondis et discussions de groupe ont eu lieu en Guinée-Bissau, au Mali et au Nigéria; 36 au Burundi, au Cameroun, en République centrafricaine (RCA); 18 au Mozambique et en Afrique du Sud; 23 en Tunisie et en Libye; et 28 à Madagascar, au Soudan du Sud et en Ouganda. Enfin, le rapport a bénéficié de longues heures de conversations en ligne modérées et informelles avec des jeunes pour mieux comprendre leurs points de vue sur les principaux thèmes liés à la paix et à la sécurité.

Il est important de noter que, compte tenu de la diversité qui est devenue la marque du secteur de la jeunesse à travers l'Afrique, il n'aurait pas été possible pour toutes les nuances ou catégories de jeunes soient présentes là où les discussions, qui ont constitué la base de ce rapport, ont eu lieu. Néanmoins, un effort considérable est fait pour refléter cette diversité dans la sélection des participants, montrant un parti pris particulier pour les jeunes et les groupes de jeunes qui ont démontré leur attachement aux questions de paix et de sécurité dans leurs pays respectifs et au niveau régional. Le défi de « trouver des jeunes » qui souhaitent partager librement leurs expériences est aggravé par la difficulté qui se pose parfois lorsque l'on tente de gagner leur confiance et le temps de participer activement aux entretiens, aux discussions de groupe et aux conversations en ligne. Les périodes de visites sur le terrain ont coïncidé, par exemple, avec de multiples événements susceptibles de « distraire » les jeunes : le début des examens nationaux, le pic de la saison agricole lorsqu'ils se joignent à d'autres membres de la famille pour labourer les sols, la détérioration des conditions de sécurité et les interruptions en alimentation en électricité et connectivité Internet.

1. L'IMPORTANCE DU CONTEXTE : LA JEUNESSE AFRICAINE A L'ERE DES TRANSITIONS PERTURBATRICES

L'Afrique a la population la plus jeune avec le plus fort taux de croissance du monde. Bien que la perception générale soit que cette importante population jeune constitue un mélange oscillant entre menaces et opportunités, les discours dominants et les récits populaires tendent à ne retenir que la vision des jeunes comme facteur de risque associé aux actions violentes. Selon ce point de vue, les jeunes sont facilement attirés à participer à des actions de violence et de conflit, en particulier dans les contextes où le chômage et la vulnérabilité socio-économique sont importants. Le revers est que la population jeune du continent offre une opportunité pour l'innovation, la croissance économique et le développement. Invariablement, le continent est confronté à une situation à double tranchant : tandis que les preuves montrent que de nombreux jeunes Africains sont des agents de paix, la perception populaire ne se focalise que sur le petit pourcentage de ceux qui se livrent à des activités malfaisantes qui contribuent à porter atteinte à l'ordre public.

L'étude qui a servi de base à ce rapport s'inspire de la décision historique prise lors de la première session publique du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union Africaine (UA) sur la jeunesse, la paix et la sécurité (YPS) en novembre 2018, qui a notamment appelé à la nomination de jeunes ambassadeurs pour la paix, à la finalisation d'un cadre continental sur la jeunesse, la paix et la sécurité ainsi qu'à la réalisation d'une étude continentale sur les rôles et les contributions des jeunes à la paix et à la sécurité en Afrique et la soumettre au Conseil pour examen et action appropriée. Par conséquent, dans ce rapport, des efforts considérables ont donc été consacrés à l'identification et à la documentation des riches et diverses expériences de la jeunesse Africaine, que ce soit au niveau individuel ou au sein des groupes et des réseaux qu'ils ont mis en place pour donner une expression concrète à leurs attentes et aspirations. Une attention particulière a été portée aux jeunes et aux groupes de jeunes qui œuvrent sur des thématiques relatives à la paix, notamment la prévention des conflits, la gestion et le règlement des conflits, les opérations de maintien de la paix, la reconstruction et le développement post-conflit, ou encore les réformes du secteur de la sécurité (RSS) et le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR). Il est capital de souligner que sur leurs différents terrains d'intervention, de nombreux groupes de jeunes ne suivent pas cette orthodoxie thématique de la paix et de la sécurité. Or, en conformant leurs activités au cadrage thématique autour duquel les principales institutions régionales, continentales et mondiales fonctionnent et opèrent, les jeunes agents de paix pourraient plus aisément se spécialiser dans un ou plusieurs aspects de paix et de sécurité et ainsi croître en termes d'efficacité, de reconnaissance et capitaliser des avantages sur le long terme.

Pour le moment, beaucoup d'entre eux reconnaissent être contraints à opérer majoritairement sur une large gamme de thèmes transversaux qui impactent plus ou moins directement sur la paix et la sécurité. Il s'agit des questions liées à l'égalité de genre, aux violences basées sur le genre, les discriminations et disparités raciales, les vulnérabilités et la protection sociales, l'urbanisation, la migration, le trafic de drogue, le gangstérisme, la criminalité transnationale, l'extrémisme violent et le terrorisme, les changements climatiques, la violence électorale et politique, la protection des droits de l'homme, etc. Dans chaque cas, les jeunes ont partagé des histoires, des expériences et des témoignages très personnels de ce qu'ils font. Ils ont aussi tenu à faire part des leçons, des défis et des lacunes auxquels ils sont confrontés, et ce dont ils ont besoin pour étendre leurs contributions à la paix et à la sécurité en Afrique.

Le rapport montre clairement que ce que font les jeunes Africains est finalement façonné par les contextes politiques, économiques et sociaux qu'ils rencontrent. Cela implique que les différents contextes dans lesquels les jeunes contribuent - ou sapent - la paix et la sécurité sont déterminés par les variations nationales et régionales de leur situation et de leurs expériences. Dans la région de l'Afrique centrale, par exemple, de nombreux pays sont devenus économiquement vulnérables en raison des fluctuations des prix mondiaux des produits agricoles et des minéraux. La baisse inattendue des prix et des revenus du pétrole en 2014, par exemple, a déclenché des financements publics et des crises socioéconomiques dans la région, ce qui a aggravé le chômage et les troubles sociaux. Sur le plan politique, une grande partie de l'histoire de la région après l'indépendance est marquée par des cycles d'instabilité politique liés à la succession au pouvoir, à la rébellion armée et aux conflits sécessionnistes. Plus récemment, la détérioration des conditions de sécurité, principalement due à des

facteurs économiques, sociaux et de gouvernance, exacerbe les nouvelles menaces à la sécurité liées à l'extrémisme violent et au terrorisme, aux délits transnationaux organisés tels que les armes, la drogue et le trafic d'êtres humains ainsi qu'à la piraterie maritime.

En Afrique de l'Est, les expériences prolongées d'instabilité politique, les atrocités de masse liées aux guerres civiles, les défis humanitaires induits par les changements climatiques, ainsi que la montée des activités de groupes terroristes ont déclenché des vagues sans précédent de déplacements internes, de migration forcée, un mouvement transfrontalier et le développement du banditisme armé. La région est également sujette à un « effet de mémoire » de la guerre qui se matérialise par une politisation des griefs passés, de la tension et de l'impunité; les traumatismes sociaux causés par les incidents passés de violence mais insuffisamment résolus et le maintien d'un sentiment de perte, d'injustice et du désir de vengeance; la méfiance généralisée entre certains groupes ethniques et vis-à-vis de l'État; et enfin, la croissante des discours de haine ciblant des groupes, des communautés ou le gouvernement.

En Afrique du Nord, les perspectives de consolidation démocratique, de paix et de sécurité sont encore entachées de défis majeurs liés à l'accès limité aux opportunités socio-économiques et politiques subventionnées pour un grand nombre de citoyens, aux conflits politiques internes, à la propagation de nouvelles formes de radicalisme et les idéologies extrémistes qui entretiennent le terrorisme transnational. Une vague de protestations et de soulèvements populaires liés à des demandes croissantes de réformes juridiques, constitutionnelles, institutionnelles et politiques ont déclenché des événements importants, notamment ceux connus sous le nom de printemps arabe.

Les pays d'Afrique australe sont uniques dans leurs expériences sociales, politiques, de gouvernance et de sécurité par rapport à d'autres régions du continent. La région abrite six des dix pays les mieux gouvernés d'Afrique et son niveau de développement humain est relativement plus élevé. Bien que certaines violences attribuées aux transitions politiques et aux griefs socio-économiques existent, elles sont pratiquement exemptes de toute guerre civile ou insurrection armée majeure justifiant des opérations internationales de soutien de la paix. Les cycles réguliers de transitions démocratiques ont considérablement contribué à décompresser et à réduire la probabilité d'une guerre civile à grande échelle, mais les inégalités de revenus au sein des pays et entre eux exacerbent de plus en plus les anciennes lignes de fracture et les nouvelles vulnérabilités. Son contexte particulier pose également des problèmes de corruption ; les inégalités économiques, raciales et de genre ; et la fragilité de la gouvernance, une préoccupation critique.

Enfin, en Afrique de l'Ouest, le paysage de la paix et de la sécurité a évolué rapidement au cours des deux dernières décennies. Dans les années 1990, la région connaît quelques-unes des guerres civiles les plus meurtrières, des insurrections armées, des agitations sécessionnistes intermittentes et une généralisation de la violence électorale. Dans les années plus récentes, on a vu une recrudescence des activités d'insurrection transnationale et des mouvements terroristes dans la région du Sahel. Bien qu'à ce jour, une grande partie de la région peut être considérée comme relativement sûre et pacifiée, les nouvelles menaces imposées par les activités insidieuses des groupes armés non étatiques et transnationaux aux orientations criminelles, terroristes et extrémistes tels que ceux liés à Al-Qaïda et

l'État Islamique, constituent désormais des menaces intermittentes pour la paix et la sécurité et hypothèquent les perspectives économiques et politiques de la région.

2. ROLES ET CONTRIBUTIONS DES JEUNES A LA PAIX ET LA SECURITE EN AFRIQUE

Les contributions innombrables de la jeunesse Africaine à la paix et la sécurité sont encore, pour la plupart, invisibles, sous-estimées et non documentées. L'objectif principal est de les mettre en lumière et de leur donner de l'écho et de l'ampleur; dans le but d'informer les décideurs et les partenaires au développement sur ce qui existe déjà et les stratégies de programmation susceptibles de favoriser une inclusion et une participation plus efficace et plus effective des jeunes à la promotion de la paix et de la sécurité.

2.1. REGION AFRIQUE CENTRALE

La majorité des groupes de jeunes en Afrique concentrent leurs efforts de consolidation de la paix autour du CMPR, et ceux de la Région de l'Afrique centrale ne font pas exception. Les preuves sur le terrain montrent à quel point ils sont à l'avant-garde de la lutte contre les discours de haine et les fausses informations qui sont de plus en plus connus pour provoquer des frictions inter-groupes, des rivalités et des conflits violents. Par exemple, le Coin Local de la Jeunesse au Cameroun (LOYOC) a lancé la campagne Propager l'Amour (Spread Love), dans le but de fournir aux jeunes la capacité de concevoir et de mettre en œuvre des initiatives de prévention et de lutte contre le discours de haine. Jusqu'à présent, LOYOC a soutenu la création de 30 clubs Spread Love dans les écoles primaires et secondaires et a utilisé plusieurs plateformes médiatiques pour sensibiliser plus de 500 000 personnes à travers le pays. Un résultat majeur de l'initiative est la promotion d'une utilisation plus consciente de la langue chez les jeunes et la population adulte. L'organisation LifeAID a développé le programme Initiative des Jeunes pour un Dialogue Inclusif (YIID) pour encourager les jeunes à aller de l'avant pour contribuer à la consolidation de la paix durable en interrogeant les causes et les trajectoires des conflits et en mettant en œuvre des stratégies innovantes de transformation des conflits. L'initiative YIID met en place une plateforme neutre, objective et franche pour un dialogue intergénérationnel inclusif et intersectoriel afin de favoriser un dialogue inclusif entre et parmi les parties.

Dans le domaine de la RDPC, l'une des initiatives les plus concrètes des jeunes est la Plateforme interconfessionnelle de la jeunesse centrafricaine (PIJCA) visant à prévenir et gérer les conflits sectaires en République Centrafricaine (RCA). Son objectif principal est de favoriser le dialogue en vue de mettre fin à la violence, de promouvoir la paix et de reconstruire leurs communautés respectives. Le groupe a joué un rôle de premier plan pendant le pic de violence à Bangui, en organisant plusieurs activités pour atteindre et persuader les groupes belligérants de travailler sur une médiation pacifique. Il a également encouragé et facilité une aide humanitaire sûre, notamment celle d'ONG nationales et internationales ainsi que du personnel de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine, MINUSCA, dans le 4^{ème} arrondissement de Bangui. Notamment, ce quartier était à une époque l'épicentre de violentes batailles dans le pays. En outre, PIJCA a fourni un soutien matériel et financier à d'anciens jeunes combattants pour leur permettre de gagner leur vie comme la pêche et l'agriculture, en particulier à Kulamandja (Pk 20 Damara Road). Cette évolution a considérablement contribué à réduire la

vulnérabilité économique des jeunes ex-combattants et les a rendus moins disposés à retourner dans les tranchées.

Dans le contexte de DDR, LOYOC travaille actuellement dans huit prisons du Cameroun pour offrir aux récidivistes la possibilité de poursuivre des modes de vie sans criminalité et d'éviter la radicalisation. Jusqu'à présent, ils ont touché environ 5 000 jeunes dans les prisons du pays. Le groupe a également renforcé les capacités de plus de 300 jeunes éducateurs pairs dans les prisons en les exposant à la littératie financière et à l'autonomisation pour devenir des entrepreneurs pénitentiaires capables de créer des emplois dans et hors des prisons. Enfin, en réponse à l'augmentation des cas de violence sexuelle et sexiste, AZUR Développement surveille et signale les cas de violences domestiques et sexuelles à la police et aux autres forces de l'ordre pour enquête et poursuites dans la région de Pointe-Noire en République du Congo. Le groupe a créé une plateforme en ligne pour pister, documenter et suivre les cas de violence domestique et sexuelle dans tout le pays, notamment en fournissant aux victimes un large éventail d'assistance psychosociale, juridique et financière.

2.2. REGION AFRIQUE DE L'EST

En Afrique de l'Est, la CRPM est également très populaire auprès des groupes de jeunes. En Ouganda, l'Organisation de Développement Batwa (BDO) encourage la coexistence pacifique entre les communautés Bakiga et Batwa qui ont été par intermittence à couteaux tirés avec de violentes contestations. Le groupe a également fourni aux agences de sécurité des informations d'alerte rapide sur les menaces potentielles ou existantes de violence et d'insécurité, et a aidé les deux communautés à créer des « comités de consolidation de la paix » au niveau local. **En Éthiopie**, *Dit ni Tek*, en collaboration avec les autorités compétentes, a favorisé la paix entre deux factions de réfugiés et leurs communautés d'accueil respectives, en particulier à la suite des violences qui ont conduit à la destruction de biens à TharpamKebeletang Woreda dans la région de Gambella. Après approbation par les autorités régionales de Gambella, le groupe a initié des mesures de dialogue et de confiance qui ont réuni les principaux interlocuteurs et contribué au rétablissement de la paix dans le camp de réfugiés et ses environs.

Un autre domaine d'intérêt des groupes de jeunes en Afrique de l'Est est la prévention de la radicalisation des jeunes et la lutte contre l'extrémisme violent. Le Centre pour l'autonomisation des jeunes (CYE) en **Somalie**, par exemple, engage ses membres et l'ensemble des jeunes de la capitale, Mogadiscio, à prendre des initiatives pour prévenir l'extrémisme violent et promouvoir la paix en mobilisant des dizaines d'artistes créatifs, visuels et performants pour revisiter et raconter à nouveau les histoires du pays. C'est dans le but de changer le récit que tout tourne autour du terrorisme et de la violence tribale. CYE mobilise également des médecins pour mener des programmes de sensibilisation médicale gratuits, en mettant particulièrement l'accent sur les tests et les traitements oculaires ainsi que sur l'enseignement de l'hygiène de base. Dans le cadre des efforts visant à prévenir la violence sexuelle et sexiste (VSBG) et à promouvoir les droits des femmes, l'organisation Mama's Hope pour l'assistance juridique (MHOLA) en **Tanzanie** mène des campagnes de sensibilisation et de sensibilisation du public sur les menaces et les maux de la violence sexuelle et sexiste; plaider pour le respect des droits des femmes tels que consacrés dans la constitution, en particulier le droit de

posséder des terres et des biens; et fournit une assistance juridique gratuite aux groupes marginalisés qui comprend la représentation en justice, la médiation et la rédaction de documents. Les interventions du groupe ont contribué à accroître la demande des femmes pour la reconnaissance de leurs droits par la médiation et l'arbitrage, et la création de clubs d'aide juridique dans les écoles secondaires où les élèves offrent un soutien sur les questions de violence sexuelle et sexiste.

2.3. REGION AFRIQUE DU NORD

Les activités de quatre groupes de jeunes dans quatre pays différents offrent un échantillon de ce qu'ils font dans le domaine de la CRPM. Pour promouvoir une culture de la paix, par exemple, l'Association des Scouts Islamiques de Bouira, en **Algérie**, utilise le dialogue pacifique comme modèle pour diagnostiquer et trouver des solutions aux protestations pacifiques dans différentes parties du pays. Grâce aux conseils consultatifs locaux de jeunes créés par l'Association, les jeunes sont en mesure d'interroger les principaux facteurs responsables des innombrables défis auxquels ils sont confrontés et d'explorer des solutions ou des remèdes locaux. En **République arabe sahraouie**, l'Union des jeunes de Sakia El Hamra et Oued Eddahab (UJSARIO) organise des ateliers et mène des campagnes de plaidoyer pour sensibiliser les jeunes contre le retour à la lutte armée. Le groupe encourage constamment ses pairs à intensifier le plaidoyer en faveur de la mise en œuvre des solutions durables.

Dans le domaine du DDR, l'Organisation de sensibilisation Vision de Paix en **Libye** organise des ateliers et des campagnes pour sensibiliser aux dangers de l'acquisition, de la circulation et de l'utilisation aveugle d'armes légères et de petit calibre (ALPC), en particulier pour les stocker à l'intérieur des maisons. En collaboration avec les autorités locales, le groupe mène également une campagne publique pour le désarmement complet et la démobilisation des jeunes impliqués dans des conflits violents dans le cadre d'efforts concertés pour promouvoir la réintégration et parvenir à la paix sociale aux niveaux local et communautaire. En ce qui concerne le genre et les personnes handicapées (PWD), La Ligue des électrices **Tunisiennes** (LET) - promeut la participation des femmes à la paix et à la sécurité, en particulier dans le contexte des élections. Lors des élections de 2011, LET a mené une sensibilisation massive contre la violence électorale et a aidé les femmes des zones rurales du pays à obtenir les cartes d'identité requises qui leur permettraient de s'inscrire et de devenir éligibles pour voter.

2.4. REGION AFRIQUE AUSTRALE

Les jeunes d'Afrique australe aspirent et veulent contribuer à prévenir l'éclatement ou l'escalade de conflits violents. Groupe Jeunesse pour la Paix Mondiale (IPYG), un groupe de jeunes basé en Afrique du Sud organise régulièrement des camps de jeunes et les utilise comme plate-forme pour promouvoir le dialogue interconfessionnel, la prévention des conflits et une culture de tolérance. Selon eux, «[L'espoir] est de créer des valeurs qui empêcheront l'extrémisme religieux et favoriseront l'harmonie interconfessionnelle durable.» Sur le plan socio-économique, la Mooto Cashew Suppliers Limited est une organisation de jeunesse en **Zambie** qui promeut la sécurité alimentaire et la génération de revenus en distribuant les semences de la noix de cajou à planter pour les jeunes et les communautés locales dans le cadre des efforts visant à prévenir et à atténuer les conflits potentiels causés par l'insécurité alimentaire et l'érosion des moyens de subsistance. En 2019, l'entreprise a produit plus de

50000 plants et a fourni au ministère de l'Agriculture 15000 de ceux-ci pour distribution aux groupes de femmes et de jeunes. En outre, les groupes de jeunes de la région participent également activement aux efforts visant à transformer les conflits existants, à favoriser la coexistence pacifique et à promouvoir la stabilité. Au **Zimbabwe**, Solutions communautaires Zimbabwe (CSZ) met en œuvre des initiatives de renforcement des capacités et de plaider sur la paix et la réconciliation nationales. Le groupe dirige également son plaidoyer auprès de la Commission nationale pour la paix et la réconciliation (NPRC), l'exhortant à encourager une participation accrue et significative des jeunes dans les processus de paix officiels.

Divers groupes de jeunes en Afrique australe sont activement impliqués dans le plaidoyer en faveur de l'équité et de l'égalité des sexes, et d'élargir ce qu'ils considèrent comme l'espace politique rétrécissant pour les jeunes femmes dans la politique, la gouvernance et la société. Un de ces groupes au **Mozambique**, appelé Olho do Cidadão, se concentre sur le mentorat des jeunes femmes dans les institutions tertiaires locales pour qu'elles assument des fonctions et des postes de direction civique. Avec des ressources limitées, le groupe utilise les médias sociaux pour plaider en faveur d'une plus grande participation des femmes à diverses campagnes visant à lutter contre la corruption, à promouvoir l'éducation des électeurs parmi les femmes et à organiser occasionnellement une marche pacifique pour `` s'assurer que les décideurs politiques reconnaissent et répondent à leurs appels à action.'

2.5. REGION AFRIQUE DE L'OUEST

La quête des jeunes Ouest-Africains de participer à la vie politique de leurs pays est de plus en plus reconnue comme une technique majeure de la CRPM. Par exemple, avant les élections de 2016 en **Gambie**, le Parlement National de la Jeunesse (NYP) a facilité les dialogues entre les jeunes pour lutter contre les conflits incessants entre les tribus, qui sont principalement alimentés par le harcèlement verbal et les agressions physiques. Leurs interventions ont contribué à promouvoir l'unité, en particulier parmi les jeunes, en exigeant des réformes politiques progressistes et des processus électoraux. Ils ont également accru la participation des jeunes, en tant qu'aspirants ou électeurs, aux élections. En réponse au conflit prolongé dans la région de la Casamance au **Sénégal**, la Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance encourage la relance d'un dialogue inclusif entre le gouvernement et le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC). Étant donné les retombées du conflit sur la Guinée-Bissau et la Gambie voisines, le groupe s'efforce également de faire participer davantage les femmes de ces pays à la gestion du conflit, mène des activités de sensibilisation et fait également pression sur des politiciens et des responsables gouvernementaux de haut niveau pour obtenir leur adhésion dans la transformation du conflit.

L'une des initiatives de DDR non-conventionnelles en Afrique de l'Ouest est l'effort en cours pour transformer les conditions de vie des détenus dans les prisons de Kumasi dans la région d'Ashanti au **Ghana**, où environ 70% des détenus ont moins de 35 ans. Une initiative majeure dirigée par des jeunes sous l'égide de la Fondation John Kufuor est le programme « Cell Not Hell» qui vise à fournir du matériel éducatif, à rénover et à stocker des bibliothèques pénitentiaires et à faciliter généralement les processus d'enseignement et d'apprentissage. Cette intervention a non seulement amélioré l'accès et

la qualité de l'éducation pour les détenus, mais a également considérablement amélioré leurs résultats scolaires aux examens des écoles secondaires. Invariablement, on s'attend à ce que l'initiative facilite considérablement la réinsertion socio-économique des anciens détenus dans la société.

Une récente étude du Réseau Ouest-Africain d'épidémiologie sur la consommation des drogues couvrant la période entre 2014 et 2017 montre que l'abus des drogues n'est plus seulement un problème de santé publique mais aussi une menace majeure pour la paix et la sécurité dans de nombreuses régions de l'Afrique de l'Ouest. De nombreux groupes de jeunes reconnaissent à la fois les dimensions de la santé et de la sécurité de la toxicomanie croissante. La Fondation Sanctuaire de l'espoir de la Charité (SHC-F) au **Nigéria**, par exemple, se concentre sur le sevrage des jeunes de la toxicomanie dans 20 États et a touché plus de 8 000 vies, en particulier celles des établissements d'enseignement supérieur. Avec pour mission " d'aider plutôt que d'arrêter " et de travailler en étroite collaboration avec l'Agence Nigériane des drogues et de l'application des lois (NDLEA), des médecins et des conseillers, le SHC-F a sauvé plus de 19 jeunes de la toxicomanie et a facilité la réintégration de plus de 49 victimes, dont un survivant qui a finalement été recruté par la NDLEA.

3. LES LACUNES ET LES DEFIS

Un facteur transversal qui empêche les jeunes de contribuer efficacement à la paix et à la sécurité dans les différentes régions est le manque de ressources financières pour mettre en œuvre leurs activités d'intervention. Cette contrainte provient en partie de leur incapacité à collecter des fonds, mais aussi en raison de la sensibilisation limitée du public aux incroyables activités innovantes et diversifiées qu'ils mènent dans différents pays du continent. La plupart des groupes de jeunes comptent sur les fonds personnels, les cotisations des membres et seulement une collecte de fonds minimale auprès des individus, des sociétés et de leurs communautés immédiates. Cependant, ces fonds sont à peine suffisants pour mener à bien un plaidoyer ou des interventions durables. Malgré cela, il est important de noter que le financement est nécessaire mais certainement pas suffisant pour que les groupes de jeunes étendent la portée et la gamme de leurs activités. Même s'ils ont tout l'argent dont ils ont besoin, il existe encore une myriade de défis dans la manière de mener leurs opérations, y compris une capacité technique limitée à s'engager dans de longs et intenses programmes de plaidoyer et d'intervention. Ils sont également contraints par un accès limité aux communautés à l'intérieur en raison de mauvais réseaux routiers; perceptions négatives des jeunes par les communautés; demande incessante d'argent en échange de la participation à des programmes, en particulier des discussions de groupe; et les inquiétudes concernant l'insécurité.

Jusqu'à ce qu'après de nombreuses années d'existence, la plupart des groupes de jeunes n'obtiennent pas l'occasion ou ne profitent pas de travailler en réseau avec des groupes de pairs aux niveaux national, régional et continental où ils sont mieux placés pour subvenir à leurs besoins, accéder à plus de ressources et généralement gagner en visibilité. Tout cela explique pourquoi de nombreux groupes de jeunes ont tendance à se tourner vers des activités de prévention des conflits à moindre intensité que d'autres domaines de la consolidation de la paix. Cela explique également en partie pourquoi leurs activités se limitent principalement à des activités de plaidoyer et de sensibilisation qui ne nécessitent

principalement que l'utilisation de plusieurs plateformes médiatiques et de bouche à oreille. Il explique en outre les raisons pour lesquelles ils s'engagent dans des activités qui ne se produisent que par intermittence, jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de trouver des sources de financement et de soutien technique plus sécurisées.

4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Un certain nombre de conclusions importantes pourraient être tirées des idées et perspectives sur les rôles et les contributions des jeunes à la paix et à la sécurité en Afrique. La première, et peut-être la plus évidente, est la preuve que le paysage de la jeunesse sur le continent est beaucoup plus diversifié, dynamique et complexe qu'on ne le suppose et le reconnaît souvent. Malgré l'opinion largement répandue selon laquelle ils sont responsables de l'effondrement de l'ordre public dans de nombreux pays, il est remarquable qu'un nombre important et croissant de groupes de jeunes soient activement impliqués dans la lutte contre les problèmes persistants qui menacent la paix et la sécurité, même s'ils ont tendance à le faire dans une zone géographique limitée, en particulier au niveau communautaire, à un moment donné. En outre, malgré les divers défis auxquels sont confrontées leurs interventions significatives et efficaces, les jeunes et les groupes de jeunes résistent dans leur quête du développement durable, de la paix et de la sécurité. La résilience dans ce contexte est comprise dans le contexte de la capacité ou de l'aptitude de se remettre rapidement d'une situation donnée, de supporter des moments difficiles et de faire face à la pression de fonctionner dans un environnement difficile tout en défendant une noble cause sociale. Même si elle est spécifique au contexte, la résilience nécessite généralement de s'adapter au changement et de chercher une solution créative et alternative à un état de fait défavorable. La capacité des individus ou d'un groupe à renforcer la résilience est donc déterminée autant par les facteurs du milieu (société) que par les capacités apprises ou acquises. Le but ultime du renforcement de la résilience est de revendiquer les types d'espaces qui leur permettent de jouer un rôle significatif dans l'élaboration des politiques et des dispositions de la société à l'égard des problèmes des jeunes.

Au cours des cinq consultations régionales, des visites sur le terrain dans 15 pays, des conversations en ligne et l'atelier de validation pour clore cette étude, les jeunes ont fait un certain nombre de recommandations clés à la Commission de l'UA, aux Communautés économiques régionales et aux mécanismes régionaux (CER/MR), en vue de renforcer leur rôle et leur contribution à la paix et à la sécurité, comme suit :

1. Institutionnaliser un quota de participation et de représentation des jeunes aux processus de gouvernance, de paix et de sécurité;
2. Populariser les cadres normatifs continentaux et les décisions concernant la jeunesse, la paix et la sécurité, et les utiliser comme référence pour suivre les progrès sur les questions de jeunesse par les États membres et d'autres parties prenantes sur une base annuelle;
3. Améliorer la visibilité de l'UA/CER/MR au niveau local/communautaire en diffusant les décisions clés et en rendant compte des activités des institutions, en particulier en matière de paix et de sécurité, à travers de multiples sources;

4. Engager les États membres à signer, ratifier et domestiquer les politiques de jeunesse ; et de rendre compte régulièrement des progrès réalisés pour intégrer la participation des jeunes à la paix et à la sécurité;
5. Identifier et collaborer avec les institutions Africaines ayant la capacité et les ressources nécessaires pour administrer le renforcement des capacités et la formation sur la paix et la sécurité afin d'inverser la tendance vers des orientations radicales et violentes chez les jeunes;
6. Investir davantage dans la recherche factuelle et la documentation sur les activités des jeunes afin de guider des interventions politiques plus équilibrées, appropriées et opportunes sur le développement des jeunes;
7. Encourager les États membres à contribuer à l'amélioration des relations entre les groupes de jeunes et les institutions chargées de l'application des lois ; y compris la police, l'armée et les services correctionnels;
8. Institutionnaliser les programmes pour la jeunesse, la paix et la sécurité aux niveaux de la Commission de l'UA et des CER/MR afin de favoriser une participation stratégique et significative et l'intégration des jeunes dans tous les domaines de la paix et de la sécurité.

INTRODUCTION

“Chaque génération de jeunes doit, par une relative obscurité, découvrir sa mission, la remplir ou la trahir³”

Lorsque Franz Fanon a écrit "Les misérables de la Terre" en 1961, il avait 36 ans et franchissait la limite supérieure de 18 à 35 ans prescrite comme tranche d'âge des jeunes par l'Union Africaine. Beaucoup de jeunes Africains de cet âge aujourd'hui ne connaissent pas nécessairement leur charge ou ne sont pas assez attentifs pour saisir son importance et ses implications profondes. De la protestation contre ce qu'ils perçoivent comme insensible ou mauvaise gouvernance à la mise en place d'incubateurs d'idées et de création d'entreprises⁴, les jeunes Africains dans les différents lieux ou circonstances où ils se trouvent ne découvrent pas seulement leur mission, ils s'engagent également dans des activités qui façonnent la manière dont ils l'accomplissent ou la trahissent. Tout au long de ce rapport, une tentative vigoureuse est faite pour capturer et documenter la tapisserie riche mais souvent négligées ou parfois même délibérément sous-évaluées - des jeunes Africains dans le secteur de la paix et de la sécurité ; et les implications de ce qu'ils font ou ne font pas pour la société et l'État en général, ainsi que pour la paix et la sécurité en particulier.

Souvent exprimée de manière parfois condescendante, méprisante et dédaigneuse, la façon dont le gouvernement et le grand public perçoivent et traitent les jeunes est ce que l'auteur nigériane Chimamanda Adichie a justement décrit comme « le danger d'une seule histoire »⁵. Une seule histoire, selon elle, est celle qui est non seulement imaginée, nourrie et reproduite par des couches de préjugés, d'idées fausses ou de mensonges absolus, mais diffusée et renforcée qui, au fil du temps, commence rapidement à assumer un élément de vérité. Raconter une `` histoire équilibrée " de la jeunesse, comme nous avons tenté de le faire ici, commence naturellement par écouter attentivement et apprendre des jeunes Africains, hommes et femmes, dans leurs propres espaces, loin du monde des adultes, sur combien leur génération est épanouissante ou trahir les idéaux et les normes de leurs différentes sociétés.

En plaçant les jeunes au centre du discours, on s'attend à ce que le récit le plus riche et le plus équilibré de ce rapport soit aussi proche (et fidèle) que possible de leurs aspirations. L'espoir est que les centaines de jeunes qui ont pris le temps de se consacrer quotidiennement à des moyens de subsistance difficiles et à des choix de survie pour apporter leurs connaissances remarquables, ainsi que leurs frustrations, verraient et sentiraient leurs histoires prendre vie. Ils avaient exprimé l'optimisme, allant de l'avant, que le fait de raconter leurs histoires constituerait un tournant vers un changement positif ; celui qui entraîne un changement de paradigme ou de politique majeur par rapport à la façon dont le gouvernement et la société traitent depuis longtemps les jeunes et les problèmes qui les concernent. Il ne faut donc pas s'étonner que le message central des jeunes Africains

³ Frantz Fanon, Les Damnés De La Terre. New York: Grove Press, 1961 (1963 translation)

⁴ En 2018 seulement, 146 start-ups Africaines ont levé 1,163 milliard de dollars en fonds propres, un taux de croissance phénoménal de 108% contre 33%. et 53 pour cent de croissance en 2016 et 2017, respectivement, avec le Kenya, le Nigéria, l'Afrique du Sud et le Sénégal en tête).

⁵ Chimamanda Adichie, Le danger d'une histoire unique, TedX, Université d'Oxford, 2016.

qui résonne tout au long de ce rapport soit que l'engagement de leurs gouvernements, des institutions régionales et de l'UA de ne pas laisser les jeunes, ou quiconque d'ailleurs, derrière dans la quête d'une Afrique pacifique et prospère est encore en grande partie désespérée.

Bien qu'ils reconnaissent plusieurs décisions clés comme l'adoption de la Charte Africaine de la Jeunesse (2006) et de l'Agenda 2063, ainsi que les résolutions 2250 et 2419 du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU), les jeunes africains sont généralement déçus que de tels objectifs et aspirations louables ne se sont pas traduits par des résultats pratiques qui améliorent qualitativement leur vie et leur accès à des opportunités socio-économiques subventionnées. Pour eux, ce qui est requis de toute urgence est de parler moins et agir plus⁶ et de commencer à tenir les gouvernements responsables de la façon dont ils intègrent les problèmes des jeunes dans les politiques et la planification. Ils insistent pour que leurs gouvernements investissent de manière plus ambitieuse et durable dans l'exploitation du talent, de la créativité et de l'ingéniosité des jeunes s'ils sont censés contribuer davantage et de manière significative à la société.

L'Afrique a la population la plus jeune et la plus forte croissance du monde. Bien que la perception du public de cette population nombreuse et jeune soit généralement un mélange de menaces et d'opportunités, les premières ont tendance à être plus dominantes en raison des multiples facteurs de risque associés aux actions violentes d'un petit nombre de jeunes⁷. Il est largement admis que les jeunes sont facilement attirés par la participation à des conflits et à des activités violentes, en particulier dans des contextes où le chômage et les vulnérabilités socioéconomiques sont en augmentation⁸. Le revers de ce récit malheureusement commun est qu'une population jeune offre une opportunité pour l'innovation, la croissance économique et le développement. En particulier, plusieurs études ont montré que les jeunes jouent déjà un rôle actif en tant que bâtisseurs de paix dans le monde⁹. En Afrique, le poids des preuves indique clairement que les jeunes représentent une opportunité en tant que contributeurs et bâtisseurs de paix réussis malgré la fixation populaire sur la façon dont un petit pourcentage d'entre eux se livrent à des activités qui contribuent à saper l'ordre public¹⁰. Avec des attributs ou des qualités spécifiques qui sont particulièrement propices à la consolidation de la paix, les jeunes possèdent une connaissance précieuse des besoins pressants de leur génération qui se fonde sur plusieurs décennies d'expériences¹¹. Un défi majeur, cependant, est

⁶ [Cette opinion a résonné lors des cinq consultations régionales tenues à Abuja, Gaborone, Asmara, Libreville et Tunis en 2019]

⁷ Urdal, H. (2012). « Un choc des générations ? Poussées de la jeunesse et violence politique ». Document d'expert N° 2012/1, Division de la population des Nations Unies, New York.

⁸ Azeng, T. F. (2018). « Chômage des jeunes, éducation et instabilité politique : données factuelles provenant de certains pays en développement 1991-2009. » Actes du cinquième congrès des économistes africains : croissance, emploi et inégalités en Afrique. Volume 2. pp. 87-101. Addis-Abeba: Commission de l'Union Africaine (ISSN 1993-6177).

⁹ Pour la discussion sur la dynamique du rôle des jeunes dans la consolidation de la paix, voir, par exemple, Simpson, G. (2018). La paix manquante : étude de progrès indépendante sur la jeunesse, la paix et la sécurité. Secrétariat UNFPA / PBSO; Di Renato Cursi (2017). Le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix. Roma : Centro Study Difesa Civile.; Berents, H. et McEvoy-Levy, S. (2015). "Théorisation de la jeunesse et de la paix quotidienne (construction)". Revue de la consolidation de la paix. Numéro 2: Paix et jeunesse au quotidien. 3 (5): 115 à 125; Freddy, H.J. (2015) «Jeunesse et consolidation de la paix au Sri Lanka», Revue internationale de la science des systèmes de la société, Vol 7. Numéro 3; Del Felice, C. et Wisler, A. (2007) «Le pouvoir et le potentiel inexplorés des jeunes comme artisans de paix», Revue de la consolidation de la paix, conflit et développement. N° 11.

¹⁰ Chakraborty, S. (2016). Droits Humains, Paix et Conflit Mobilisation des jeunes, dans Pandey C. et Upadhyay, P. (eds), promotion de la paix universelle et engagement civique à travers l'éducation, IGI Globale, p. 160.

¹¹ Del Felice, C. & Wisler, A. (2007) « Le pouvoir et le potentiel inexplorés des jeunes comme bâtisseurs de la paix », Revue de la consolidation de la paix, conflit et développement Numéro 11, novembre, p. 24-25.

que la myriade de contributions positives des jeunes à la société, en général, et à la paix et à la sécurité en particulier, sont pour la plupart invisibles, sous-estimés¹² et non-documentés¹³.

Un des points clés à noter à la lecture de ce rapport est non seulement que les jeunes sont impliqués ou engagés dans de multiples espaces, mais aussi que les différents contextes politiques, économiques et sociaux où ils se trouvent façonnent ce qu'ils sont capables de faire ou ne pas faire. Il est donc crucial de reconnaître comment la pluralité et l'hétérogénéité de l'Afrique, évidente dans les défis de paix et de sécurité vastes ou spécifique auxquels les différentes régions sont confrontées, contribuent grandement à déterminer et à définir le rôle et les contributions des jeunes à la paix et la sécurité. Pour illustrer cela, il faut examiner les variations ainsi que les similitudes des circonstances qui compromettent la paix et la sécurité en Afrique.

La Région de l'Afrique centrale comprend neuf pays¹⁴ qui présentent un mélange de contrastes remarquables et inquiétants. D'une part, ils disposent d'abondantes ressources naturelles, notamment le pétrole, qui représente à lui seul 70% des exportations, 50% du PIB et 60% des recettes fiscales¹⁵. Cependant, en raison de leur faible croissance et de leur base économique, ils sont tous devenus vulnérables aux chocs des prix externes en raison des fluctuations des prix mondiaux de leurs principaux produits agricoles et minéraux. La baisse des prix et des revenus du pétrole en 2014 a déclenché de graves crises du financement public et du secteur socioéconomique qui, à leur tour, ont accentué le chômage et les troubles sociaux. Dans le domaine politique, une grande partie de l'histoire de la région après l'indépendance est rythmée par des cycles d'instabilité politique et de violence principalement liés à la succession et au transfert de pouvoir, à des conflits armés et sécessionnistes prolongés. La détérioration de la situation en matière de sécurité ne fait pas qu'aggraver les anciennes menaces à la sécurité, mais aussi en faire apparaître de nouvelles liées aux délits transnationaux organisés tels que le trafic d'armes et de drogues, le terrorisme et la piraterie maritime.

En Afrique de l'Est, les expériences prolongées d'instabilité politique interne, les atrocités de masse dans le contexte des guerres civiles, les défis humanitaires induits par le changement climatique, la recrudescence croissante des activités des groupes terroristes ont déclenché des vagues sans précédent de déplacements internes et de migrations forcées, de mouvements transfrontaliers et le banditisme armé. Elle fait face à un certain nombre d'obstacles à la paix et à la sécurité liés à des haines ethniques et tribales profondément ancrées; intolérances politiques, inégalités structurelles; l'intolérance religieuse; corruption dans les institutions publiques; conflits violents le long des frontières; chômage généralisé; manipulation des dispositions légales, électorales et constitutionnelles; commercialisation des élections; capacité insuffisante de l'État à mobiliser

¹² Cette déclaration a été faite par des représentants de la jeunesse lors de la réunion inaugurale du Y4P Afrique qui s'est tenue à Lagos, au Nigéria, en septembre 2018.

¹³ Ceci est basé sur la sélection de 53 ressources issues de chapitres de livres, de rapports, d'articles de revues académiques, de thèses de maîtrise et de doctorat publiées entre 2000 et 2016 sur le lien entre les jeunes, les organisations de jeunesse et la consolidation de la paix. Voir, Del Felice, C. et Ruud, H. (2016). Bibliographie annotée - Le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix. La Haye: Réseau uni des jeunes artisans de la paix..

¹⁴ Sur la base de la décision de 1976 du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité Africaine, OUA, précurseur de l'Union Africaine, il y a neuf pays dans la région de l'Afrique centrale, à savoir: le Burundi, le Cameroun, la RCA, le Tchad, le Congo, la RDC, Guinée équatoriale, Gabon, Sao Tomé et Príncipe. Voir CM / Res. 464-QCXVI / 1976

¹⁵ Données tirées des Perspectives économiques régionales de l'Afrique du FMI (2018). Extrait de <https://www.imf.org/external/datamapper/datasets/AFRREO/> (3 juin 2019)

rapidement et de manière adéquate l'aide humanitaire en cas de déclenchement d'épidémies sanitaires ou de catastrophes naturelles. En outre, la région est sujette à des épisodes tels que la politisation occasionnelle des griefs passés, la tension et l'impunité; traumatisme social causé par des incidents de violence passés mal traités et poursuite des sentiments de perte, de déplacement, d'injustice et de désir éventuel de vengeance; méfiance généralisée entre certains groupes ethniques à l'égard de l'État; et enfin, l'incidence croissante des discours de haine, de la rhétorique incendiaire et de la propagande visant des groupes particuliers, des populations d'individus et le gouvernement.

En Afrique du Nord, les perspectives de consolidation démocratique, de paix et de sécurité sont encore marquées par des défis majeurs liés à l'accès limité aux opportunités socio-économiques et politiques subventionnées pour un grand nombre de citoyens, ainsi que par les conflits politiques internes, la guerre civile et la propagation de nouvelles formes d'idéologies radicales et extrémistes qui entretiennent le terrorisme transnational. Une vague de protestations et de soulèvements populaires liés à des demandes croissantes de réformes juridiques, constitutionnelles, institutionnelles et politiques ont déclenché des événements importants, notamment ceux connus sous le nom de « Printemps Arabe ».

L'Afrique Australe a des caractéristiques ou des expériences sociales, politiques, de gouvernance et de sécurité uniques qui rendent ses expériences qualitativement différentes de celles d'autres régions du continent. Dans le premier cas, des cycles réguliers de transitions démocratiques ont contribué à décompresser et à réduire la probabilité d'une guerre civile à grande échelle et de conflits transfrontaliers même si cela n'a pas complètement éliminé le recours ou la menace de recours à la violence comme stratégie politique pendant les élections. En effet, la région comprend six des dix pays les mieux gouvernés d'Afrique¹⁶, a des niveaux de développement humain relativement plus élevés¹⁷, et elle est pratiquement exempte de tout conflit violent majeur pour justifier l'opération de soutien de la paix par la communauté régionale, la SADC ; l'Union Africaine ou les Nations Unies¹⁸. Cependant, les inégalités de revenus au sein des pays et entre les pays sont élevées¹⁹ au point d'aggraver les vulnérabilités anciennes et nouvelles. Son contexte particulier fait des problèmes de corruption ; les inégalités économiques, raciales et de genre ; et la fragilité de la gouvernance est particulièrement préoccupante.

Enfin, le paysage de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest a évolué rapidement au cours des deux dernières décennies. Depuis les années 90, la région a connu certaines des insurrections armées et des guerres civiles les plus meurtrières, des agitations sécessionnistes intermittentes et des violences associées aux élections et à la succession au pouvoir. Plus récemment, une recrudescence des activités d'insurrection transnationale et des mouvements terroristes, en particulier le long du couloir du Sahel et dans la zone du bassin du lac Tchad. Alors qu'une grande partie de la région peut être considérée comme relativement plus sûre et plus silencieuse, les nouvelles menaces imposées par

¹⁶Fondation Mo Ibrahim, Indice Ibrahim 2018 de la gouvernance Africaine.

¹⁷ PNUD, Au-delà du revenu, au-delà des moyennes, au-delà d'aujourd'hui : les inégalités dans le développement humain au 21e siècle. Rapport sur le développement humain 2019, New York.

¹⁸ Voir ZIF Centre International des opérations de paix, Carte Mondiale des opérations de support de la Paix 2018/2019. www.zif-berlin.org

¹⁹PNUD, Tendances des inégalités de revenu en Afrique subsaharienne : divergence, déterminants et conséquences. New York, PNUD, 2017

les activités insidieuses de groupes armés non étatiques et transnationaux à orientation criminelle, insurgée, extrémiste et terroriste, comme celles liées à Al-Qaïda et à l'État islamique, fait peser des menaces intermittentes sur la paix et la sécurité et fait reculer les perspectives économiques et politiques. Ces contextes régionaux, et les contrastes remarquables qu'ils offrent, donnent le ton pour comprendre et expliquer le statut ou les conditions actuels des jeunes en Afrique, et quel avenir alternatif à attendre si les gouvernements échouent individuellement et collectivement à agir rapidement pour relever les innombrables défis auxquels est confronté leurs jeunes citoyens.

La démographie des jeunes est devenue le premier et le principal point de référence chaque fois que l'attention est attirée sur le faisceau de paradoxes et de contradictions que la jeune population Africaine représente ou présage. Décrire le continent comme « Jeune » ne serait pas déplacé. Avec une population d'environ 1,308 milliard d'habitants, ce qui représente 17,44% du total mondial, une prévision suggère que la population des jeunes africains serait de l'ordre de 42% du total mondial d'ici 2030²⁰. Lorsque la limite supérieure est augmentée de 15-24 à 15-35 ans comme prescrit par l'UA, cependant, les jeunes représenteraient les trois quarts de la population totale du continent. On estime qu'une grande partie du boom de la population des jeunes dans le monde se fera en Afrique subsaharienne, où se trouvent quatre des cinq pays les plus peuplés d'Afrique - le Nigéria, l'Éthiopie, la République démocratique du Congo et l'Afrique du Sud. Malgré le manque d'uniformité dans la façon dont les pays classent l'âge des jeunes, le pourcentage de jeunes par rapport à la population totale varie généralement de plus de 40% en Afrique centrale²¹ et orientale à 64% en Afrique centrale et proche du seuil de 70% en Afrique du Nord et de l'Ouest, respectivement²².

Le problème n'est cependant pas dans leur nombre toujours croissant; ce sont les réalités et les circonstances socioéconomiques et politiques qui s'accumulent contre eux, et comment ceux-ci érodent les options ou les choix qui s'offrent à eux pour maintenir et améliorer leur qualité de vie ou leurs moyens de subsistance. Certes, les jeunes Africains sont curieux, créatifs et pleins d'énergie et de dynamisme qui peuvent être une force pour le bien, mais aussi l'inverse. Malgré les obstacles, un nombre croissant de jeunes africains sortent du moule proverbial alors qu'ils nourrissent et dirigent un nouvel écosystème d'acteurs du changement cherchant à trouver des solutions innovantes et durables à de nombreux problèmes insolubles auxquels leurs sociétés sont confrontées. Malheureusement, la majorité d'entre eux vivent encore dans des conditions qui rendent difficile, voire impossible, l'exploitation complète de leur potentiel. En grand nombre, ils sont littéralement obligés de vivre en marge de la société qui pourrait bien s'insérer dans l'état de nature hobbesienne où la vie est désagréable, brutale et courte. Les perspectives présentées par la Banque Africaine de développement (BAD) sur le statut des jeunes dans la région de l'Afrique centrale pourraient aussi bien illustrer le dilemme auquel sont confrontés les jeunes à travers le continent : plus d'un tiers d'entre eux sont au chômage, un autre tiers souffre d'emploi vulnérable, et seulement un sur six est salarié²³.

²⁰ Voir, ONU, Autonomisation des jeunes, Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique (OSAA), New York. Extrait de <https://www.un.org/en/Africa/osaa/peace/youth.shtml> (22 octobre 2019)

²¹ Données tirées des données démographiques 2019, extraites de <https://www.populationdata.net/continents/afrique/> (22 octobre 2019)

²² Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2019). Perspectives de la population mondiale 2019

²³ BAD 2019. Perspectives économiques de l'Afrique centrale 2019. Abidjan: Banque Africaine de développement.

Le potentiel des jeunes pour le changement social, économique et politique a fait l'objet d'un vif débat public à différents niveaux, en particulier à la suite des récents bouleversements sociaux sur le continent. Pourtant, très peu est fait pour anticiper les besoins et les attentes en constante évolution de la jeunesse Africaine ou pour la protéger des vulnérabilités existantes ou nouvelles. Ce n'est pas seulement leur nombre qui compte, les décideurs devraient s'inquiéter beaucoup plus de la façon dont l'interdiction d'accès à une myriade d'opportunités les pousse davantage en marge de la société ; à ce point de basculement où ils se retrouvent avec peu ou pas d'autre option que de s'engager dans des activités qui minent la société et l'État.

La situation actuelle dans le secteur de la paix et de la sécurité en Afrique est donc le reflet de défis profonds et conjoncturels liés à l'érosion des relations entre l'État et la société, à la diminution de la capacité de l'État à garantir efficacement l'ordre public et à livrer les dividendes minimaux de la gouvernance et du développement à un nombre croissant de citoyens, en particulier les jeunes. Bien que la plupart des pays africains aient maintenu une croissance économique soutenue, encouragée par une flambée des prix mondiaux des produits de base dans une atmosphère de relative stabilité politique au cours des deux premières décennies, les systèmes multipartites qui les ont conduits à l'indépendance ont commencé plus tôt à céder la place à des règles civiles ou militaires à parti unique qui a compliqué cette situation politique et sécuritaire. La plupart des pays africains ne se sont pas non plus complètement remis des effets débilissants des prescriptions de réformes économiques néolibérales qui ont commencé au milieu des années 80 avec le programme d'ajustement structurel (PAS) et se poursuivent à ce jour. Alors que les perspectives actuelles suggèrent que davantage de pays ont adopté des systèmes multipartites et organisent des élections régulières, la mesure dans laquelle la majorité des citoyens ont pu profiter des promesses de gouvernance et de développement économique est douteuse.

C'est dans les couches denses des réalités socioéconomiques, politiques et sécuritaires à travers l'Afrique que les diverses expériences, rôles et contributions des jeunes à la paix et à la sécurité dans ce rapport sont ancrés et examinés. Ce rapport montre comment, dans ces différents contextes et circonstances, les jeunes du continent s'engagent dans des activités qui contestent les changements constitutionnels illégaux, confrontent les excès autoritaires de l'État et s'engagent également dans un large éventail d'activités de citoyenneté à travers le plaidoyer, les élections ou les manifestations populaires. Quels que soient le rythme, l'orientation et la qualité des réformes politiques et économiques en cours, il ne fait aucun doute qu'elles stimulent l'ouverture de l'espace pour les groupes de jeunes à se développer et s'épanouir. Ils offrent également de nouvelles fenêtres d'opportunité aux jeunes pour s'organiser autour de la vie civile, politique et associative sur les enjeux les plus importants auxquels ils sont confrontés. Alors que les progrès peuvent être lents et parfois laborieux, et que leurs efforts n'ont pas encore été correctement capturés, les preuves empiriques montrent clairement que les jeunes pénètrent dans un espace décisionnel critique, en particulier aux niveaux communautaire et infranational, où ils avaient auparavant été privés de leurs droits et exclu.

METHODOLOGIE

Les idées contenues dans ce chapitre sont distillées à partir des perspectives riches et diverses des jeunes et des groupes de jeunes à travers l'Afrique : premièrement, lors de cinq consultations régionales tenues à Abuja, Asmara, Gaborone, Libreville et Tunis ; deuxièmement, lors de visites sur le terrain dans 13 pays ; et troisièmement, en heures de conversations approfondies en ligne et hors ligne avec eux. Chacune des cinq consultations régionales a attiré un large éventail de groupes de jeunes travaillant dans divers secteurs de la paix et de la sécurité : 26 en Afrique de l'Est ; 14 en Afrique centrale ; 15 en Afrique du Nord ; 45 en Afrique de l'Ouest ; et 26 en Afrique australe, respectivement. Au total, 32 entretiens approfondis et discussions de groupe ont eu lieu en Guinée-Bissau, au Mali et au Nigéria ; 36 au Burundi, au Cameroun et en République Centrafricaine ; 18 au Mozambique et en Afrique du Sud ; 23 en Tunisie et en Libye ; et 28 à Madagascar, au Soudan du Sud et en Ouganda²⁴.

Un effort considérable est fait pour identifier et documenter les expériences riches et diversifiées des jeunes Africains, individuellement ou au sein des groupes ou réseaux qu'ils ont créés pour donner une expression pratique à leurs aspirations. Le rapport montre un parti pris particulier pour les jeunes et les groupes de jeunes qui travaillent dans le secteur de la consolidation de la paix, au sens large pour inclure la CRPM, les OSP, la RDPC et d'autres domaines thématiques. Il s'appuie sur des semaines de conversations franches avec des jeunes d'horizons, d'expériences et de localités différents. L'objectif était également de rencontrer et d'écouter leurs histoires individuelles et collectives sur la façon dont ils perçoivent leur place et leur statut vis-à-vis de la société et de l'État, et ce qu'ils considèrent comme leurs priorités et perspectives futures. Ce rapport reconnaît, en fin de compte, les agences remarquablement diverses de la jeunesse Africaine de manière à fournir aux décideurs une base suffisante pour prendre des décisions plus éclairées sur la manière, dans quelle direction ou de manière substantielle, de les engager maintenant et dans un avenir proche.

Avec le recul, l'engagement des divers jeunes et groupes de jeunes loin des regards indiscrets des adultes et dans des espaces qui pourraient être décrits comme leur habitat naturel a permis d'obtenir des informations plus riches et bien plus révélatrices sur ce qui les motive, ou "se sentir cool", dans leur propre argot. Tout au long du rapport, une attention considérable est accordée à parler et à travailler avec les jeunes plutôt que d'en parler. Très souvent, les voix des jeunes sont étouffées ou totalement absentes, soit parce que les décideurs politiques les tiennent pour acquis ou croient simplement qu'ils savent ce qui leur convient le mieux. Dans cette étude, on tente à la fois de reconnaître que le rôle de la jeunesse Africaine, comme celui de ses pairs dans d'autres parties du monde, est vivant, réel et suffisamment substantiel pour ne pas être ignoré. Il y avait des collections d'histoires très personnelles, d'expériences, de témoignages, d'initiatives et de leçons, mais aussi des défis et des lacunes dans les efforts actuels visant à impliquer les jeunes de manière significative dans la paix et la sécurité. On espère que les idées contenues dans ce rapport éclaireront les efforts en cours

²⁴ Les cinq groupes régionaux sont en tandem avec le groupement de régions de l'Union Africaine sur le continent adopté plus tôt par le Conseil des ministres de l'OUA en 1976 (CM / Res.464-QCXVI). Extrait de <https://au.int/en/memberstates/countryprofiles2> (20 octobre 2019)

aux niveaux national, régional et continental pour enrichir et engager les jeunes en tant qu'acteurs clés de la promotion de la paix et de la sécurité.

Il est important de souligner qu'en raison de la diversité qui est devenue la marque distinctive du secteur de la jeunesse en Afrique, il n'était pas possible que toutes les catégories de jeunes puissent être autour de la table ou dans les salles et les espaces où les conversations qui forment la base de cette étude ont eu lieu. Néanmoins, un effort considérable est fait pour refléter cette diversité dans la sélection des répondants ; montrant un parti pris particulier pour les jeunes et les groupes de jeunes spécifiquement engagés dans les questions de consolidation de la paix. Au-delà du défi de «trouver les jeunes», il y a la contrainte supplémentaire de gagner leur confiance et leur temps pour participer à de longues heures d'entretiens, de discussions de groupe et même de discussions en ligne; notamment parce que les périodes des visites sur le terrain coïncidaient généralement avec des événements tels que le début de l'examen national, le pic de la saison agricole, la détérioration de la situation sécuritaire, les interruptions de l'approvisionnement en électricité et de la connectivité Internet, ou le quotidien de la poursuite de la survie et des moyens de subsistance , qui «distraient» souvent les jeunes.

CHAPITRE PREMIER: L'ÉVOLUTION DES TENDANCES ET DU STATUT DES JEUNES ET DES GROUPES DE JEUNES DANS LE DOMAINE DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

1.1 INTRODUCTION

Ce chapitre donne un aperçu général de l'évolution des tendances et du statut des jeunes en Afrique. Il est important de mettre en lumière les moyens multiples et novateurs employés par les jeunes pour accepter le changement et promouvoir la paix, alors que le continent assiste à plusieurs transitions perturbatrices. Il découle du principe que les activités violentes d'une fraction de jeunes ne doivent plus être considérées représentatives de l'ensemble d'activités positives d'un nombre beaucoup plus important de jeunes sur le continent.

Le chapitre est divisé en six parties. Outre cette section introductive, la deuxième partie juxtapose brièvement les expériences des jeunes africains avec celles de leurs pairs dans d'autres régions du monde, en particulier dans le contexte de la manière dont la mondialisation façonne leur orientation et leurs perspectives de manière substantielle et fondamentale. Cela explique pourquoi une définition uniforme, ou une compréhension, de qui est un "jeune africain" peut être difficile étant donné la façon dont leurs expériences se situent à l'intersection de rencontres et de contextes multiples et souvent difficiles qui rendent tout critère basé uniquement sur l'âge chronologique inutile. Cela fournit une toile de fond critique pour une meilleure appréciation de la pluralité et de la complexité, qui est la caractéristique distinctive du paysage de la jeunesse en Afrique contemporaine. La troisième section examine certaines des tendances émergentes en matière de paix et de sécurité sur le continent, et comment l'évolution démographique en faveur des jeunes réorganise et remodèle le paysage de manière profonde et troublante.

La quatrième partie présente les différentes manières dont les jeunes Africains « saisissent le moment » dans une époque qui se caractérise malheureusement par plusieurs transitions perturbatrices dans les domaines politique, économique, social et culturel. Il explore comment les jeunes africains, confrontés à de réelles situations d'exclusion, y compris des espaces où les décisions qui les affectent doivent être prises, mobilisent un menu d'options pour répondre aux menaces changeantes de paix et de sécurité. La cinquième section explore dans quelle mesure - et de quelles manières qualitatives - les réponses des États et des institutions sont mobilisées pour répondre aux innombrables contraintes auxquelles les jeunes et les groupes de jeunes sont confrontés. La dernière section tire des conclusions clés sur les futurs alternatifs pour les jeunes africains dans un monde en mutation.

1.2 LA JEUNESSE AFRICAINE A L'HEURE DE LA MONDIALISATION: NOTIONS ET REALITES CONTRASTEES

La population mondiale de jeunes entre 15 et 24 ans représente environ 1,8 milliard, soit environ 19% de la population mondiale. Les projections actuelles indiquent que la population de l'Afrique, à tout le moins, devrait plus que doubler, passant de 1,2 milliard en 2015 à 3 milliards d'ici la fin de l'Agenda

2063 de l'UA²⁵. Cependant, le problème ne réside pas dans l'augmentation géométrique de leur nombre mais dans la pléthore de circonstances socioéconomiques et politiques atroces qui s'accumulent contre les jeunes et diminuent les choix ainsi que les opportunités qui s'offrent à eux.

Alors qu'ils représenteraient 46% de la population active du continent d'ici 2063, il est peu probable que les jeunes jusqu'à 35 ans obtiennent et conservent leurs emplois²⁶. Il est significatif que le taux de chômage des jeunes dépasse 60% et il en est ainsi à un moment où, selon les estimations, 83% des 11 millions d'Africains entrant sur le marché du travail chaque année ne seraient pas en mesure de trouver des emplois salariés sûrs dans le secteur formel. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a à juste titre décrit comme une bombe à retardement sociopolitique, le lien inquiétant entre la croissance démographique des jeunes et la violence²⁷.

Il existe des différences qualitatives entre la façon dont les jeunes Africains ont été traités par rapport à leurs pairs dans d'autres parties du monde. Sur plusieurs générations, par exemple, le monde occidental a nourri une génération de jeunes conscients, vigilants et progressistes dont la place dans le monde moderne ne fait plus débat. Des décennies de pratiques démocratiques, notamment le respect des droits civils, politiques et socio-économiques, ont considérablement façonné la façon dont les jeunes s'expriment et s'identifient aux valeurs et aux priorités sociales par rapport à leurs pairs dans le monde en développement. Plusieurs décennies d'investissement cohérent et prioritaire dans l'éducation formelle et informelle ont exposé les jeunes aux connaissances et aux compétences dont ils ont besoin pour le lieu de travail du 21^e siècle et, en même temps, leur permettant de transcender les barrières sociales, économiques et politiques qui imposent de graves contraintes à leurs contemporains en Amérique latine, en Asie et en Afrique.

En Occident, on suppose toujours implicitement que les étapes de la croissance humaine se déroulent de manière fixe, linéaire, mécanique et ordonnée de l'enfance à l'adolescence, à la jeunesse et à l'âge adulte, dans cet ordre. C'est dans ce contexte que l'ONU, par exemple, définit la jeunesse comme une étape très spécifique entre l'enfance et l'âge adulte, lorsque les gens doivent négocier une interaction complexe de changements économiques personnels et sociaux afin de manœuvrer la " transition " de la dépendance à la l'indépendance, prendre le contrôle effectif de leur propre vie et assumer des engagements sociaux²⁸. En Afrique, cependant, la période de la jeunesse est non seulement allongée mais aussi socialement construite; celle dans laquelle les interactions entre les jeunes et la société sont souvent ponctuées d'expériences de marginalisation, d'aliénation et de conflit.

Sans laisser entendre que les jeunes en Occident sont à l'abri d'une myriade de défis existentiels qui témoignent de leur statut, ils sont de plus en plus préoccupés par les problèmes de terrorisme, de changement climatique, de pollution de l'environnement, de sexualité, d'égalité des sexes, de sécurité personnelle, entre autres, qui ne font que commencer lentement à devenir une tendance dans d'autres

²⁵ Voir, ONU, Autonomisation des jeunes, Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique (OSAA), New York. Extrait de <https://www.un.org/en/Africa/osaa/peace/youth.shtml> (22 octobre 2019)

²⁶ AU-ECHO, Exploiter le dividende démographique grâce aux investissements dans la jeunesse. Addis-Abeba: UA, 2017.

²⁷ PNUD, Stratégie du PNUD pour la jeunesse 2014-2017: Autonomisation des jeunes pour un avenir durable » PNUD, New York (2014). P. 1.

²⁸ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (2004). Contribution de l'UNESCO: autonomiser les jeunes grâce à des politiques nationales. Paris.

parties du monde. Dans une récente interview d'Aljazeera avec de jeunes écologistes qui protestaient devant la Maison Blanche à Washington DC, les jeunes se sont interrogés sur l'essence d'aller à l'école, d'obtenir un emploi ou de s'efforcer de tirer le meilleur parti de leur jeunesse lorsque des changements environnementaux négatifs qui ont été pour la plupart ignorés ou politisés par le gouvernement menacent leur avenir.

En Afrique, cependant, des décennies de politiques d'ajustement néolibérales sévères à partir du milieu des années 80 ont maintenu un grand nombre de jeunes dans un piège vicieux et extrême de pauvreté. Alors que les conditions de vie se sont améliorées de manière minimale dans plusieurs régions, l'offre limitée ou la répartition inégale des prestations de sécurité sociale est courante face à l'élargissement de l'écart d'inégalité entre les riches et les pauvres. Ceci, à son tour, explique en partie la résurgence des tensions sociales et des conflits violents, ainsi que le désespoir des jeunes Africains d'entreprendre un séjour périlleux à l'étranger à la recherche de meilleures opportunités.

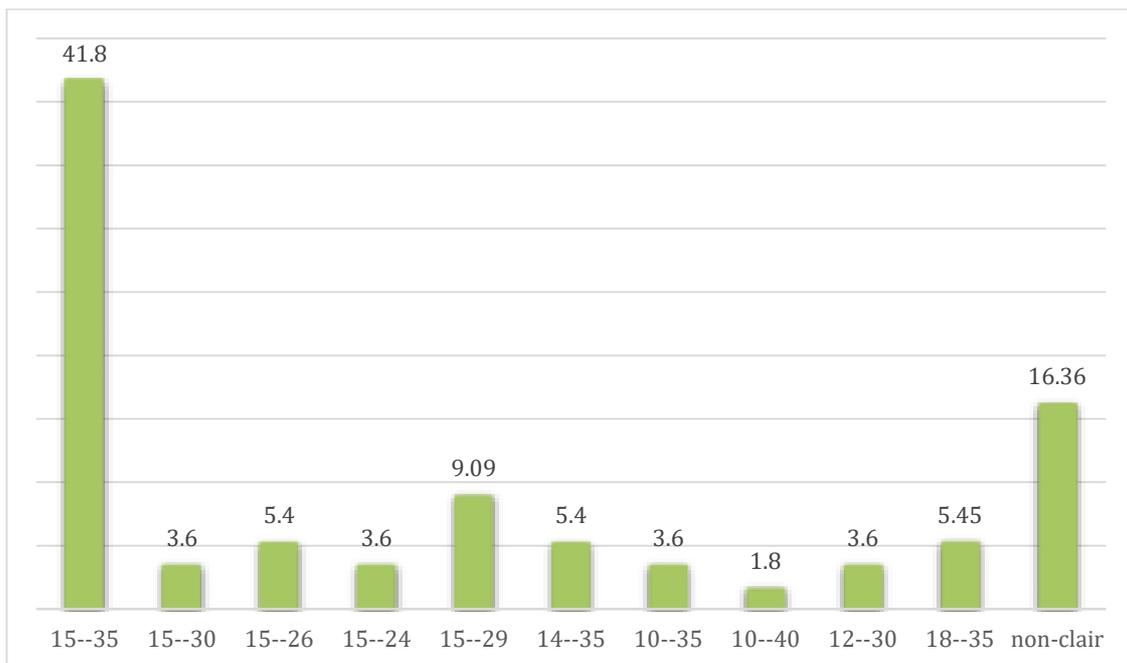
En raison des circonstances particulières que les jeunes rencontrent dans une grande partie du monde en développement, toute caractérisation de la « jeunesse Africaine » doit nécessairement être spécifique au contexte ; bien au-delà de l'utilisation de l'âge biologique ou chronologique qui est populaire en Occident et dans les sociétés développées. Bien qu'il ne reflète pas vraiment la réalité sur le terrain, le point de référence officiel souvent utilisé pour identifier qui est un jeune en Afrique est basé sur l'âge chronologique²⁹.

Le CJA a été adoptée par le Sommet des chefs d'États et de gouvernements de l'Union Africaine à Banjul, Gambie, en juillet 2006, pour fournir un cadre stratégique et tracer des voies pour assurer l'intégration des jeunes dans le développement. La Charte classe les « jeunes » comme la population âgée de 15 à 35 ans, mais il existe des variations substantielles dans les classifications d'âge des jeunes dans la plupart des pays africains³⁰. La figure 1 ci-dessous indique la catégorisation par âge des jeunes utilisée dans les États membres de l'UA, qui varie entre 10 et 40 ans. La figure 1 indique que, à part les 23 pays (représentant 41,8%) qui ont adopté le repère de 15 à 35 ans prescrit dans le CJA, près d'une douzaine d'autres utilisent des paramètres légèrement différents tandis que neuf (9) ou 16,3% n'ont pas de définition ou classification officielle de jeunesse.

²⁹ En vertu de la résolution 2250, le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) a fixé la tranche d'âge des jeunes de 18 à 29 ans tandis que la Commission économique pour l'Afrique prescrit de 15 à 35 ans.

³⁰ Par exemple, au Ghana, la politique nationale de la jeunesse adopte 18-35 comme définition de la jeunesse tandis que la définition du Nouveau Parti patriotique se situe entre 18 et 39 ans; le Parti des peuples de la Convention (CPP), 14-38 alors que le Congrès national démocratique (NDC) n'impose aucune limite à qui est considéré comme un jeune.

Figure 1. TRANCHE D'ÂGE DES JEUNES PARMIS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UA (%)



Source : compilation de l'auteur à partir de diverses politiques nationales de jeunesse des États membres de l'UA

L'absence d'uniformité dans la définition ou la compréhension de ce qu'est une « jeunesse africaine » doit être située au croisement de leurs multiples expériences qui ont très peu ou rien à voir avec leur âge en termes purement biologiques ou chronologiques. Invariablement, les notions de jeunesse en Afrique ne peuvent que finir par être déformées et décriées étant donné les façons particulières dont elles se croisent avec des variables telles que la culture, la tradition, la classe, l'ethnicité, le sexe et la race, qui ont toutes des implications pour imaginer et étiqueter la jeunesse africaine.

La question de savoir qui est un « jeune » en Afrique est donc fonction de nombreux facteurs dont, paradoxalement, l'âge chronologique est peut-être le moins important. Pour certains, les jeunes peuvent décrire la positionnalité, par exemple lorsqu'un adulte l'utilise pour décrire une personne plus jeune. Ce pourrait être un label social, pour décrire une personne qui peut être « âgée » en termes d'âge chronologique mais qui n'est toujours pas en mesure de remplir les fonctions ou de s'acquiescer des responsabilités attribuées par la société, telles que commencer et assumer la responsabilité de sa famille. Enfin, le concept de « jeunesse » est généré, souvent utilisé pour décrire un jeune homme (plutôt qu'une femme du même âge) qui n'est ni scolarisé ni salarié, vivant en marge de la société et facilement prédisposé à s'engager dans la violence. Ce qui est instructif à propos de ces images publiques multiples et contrastées de la jeunesse, c'est qu'elles façonnent les perceptions et les réactions du public ainsi que des décideurs politiques à l'égard des jeunes. Il explique comment, par exemple, un

jeune homme ou femme âgé-e vingt ou trente ans qui est éduqué-e, a un emploi sûr, marié-e et pourrait de subvenir aux besoins d'une famille immédiate et élargie, n'est pas considéré comme un "jeune" alors qu'une personne bien au-dessus 40 ans qui est dans une situation exactement opposée est toujours considéré et traité comme un jeune.

Il y a un sens dans lequel les jeunes Africains eux-mêmes créent qui ils pensent être ou comment ils veulent être perçus dans un paysage social dynamique de pouvoir, de connaissances, de droits et de notions culturelles d'agence et de personnalité³¹. Indépendamment de la façon dont ils sont classés ou perçus, ils représentent une force puissante pour le changement et le développement socio-politiques, mais seulement si ces potentiels sont correctement exploités et pleinement exploités. Alors que la diversité des expériences des jeunes en Afrique rend parfois la généralisation difficile, il ne fait aucun doute que le continent est proche du bas de la ligue mondiale en ce qui concerne ces indicateurs clés qui définissent le statut et la qualité des jeunes.

1.3 LES TENDANCES EMERGENTES EN MATIERE DE PAIX ET DE SECURITE DANS L'AFRIQUE CONTEMPORAINE

Le paysage de la paix et de la sécurité dans l'Afrique contemporaine est à la fois hétérogène et complexe. Cela reflète autant la dynamique sociale, économique et politique en constante évolution dans différentes communautés, pays et régions, mais aussi l'existence de multiples facteurs qui façonnent la nature, la trajectoire, la portée, l'intensité et la durée des conflits à travers le continent. Dans la période qui a immédiatement suivi l'indépendance, par exemple, les conflits africains étaient principalement liés à l'héritage de frontières coloniales arbitraires, aux défis de construction de l'État et de la nation, et aux différends impliquant des colonies ou des superpuissances et leurs mandataires pour conserver des sphères d'influence. Il n'y a eu pratiquement aucun conflit au cours de ces premières périodes qui n'ait pas directement ou autrement impliqué l'État post-colonial pour sa culpabilité ou son incapacité à prévenir et à résoudre rapidement les problèmes persistants avant qu'ils ne dégénèrent en conflits armés à part entière.

À l'époque, l'État postcolonial était remis en cause pour sa culpabilité ou son incapacité à résoudre rapidement des problèmes socio-économiques et politiques importants déclenchant ainsi un conflit armé à part entière. Aujourd'hui également, bon nombre de jeunes sont déçus et désillusionnés ; ils estiment que l'État et la classe dirigeante les ont abandonnés. Ce constat était au cœur des revendications qui ont déclenché le « Printemps arabe » dans le nord de l'Afrique, entre 2011 et 2013. En effet, les jeunes ont formé l'avant-garde révolutionnaire réclamant des réformes politiques et socio-économiques

³¹ De Boeck, Filip et Honwana, Alcinda (2005). Enfants et jeunes en Afrique: agence, identité et place à Honwana, Alcinda et De Boeck, Filip (eds) (2005). Makers and Bakers: Enfants et jeunes en Afrique postcoloniale. Presse mondiale d'Afrique. p. 4.

fondamentales. Les nombreuses manifestations politiques qui se sont déroulées depuis lors dans différentes régions d'Afrique ont montré que les mouvements contre les autorités perduraient sans pour autant avoir la même ampleur que le Printemps arabe en Afrique du Nord. Il existe des preuves suggérant également que les jeunes commencent à reprendre le flambeau de la génération les ayant précédés, principalement parce que la situation n'a pas changé ou s'est gravement détériorée³². Alors que de plus en plus d'entre eux sont pris dans le tissu de multiples conflits sur les ressources naturelles, y compris la terre ou le pouvoir politique, ils continuent de tels conflits pour des raisons substantielles et diverses, y compris la quête de survie au milieu de l'érosion des opportunités de moyens de subsistance.

Une dimension plus récente du conflit en Afrique est la menace croissante de l'extrémisme violent et du terrorisme, qui implique une myriade de groupes armés non étatiques s'attaquant à l'État et mine la sécurité humaine. Des groupes tels qu'Al-Qaïda au Maghreb (AQMI), l'État islamique d'Afrique de l'Ouest (ISIWA), Boko Haram et Al-Shabaab, ou leurs groupes affiliés et dissociés, ont acquis une notoriété en raison de la violence de leurs activités qui redéfinit le paysage des conflits armés autour du continent³³ de plusieurs manières sans précédent. Ces groupes font partie d'un réseau dense d'entités motivées par des idéologies religieuses et sociales radicales qui sont devenues transnationales. Ils sont désormais connus pour leurs attaques aveugles, longues et fatigantes pour les gouvernements et dévastatrices pour les citoyens. En dernière analyse, ils font exploser de nombreuses opportunités socio-économiques attrayantes pour les jeunes Africains qui eux-mêmes sont pris entre l'excitation dangereuse de prendre les armes pour survivre ou poursuivre une vie caractérisée par la corvée et la fermeture de l'accès aux avantages des conditions socioéconomiques et politiques subventionnées.

Suite aux nombreuses interactions avec les jeunes de part et d'autre du continent africain, cinq problématiques interdépendantes et transversales ont pu être identifiées, à savoir : (i) la crise de la gouvernance; ii) l'aggravation des crises économiques; (iii) la détérioration du secteur / système éducatif; (iii) les politiques sociales limitées et le manque de filet de sécurité protégeant les citoyens, y compris les plus vulnérables; et (v) les effets néfastes de la mondialisation. Ces facteurs, individuellement et collectivement, conduisent à la reconfiguration des relations sociales, économiques, politiques et culturelles qui ont un impact sur les jeunes de plusieurs manières différentes.

³² Voir, Akin Ejodame Olojo, Résistance des religieux islamiques contre Boko Haram au nord du Nigéria, *African Security Review*, 3, 26, 2017: 308-324; du même auteur, Dialogue avec Boko Haram: de retour à l'agenda? *ISS Today*, 02 juillet 2019

³³ Goldstone, Jack A. (2001). « Démographie, environnement et sécurité », In Diehl, F. Paul et Gleditsch, P. Nils (éds) *Environmental Conflict*. Boulder, Colorado: Westview (84-108).

1.3.1 Les crises de la Gouvernance en Afrique

L'état de la gouvernance ainsi que la pléthore de crises qu'elle génère sont généralement mis en évidence par une tension récurrente dans les relations entre l'État et la société. Cette relation a continué d'exacerber les anciennes et les nouvelles lignes de fracture sociales étant donné les façons particulières et multiples de mobiliser la classe, l'ethnicité et les identités religieuses. L'optimisme initial selon lequel l'avènement d'un régime multipartite sinon démocratique au cours des années 90 ouvrirait de nouvelles portes de prospérité, de paix et de sécurité ne s'est pas pleinement concrétisé dans de nombreux pays. Au lieu de cela, les transitions ont créé l'illusion de la participation populaire; celui dans lequel les citoyens ont exercé par intermittence leur droit de vote mais ne savent pas si un tel devoir civique a beaucoup compté pour déloger l'ancien ordre et le remplacer par un nouveau. La valeur prospective de la gouvernance multipartite s'érode très rapidement en Afrique, un développement qui, aggravé par des problèmes tels que l'immense coût de la gouvernance, le surpeuplement de la fonction publique, la mauvaise gestion des ressources de l'État, la corruption généralisée et systémique et la persistance d'institutions faibles, soulève des inquiétudes quant à la puissance de la démocratie, en particulier à la suite de la violence énorme qui accompagne les élections démocratiques.

Les multiples crises de gouvernance auxquelles sont confrontés de nombreux pays africains donnent également l'impulsion nécessaire au soulèvement et à l'agitation des jeunes. Rappelons que, dans les longues et fastidieuses transitions que le continent a connues depuis les années 1990, les jeunes Africains ont été à l'avant-garde des mouvements pro-démocratiques qui ont contribué à démanteler le régime civil militaire et à parti unique. Cependant, ils sont désormais exaspérés et désillusionnés par le fait que les mêmes « politiciens de la vieille garde » qui continuent de maîtriser le pouvoir politique aient détourné leurs efforts. Étant donné que le type de régime ou sa perception peuvent être une motivation pour les émeutes et le soulèvement,³⁴ il n'est pas surprenant que la suppression de l'accès aux opportunités politiques soit devenue un facteur majeur des agitations et de la violence chez les jeunes.

1.3.2 L'aggravation des crises économiques

L'une des preuves les plus évidentes et les plus troublantes des nombreux problèmes économiques du continent est illustrée par le nombre de jeunes errant dans les rues du continent sans perspective d'emplois, de survie et de moyens de subsistance. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), seuls 3 millions de jeunes sur les 13 millions qui entrent sur le marché du travail chaque année trouvent un emploi. Selon une autre estimation, seuls 33% des jeunes occupent un emploi salarié, les autres sont sous-employés

³⁴ Situation et perspectives de l'économie mondiale. Briefing mensuel. Division de l'analyse économique et des politiques, Département des affaires économiques et sociales. N ° 125. P. 3.

ou « vulnérables »³⁵. En outre, seuls 7% et 10% respectivement de la population Africaine âgée de 15 à 24 ans dans les pays à faible revenu pourraient se vanter d'avoir un emploi décent³⁶.

L'effet multiplicateur de l'aggravation de la crise économique est le nombre croissant et la prévalence des conflits qui pèsent lourdement sur les citoyens. En même temps que les conflits limitent les opportunités disponibles pour les jeunes, ils créent également de nouveaux risques qui aggravent la vulnérabilité des jeunes car ils voient ce qui les attend en termes sombres. Étant donné que le chemin de la reprise socio-économique est soit trop allongé ou quelque peu chaotique dans de nombreux pays africains, les jeunes sont de plus en plus débordés de manière à faciliter « leur mobilisation pour la guerre »³⁷. Ce n'est pas un hasard si certains des pays les moins performants du continent en termes économiques sont invariablement aussi les mêmes glissant vers des situations de paix et de sécurité qui se dégradent.

1.3.3 Détérioration du système/secteur de l'éducation

L'une des nombreuses conséquences négatives de la mise en œuvre des réformes néolibérales à partir du milieu des années 80 a été la chute brutale de l'allocation budgétaire du gouvernement au secteur de l'éducation. Aujourd'hui, seuls quelques pays africains dépensent un montant proche du seuil de 26% alloué par l'UNESCO au secteur de l'éducation. Les pays se rapprochant de ce seuil sont plus performants que ceux dépensant moins.

Avec la prolifération des écoles privées dont les prix sont hors de portée pour la majorité, la qualité des écoles publiques a chuté de manière drastique, créant un énorme déficit de connaissances à la même époque où la production de connaissances est devenue la nouvelle devise mondiale du pouvoir. Les perturbations incessantes des calendriers scolaires et la fermeture des écoles ont non seulement contribué à la médiocrité des programmes d'enseignement et des opportunités d'apprentissage, mais ont également exacerbé l'impact psychologique néfaste sur les élèves. La situation est encore plus troublante dans plusieurs pays africains confrontés à des défis fiscaux et sécuritaires incessants, où les enseignants ne sont pas suffisamment payés pour bien faire leur travail et où, avec leurs élèves, ils deviennent une cible facile d'attaques, d'enlèvements ou de mort aux mains de criminels, de ravisseurs et des groupes armés non étatiques.

³⁵ *Perspectives économiques en Afrique, 2018. Groupe de la Banque Africaine de développement.*

³⁶ *Kemper, Yvonne (2005). Les jeunes dans les approches de la guerre aux transitions de paix. Centre de recherche Berghof pour la gestion constructive des conflits, Berlin. P. 26.*

³⁷ *Urdal, Henrik (2006). Un choc des générations ? Renforcements de la jeunesse et violence politique. International Studies Quarterly. 50, 607-629. P. 612.*

Compte tenu de la dissuasion créée par la faible rémunération des enseignants et la détérioration des infrastructures à tous les niveaux, le secteur de l'éducation n'est plus suffisamment viable pour former et produire le type de main-d'œuvre et de compétences nécessaires pour faire face aux défis et aux exigences du XXI^{ème} siècle. En outre, la scolarisation, élément important de l'évaluation de la situation du système éducatif, a une corrélation directe avec l'aggravation ou la réduction du risque de conflit³⁸. Avec des millions de jeunes Africains non scolarisés et des filles marginalisées pour des raisons sociales, économiques et culturelles, il est urgent de renouveler les engagements en faveur des objectifs de développement durable (ODD), en particulier, l'Objectif 4 insistant sur l'éducation de qualité. C'est pour ces mêmes raisons que les universités et institutions Africaines se retrouvent systématiquement en bas du classement mondial en termes d'enseignement, d'apprentissage et de recherche de qualité. Un jeune de Bamako, au Mali, décrit ce que sont devenues les universités très réputées dans de nombreuses régions d'Afrique en termes de qualité de leurs diplômés : les « plus grands producteurs de chômage³⁹ ». Sur l'ensemble du continent, les diplômés passent de longues années à la recherche d'un emploi rémunérateur en raison de la qualité médiocre de l'enseignement, notamment de l'inadéquation entre les cursus universitaires et les compétences techniques requises par le marché du travail.

1.3.4 Sécurité sociale et politique sociale limitées

L'UA reconnaît « le droit des jeunes Africains de bénéficier de la sécurité sociale et des assurances sociales »⁴⁰. Malheureusement, les réformes néolibérales continuent d'affaiblir la capacité de l'État à assurer la prestation des services essentiels et le pousse à les rendre payants. L'État n'est plus en mesure de respecter cette norme et participe à la détérioration de la situation de la sécurité humaine. C'est pourquoi l'Indice annuel de développement humain publié par le PNUD classe systématiquement les pays africains parmi les pays les moins performants en matière d'accès à la santé, à l'éducation et à la sécurité de l'emploi, qui déterminent la qualité de vie et des moyens de subsistance.

Il ne fait aucun doute que cette absence ou cette répartition inégale des avantages sociaux à des taux subventionnés est un facteur récurrent qui engendre des tensions et des conflits violents. Le fait que de nombreux pays africains aient systématiquement le financement des secteurs sociaux essentiels ayant une incidence directe sur la qualité de la vie n'est que trop évident⁴¹. Il en va de même pour l'état délabré des infrastructures publiques telles que les

³⁸ Visite de terrain, 2019

³⁹ Article 14, Section 3: Éradication de la pauvreté et intégration socio-économique des jeunes. Charte Africaine de la jeunesse. 2006.

⁴⁰ Le secteur de l'éducation obtient 3,9 trillions de naira sur un 55,19 trillions de naira en 10 ans. vanguardngr.com/2019/04/education-free-fall/amp/

⁴¹ Alao, Abiodun et Ismail, Olawale (2007). Les jeunes à l'interface du développement et de la sécurité. Conflit, sécurité et développement. Routledge, Londres. P. 5.

hôpitaux, les centrales électriques et les routes, qui fait que la déclaration de l'état d'urgence et les investissements massifs dans la sécurité sociale et la politique sociale sont attendus.

1.3.5 La mondialisation et ses contradictions

Le système international de l'après-Guerre Froide a connu une transformation rapide avec des implications énormes pour les relations entre les gouvernements et la société en Afrique. La révolution dans les transports et les communications, y compris l'avènement des nouveaux médias, ont éliminé de nombreuses barrières sociétales et environnementales tout en provoquant une fragmentation et des crises sans précédent. La mondialisation est en partie responsable du déclin et de l'érosion de l'influence de l'État, qui doit faire face à un réseau fluide mais redoutable d'acteurs transnationaux cherchant à ébranler son pouvoir et son autorité. Avec les multiples impulsions qu'elle produit, le défi pour les États africains est encore plus exacerbé par leur intégration récente à l'ère de la mondialisation. Face aux forces de la mondialisation qui agissent beaucoup trop rapidement et dangereusement, de nombreux pays africains sont incapables de faire face aux chocs extérieurs et de parvenir même à s'en sortir, même à commencer à envisager pleinement la manière de définir de nouvelles priorités qui placent leurs citoyens, surtout les jeunes, au cœur du discours et du processus de développement⁴².

La mondialisation et l'accès à de nouveaux médias sociaux, ainsi que le rôle de la diaspora Africaine, sont deux caractéristiques de la mondialisation qui ont des répercussions importantes sur les jeunes et contribuent simultanément à de profonds changements sur le continent. Il est largement reconnu que les médias sociaux sont un instrument de changement social et de mobilisation sociale, de sorte qu'en un souffle, ils peuvent devenir une source majeure de pouvoir pour des voix jadis opprimées, marginalisées et réprimées et, dans un autre sens, en tant que véritable source de dépossession, ils sont sujet à des abus ou à une mauvaise utilisation⁴³. Internet et la révolution des technologies de l'information et de la communication (TIC), qui sont encore largement non réglementées, se révèlent également attrayantes pour les forces du bien et du mal. En même temps qu'ils sont capables d'avoir des effets massifs sur la propagation sociale, politique et économique, ils pourraient facilement devenir un prétexte au discours de haine, aux idéologies toxiques et au terrorisme transnational dans de nombreuses régions d'Afrique.

Ce que l'on sait surtout de la diaspora Africaine, et d'un grand nombre de personnes appartenant à la tranche d'âge des jeunes, c'est que les envois de fonds vers leur pays d'origine représentent une part importante des entrées annuelles de devises. Selon la Banque mondiale, les envois de fonds à destination de l'Afrique subsaharienne ont atteint le niveau

⁴² Manase, Kudzai Chiwoshe (2017). Les réseaux sociaux comme forces anti-révolutionnaires: Facebook et l'apathie politique chez les jeunes de la ville de Harare, Zimbabwe. P. 130. Développement de l'Afrique, 42 (2), 129-147.

⁴³ Migration et envois de fonds: développements récents et perspectives. Sujet spécial: migration de retour. Groupe de la Banque mondiale, KNOMAD. Migration et Development Brief 28. octobre 2017.

record de 37 milliards de dollars en 2017⁴⁴, sont passés à 46 milliards de dollars en 2018 et devraient augmenter en 2019⁴⁵. Les principaux pays bénéficiaires en 2018 sont les Comores, la Gambie, le Lesotho, le Cap Vert, le Libéria⁴⁶, le Zimbabwe, le Sénégal, le Togo, le Ghana et le Nigéria. Outre les envois de fonds, les jeunes de la diaspora sont également des investisseurs de première ligne dans de nombreux pays. En Somalie, leurs envois de fonds s'élèvent à plus d'un milliard de dollars et comptent pour 80% du capital de démarrage des petites et moyennes entreprises (PME)⁴⁷. Outre les envois de fonds, la diaspora Africaine est un groupe politique important qui façonne le discours national sur les grands problèmes et exerce des pressions pour influencer le comportement des gouvernements nationaux, notamment par le biais de campagnes sur les médias sociaux.

Malgré les immenses possibilités offertes par la communauté de la diaspora continentale au développement politique et économique, ainsi qu'à la paix et à la sécurité, il est difficile de savoir dans quelle mesure les gouvernements africains les exploiteront à long terme. À l'heure actuelle, seuls quelques pays disposent de ministères ou d'agences gouvernementales à part entière traitant des questions relatives à la diaspora. On a également tendance à les considérer comme de simples « vaches à lait » comblant les écarts budgétaires plutôt que des partenaires dans la conception et la mise en œuvre de solutions politiques novatrices et contributeurs à l'évolution de la situation politique. En effet, certains gouvernements ont montré leur dédain vis-à-vis de la diaspora ayant un point de vue critique à l'égard de l'État.

1.4 SAISIR L'INSTANT AFRICAIN: LA JEUNESSE AFRICAINE A L'ERE DES TRANSITIONS PERTURBATRICES

L'ère des transitions perturbatrices que les jeunes Africains vivent actuellement façonne, pour le meilleur ou pour le pire, leurs perspectives et leurs dispositions à l'égard de la société et de l'État⁴⁸. Il est certain que de nombreux aspects positifs de la créativité et de l'énergie palpitante de la jeunesse Africaine dans le contexte politique, économique, social et culturel qu'ils rencontrent sont nombreux. En écoutant ces jeunes dans leurs différents « *espacescools* », loin des adultes, ils reconnaissent les défis omniprésents auxquels ils sont confrontés, ainsi que les immenses possibilités qui s'offrent à eux. Sur tout le continent, ils

⁴⁴ *Envois de fonds record dans le monde en 2018. Communiqué de presse de la Banque mondiale, Avril 2018.* www.worldbank.org/en/news/press-release/2019/04/08/record-high-remittances-sent-globally-in-2018

⁴⁵ Op Cit. Migration et envois de fonds, 2017.

⁴⁶ Sheikh, Hassan et Sally Healy (2009). *Somalie Le Million Manquant: La diaspora somalienne et son rôle dans le développement*. New York, PNUD, 2009

⁴⁷ Fiche de données sur la population mondiale 2019. L'Europe et l'Asie vieillissent rapidement, alors que l'Afrique abrite la plus grande population de jeunes. Bureau de référence démographique. Extrait de <https://www.prb.org/worldpopdata/> (13 août 2019).

⁴⁸ 2018 a été une année monumentale pour les start-ups technologiques Africaines avec 1,163 milliard de dollars levés en fonds propres et une croissance de 108% en glissement annuel. Récupéré de <https://www.partechpartners.com/>

donnent le ton dans les écosystèmes émergents de technologie, de start-ups, de la création, où ils font preuve d'audace, de conscience et de résilience.

Sur le plan politique, les jeunes élargissent l'espace démocratique non seulement en maintenant la vigilance lors des élections, mais aussi en organisant des manifestations et des campagnes de sensibilisation sur les médias sociaux et hors ligne. Ils exigent que les dirigeants politiques remédient au manque d'inclusion qui les empêche de participer activement à la vie politique et à la gouvernance et suppriment les barrières politiques et institutionnelles qui limitent la pleine expression de leurs aspirations politiques et de développement. Les jeunes demandent des comptes aux fonctionnaires sur les questions de transparence et de responsabilité ; ils fournissent des ressources d'alerte précoce pour résoudre ou gérer efficacement les conflits potentiels ; ils poursuivent le plaidoyer en faveur des groupes vulnérables, etc.

Dans bon nombre de pays, leur impulsion est devenue essentielle dans la signature de législations telles que le projet de loi nigérian « Nottoo Young to Run » juste avant les élections générales de 2019 pour éliminer l'un des obstacles visibles à la participation des jeunes aux processus politiques. Ils prêtent également leur voix à la politique où ils avaient été jusqu'alors ignorés ou étouffés. Les jeunes sont des partis politiques flottants, se présentent aux élections et participent activement aux processus politiques de manières multiples et uniques. En Afrique du Nord et dans la Corne, ils sont les champions de la plupart des changements politiques révolutionnaires importants et irréversibles, utilisant efficacement différentes plates-formes de médias sociaux pour organiser des manifestations pacifiques qui forcent les gouvernements auparavant réticents à accepter le changement.

Les données ventilées et actuelles sur les contributions directes et substantielles de la jeunesse Africaine à la croissance économique sont encore rares. Même sur la base d'anecdotes, ils contribuent à la recherche de moyens nouveaux et créatifs de résolution des problèmes autrefois insolubles dans les secteurs des entreprises, de l'environnement, de l'agriculture, de l'éducation, de la santé et des services. Ils sont exceptionnellement avisés dans le déploiement de technologies pour générer des innovations qui, à leur tour, créent de nouveaux emplois et de nouvelles opportunités commerciales. Rien qu'en 2018, 146 nouvelles entreprises Africaines auraient collecté 1,163 milliard USD en fonds propres, progressant à un taux de croissance phénoménal de 108%, contre 33% et 53% en 2016 et 2017, respectivement⁴⁹. Les start-ups Africaines sont actives dans les énergies renouvelables alternatives, les services aux consommateurs, les arts médiatiques et créatifs, la médecine et la cosmétique, ainsi que dans la prestation de services publics efficaces pour s'attaquer aux problèmes d'embouteillages et de circulation en milieu urbain, et à la mise au point de

⁴⁹ Krystal, Strong et Ossei-Owusu (2014). *Naija Boy Remix: Afroexploitation et les nouveaux médias Les économies créatives de la jeunesse Africaine cosmopolite*. *Journal des études culturelles Africaines*. 26 (2), 189-205.

procédures d'authentification permettant d'identifier les produits pharmaceutiques authentiques ou contrefaits, entre autres.

Du cinéma à la musique, en passant par la mode et les sports, la jeunesse Africaine ne domine pas seulement le secteur de la création, mais transforme également la culture contemporaine des jeunes. C'est ce qu'ils font grâce à « l'expansion du hip hop en Afrique ; il s'agit d'accroître l'accessibilité aux technologies numériques et la formation d'une génération cosmopolite et férue de technologie de la jeunesse Africaine »⁵⁰. L'évolution et l'expansion de l'industrie du film, en particulier de la marque nigériane *Nollywood*, ont créé de nombreux emplois grâce à la création de contenu, à la production, aux publicités et la chaîne de valeur de la distribution. L'industrie de la musique suscite peut-être plus d'enthousiasme et de passion dans toute la région, car la musique Africaine a considérablement dissous les frontières culturelles et les a remplacées par une fusion de hip hop, de rythmes afro et de jazz qui permet aux jeunes artistes de transmettre leur vision de la société et leur place en son sein. C'est précisément pour toutes ces raisons, et plus encore, que le président de la Banque Africaine de développement (BAD) a récemment exhorté les gouvernements africains à reconnaître que ce dont les jeunes ont réellement besoin n'est plus l'autonomisation, mais des investissements lourds et soutenus pour créer de nouvelles capacités et un environnement qui leur soit favorable⁵¹.

L'un des faits marquants sur la façon dont les jeunes Africains « saisissent l'occasion » pour ce rapport est leur contribution diversifiée et significative aux divers aspects de la consolidation de la paix par la création et la multiplication de groupes ou réseaux dirigés par des jeunes. L'article 17 de la Charte Africaine de la jeunesse insiste à juste titre sur la nécessité de « renforcer les capacités des jeunes et des organisations de jeunesse sous tous les angles de la consolidation de la paix »⁵². L'intention n'est pas ici d'examiner en détail la portée, le mandat, les activités et l'impact des groupes de jeunes dans le domaine de la paix et de la sécurité. Il s'agit plutôt de faire comprendre de manière équivoque que l'émergence et la prolifération de groupes de jeunes travaillant dans le secteur de la paix et de la sécurité est en soi une reconnaissance du fait que les jeunes savent où le bât blesse et la responsabilité qui leur incombe de remplir ou non leur mission de contribuer à la recherche de solutions créatives aux problèmes de société urgents.

Des groupes de jeunes africains se mettent en avant et œuvrent dans un contexte marqué par des pressions croissantes liées aux crises persistantes de la démocratie (en particulier les élections), aux problèmes sociaux, au changement climatique, à la famine, et à l'atténuation

⁵⁰ Extrait de <https://www.afdb.org/en/news-and-events/youth-empowerment-youth-investment-jobs-youth-africa-strategy-27951> (13 Août 2019).

⁵¹ UA, Charte de la Jeunesse Africaine (en particulier l'article 17 sur la paix et la sécurité). Addis-Abeba: Commission de l'Union Africaine, 2006

⁵² Visite de terrain, 2019

des effets de l'insurrection et du terrorisme. Ils sont à l'avant-garde d'un large éventail de groupes de pression ayant une incidence sur le développement communautaire et l'engagement civique. Selon l'un des jeunes, lors de la mise en place des groupes, « nous devons passer de la présence à la participation active... car le premier concerne la visibilité, tandis que l'autre concerne l'influence⁵³ ». Enfin, certains groupes de jeunes ont progressé davantage dans les domaines et les activités en dehors des sentiers battus de la politique, d'autres groupes se sont profondément impliqués, malgré les défis évidents.

L'UA s'est engagée à intégrer la jeunesse et l'agenda de la jeunesse dans toutes ses activités. Suite à l'adoption de la Charte Africaine de la Jeunesse en 2006, l'UA a franchi une autre étape audacieuse en consacrant la décennie 2009-2018 à la jeunesse. Tout d'abord, il a été reconnu que les jeunes Africains représentaient un atout et une ressource importants, et, deuxièmement, que « l'émergence d'une nouvelle Afrique intégrée ne peut être pleinement réalisée que si sa population de jeunes est mobilisée et outillée pour conduire le programme d'intégration, de paix et de développement de l'Afrique »⁵⁴. Bien que des groupes de jeunes se soient plaints du fait que l'UA doive relever ses propres objectifs en termes d'engagement avec les groupes de jeunes, il est évident que le groupe souhaite vivement encourager l'implication des groupes de jeunes afin de compléter les efforts actuels en matière de consolidation de la paix. Les Communautés économiques régionales telles que la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Commission de développement de l'Afrique australe (SADC) renforcent également leurs intérêts et les interventions pour apporter une solution aux problèmes auxquels les jeunes font face dans leurs régions respectives.

Les expériences d'abandon réel ou présumé et de représentation inadéquate sont la cause la plus récurrente et sous-jacente de la violence et des conflits armés⁵⁵. Les jeunes ont souvent exprimé leur déception face à leur « exclusion », leur « marginalisation », et la « sous-représentation » dans les domaines de la consolidation de la paix, politique et économique, y compris sur les questions qui les concernent directement. Tant que les décideurs continueront à dépeindre les jeunes comme des victimes ou des auteurs de violences au lieu de s'appuyer sur les preuves de plus en plus qu'ils sont aussi des agents, des atouts et des partenaires pour la consolidation de la paix⁵⁶, le fossé entre l'État et les jeunes continuera de

⁵³ UA, *Décennie de la Jeunesse Africaine, 2009-2018: Plan d'action. Accélérer l'autonomisation des jeunes pour le développement durable. Feuille de route pour la mise en œuvre de la Charte Africaine de la jeunesse*, mai 2011. Extrait de https://www.un.org/en/africa/osaa/pdf/au/african_youth_decade_2009-2018.pdf (14 août 2019).

⁵⁴ Keng, Golda (2017). Nouvelles menaces à la sécurité de l'Afrique: le rôle des jeunes dans la prévention des conflits et la construction d'une paix durable. <https://kujenga-amani.ssrc.org/2017/11/09/new-threats-to-africas-peace-and-security-the-role-of-youth-in-preventing-conflicts-and-building-sustainable-peace/> (13 octobre 2019).

⁵⁵ Op. Cit. Charte Africaine de la jeunesse.

⁵⁶ Le défi de l'instauration de la paix: Rapport du Groupe consultatif d'experts pour l'examen 2015 de l'architecture de consolidation de la paix des Nations Unies. ONU. 29 juin 2015.

se multiplier et attiser la violence. L'éducation à la paix peut aider à maîtriser ce que les adultes ont décrit à tort comme une exubérance chez les jeunes en canalisant leur énergie vers un véritable dialogue et des entreprises de développement constructives.

Même là où il existe un espace pour la participation active des jeunes, ils constatent un large éventail de contraintes juridiques, institutionnelles et structurelles, qui rendent extrêmement difficile leur implication de manière significative et durable. C'est pour cette raison que plusieurs jeunes responsables insistent non seulement sur la nécessité de passer de la présence à la participation, mais également sur le fait que cette dernière devrait en réalité être classée comme un droit fondamental et inaliénable. Pour eux, toute marginalisation et exclusion supplémentaires ne feraient que créer une société inégalitaire et injuste. Cependant, sans accès au pouvoir politique, les jeunes n'auront peut-être jamais autant l'occasion de façonner la société comme ils le souhaitent. Leur intégration dans tous les efforts constitue la première étape cruciale vers la mobilisation et l'établissement d'un consensus sur l'appropriation par les citoyens (et les collectivités locales) des processus de paix⁵⁷.

Une autre question essentielle qui déterminerait la rapidité et le succès de l'intégration de la présence et de la participation des jeunes au-delà du symbolisme est que les gouvernements nationaux s'engagent à légiférer, à affecter des ressources et à mettre en œuvre des politiques nationales pour la jeunesse. Ceci est conforme aux articles 11 à 19 de la Charte Africaine de la jeunesse qui prévoient la participation, l'éducation et le développement des compétences des jeunes, l'intégration socio-économique des jeunes, des moyens de subsistance durables, l'emploi des jeunes, la santé, la paix et la sécurité, le développement durable, la protection de l'environnement, les responsabilités des jeunes et des forces de l'ordre. Malheureusement, certains des éléments mentionnés dans la Charte semblent ne pas figurer dans la feuille de route politique adoptée par plusieurs pays africains.

L'UA reconnaît que des problèmes tels que la violence, la pauvreté et le manque d'opportunités en matière d'éducation peuvent amener les jeunes à rejoindre des groupes armés criminels et non étatiques⁵⁸ qui leur offrent «un revenu, un emploi, un statut, une identité et l'excitation de la violence»⁵⁹. Le lien entre la paix, la sécurité et la gouvernance est largement reconnu dans les cadres normatifs et institutionnels existants adoptés par l'UA et les CER / MR. Il existe des écarts considérables entre les régions en termes de ressources et de mise en œuvre. En 2016, les chefs d'État et de gouvernement africains se sont réunis à

⁵⁷ Martone, Gerald (2010). Une bouée de sauvetage inattendue. Dans Cahill, M. Kevin (éd.) (2010). *Même dans le chaos: l'éducation en temps d'urgence*. Fordham University Press et le Centre pour la coopération humanitaire internationale. New York. Pp. 89-108.

⁵⁸ Kemper, Yvonne (2005). *Les jeunes dans les approches de la guerre aux transitions de paix*. Centre de recherche Berghof pour la gestion constructive des conflits, Berlin. P. 3.

⁵⁹ Déclaration de Nairobi (TICAD VI). Déclaration conjointe des dirigeants africains et japonais à la sixième TICAD, Nairobi, Kenya, 2016.

Nairobi, au Kenya, pour faire une déclaration solennelle sur « l'importance de l'autonomisation des jeunes et du renforcement des capacités pour exploiter le dividende démographique, prévenir les migrations et les conflits forcés et promouvoir la consolidation de la paix⁶⁰. »

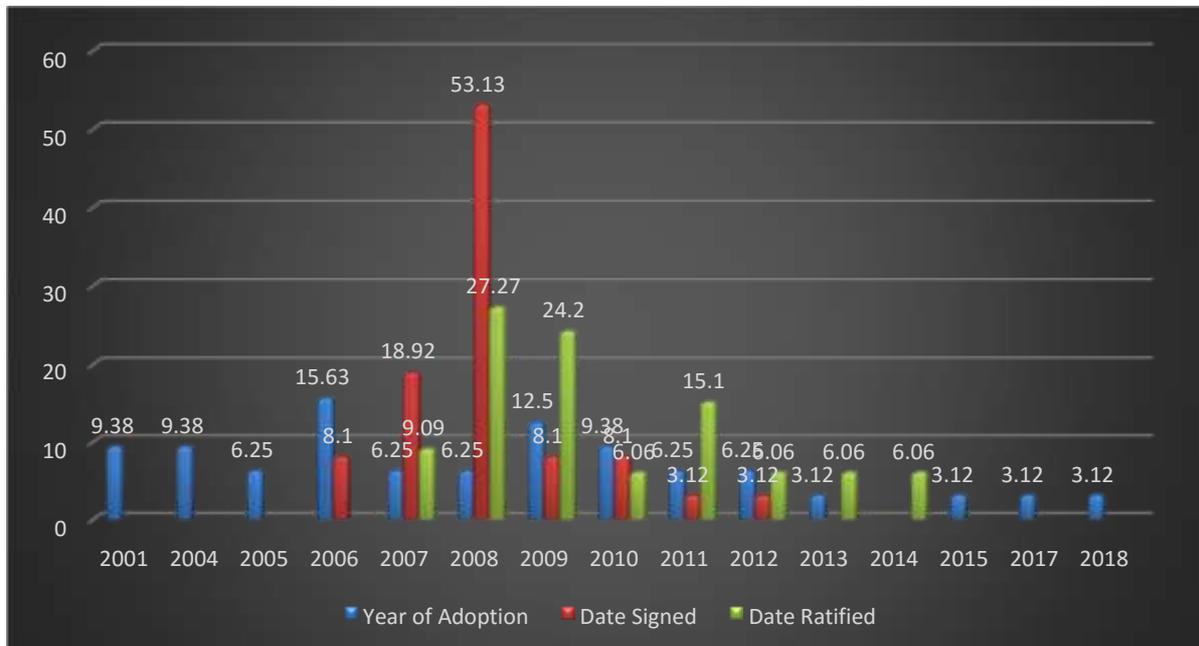
1.5 REPONSES DES ÉTATS ET DES INSTITUTIONS

Des discussions approfondies avec de jeunes militants ont montré que les aspirations des jeunes n'ont toujours pas été pleinement satisfaites. Même si les progrès accomplis jusqu'à présent restent symboliques, ils démontrent le pouvoir et l'énergie remarquables des jeunes pour surmonter leurs craintes en mobilisant les médias sociaux. Ils ont également annoncé de modestes concessions socio-politiques et économiques qui ne peuvent qu'aiguiser l'appétit des jeunes. Enfin, il a donné espoir à une nouvelle génération de jeunes Africains qui se préparent à un avenir différent, qu'ils auront partiellement créé. L'engagement politique récent des jeunes Africains les enhardit à entamer une ambition similaire, à poser des questions qui fâchent et à demander des comptes à leurs gouvernements.

Malgré les lacunes identifiées, il est important de souligner un certain nombre de réponses des États, en particulier compte tenu des variations entre et entre les pays. La nature des systèmes et des institutions politiques, ainsi que la capacité ou la volonté de l'État sont cruciales pour évaluer les progrès accomplis vers l'amélioration de la présence et de la participation des jeunes dans les politiques publiques et la prise de décisions. Il y a encore place pour une action plus substantielle de la part des États africains au-delà de la simple adoption et ratification des principaux instruments internationaux pour la promotion des engagements des jeunes, en particulier dans le contexte de la paix et de la sécurité. Il est essentiel que les États membres de l'UA adhèrent à la lettre et à l'esprit de la Charte et utilisent ses dispositions clés pour évaluer les progrès et mesurer les contributions des jeunes à l'avancement de la paix et de la sécurité en Afrique. La figure 2 ci-dessous montre, en pourcentage, la performance des 55 États membres de l'UA en termes d'adoption, de ratification et de domestication du CJA. Le graphique indique qu'avant l'adoption du CJA, 14 pays africains (soit 25%) avaient des politiques qui ont façonné leur engagement sur les questions de jeunesse, au sens large.

FIGURE 2: DATES D'ADOPTION, DE SIGNATURE ET DE RATIFICATION DE LA CHARTE AFRICAINE DE LA JEUNESSE (%)

⁶⁰ OECD (2015). Youth in the MENA Region: How to Bring Them in. Récupéré de https://read.oecd-ilibrary.org/governance/youth-in-the-mena-region_9789264265721-en#page1 (10 septembre 2019).

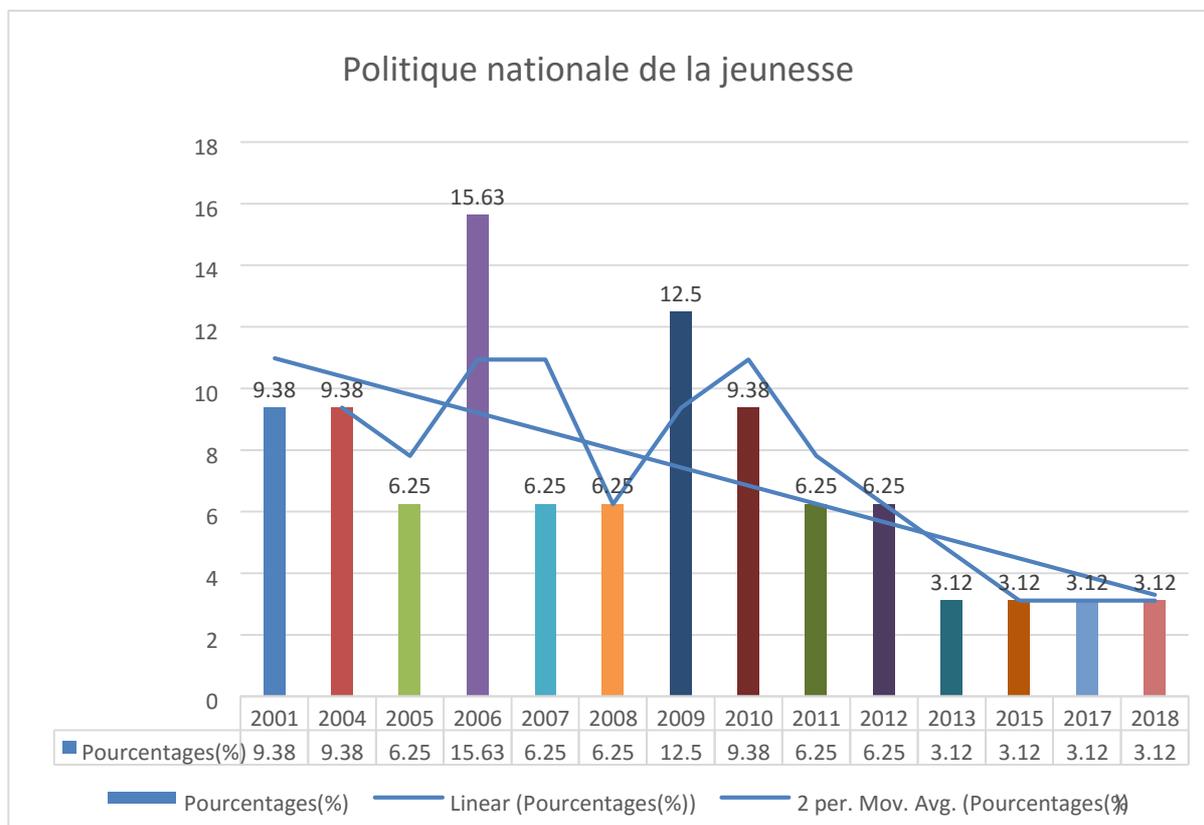


Source : compilation de l'auteur à partir de diverses politiques nationales de jeunesse des États membres de l'UA

Cependant, après l'adoption du CJA en 2006, le taux d'adoption et de signature s'est nettement amélioré, la ratification de la Charte n'ayant commencé que l'année suivante. En 2008, lorsque le CJA avait gagné en importance, 29 pays africains (soit 53%) ont signé et 15 autres pays (27%) ont ratifié. En 2014, seuls trois pays (soit 6,06%) avaient signé la Charte au cours des années précédentes et avaient également pris la décision audacieuse de la ratifier et de la domestiquer.

À ce jour, seuls 38 (ou 69,3%) pays africains ont adopté des politiques nationales de la jeunesse pour exprimer et refléter l'article 12 du CJA, tandis que les autres sont à différents stades du processus d'adoption de cette politique. Cependant, le taux d'adoption du CJA a été plutôt lent et décousu. Selon la figure 3, seuls neuf États membres (ou 16%) ont promulgué rapidement des politiques nationales de jeunesse la même année que le CJA a été adopté en juillet 2006. En 2009, lorsque la Charte est entrée en vigueur, sept (ou 12,5%) pays africains supplémentaires ont pris la même démarche audacieuse. Hormis ces deux années de pointe et les 16 pays qui ont des politiques nationales de jeunesse, les adoptions ultérieures se sont toutefois déroulées.

Figure 2 : Pourcentages de pays par rapport à l'année d'adoption des politiques nationales de jeunesse :



Source: compilé à partir des politiques nationales de jeunesse des États membres de l'UA

Les articles 11 à 19 de la CJA ont identifié plusieurs paramètres pour évaluer les progrès dans le secteur de la jeunesse, autour de la participation des jeunes, de l'éducation et du développement des compétences, de l'intégration socio-économique des jeunes, des moyens de subsistance durables, de l'emploi des jeunes, de la santé, de la paix et de la sécurité, du développement durable, de la protection de l'environnement, les responsabilités des jeunes et l'application des lois. Dans l'ensemble, les progrès ont été lents pour chacun des indicateurs, compte tenu du fait que les principales prescriptions contenues dans la Charte font défaut dans les politiques nationales de jeunesse de plusieurs pays africains.

Conformément à l'article 12 de la CJA, de nombreux États africains ont adopté des politiques nationales de la jeunesse et institutionnalisé des conseils nationaux de la jeunesse ou désignent généralement un ministère, un département ou une agence pour piloter le programme et les priorités des jeunes. Ces documents de politique nationale sur la jeunesse sont génériques à bien des égards. Certains d'entre eux ont récemment fait l'objet d'un examen approfondi afin de refléter l'évolution des réalités et des circonstances, mais de nombreux jeunes interrogés affirment qu'ils n'ont pas été suffisamment consultés dans leur préparation. Quelques pays sont même confrontés au dilemme de différents ministères exerçant des juridictions qui se chevauchent. Par exemple, il existe des ministères de la

femme ou du genre et de la jeunesse ; les jeunes et les sports, le travail et les jeunes, mais ce qui se produit généralement, c'est que la composante jeunesse finit par recevoir une allocation budgétaire beaucoup moins importante et une attention proportionnée. Il y a un débat instable parmi les groupes de jeunes sur la question de savoir si avoir une agence de jeunesse autonome est la voie à suivre ou maintenir le statu quo actuel. Même si tous ont des politiques et des conseils nationaux pour la jeunesse, entreprendre des interventions concrètes, y compris des législations qui traduisent la politique en interventions réalisables, est une toute autre affaire. Étant donné qu'un certain nombre de pays n'ont toujours pas ratifié et domestiqué la CJA, il peut également être difficile de maximiser et de gérer les progrès sur les questions de paix et de sécurité.

Pour conclure cette section, il est important d'ajouter que la BAD ainsi que d'autres institutions multilatérales ont été très actives dans le soutien au secteur de la jeunesse en Afrique. En particulier, la banque a travaillé avec les CER / MR pour relever les nombreux défis économiques et les lacunes de l'emploi en Afrique à travers la création d'une synergie entre l'agenda et les interventions. Selon la Banque, cinq domaines prioritaires qualifiés de « High 5 » sont essentiels au lancement du prochain chapitre de la croissance en Afrique: (I) Éclairage et alimentation de l'Afrique; (II) Nourrir l'Afrique; (III) Industrialisation de l'Afrique; (IV) Intégrer l'Afrique et (V) Améliorer la qualité de vie des populations Africaines. La BAD considère la jeunesse Africaine comme une ressource indispensable pour réaliser les «H5 » et crée des plateformes pour exploiter leurs compétences et leurs idées entrepreneuriales. Dans le cadre de ce programme, la BAD a mis en place l'initiative « Emplois pour les jeunes en Afrique » dans le but de créer 25 millions d'emplois sur dix ans ; mobiliser 3 milliards de dollars pour soutenir les jeunes Africains et aussi aider à la mise en place de zones de renforcement des compétences, en collaboration avec les organisations régionales⁶¹.

1.6 CONCLUSIONS

Il y a cinq conclusions principales. Le premier est qu'il existe un fossé évident entre l'ampleur et la qualité des progrès réalisés par les groupes de jeunes et la reconnaissance et l'appréciation limitées de leurs efforts voire inexistantes de leurs gouvernements. Aucun groupe de jeunes ayant participé à cette étude continentale ne s'est plaint du manque de financement et de toute forme d'aide gouvernementale. Ceci explique pourquoi un grand nombre de groupes de jeunes maintiennent et mènent des activités en toute discrétion ; ils comptent sur des collectes de fonds personnelles et collectives ; ils préfèrent solliciter des

⁶¹ L'emploi des jeunes en Afrique est l'un des 5 meilleurs résultats de la BAD pour la transformation de l'Afrique et est classé sous «Améliorer la qualité de vie des populations Africaines». Voir, High 5s de la BAD: un changement de jeu dans le discours de développement de l'Afrique. Extrait de <https://www.afdb.org/en/high5s> (9 septembre 2019).

bénévoles pour travailler sur des projets ; et ils manquent généralement des ressources humaines et matérielles et de la capacité institutionnelle requises pour prospérer.

La deuxième conclusion concerne le seuil de survie des groupes de jeunes face aux contraintes de financement et aux capacités faibles ou limitées. En règle générale, la durée de vie de la majorité des groupes de jeunes en raison des problèmes de financement est de 5 ans. Au-delà de cette période, ils sont susceptibles de survivre beaucoup plus longtemps. Cela explique peut-être pourquoi ils se rassemblent principalement autour des activités de plaidoyer et de sensibilisation du public, des problèmes qui ne coûtent que peu d'argent à l'ère des nouveaux médias et des TIC. Les outils de communication modernes ont facilité la tâche des groupes de jeunes dans le plaidoyer et la mobilisation dans le confort de leur foyer - avec un ordinateur portable, un téléphone portable et une clé Internet.

Il est important d'ajouter l'inquiétude grandissante suscitée par le fait que les nouveaux médias sociaux encouragent également plus de jeunes à rester à l'écart d'événements importants tels que le vote lors d'élections qui façonnent leur vie et leur avenir. En effet, les nouveaux médias portent la docilité et l'indifférence des jeunes à un tout autre niveau, sans précédent et dangereux, de telle sorte qu'ils sont peut-être devenus plus expressifs en même temps qu'ils se « soustraient » à des obligations civiques qui ont beaucoup plus d'impact sur eux et sur l'avenir de leurs pays. L'une des conséquences est que les jeunes qui participent activement aux processus politiques actuels sur les médias sociaux et hors ligne risquent de perdre de leur motivation en raison du grand fossé qui sépare les régions. Comme le dit un jeune militant éloquent, le verdict est le suivant : « nous sommes ici, là où les impressions importent et non là où les changements réels importent⁶²».

La troisième conclusion est que le nombre, la fréquence et l'intensité des manifestations à travers le monde confirment l'opinion selon laquelle l'âge actuel de la jeunesse est aussi le nouvel âge des manifestations. Le débat sur le point de savoir si les manifestations en cours ne produisent que de modestes avantages ou mènent à de grands et réels changements capables de précipiter une transformation radicale de la société et de l'état en Afrique, est toujours en suspens. Ce qui est évident, c'est que de nombreux gouvernements sous-estiment la résolution des manifestants pour se rendre compte que l'intervention précoce visant à traiter de manière pacifique les revendications de fond des jeunes aurait pu préserver la situation. Mise à part l'Afrique centrale, des manifestations publiques anti-gouvernementales massives ont réussi à renverser les gouvernements et, dans certains cas, à maintenir le statu quo. De plus, les conditions politiques, sociales et de sécurité changent dans les pays qui ont connu des soulèvements populaires sans que cela n'affecte les autres

⁶² Consultation régionale, Asmara, 2019

pays de la région et d'ailleurs. À la suite de cela, les rebelles, les insurgés et les groupes terroristes attisent la turbulence dans certains États.

La quatrième conclusion est qu'il est incontestable que l'évolution démographique de l'Afrique présente à la fois des opportunités et des défis pour les décideurs, les communautés religieuses et les autorités régionales, ainsi que pour les jeunes eux-mêmes. Les jeunes africains insistent sur le fait qu'ils doivent immédiatement s'intéresser au programme de développement, mais également à la gouvernance. Ils insistent également sur le fait que les élections doivent se traduire par des politiques et des interventions publiques significatives soutenant les groupes vulnérables à travers le continent. Enfin, ils craignent que les dispositifs d'exclusion axés sur la marginalisation ethnique, religieuse et politique ne donnent lieu à des processus plus inclusifs, transparents et fondés sur le mérite qui fournissent aux jeunes des chances égales et un accès à des opportunités d'éducation et d'emploi. Ceci leur permettra de retrouver un sentiment d'appartenance nécessaire à leur épanouissement.

En dernière analyse, ils insistent sur le fait que le programme et les priorités de la jeunesse doivent avant tout être au cœur des politiques et de la planification du développement national pour que les potentiels du groupe démographique le plus vaste puissent être exploités rapidement. Selon plusieurs responsables de jeunesse interrogés, la réussite de la transformation de l'Afrique dépendrait en grande partie de la transformation de la perception narrative et publique actuelle et généralement négative à l'égard des jeunes, afin de les considérer comme les artisans des luttes africaines contre le sous-développement, la pauvreté, la misère et l'analphabétisme⁶³. Les gouvernements doivent doubler d'efforts pour minimiser ou éliminer la multitude de défis, mais leur objectif ultime devrait être de reconnaître, d'apprécier et de soutenir les activités des jeunes en paix et en sécurité à court, moyen et long termes⁶⁴.

⁶³ Op. Cit. Diouf, Mamadou (2003). P. 4.

⁶⁴ MacNeil, Carole (2013). Soutenir le développement communautaire et basé sur les atouts dans les zones de conflit: un exemple de formation de la République démocratique du Congo. *Enfants, jeunes et environnements*, 23 (1), 211-220..

CHAPITRE 2 : Afrique Centrale

2.1 INTRODUCTION



La population de la région de l'Afrique centrale⁶⁵ est estimée à environ 150 millions d'habitants en 2019⁶⁶. La population est majoritairement jeune, avec plus de 64% de jeunes âgés de moins de 24 ans. Malheureusement, malgré ce profil démographique favorable, la majorité des jeunes de la région d'Afrique centrale n'a pas accès à des opportunités économiques stables et sûres. Plus précisément, un tiers des jeunes de la région sont au chômage et découragés, un autre tiers a un emploi précaire et seul un sur six occupe un emploi salarié⁶⁷. Au niveau mondial, plusieurs années après l'indépendance, les pays de la

région ont encore du mal à réaliser un développement socio-économique substantiel malgré des ressources naturelles et minérales abondantes⁶⁸. Bien qu'ils soient également des exportateurs clés d'une large gamme de matières premières telles que le bois, l'uranium, les diamants, le manganèse et le cobalt, la centralité du secteur pétrolier pour la survie économique des pays de la région est évidente dans la façon dont il représente environ 70% des exportations, 50% du PIB et 60% des recettes fiscales⁶⁹. Au cours de la décennie 2000, la région est devenue l'une des plus dynamiques du continent africain, en particulier suite à la découverte d'importantes réserves de pétrole dans le golfe de Guinée⁷⁰.

En effet, en raison du faible taux de croissance et de l'exposition excessive aux chocs extérieurs, la plupart des économies de la région sont extrêmement vulnérables aux fluctuations des prix mondiaux des matières premières a provoqué une crise majeure de financement du secteur public qui a exercé des pressions supplémentaires sur le gouvernement pour qu'il réponde aux besoins de bien-être des citoyens, en particulier de la population jeune grouillante de la région. Les actions de grève, les manifestations pacifiques

⁶⁵ Il s'agit essentiellement de pays de la CEEAC : le Cameroun, la RCA, le Tchad, le Congo, la RDC, la Guinée équatoriale, le Gabon, Sao Tomé et Príncipe ; les autres pays font partie d'un ou de deux autres CER/MR

⁶⁶ Données démographiques. Net Webpage, extrait de <https://en.populationdata.net/continents/africa/> (12 octobre 2019).

⁶⁷ AfDB (2019a), Perspectives économiques de l'Afrique Centrale 2019. Abidjan: Banque Africaine de Développement.

⁶⁸ Ibid. (2019a).

⁶⁹ FMI (2018) Perspectives économiques régionales pour l'Afrique. Extrait de <https://www.imf.org/external/datamapper/datasets/AFRREO/> (3 septembre 2019)

⁷⁰ AfDB (2019b). Perspectives économiques en Afrique 2019. Abidjan: Banque Africaine de Développement.

et les émeutes pour attirer l'attention sur les effets durs des mesures d'austérité imposées par le gouvernement sont devenues fréquentes, aboutissant souvent à une répression gouvernementale. Le déclin de la situation socio-économique dans de nombreux pays a fini par exacerber l'insécurité et les conflits violents.

Certains États membres de la région ont connu diverses formes de violence orchestrées par une consolidation démocratique faible, un coup d'État, des tensions sur l'accès, le contrôle et la distribution des ressources naturelles, des conflits sécessionnistes ainsi que des crimes transnationaux organisés - armes, trafic de drogue et traite des êtres humains, l'insécurité maritime ainsi que la recrudescence de l'extrémisme violent et du terrorisme. En tant que tel, le contexte sécuritaire de la région est fragile, la plupart des pays sortant d'un conflit devant toujours faire face à un risque élevé de reprise du conflit.

Bien que les États soient au centre des efforts de prévention des conflits, dans le contexte de la mondialisation, la prévention des conflits nécessite la participation de plusieurs acteurs. Les jeunes sont un élément essentiel à cet égard, comme le démontre leur expérience de la région. Ce chapitre présente les principales conclusions sur les rôles et les contributions des jeunes à la paix et à la sécurité dans la région. Les résultats regroupent les données qualitatives recueillies lors de consultations régionales avec des représentants de la jeunesse qui se sont tenues à Libreville (Gabon) en juin 2019, ainsi que lors de visites sur le terrain effectuées dans trois pays d'Afrique Centrale : le Cameroun⁷¹, la RCA⁷² et le Gabon⁷³, et enfin, de longues discussions en ligne avec des représentants de groupes de jeunes de la région.

Ce chapitre s'articule autour de quatre parties. Après l'introduction, la deuxième partie présente des informations essentielles sur les rôles et les contributions des jeunes dans la paix et la sécurité en Afrique centrale lors de la réunion consultative régionale et des visites de terrain, en accordant une attention particulière aux contextes divergents dans lesquels la jeunesse et les organisations / réseaux de jeunesse, fonctionnent et ce que ceux-ci pourraient bien faire pour renforcer ou réduire le rôle et la contribution des jeunes à la paix et à la sécurité au niveau national et régional. La troisième partie présente les défis et les lacunes en matière de participation des jeunes à la paix et à la sécurité en Afrique centrale. La quatrième partie présente la résilience des jeunes face à des défis de taille, en mettant l'accent sur les stratégies adoptées par les jeunes dans leurs divers contextes. Enfin, la cinquième partie envisage les principales opportunités et propose des recommandations aux différentes parties prenantes de la région.

⁷¹ Les visites de terrain au Burundi ont eu lieu en septembre 2019.

⁷² Les visites de terrain au Cameroun ont été lancées du 8 juin au 5 juillet 2019.

⁷³ La visite de terrain à Bangui (RCA) a eu lieu du 19 au 22 mai 2019.

2.2 ROLES ET CONTRIBUTIONS DES JEUNES A LA PAIX ET A LA SECURITE

Pour comprendre les rôles et les contributions des jeunes à la paix et à la sécurité dans la région de l'Afrique centrale, il faut commencer par prendre en considération ses contextes et dynamiques politiques, économiques et sociaux uniques. Au cours de la consultation régionale, un participant a articulé le consensus parmi les jeunes : « *[Nous] avons tous le même sentiment d'exclusion des processus politiques et de la prise de décision. Dans cette région, le pouvoir politique est entièrement détenu par une seule personne et / ou par des partis politiques* ». C'est une impression courante chez les jeunes de la région, et elle contribue grandement à façonner leur vision et leur engagement vis-à-vis de l'État. Cela reflète également le décalage et la méfiance entre la jeunesse et l'État qui deviennent une source majeure d'anomie et de tension publiques dans plusieurs pays. Pour les jeunes, la particularité du climat politique, combinée aux défis socio-économiques auxquels ils sont confrontés, est devenue le déclencheur de plusieurs griefs et frustrations. Il explique également comment les jeunes voient les perspectives et les contraintes auxquelles ils sont confrontés dans tout le spectre de la paix et de la sécurité ; CMPR, la RDPC et dans une myriade d'autres questions transversales qui affectent la sécurité humaine.

2.2.1 Prévention des Conflits

Il ne fait aucun doute que les États ont la responsabilité principale de promouvoir et de maintenir la paix et la sécurité, et devraient le faire en mobilisant des efforts concertés pour prévenir l'éclatement d'un conflit violent. Cependant, compte tenu de la nature du paysage actuel de paix et de sécurité, les innombrables tâches liées à la prévention des conflits sont trop importantes pour être laissées aux seules mains de l'État. Il est impératif de permettre à plusieurs parties prenantes dans chaque pays et dans la région, y compris des jeunes et des organisations dirigées par des jeunes, de contribuer à la paix et à la sécurité durables. Une conclusion clé de l'étude est que les organisations dirigées par des jeunes jouent de plus en plus de multiples rôles dans la prévention des conflits dans la région de l'Afrique centrale qui ne peuvent plus être ignorés.

En particulier, dans ce cas, le rôle que jouent les groupes de jeunes à la suite des retombées des activités du groupe d'insurrection de Boko Haram du Nigeria vers les pays voisins autour du bassin du Lac Tchad, en particulier au Tchad et au Cameroun, deux pays qui relèvent de la région de l'Afrique centrale. Bien que des chiffres exacts ne soient pas facilement disponibles⁷⁴, on pense que de nombreux membres actifs du groupe terroriste se sont volontairement joints ou ont été enrôlés de force dans le vaste bassin de jeunes chômeurs⁷⁵

⁷⁴ UNODC (2017). Manuel sur les enfants recrutés et exploités par des groupes terroristes et extrémistes violents: le rôle du système de justice. Vienne: Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. MERCY CORPS (2016). «Motivations et promesses vides: voix d'anciens combattants de Boko Haram et de la jeunesse nigériane. Portland: Mercy Corps.

⁷⁵ MERCY CORPS (2016). «Motivations et promesses vides: voix d'anciens combattants de Boko Haram et de jeunes nigériens. Portland: Mercy Corps.

de la région. Paradoxalement également, un nombre beaucoup plus élevé de jeunes sont pris dans la crise humanitaire massive de la région en tant que civils innocents et victimes des exploits brutaux des terroristes⁷⁶.

Plusieurs groupes de jeunes sont à l'avant-garde des mobilisations communautaires pour endiguer la vague d'extrémisme violent et les menaces qui y sont liées par le biais de plusieurs initiatives aux niveaux communautaire et national. Ils contribuent, en termes spécifiques, à travers une gamme d'interventions telles que le renforcement de la résilience, le maintien de la cohésion sociale et la promotion de la paix. L'un de ces groupes de jeunes créé en 2014 en réponse à l'insurrection de Boko Haram est le consortium des jeunes pour l'art de la paix à Yaoundé, connu sous le nom de Sweet @ art'frica. Le groupe s'est engagé à promouvoir une culture de paix et de tolérance chez les jeunes. Il a lancé avec succès une campagne de paix de 14 mois en partenariat avec Dynamiques Mondiales des Jeunes (DMJ) qui a impliqué de nombreux voyages dans sept des 10 régions du Cameroun. Pendant cette période, la « Caravane No To Terror » a organisé 30 expositions publiques dans différents médias artistiques pour sensibiliser plus de 30 000 jeunes aux impératifs de non-violence, de tolérance et de consolidation de la paix⁷⁷. Sweet @ art'frica a également participé au salon international des affaires de Yaoundé de février 2017, le plus grand du genre en Afrique centrale, qui a réuni 1300 exposants et plus de 10000 visiteurs. Les activités du groupe partent du principe que les arts ne sont pas seulement un véritable outil de mobilisation de la conscience des jeunes, mais aussi pour donner aux jeunes les moyens de s'imprégner de la bonne disposition à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent.

Dans certains pays de la région, la rareté des ressources et / ou la concurrence sur la propriété foncière et l'accès à l'eau et aux pâturages pour le bétail sont devenus une pomme de discorde majeure entre et parmi les communautés. Les récentes expériences de violence intercommunautaire. Les récentes expériences de violence entre éleveurs et agriculteurs dans les zones rurales et semi-urbaines ont accru la fréquence et l'intensité de la violence intercommunautaire. Dans d'autres régions, la cohésion et la stabilité nationales sont de plus en plus compromises par le déclenchement des rébellions, les conflits entre agriculteurs et éleveurs et les activités de groupes terroristes transnationaux. À cet égard, la Chaîne Mondiale de la Paix (GPC) au Tchad utilise l'éducation, le sport et l'art pour promouvoir et consolider des relations harmonieuses entre les communautés. Utilisant le slogan *Peacethrough Dialogue* pour promouvoir la culture de la paix, la vie commune, le pardon, la tolérance et l'amour, la GPC sollicite de jeunes ambassadeurs de la paix pour promouvoir la paix dans les établissements primaires, secondaires et de l'enseignement supérieur du Tchad.

⁷⁶ Warner, Jason et Matfess, Hilary. (2017) «Explosion de stéréotypes: les caractéristiques opérationnelles et démographiques inattendues des kamikazes de Boko Haram». Centre de lutte contre le terrorisme. Extrait de <https://ctc.usma.edu/app/uploads/2017/08/Exploding-Stereotypes-1.pdf> (8 octobre 2019).

⁷⁷ Sweet @ art'frica (2018). Rapport d'activité 2018. Yaoundé. Cameroun.

Notamment, les activités de la GPC sont actuellement mises en œuvre sans aucun soutien matériel et financier externe. Bien que le manque de ressources financières soit un problème récurrent pour de nombreux groupes, le modèle GPC est conçu pour fonctionner sur la base du volontariat des jeunes et du dévouement correspondant de ses membres à la réalisation des objectifs fixés.

Le troisième aspect de l'engagement des jeunes dans la prévention des conflits en Afrique centrale est lié à l'inquiétude croissante suscitée par la propagation et l'impact du discours de haine. Le recours au discours de haine, aux informations fallacieuses, aux injures ou à la propagande est de plus en plus répandu dans la région, comme partout ailleurs dans le monde. Grâce à sa visibilité et à son utilisation croissante en ligne, en particulier par les jeunes, le discours de haine est devenu une préoccupation majeure de la politique publique et de la sécurité. Dans ce contexte, un groupe de jeunes appelé *Le Coin Local de la jeunesse au Cameroun* (LOYOC) examine le lien entre discours de haine et conflit violent⁷⁸. La publication du groupe montre que l'émergence des médias sociaux a accru l'utilisation et la diffusion du discours de haine à travers le pays. En outre, il a reconnu « l'incapacité de restreindre ou de contrôler les médias sociaux a obligé les utilisateurs de plateformes de médias sociaux comme Facebook, Twitter, WhatsApp à diffuser des discours de haine, des informations fallacieuses et erronées dans le but de défendre leur droit fondamental à la liberté d'expression »⁷⁹.

Afin de lutter contre les discours de haine dans leur contexte local, LOYOC met en œuvre la campagne «*SpreadLove*» (Propager l'amour), qui vise à donner aux jeunes la capacité de concevoir et de mettre en œuvre des initiatives de prévention et de lutte contre les discours de haine. Financée par le Fonds Nexus et par l'unité CVE du Commonwealth, l'édition 2019 de la campagne «*Spread Love*» a formé 30 « ambassadeurs », notamment des influenceurs de médias sociaux, des artistes, des musiciens, des humoristes, des créateurs de créations orales, des enseignants et des étudiants, des journalistes et des fonctionnaires. Il a également soutenu la création de 30 clubs «*SpreadLove*» dans les écoles secondaires et primaires et mis au point des contenus musicaux, artistiques, de slam, de radio, de télévision et de médias sociaux pour sensibiliser plus de 500 000 personnes dans tout le pays⁸⁰. Un résultat majeur de l'initiative est la promotion d'une utilisation plus consciente du langage et de la sensibilité au discours de haine. Après la formation de LOYOC, par exemple, un bénéficiaire de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun est maintenant activement engagé dans la sensibilisation communautaire contre le discours de haine parmi les étudiants. Son implication dans la consolidation de la paix vise à développer des stratégies de sensibilisation pour aider les

⁷⁸ L'étude complète est disponible auprès de Le Coin Local de la jeunesse au Cameroun (2019). «Discours de haine et conflit violent au Cameroun.» Yaoundé. <https://t.co/ONMgXCpT8Q>

⁷⁹ Visite de terrain, 2019.

⁸⁰ Données issues du rapport de LOYOC.

jeunes à identifier les facteurs de risque qui les rendent sensibles à la radicalisation religieuse et politique.

Des groupes de jeunes de la région se sont également organisés pour faire face aux menaces posées par le déclin économique, le chômage des jeunes et les déficits de gouvernance. La section gabonaise du Réseau Panafricain de la Jeunesse pour la Culture de la Paix (PAYNCoP)⁸¹ s'efforce de réduire l'instabilité sociale, en particulier chez les jeunes, qui est causée par les facteurs ci-dessus dans le contexte des récentes tensions politiques dans le pays. Les réalisations de PAYNCoP sont en deux temps. Premièrement, depuis sa création en 2014, il s'est étendu au Gabon et au-delà avec près de 200 membres actifs dans 40 pays. Deuxièmement, la structure professionnelle de PAYNCoP⁸² comprenant une assemblée générale, un conseil d'administration et des coordinateurs nationaux dans chacun des États membres montre la capacité de la jeunesse Africaine à s'organiser et à se mobiliser collectivement pour construire la paix et faire face aux menaces communes visant à mettre fin aux facteurs de violence sur le continent.

Après cinq ans d'existence, la section nationale de PAYNCoP à Sao Tomé-et-Principe a joué un rôle de premier plan dans le dialogue entre les jeunes et les décideurs afin de s'attaquer à la manipulation incessante des jeunes, en particulier des chômeurs, à des fins politiques. Dans la mesure où la participation des jeunes à la prise de décision est essentielle pour avoir un impact important sur la paix et la sécurité, la nécessité d'un engagement collaboratif et à multiples facettes entre les différentes parties prenantes afin de prévenir les conflits sur le continent est cruciale.

2.2.2 Gestion et règlement des conflits

Si certains conflits dans la région ont été transformés, d'autres ont repris en raison de revendications non résolues (PRIO, 2016)⁸³. Il est clair que la manière dont les conflits sont gérés et résolus a une incidence sur sa durabilité. Cette section porte sur les contributions des organisations de jeunesse à la gestion et au règlement pacifiques des conflits dans la région. La «crise anglophone» en cours qui touche principalement les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun constitue un défi pour l'État et la société, les jeunes reconnaissant qu'ils ont de véritables rôles à jouer dans sa résolution. Cette prise de conscience est renforcée par le fait que les jeunes hommes et femmes constituent plus de 65% de la population dans les deux régions les plus touchées.

⁸¹ PAYNCOP Gabon est l'une des branches de l'organisation à travers le continent. PAYNCOP a été créé en décembre 2014 à la suite du Forum panafricain tenu à Libreville, sous le thème: «La jeunesse Africaine et le défi de la promotion d'une culture de la paix». L'objectif général de PAYNCOP est de devenir un réseau d'organisations de jeunes Africains œuvrant pour la promotion d'une culture de paix, de non-violence et de développement durable en Afrique. Le Secrétariat Permanent du PAYNCOP est situé à Libreville, avec des structures situées en Afrique du Nord, de l'Ouest, du Centre, de l'Est, du Sud et dans la diaspora.

⁸² Données issues du rapport d'activité de PAYNCOP de 2019.

⁸³ PRIO (2016). Conflict recurrence. Conflict trends. N°2.

Au début de la crise en 2016, un groupe de jeunes appelé « Association pour la sensibilisation des communautés » (ASCOA) a organisé des campagnes de paix pour sensibiliser le public aux impératifs de la coexistence pacifique dans les foyers, les communautés et l'ensemble du pays. La campagne pour la paix a pris la forme de marches, d'engagements de sensibilisation à la télévision et à la radio, de dialogues interconfessionnels et intercommunautaires. Depuis 2016, l'ASCOA a mené plusieurs activités pour promouvoir une paix durable dans leurs communautés locales, notamment à Limbé et à Buea, dans la région du Sud-Ouest du Cameroun. Celles-ci incluent une conférence de paix à l'occasion de la Journée internationale de la paix en 2018, un projet de grue de la paix dans les écoles lancé en mars 2019 et une sensibilisation des dirigeants communautaires sur la nécessité de préserver la paix entre les communautés anglophones et francophones. Le groupe dirigé par les jeunes visait particulièrement les jeunes étudiants et a touché environ 1 000 élèves des écoles primaires, secondaires, secondaires et universitaires dans leurs communautés.

LifeAID, un autre groupe de jeunes camerounais utilise des stratégies pour résoudre la crise. Ce groupe estime que si la majorité de la population du pays, les principaux acteurs et les victimes de la crise sont des jeunes, une véritable stratégie gagnante pour s'attaquer à la question de l'irréductibilité anglophone dépendrait de la manière de les mobiliser et de parvenir à un consensus pour mettre fin au problème. L'organisation a présenté l'Initiative de la jeunesse pour un dialogue inclusif (programme YIID) comme une voie logique pour mobiliser les jeunes à la consolidation de la paix durable et pour développer des solutions durables à la crise anglophone. Le programme YIID cherche à promouvoir une plate-forme neutre, objective et franche pour un dialogue intergénérationnel inclusif et intersectoriel « afin de favoriser le dialogue entre les parties à la crise, au front et autour de la table »⁸⁴. Elle mène également diverses actions humanitaires et socio-économiques pour venir en aide aux victimes de la crise. Dans le cadre de son programme YIID, LifeAid a organisé le « mini-sommet de pré-sensibilisation et de consultation des jeunes » organisé dans deux villes: à Buea dans la région du Sud-Ouest et à Bamenda, capitale de la région du Nord-Ouest, en juillet 2019. Ces deux événements ont non seulement permis aux jeunes de concevoir leurs rôles dans un conflit qui les concerne principalement, mais également pour les conversations entre générations, entre religions et entre différentes ethnies de la société en général. Les consultations intersectorielles ont impliqué 100 jeunes leaders et acteurs de la communauté tels que des responsables gouvernementaux, des chefs religieux et des professionnels.

L'Association Pour Une Jeunesse Africaine Progressiste (AJAP) est l'organisation leader de jeunesse et la plus populaire au Burundi, avec plus de 15 000 membres à travers le pays. L'histoire de l'Association témoigne de ce qui est faisable et réalisable lorsque des groupes de jeunes établissent des réseaux dynamiques qui deviennent rapidement visibles et

⁸⁴ LifeAID (2019) *Mini-sommet de pré-sensibilisation et de consultation des jeunes du rapport YIID*. Buea Cameroun

suffisamment efficaces pour attirer l'attention et le soutien du gouvernement plutôt que les relations suspectes et hostiles courantes dans de nombreux pays. L'AJAP est impliquée dans la mobilisation des jeunes pour la paix et offre une plateforme de connexion et de partenariat entre les initiatives des jeunes et plusieurs ONG partenaires. Lors de son entretien, le chef de pays du Comité des services des amis Américains (AFSC) a reconnu que dans un pays comme le Burundi où les OSC manquent de ressources suffisantes, l'AJAP joue un grand rôle pour combler les lacunes.

Enfin, le rôle des jeunes femmes dans la gestion des conflits est remarquable. Les jeunes et les femmes sont les principales victimes de l'insécurité, quelle qu'en soit la forme, mais elles sont également des agents de changement positif. À cet égard, une association dirigée par des femmes, dénommée Femmes pour le changement (WfaC) au Cameroun, participe au renforcement de la résilience des jeunes femmes et des filles dans les zones touchées par le conflit. Le groupe fait partie du Groupe de travail Sud-Ouest Nord-Ouest (SWNOT), une coalition de plusieurs organisations dirigées par des femmes et des jeunes qui travaillent d'arrache-pied pour assurer le rétablissement de la paix dans les régions anglophones par le biais d'un dialogue facilité, campagnes de lamentation, conférence de presse ainsi que l'aide humanitaire en faveur des jeunes et des femmes déplacés. Dans leurs efforts pour défendre les droits des jeunes femmes et des filles, elles organisent des activités de sensibilisation dans les communautés locales et les aident en leur fournissant des outils pédagogiques, notamment en enseignant des techniques agricoles durables basées sur la productivité, en fournissant des machines de broyage aux femmes et en enseignant l'éducation à la santé sexuelle et reproductive à Bafanji, une localité du Cameroun touchée par le conflit. Depuis sa création en 2009, plus de 250 jeunes femmes et hommes ont bénéficié des différents programmes de formation et de renforcement des capacités de WfaC, tandis que le groupe est désormais largement considéré comme une voix majeure dans le mouvement " Pas de violence à l'égard des femmes " à travers le pays.

En outre, l'espace pour la participation des jeunes à la promotion de la paix et de la sécurité est principalement conditionné par la nature souvent prolongée des conflits violents et de l'instabilité dans la région de l'Afrique centrale. Même en l'absence de statistiques précises, il va de soi qu'un grand nombre de ceux qui sont pris dans le réseau de la violence prolongée sont généralement des jeunes qui, dans une certaine mesure, sont devenus désorientés et désillusionnés. Generation Epanouie a été créée en 2008 par des jeunes d'Ibanda, de Bukavu et du Sud-Kivu, avec des bureaux dans les régions du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de Kinshasa en République démocratique du Congo (RDC) pour contrer l'expérience croissante de désorientation et de désillusion des jeunes à travers son objectif cardinal de favoriser l'autonomisation des jeunes et le développement durable. En tant que mouvement international qui rassemble des jeunes de différents horizons pour travailler autour de la vision de «l'unité, le travail et la générosité», les activités du groupe de jeunes se sont

étendues à l'Ouganda, au Burundi et en Afrique du Sud mais se sont également implantées au Canada et en Finlande.

Le groupe organise des formations et des ateliers de renforcement de capacités et des conférences axés sur la sensibilisation des jeunes à la non-violence et à la culture de la paix dans les écoles et les universités du pays, en particulier à Kambehe, Bukavu, Kabare et Goma. Son travail dans le domaine de la construction de la cohésion sociale est également promu à travers l'organisation d'activités sociales, culturelles et sportives qui contribuent à la consolidation de la paix au Sud Kivu et Nord Kivu, et plus largement à travers la RDC. Enfin, Generation Epanouie diffuse des informations sur la consolidation de la paix à travers les communautés grâce à la publication d'un magazine périodique, Cloche des Jeunes Magazine (ou Youth Bell Magazine). Les éditions du magazine ont couvert les questions de consolidation de la paix et de reconstruction telles que la façon de promouvoir la non-violence et la culture de la paix dans les écoles, le rôle des jeunes dans la paix, la croissance et le développement efficaces, l'entreprenariat des jeunes dans un environnement post-conflit, pour peu.

Les jeunes de la République centrafricaine (RCA) sont généralement d'avis qu'une paix durable ne peut et ne pourra être réalisée «qu'avec les jeunes et par les jeunes⁸⁵». Il est important de rappeler que le conflit sectaire de longue date entre les rebelles de la Séléka et les Anti-Balakas continue d'avoir des impacts négatifs sur les jeunes, en tant qu'auteurs ou victimes. Dans le contexte de la fragmentation religieuse, les jeunes du pays ont créé un réseau d'associations dirigées par des jeunes pour contribuer à mettre fin à la violence, à promouvoir la paix et à reconstruire leurs communautés respectives. En avril 2014, la coalition de groupes de jeunes a créé la Plateforme interconfessionnelle de la jeunesse centrafricaine (PIJCA). Le PIJCA comprend 40 groupes dirigés par des jeunes et plus de 2000 membres issus de diverses confessions religieuses avec l'objectif général de former les jeunes artisans de paix à `` transcender les différences religieuses et ethniques pour la résolution des conflits, la promotion de la paix, la cohésion sociale et le développement '' (participant à la visite de terrain, 2019). Sa présence visible à Bangui, la capitale et où se trouve son siège social, ainsi que dans des dizaines de zones urbaines et rurales à travers le pays, a permis à PIJCA de s'engager plus facilement avec les jeunes artisans de la paix sur une base continue.

La série de sessions de formation semestrielles pour les jeunes sur les droits de l'homme, la démocratie, la citoyenneté, la gestion des conflits et la médiation par les pairs est devenue très populaire. Depuis 2014, le groupe a organisé des sessions de formation spécialisée à Bangui, Boda, Yaloké et Boali qui ont jusqu'à présent formé plus de 300 jeunes femmes et filles aux techniques de médiation par les pairs dans le cadre du Programme de paix des médiateurs sociaux⁸⁶. Au plus fort de la violence à Bangui, le PIJCA a organisé plusieurs

⁸⁵ Consultation régionale, 2019

⁸⁶ La Plateforme a créé en 2015 la Coordination Nationale des médiateurs sociaux qui est la branche de PIJCA dédiée aux

missions de plaider pour faire appel aux différents groupes armés afin de permettre la libre circulation des personnes; y compris le personnel d'ONG locales et internationales ainsi que le personnel de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA) dans les zones touchées par le conflit, en particulier dans le 4e arrondissement de la capitale. Lors des grandes célébrations religieuses, les membres de la PIJCA organisent des activités interconfessionnelles qui mettent l'accent sur la promotion de la tolérance et de l'inclusivité. Enfin, l'Association contribue aux initiatives d'autonomisation socio-économique qui ciblent les jeunes. En 2016 et 2017, le groupe a financé des programmes de génération de revenus à petite échelle qui ont déboursé 1 million de francs CFA chacun (environ 2000 dollars américains) aux jeunes bénéficiaires dans quatre villes - Boda, Yaloké, Damara et Liton - où se trouvent les bureaux de PIJCA. L'objectif était de réduire la vulnérabilité socio-économique des jeunes et de les rendre plus autonomes.

Un autre problème clé qui est également devenu évident au cours de cette étude était lié à l'engagement d'une variété de dirigeants politiques communautaires -et dirigeants- à se souvenir et à partager des histoires communes qui résonnent avec les expériences communes des jeunes dans différentes parties de la région. L'ancien président du Burundi, Sylvestre Ntibantunganya, a fourni un contexte important pour une meilleure appréciation des circonstances et des expériences passées qui continuent de façonner les multiples rôles des jeunes dans la paix et la sécurité, ainsi: J'ai vécu et survécu au génocide deux fois dans ma vie. D'abord quand j'avais 16 ans et ensuite quand j'étais président. Je connais le langage du génocide... il est important que nous prêtions attention au rôle que les jeunes jouent dans la société civile, dans la police, dans l'armée, dans les partis politiques et dans les secteurs privés. Certains de ces gars-là ont été directement touchés par la crise passée, la plupart d'entre eux sont actuellement en institution et avec des responsabilités. Certains d'entre eux sont influencés positivement ou négativement par leur histoire. Et, bien que les situations des jeunes puissent être similaires d'un bout à l'autre, nous devons également reconnaître que les situations des jeunes sont également différentes au Rwanda, en RDC et au Burundi. Je travaille avec les jeunes et je souligne toujours qu'ils doivent faire face aux problèmes ethniques qui continuent à définir nos communautés⁸⁷.

2.2.3 DDR/RSS

Malgré leur besoin évident dans plusieurs pays de la région de l'Afrique centrale, les initiatives concrètes et visibles de DDR / RSS sont limitées. Deux groupes de jeunes dans la région ; Le PIJCA en RCA et le LOYOC au Cameroun ont démontré l'importance d'accorder une plus grande attention aux questions de DDR /RSS, en particulier en ce qui concerne la réhabilitation et la réintégration des anciens combattants ou délinquants dans la société.

jeunes femmes et filles.

⁸⁷ Visite sur terrain, 2019

PIJCA a fourni un soutien matériel et financier à d'anciens jeunes combattants qui ont renoncé à la violence et souhaitent désormais se consacrer à l'agriculture et à la pêche à Kulamandja, dans la zone PK 20 Damara Road en RCA. Cette intervention a créé de nouvelles opportunités de subsistance et a également contribué à réduire les vulnérabilités économiques des bénéficiaires. En raison de son identité multiconfessionnelle et de son expérience croissante dans le soutien au retour à la paix et à la réconciliation à travers ses projets pour les jeunes ex-combattants ainsi que les femmes à Bangui et dans d'autres villes comme Boeing, Boda, Berberati et Carnot, PIJCA a acquis une réputation publique en tant que groupe de jeunes crédible et influent à l'avant-garde de la contribution positive à la paix et à la sécurité en RCA.

Le LOYOC, d'autre part, travaille actuellement dans huit prisons à travers le Cameroun pour fournir aux récidivistes d'autres sources de revenus pour les dissuader de récidiver, et même embrasser la radicalisation. On estime que ce projet a eu un impact positif sur environ 5000 jeunes dans les prisons et a permis à 300 jeunes pairs éducateurs dans les prisons d'acquérir des connaissances financières et de créer des emplois tout en poursuivant leurs activités de consolidation de la paix dans et hors des prisons.

2.2.4 Questions transversales

Les groupes et réseaux de jeunes à travers l'Afrique sont connus pour s'engager dans un large éventail d'activités transversales qui relèvent du large champ d'application de la consolidation de la paix mais qui peuvent ne pas nécessairement suivre les typologies utilisées par les institutions intergouvernementales telles que l'ONU, l'UA et les CER / RM comme souligné dans la section précédente de ce chapitre. Les questions transversales pertinentes sur lesquelles ils se concentrent et qui sont liées, directement ou indirectement, à la paix et à la sécurité dans la région de l'Afrique centrale sont liées à l'abus et au trafic de drogues dans les écoles, à la violence et à la délinquance dans les rues, au changement climatique et à la violence sexuelle.

2.2.4.1 L'abus et le trafic de drogues dans les écoles

La toxicomanie est un phénomène croissant chez les jeunes de la région. Au cours d'entretiens menés au Cameroun, les personnes interrogées ont affirmé que la toxicomanie était liée à la recrudescence de la violence - du gangstérisme aux émeutes de masse et aux agitations séparatistes⁸⁸. Les liens directs entre la toxicomanie et l'extrémisme violent ont été mis en évidence dans les zones les plus touchées par Boko Haram dans l'Extrême-Nord, telles

⁸⁸ Données issues de *Business in Cameroon*: <https://www.businessincameroon.com/health/2808-8289-21-of-the-cameroonian-population-have-already-tried-a-hard-drug-with-cannabis-atop-the-list-cnld>

que Mayo-Sava, Mayo Tsanaga et Logone et Chari, où le taux de toxicomanie était le plus élevé⁸⁹.

Afin de comprendre les causes profondes de l'usage et de l'abus de drogues et de narcotiques, en particulier dans les zones rurales, Action pour une Citoyenneté Responsable et un Développement Durable (ACIREDED), une organisation dirigée par des jeunes, a commandé un projet - *Stop Drug and Narcotics Use*- en février 2019, dans la Région du nord. Les principaux objectifs du projet étaient les suivants : sensibiliser les jeunes étudiants aux risques / dangers de la consommation et de l'abus de drogues ; faciliter l'expression par les étudiants de leur perception de la drogue ; et sensibiliser les étudiants aux moyens de lutter contre la menace. Le projet a utilisé des projections vidéo sur les conséquences de la toxicomanie et a atteint plus de 750 étudiants. Parmi les principaux résultats des activités de l'organisation, notons : une connaissance accrue des jeunes sur les dangers de la consommation et de l'abus de drogues ; la volonté de certains toxicomanes chroniques de se sevrer ; et l'engagement des responsables de l'école de la localité à mettre en place un comité de sensibilisation à la consommation de drogue ainsi que des infrastructures de surveillance.

2.2.4.2 Violence et délinquance dans la rue

La violence dans les rues et la délinquance juvénile ne sont pas un phénomène nouveau dans les sociétés Africaines, en particulier dans les zones urbaines. En raison de la forte densité de population dans les centres urbains, en particulier dans les quartiers d'affaires prédominants, il existe un risque correspondant et une recrudescence des activités criminelles. Bien que les statistiques officielles sur le profil des jeunes impliqués dans la criminalité et la violence dans la rue soient limitées, il est généralement admis que la tendance prend une dimension plus vicieuse et dangereuse compte tenu du rythme rapide de l'urbanisation ainsi que des crises économiques et sociales dans la Région centre Africaine. Les jeunes qui ont partagé leurs points de vue sur cette question lors de la consultation régionale ainsi que lors de visites sur le terrain ont souvent reconnu que le chômage généralisé des jeunes, la suppression des opportunités de développement socio-économique sont les principales causes profondes de la violence, en particulier lorsqu'ils sont combinés avec l'alcoolisme et la jeunesse déjà vulnérables.

En Guinée équatoriale, une coalition de groupes dirigée par des jeunes travaille en partenariat avec le ministère de la Jeunesse et des Sports pour sensibiliser les jeunes à la nécessité de lutter contre l'escalade de la violence et de la criminalité urbaines dans le pays. C'est dans ce contexte que plusieurs programmes d'acquisition et de développement des compétences sont organisés chaque samedi dans deux grandes villes, à savoir Malabo et Bata. Le but de

⁸⁹ ACIREDED (2019a). *Rapport sur le projet de Sensibilisation des Jeunes sur la Consommation des Drogues et Stupéfiants en Milieu Scolaire : Lycée de Meskine-Maroua*. Maroua : Action pour une Citoyenneté Responsable et un Développement Durable.

ces activités hebdomadaires est de sensibiliser les jeunes aux responsabilités liées à la citoyenneté, y compris les engagements civiques et publics positifs, et de leur offrir des techniques de survie et de subsistance alternatives pour endiguer la vague de comportements antisociaux et de violence dans la rue chez les jeunes. En outre, des formations spécifiques sont proposées aux jeunes vulnérables afin de leur permettre d'acquérir des compétences professionnelles pour devenir indépendants.

La Fondation internationale pour la protection de l'enfance (ICWF) au Cameroun s'est employée à promouvoir le bien-être des enfants vulnérables / nécessaires, en particulier les enfants des rues, les orphelins, les enfants pauvres, les adolescentes enceintes, les enfants victimes de la traite / exploités, les enfants déplacés, etc. au cours des 15 dernières années. Avec pour mandat de promouvoir les droits de l'homme, le développement et l'intégration dans la société, le groupe cherche à « donner à chaque enfant vulnérable une chance de vivre⁹⁰ » en tendant la main aux enfants abandonnés et maltraités. Le groupe s'assure que le psychologue clinicien évalue et prend en charge le bien-être des enfants, y compris la fourniture régulière de médicaments et la vaccination ; et aide également les enfants de la rue avec des articles de base, y compris de la nourriture, des vêtements, des chaussures, du savon, etc. Ils habilite également certains enfants de la rue avec des compétences de vie gratuites qui leur permettent de générer des revenus pour eux-mêmes, comme la production d'accessoires avec des perles, des peintures artistiques et la réparation de chaussures.

2.2.4.3. La dégradation des terres et la désertification

La dégradation des sols et la désertification demeurent un véritable défi, en particulier pour certains pays de la région, dont le Tchad et le Cameroun. Les principales causes de celles-ci, notamment dans le nord du Cameroun, sont la coupe aveugle de bois à usage personnel⁹¹, l'exploitation forestière et les longues périodes de sécheresse. Les jeunes au niveau communautaire s'efforcent de lutter contre les effets combinés de la dégradation des terres et de la déforestation. L'ACIREDED a mené une initiative au Collège technique de Meskine (dans l'extrême nord du Cameroun) pour encourager ses étudiants à s'impliquer dans la lutte contre la désertification. Au cours du programme, plus de 300 écoliers ont été sensibilisés aux questions environnementales et ont planté des milliers d'arbres à la périphérie de la ville de Maroua⁹². De plus, des clubs *Amis de la Nature* ont été créés dans les écoles de Meskine pour promouvoir la protection de l'environnement. Les jeunes interrogés ont estimé que les effets du changement climatique, combinés à des difficultés socio-économiques prévalentes et aggravés par les attaques de Boko Haram dans les zones de la CBLT, ont contribué à créer un

⁹⁰ Voir ICWF (2019). Éradiquer le phénomène des enfants de la rue pour améliorer la paix et la sécurité. Yaoundé: Fondation internationale pour la protection de l'enfance

⁹¹ Selon le Plan d'action national du Cameroun pour la lutte contre la désertification (PAN / LCD), 97% de la population rurale dépend du bois comme principale source de combustible pour la cuisine (PAN / LCD 2018 Cameroun Report. Ministry of Environment, Nature Protection and Le développement durable.)

⁹² ACIÉRE (2019b). Projet de Reboisement des Espaces Désert Au CETIC de Meskine. Maroua: Action pour une Citoyenneté Responsable et un Développement Durable.

cercle vicieux de conflits environnementaux entraînant appauvrissement, insécurité alimentaire et migrations de masse.

2.2.4.4 Violence liée au genre

La violence sexiste est une préoccupation majeure dans la région, en particulier dans le contexte des conflits armés où les femmes sont la cible de harcèlement, de viols et de formes de violence sexuelle et sexiste. La violence sexuelle et sexiste continue presque sans relâche dans les sociétés sortant d'un conflit en raison de réponses juridiques et institutionnelles insuffisantes et de la stigmatisation sociale des victimes qui rend difficile la dénonciation et la poursuite des auteurs. Les femmes et les enfants sont généralement victimes de violences sexuelles et sexistes, qui incluent des violences domestiques et sexuelles, souvent de la part de leurs proches, avec des cas d'inceste et de violence conjugale très fréquents. Il a été observé que les enfants victimes d'inceste sont souvent traumatisés et incapables de s'en sortir - certains arrêtent d'aller à l'école. Comme l'a souligné un jeune participant lors des consultations régionales, les conséquences de la violence sexiste sont dramatiques, car « malheureusement, la majorité des victimes de violences ne dénoncent pas leurs agresseurs ».

AZUR Développement, une organisation de jeunes créée en 2007, travaille à Pointe-Noire (Congo) pour lutter contre la violence sexiste. L'organisation a mis en œuvre un projet appelé Africatti dans deux villes : à Pointe-Noire, capitale économique du Congo, et à Nkayi, district semi-urbain situé dans le département de Boueza⁹³. L'organisation assure le suivi des cas signalés de violence liée à l'appartenance sexuelle auprès de la police et d'autres organismes chargés de l'application de la loi aux fins d'enquête et de poursuites. Ils ont également créé une plate-forme en ligne pour suivre, cartographier et suivre les cas de violence domestique et sexuelle dans l'ensemble du pays. Enfin, ils fournissent aux victimes un large éventail de services d'assistance, notamment une assistance psychosociale et financière.

De plus, Avenir NEPAD Congo, un groupe de jeunes, s'attaque à la violence des jeunes par le biais de la sensibilisation. Entre janvier et août 2016, le groupe a reçu un financement du Gret (Groupe de recherche et d'échange international), une ONG internationale pour promouvoir un renversement du déclin des valeurs sociales chez les jeunes et plaider pour la paix à Brazzaville. Le groupe promeut la parité des sexes et travaille à déconstruire les stéréotypes récurrents ciblant les femmes et les filles. Il plaide également pour des réformes politiques sur les droits des femmes et des filles. Depuis 2016, il a sensibilisé avec succès plus de 1000 jeunes issus de différents quartiers de Brazzaville.

⁹³ La plateforme en ligne est: <http://www.violencedomestique-congo.net/main>

2.3 DÉFIS ET LACUNES

Selon les points de vue combinés de divers jeunes de la région de l'Afrique centrale, il existe un lien entre leurs revendications et celles des jeunes agents de la paix du continent : « Nous voulons être reconnus comme des agents de la paix, nous voulons faire partie des solutions pour la promotion de la paix dans notre région⁹⁴ » (un participant à la consultation régionale, 2019). Cependant, dans leurs efforts pour établir la paix et la sécurité dans leur environnement, les organisations dirigées par des jeunes font face à plusieurs défis, à la fois externes et internes. « Notre environnement direct et indirect, comme le souligne un jeune, peut constituer un obstacle à notre participation effective aux initiatives de paix.⁹⁵ ».

Leur référence aux contraintes imposées par l'environnement extérieur est principalement liée aux dures réalités économiques, sociales, culturelles et politiques des différents pays. La plupart des jeunes interrogés reconnaissent que ces réalités déterminent en fin de compte ce que les groupes de jeunes peuvent faire, ou autrement, comme la façon dont les perceptions des jeunes dans la société et au sein du gouvernement ont été pour la plupart négatives et problématiques. Certains défis externes spécifiques auxquels les jeunes de la région sont confrontés comprennent la barrière intergénérationnelle, la vulnérabilité à la manipulation politique, la culture politique instable des jeunes, la gestion de la diversité des jeunes ainsi que la discrimination à leur encontre. Ils souffrent également de la méfiance mondiale des acteurs gouvernementaux ou de leurs propres communautés. De plus, les jeunes se plaignent d'une mystification excessive du leadership dans leurs pays respectifs et de la manière dont cela élargit le fossé intergénérationnel : « [Cela] nous laisse le sentiment d'être abandonné par la génération plus âgée »⁹⁶. Enfin, le manque de culture politique des jeunes est un obstacle majeur à leur participation effective aux dialogues politiques gouvernementaux, car ils se reconnaissent ne pas être suffisamment aptes à engager les décideurs et à participer à la prise de décisions.

Les défis internes auxquels les groupes de jeunes sont confrontés, en revanche, sont liés à leurs lacunes inhérentes aux capacités organisationnelles et humaines. Celles-ci comprennent un accès limité au financement, aux capacités et ressources techniques et une collaboration limitée entre pairs. La plupart des groupes dirigés par des jeunes dans la région se plaignent du manque de financement, bon nombre d'entre eux fonctionnant pratiquement dépendant de leur propre financement pour survivre. C'est en partie pour cette raison que la durabilité parmi les groupes de jeunes est très limitée, et pourquoi seuls quelques-uns d'entre eux continuent au-delà des cinq premières années. Un financement limité a également des implications sur les capacités techniques, logistiques et opérationnelles des groupes de jeunes. Souvent, ils ne sont pas en mesure de concevoir et d'élaborer des propositions de

⁹⁴ Consultation régionale, 2019.

⁹⁵ Visite de terrain, 2019

⁹⁶ Consultation régionale 2019

financement de manière indépendante, de communiquer leurs idées à des partenaires potentiels ou même de mettre en œuvre et de concrétiser leurs idées avec des possibilités de financement limitées.

Enfin, ils sont contraints par l'absence pure et simple ou limitée de collaboration entre eux de manière à leur permettre de profiter d'économies importantes en se prévalant du peu de ressources dont ils disposent. Il arrive souvent que les groupes de jeunes travaillent également en silo, en compétition ou en conflit les uns avec les autres. En outre, la confiance limitée des organisations et groupes de jeunes empêche la possibilité de collaborer et de créer des synergies dans la mise en œuvre de programmes de grande envergure et percutants. Le manque de transparence dans le processus de sélection de leurs dirigeants expose parfois les groupes de jeunes à des rivalités amères, des divisions et des conflits qui les distraient de leurs objectifs fixés. En fin de compte, les défis externes et les contradictions internes que les groupes de jeunes affrontent régulièrement finissent par fixer des limites à ce qu'ils peuvent faire ou réaliser à moyen et long termes.

2.4 RÉSILIENCE

Cette section présente les différentes manières dont les jeunes s'adaptent ou relèvent les défis qui entravent leur contribution à la paix et à la sécurité dans la région. Les jeunes ont indiqué que leur résilience est aussi quelque peu influencée par leur désir commun d'unité et de paix au sein de leurs communautés et de la région. Au cours des consultations, un participant a déclaré : «La seule chose qui pourrait être acceptée à l'unanimité est notre désir commun de vivre ensemble en paix. Ainsi, nous cultiverons l'unité et la solidarité à chaque fois et partout. Lorsque l'unité prévaut, il est possible de réaliser des choses merveilleuses »⁹⁷ (Consultation régionale, 2019). Les trois principaux domaines de résilience des jeunes identifiés dans la région sont les suivants : capacités institutionnelles et techniques ; mobilisation des ressources ; et capacités des ressources humaines.

Premièrement, la reconnaissance par les jeunes des capacités techniques limitées de leur organisation a nécessité le recensement et l'identification d'institutions publiques ou privées dont les objectifs et les programmes sont similaires à ceux de leur organisation, dans le but de promouvoir le partenariat et la collaboration. Deuxièmement, en ce qui concerne la mobilisation des ressources et les contraintes de financement, la majorité des groupes dirigés par des jeunes de la région mettent en œuvre leurs activités sans soutien financier et matériel externe. Si le manque d'accès aux ressources est un problème récurrent pour de nombreux groupes de jeunes et peut constituer un obstacle majeur à leur efficacité dans les initiatives de paix et de sécurité, les organisations dirigées par des jeunes utilisent différentes compétences pour relever ces défis. Plus précisément, les organisations de jeunesse ont identifié les méthodes et outils suivants pour relever leurs défis en matière de financement :

⁹⁷ Consultation régionale, 2019

collecte des cotisations annuelles des membres, financement participatif, demandes de financement de donateurs, partenariats et collaborations d'institutions partageant les mêmes idées et fournissant des contributions techniques et en nature. Comme l'a si bien expliqué un participant tchadien: «Notre organisation est essentiellement autofinancée. Cependant, malgré les ressources limitées dont dispose notre organisation, nous avons formé 30 ambassadeurs de la paix en seulement 6 mois, de janvier à juin 2019, et avons sensibilisé plus de 5 000 jeunes de 28 écoles du Tchad au message de paix et de cohésion sociale. En outre, nous avons pu établir des partenariats et créer des liens avec d'importants réseaux d'autres organisations de jeunesse au niveau national et continental. Imaginez ce que nous pourrions faire quand nous aurons plus d'argent⁹⁸ »

À la lumière de cela, un nombre croissant de groupes de jeunes trouvent des moyens plus innovants de collecter des fonds en collectant les cotisations annuelles, le financement participatif, en soumettant des demandes de financement aux agences internationales ou en sollicitant le soutien technique en nature de collaborations avec des institutions homologues mieux dotés en ressources.

Le troisième facteur de résilience découle de la reconnaissance croissante que de nombreux groupes dirigés par des jeunes ont des idées brillantes mais manquent des ressources humaines nécessaires pour les traduire en interventions réussies et percutantes. Au cours des consultations régionales, par exemple, plusieurs participants ont identifié certaines des mesures qu'ils envisagent ou utilisent déjà pour combler le déficit de ressources humaines, notamment en s'adressant aux individus et aux institutions possédant l'expertise et les compétences requises pour envisager de rendre leurs services gratuits (bénévoles). Ils reconnaissent qu'il existe un large bassin de jeunes dans différents domaines et professions qui trouvent un nouveau sens et un nouvel épanouissement en s'engageant dans le plaidoyer social et le bénévolat au-delà de leur emploi rémunéré régulier. En outre, ils créent des alliances et des réseaux avec d'autres groupes dirigés par des jeunes dans leurs localités et pays immédiats, ainsi qu'en Afrique et dans d'autres parties du monde. Ce faisant, les groupes de jeunes travaillant dans le secteur de la paix et de la sécurité dans la région de l'Afrique centrale, comme leurs homologues dans d'autres parties du continent, se familiarisent et tirent pleinement parti du paysage médiatique nouveau et pluriel pour intensifier et diffuser leur Activités.

2.5 RECOMMANDATIONS

De ce qui précède, il est évident que les groupes de jeunes de la région de l'Afrique centrale sont déterminés à promouvoir une paix et une sécurité durables, comme en témoignent leurs engagements à promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation interconfessionnelle, la reconstruction et le développement post-conflit dans leurs communautés. Cependant, le

⁹⁸ Consultation régionale, 2019

niveau d'implication des jeunes est limité, car ils préfèrent travailler davantage dans des espaces locaux où ils n'ont pas à affronter directement l'État ou les myriades de goulots d'étranglement administratifs étouffant leur participation active à la société. La tendance commune dans la région concernant l'engagement des jeunes dans la paix et la sécurité montre qu'il existe un écart entre les groupes de jeunes, les gouvernements et les autres parties prenantes, en raison du manque de confiance.

Une autre conclusion importante de l'étude est que les groupes de jeunes de la région de l'Afrique centrale sont confrontés à des défis internes majeurs, notamment des lacunes en termes de capacités organisationnelles et humaines, un accès limité au financement, des capacités techniques, logistiques et opérationnelles ainsi qu'une collaboration entre pairs limitée. Malgré les contraintes environnementales, organisationnelles et financières auxquelles ils sont confrontés, les jeunes veulent faire plus que ce qu'ils font réellement pour promouvoir une paix durable dans leurs différentes localités, pays et région. En tant que tels, ils ont besoin d'un soutien financier et technique et, surtout, d'une reconnaissance en tant qu'agents de la paix et du soutien de leurs communautés, de l'État et de leurs partenaires.

Les recommandations suivantes sont faites pour accroître leur contribution à la paix et à la sécurité dans la région:

Aux groupes de Jeunes

- Concevoir des volets multiples et créatifs de stratégies de collecte de fonds, y compris l'identification et la collaboration avec leurs pairs qui ont déjà une expérience considérable en matière de mobilisation de ressources, pour lever des fonds pour les activités;
- Mettre l'accent sur la construction et le renforcement des capacités internes, notamment sur l'élaboration de la proposition de projet, la conception et la mise en œuvre du programme, le suivi et l'évaluation afin d'assurer la durabilité innovante ainsi qu'institutionnelle et du programme;
- Reconnaître, rejoindre et participer activement aux réseaux de jeunesse régionaux, continentaux et internationaux existants et émergents, y compris ceux qui se concentrent sur le coaching, le mentorat, le partage des connaissances et les programmes d'échanges internationaux;
- Promouvoir la responsabilisation et la transparence dans la prestation des programmes et les interventions, et documenter les expériences et les leçons apprises pour la reproduction si nécessaire ;
- Capitaliser et utiliser les mesures de TIC pour promouvoir la paix et la cohésion :

- Promouvoir la coopération entre les groupes de jeunes, en particulier ceux travaillant dans le même contexte ou poursuivant des objectifs communs ;

Aux États Membres

- Adopter, domestiquer et mettre en œuvre les politiques et programmes de la CEEAC et de l'UA visant à favoriser l'inclusion des jeunes et leur participation effective à la paix et à la sécurité, ce qui comprend l'élaboration et / ou la révision des politiques nationales de jeunesse ;
- Créer et faciliter des espaces de communication sûrs pour les jeunes, et entre les jeunes et les décideurs afin de favoriser l'apprentissage intergénérationnel et le mentorat ainsi que de s'assurer que les jeunes expriment et s'engagent sur les préoccupations et les griefs qui les concernent ;
- Établir et institutionnaliser un quota de postes de direction pour les jeunes afin de faciliter la représentation de représentants au niveau décisionnel ;
- Fournir et augmenter le soutien financier, technique et matériel aux initiatives de paix et de sécurité menées par des jeunes.

À CEEAC

- Établir et doter de ressources adéquates des plateformes régionales et continentales pour une participation significative des jeunes dans tous les spectres de la paix et de la sécurité ;
- Accroître les stratégies de communication et de visibilité sociale pour permettre aux jeunes de la région de mieux comprendre et établir des liens avec l'institution régionale ;
- Sélectionner et nommer des ambassadeurs de la paix pour la jeunesse au niveau régional et les doter des compétences requises pour promouvoir la participation des jeunes et amplifier leur voix afin de mobiliser / soutenir leurs efforts ;
- Élargir les plateformes régionales et continentales existantes pour inclure des organisations de jeunesse actives et des leaders.
- Impliquer les jeunes dans la conceptualisation et la mise en œuvre de projets phares sur la paix et la sécurité afin de faciliter leur participation active et leur appropriation.

CHAPITRE 3: Afrique de l'Est

3.1 INTRODUCTION



L'Afrique de l'Est a connu des conflits permanents, ainsi que des défis environnementaux induits par le changement climatique, qui ont convergé pour créer des vagues intermittentes de migrations forcées dans la région et au-delà. Ce chapitre s'appuie sur les résultats des consultations régionales tenues à Asmara (Érythrée) avec des représentants de la jeunesse et de trois visites d'étude en

Ouganda, au Soudan du Sud et au Burundi, afin de faire participer les jeunes de la région à la promotion de la paix et de la sécurité dans le contexte de la complexité des défis humanitaires auxquels ils sont confrontés. Sans ordre particulier, toute analyse approfondie des menaces à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Est ne peut se faire sans traiter des enjeux suivants: i) la politisation des revendications, des tensions et de l'impunité; ii) le traumatisme social causé par des actes de violence antérieurs non traités de manière adéquate et le désir de revanche; iii) la méfiance de certains groupes ethniques les uns des autres, et vis-à-vis de l'État; iv) le chômage de masse, la pauvreté, les inégalités et le sentiment d'exclusion/de marginalisation; v) les déclarations incendiaires, la propagande et le discours de haine visant certains individus, groupes et le gouvernement.

À des degrés divers, ces épisodes ont créé une prolongation de la violence, de déplacements forcés et de crises humanitaires épouvantables qui continuent de mettre à mal les efforts de stabilité et de redressement dans les pays de la région. Plusieurs institutions clés ont mis en lumière certains des défis, mais aussi les avancées remarquables accomplies par les jeunes dans l'établissement de la paix dans la région⁹⁹. Au-delà de leur statut et de leur situation géographique, les jeunes d'Afrique de l'Est s'inquiètent du fait qu'ils voient plusieurs obstacles redoutables à leur volonté de contribuer de manière significative à la paix et à la sécurité. En effet, bon nombre de frictions ethniques et tribales, d'intolérance politique et religieuse,

⁹⁹ Filmer, Deon et Louise Fox, *Emploi des jeunes en Afrique subsaharienne* Washington DC: Banque mondiale, 2014. Voir aussi, BAD, *Mettre fin aux conflits et construire la paix en Afrique: un appel à l'action - Rapport du Groupe de haut niveau sur États fragiles*. Extrait de https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Ending_Conflict_and_Building_Peace_in_Africa-_A_Call_to_Action.pdf (13 novembre 2019).

d'inégalités structurelles, de corruption du secteur public et de manipulation malsaine de la Constitution sévissent et mettent la paix et la sécurité en péril. Il y a aussi un sentiment omniprésent de lassitude chez les citoyens, en particulier chez les jeunes, dont les souvenirs d'événements précis, d'expériences et de témoignages très personnels sont documentés dans ce chapitre.

Le chapitre est dérivé des résultats des consultations régionales avec les représentants des jeunes tenues à Asmara, Érythrée; visites d'étude à Madagascar, au Soudan du Sud et en Ouganda; et des conversations en ligne avec des jeunes utilisant la plate-forme de médias sociaux mise en place pour faciliter de nouveaux engagements sur leurs rôles et contributions à la paix et à la sécurité dans la région. Dans l'ensemble, l'objectif est de comprendre les multiples façons dont les jeunes travaillent pour promouvoir la paix et la sécurité dans le contexte des multiples défis auxquels ils sont confrontés au quotidien.

3.2 ROLES ET CONTRIBUTIONS DES JEUNES A LA PAIX ET A LA SECURITE

Les données de ce chapitre mettent en évidence la croissance et la prolifération phénoménales des groupes dirigés par des jeunes en Afrique de l'Est, et fournissent également un aperçu de ce qu'ils font dans le domaine de la paix et de la sécurité dans leurs différentes communautés et pays. Leurs histoires fournissent un récit plus profond et plus nuancé des diverses expériences qui continuent de façonner la perception et les choix des jeunes de la région. Par exemple, lorsqu'on a demandé à un jeune leader de son pays s'il croyait que le manque d'une meilleure éducation était la cause de la guerre civile prolongée dans son pays, il donna une réponse qui donne à réfléchir : « *l'éducation n'a aucun intérêt si ce sont les médecins, les professeurs sont ceux qui contribuent aux programmes militaires et qui tuent, simplement pour accéder au pouvoir* »¹⁰⁰.

Tout comme lui, plusieurs jeunes expriment leur exaspération face à la situation déplorable qu'ils vivent, ceci est le cas de milliers de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés qui constatent que « *les accords de dialogue et de paix ne signifient rien tant que les conflits violents et la souffrance humaine restent les mêmes* »¹⁰¹. Un autre jeune s'est demandé comment les dirigeants pouvaient jouir d'une vie agréable tandis que le peuple qu'ils gouvernent est affligé par de telles souffrances et périssent en raison de l'injustice prolongée, de la pauvreté et de la guerre. Cependant, le paradoxe pour la région est que de telles situations ont favorisé le fleurissement et l'épanouissement d'organisations dirigées par les jeunes qui cherchent des moyens novateurs pour contribuer à la paix et à la stabilité de leur pays. Trop de jeunes Africains de l'Est se trouvent, en fin de compte, à un carrefour assez difficile : un carrefour où seule une poignée d'entre eux suivent la voie de la radicalisation, de l'extrémisme et de la violence tandis que d'autres, plus nombreux survivent en marge de la société ou s'engagent dans des activités positives pour surmonter leur désarroi. Le chapitre traite des jeunes mobilisés en faveur de la paix et de la sécurité dans le

¹⁰⁰ Visite de terrain, septembre 2019

¹⁰¹ Consultation régionale, 2019

cadre de défis difficiles et insurmontables en apparence et auxquels ils sont confrontés au quotidien.

Une jeune militante, poète et auteure, donne un sens différent au paradoxe de la participation des jeunes à la paix et à la sécurité lors d'un entretien : « *nous, les jeunes, ne pouvons pas créer la paix ou participer de manière inclusive à tout processus de paix si nous ne sommes pas en paix avec nous même... Nous ne pouvons apporter la paix que lorsque nous l'avons et vivons avec elle. Lorsqu'elle nous entoure et qu'on la pratique.* » Elle a déploré la mauvaise interprétation des activités des jeunes par le public : « *quand on essaie de s'impliquer, c'est considéré comme une rébellion. Comment, alors, est-il possible d'assurer l'inclusion et la participation des jeunes si un tel état d'esprit règne parmi les adultes ?*¹⁰² »

Ce qui ressort clairement, comme le montre ce chapitre, c'est qu'un grand nombre de jeunes est-africains se trouvent à des carrefours difficiles: un dans lequel une poignée d'entre eux adoptent des orientations radicales, extrémistes et violentes tandis que la plupart des autres trouvent des moyens pacifiques de transcender leur désespoir actuel. La torsion fascinante est que les mêmes situations ou conditions que la région connaît ouvrent également paradoxalement de nouveaux espaces dynamiques pour que les groupes et réseaux dirigés par des jeunes émergent et prospèrent alors qu'ils explorent des moyens innovants de contribuer à la paix et à la stabilité dans leurs communautés immédiates et les pays. En examinant leurs divers rôles et contributions à la paix et à la sécurité, il est également important de le faire dans le contexte de défis difficiles et apparemment insurmontables auxquels les jeunes sont confrontés quotidiennement en Afrique de l'Est. Dans les sections suivantes du chapitre, les formidables rôles des jeunes dans divers aspects de la consolidation de la paix sont examinés et documentés.

3.2.1 Prévention de conflits

Ce qui ressort clairement des perspectives contrastées des jeunes concernant leurs rôles et leurs contributions à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Est, c'est qu'il n'existe pas de modèle unique. Certains ont, à juste titre, accusé la société d'apathie et de mépris vis-à-vis des problèmes des jeunes tandis que d'autres considèrent les jeunes eux-mêmes comme faisant partie du problème et apportant une solution à ce dilemme. Ce qui est incontestable, cependant, est que la région a été témoin de la création et de la prolifération de groupes très actifs dirigés par des jeunes travaillant dans différentes communautés et différents contextes, souvent dans des circonstances difficiles, pour prévenir un large éventail de conflits. Ce qu'ils font est déterminé en grande partie par les particularités de leur situation, en fonction de ce qu'ils considèrent comme les déclencheurs et les moteurs communs des conflits dans la région. De multiples façons, les innombrables problèmes auxquels ils sont confrontés contribuent non seulement à l'érosion de la confiance des jeunes en eux-mêmes et en leurs gouvernements d'une manière qui mine la légitimité de l'État et le mandat de gouvernance.

¹⁰² Visite du terrain, 2019

Plusieurs des travaux de prévention des conflits entrepris par les jeunes d'Afrique de l'Est répondent aux multiples menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité dans la région. La coexistence pacifique des communautés est considérée comme un facteur majeur de promotion de la paix dans la région. Par exemple, en Ouganda, l'Organisation de développement *Batwa* s'emploie à promouvoir la coexistence pacifique entre les communautés Bakiga et Batwa en renforçant leurs capacités et en les sensibilisant à la réconciliation, au pardon et à l'utilisation de mécanismes alternatifs de règlement des différends pour transformer les conflits, entre autres initiatives. L'organisation engage également les agences de sécurité en fournissant des informations d'alerte précoce sur les menaces potentielles ou existantes pour prévenir et réduire la violence et la résolution des conflits à l'amiable par le biais de comités de consolidation de la paix mis en place au niveau local pour s'assurer que les conflits ne dégénèrent pas en violence. Les communautés qui ont ressenti l'impact des efforts de l'organisation pour rétablir la paix et l'harmonie les ont félicitées à travers plusieurs médias.

Les conséquences de l'extrémisme violent constituent un facteur majeur qui déstabilise les relations sociales. Une étude récente a montré que non seulement de nouvelles organisations à orientation jihadiste radicale sont apparues, mais aussi que les plus anciennes deviennent plus violentes dans la région et dans toute l'Afrique¹⁰³. Soit par choix, soit simplement pour «échapper» aux dures réalités quotidiennes auxquelles ils sont confrontés, un certain nombre de jeunes adoptent les idéologies djihadistes radicales et la violence. Cependant, de nouveaux groupes de jeunes se mettent en place dans le but de prévenir et de contrer cette propagation. Les organisations de jeunesse visent à atteindre cet objectif en utilisant diverses approches, y compris les arts et la musique, pour dissuader les jeunes de participer à l'extrémisme violent et pour promouvoir généralement la paix. Les agents de la paix au Kenya, par exemple, offrent plusieurs plateformes pour des discussions franches et ouvertes sur les moteurs des idéologies radicales et des incitations à l'engagement des jeunes dans l'extrémisme violent, et organisent également des campagnes de rue massives sur des actions non violentes pour promouvoir l'unité et la tolérance. Au Soudan du Sud, des groupes de jeunes tels que l'Organisation pour la résilience au Soudan du Sud (ROSS), Soudan du Sud Jeunes pour la paix, Organisation de développement (SSYPADO) et Ana Taban sont également activement impliqués dans des initiatives telles que l'autonomisation des filles, l'éducation, la sécurité alimentaire, la communauté réconciliations et consolidation de la paix.

L'une des caractéristiques importantes d'un groupe de jeunes comme ceux de la SSYPADO, qui est également commune à plusieurs autres, est qu'elle est le fruit d'expériences personnelles ; les fondateurs de ces organisations ont, à un moment ou à un autre, été victimes de violences ou y ont effectivement participé. Un ancien combattant qui s'est décrit comme l'un des plus jeunes généraux militaires d'Afrique dirige maintenant activement un

¹⁰³ StigJarle Hansen, Horn, Sahel and Rift: Fault Lines of the African Jihad. Londres: Hurst and Company, 2019.

groupe de jeunes pour promouvoir la consolidation de la paix et la réconciliation dans les communautés du Soudan du Sud. D'après lui :

« Je me sens toujours mal à l'aise et très ambivalent, j'essaie douloureusement de donner un sens à mes actions et je n'ai trouvé aucune justification. Il est vrai que j'étais en colère, j'avais perdu des membres de ma famille à cause de la guerre et dans notre école, nous allions à la fois à l'école primaire et à la formation militaire. Mais je n'ai toujours pas de bonnes raisons de dire si mon choix de rejoindre les rangs a aidé ou aggravé la situation. »¹⁰⁴

Les histoires remarquables de lutte contre l'adversité et les risques de mort sont la justification souvent donnée par les leaders des groupes de jeunes. C'est aussi la raison pour laquelle ils se trouvent et opèrent au niveau local, y compris dans plusieurs communautés difficiles à atteindre. Enfin, ils travaillent en partenariat avec des institutions intergouvernementales clés, l'ONU et ses agences. Le fondateur de la ROSS, résume comme suit ce qui a généralement motivé l'émergence des groupes de jeunes :

J'ai été réfugié durant toute mon enfance et j'ai grandi et étudié en Ouganda. Mais je suis de retour chez moi pour promouvoir la paix, et je peux vous promettre que nous sommes déterminés à promouvoir la paix en temps de guerre et en temps de paix. Cela fait mal de voir que dans la communauté où je travaille, il y a des groupes de jeunes qui ont commencé avec l'intention de promouvoir la paix, mais qui, à cause du manque de soutien à leur initiative, ont fini par devenir des criminels. Nous les connaissons, ils nous connaissent et, à mon avis, ce sont des gens qui ont recours à la violence à cause de la colère causée par le manque de soutien du gouvernement et des donateurs. Je souhaite que mes enfants ne deviennent jamais des réfugiés et c'est pourquoi je suis si profondément impliqué dans la prévention des conflits¹⁰⁵.

Les groupes de jeunes d'Afrique de l'Est se plaignent souvent du manque de ressources et de reconnaissance publique de leurs luttes et de leurs sacrifices. Il y a aussi la question de la durabilité à long terme de leur lutte pour la paix alors même qu'ils continuent de déployer des efforts novateurs de consolidation de la paix au sein des communautés. L'une des leçons importantes que l'on peut tirer de leurs interrogations est le large éventail de ressources qu'ils mobilisent et déploient constamment pour la prévention et la résolution des conflits. Tout porte à croire que le fait qu'ils ne disposent pas toujours de toutes les ressources dont ils ont besoin n'a pas éclipsé leur capacité à identifier et à participer à des interventions novatrices et de petite envergure de prévention des conflits, mais non moins efficaces, dans les zones urbaines et rurales de la région. Il y a tellement d'efforts réels - et de cas de réussites - de jeunes militants qui parviennent à traiter les problèmes au niveau local.

¹⁰⁴ Visite du terrain, 2019

¹⁰⁵ Entretien avec Kevin Abalo, fondateur de ROSS

Dans les pays où les conflits violents se produisent en lieux restreints plutôt que de se généraliser, de devenir systémiques et de s'étendre à un pays ou à une région, les activités de prévention des conflits des groupes de jeunes ont tendance à se concentrer sur des programmes d'acquisition et de développement des compétences et des interventions visant à modifier les comportements pour empêcher les jeunes et la société de poursuivre des options violentes. Dans le nord de l'Ouganda, par exemple, des initiatives telles que celle de Réseau de l'Initiative de la jeunesse Africaine (AYINET) se concentrent sur l'éducation à la paix, le développement du leadership et le soutien médical dans les communautés touchées par le conflit. L'AYINET est également en train de mettre en place **l'Académie Africaine pour la paix**, qui servira de guichet unique pour la formation à la paix et au leadership afin de préparer les jeunes à jouer un rôle plus important dans leurs communautés en matière d'alerte précoce et d'intervention, de leur fournir des compétences génératrices de revenus et de promouvoir l'utilisation des arts et des sports comme outil pour instaurer la confiance, l'harmonie et la réconciliation. Le travail d'AYINET est devenu si populaire qu'il reçoit un soutien remarquable du gouvernement et des principaux donateurs externes. Selon un responsable de l'organisation :

« Notre initiative de promotion de la paix et de prévention de la guerre est née de la colère, parce que nous étions lassés de souffrir. Nous voulions soigner les blessés de guerre, empêcher les jeunes frustrés et en colère de prendre volontairement part à la guerre et soutenir la réintégration des anciens enfants soldats et des orphelins de guerre. C'était de la colère au début, mais c'est finalement devenu la motivation et, d'une façon ou d'une autre, au fur et à mesure, nous avons compris pourquoi nous avons choisi de plaider pour la non-violence, même si nous étions confrontés à la violence au quotidien. »¹⁰⁶

3.2.2 La gestion et le règlement des conflits

Les groupes de jeunes de la région sont également actifs dans la gestion et le règlement des conflits, en particulier au niveau communautaire. En Ouganda, le réseau *Réseau d'action de la jeunesse africaine* (AYAN) s'efforce de promouvoir la réconciliation entre les populations réfugiées du Soudan du Sud vivant en Ouganda. Le travail d'AYAN est similaire à celui de l'Initiative *Autonomisation des jeunes-adultes* (YEi), qui vise à promouvoir la paix et la cohésion sociale en brisant et en transcendant les barrières traditionnelles et en établissant de nouveaux ponts de compréhension entre les réfugiés, ainsi qu'entre eux et leurs communautés d'accueil par des initiatives comme le dialogue interculturel et les sports pour la paix. Les interventions du YEi ont contribué à renforcer le sentiment de tolérance des réfugiés à l'égard des communautés d'accueil des colonies de Kiryandongo et de Bidi. Un groupe de jeunes, *Dit ni Tek*, s'emploie également à promouvoir la paix entre deux factions de réfugiés et leurs communautés d'accueil à la suite des violences qui ont éclaté en raison de la destruction de biens à Tharpam Kebeleltang Woreda dans la région de Gambella en Ethiopie. Avec l'approbation des autorités régionales de Gambella, le groupe a lancé un

¹⁰⁶ Visite du terrain, 2019

dialogue et des mesures d'établissement de la confiance à l'intention des principales parties prenantes. Cela a culminé dans le consensus qui a finalement conduit au rétablissement de la paix. Un impact majeur des activités des deux groupes est la preuve générale de la tolérance et de la coopération entre les réfugiés et les communautés d'accueil telles que les colonies de Bidi, malgré les accrochages occasionnels.

Une autre organisation de jeunesse, Centre commémoratif du génocide de Kigali au Rwanda, mobilise activement les communautés contre les discours de haine et les idéologies génocidaires en documentant et en racontant des histoires sur les conséquences dévastatrices du génocide de 1994. Selon un jeune membre, «Notre travail a contribué à la formation de jeunes médiateurs locaux, de prévention des conflits et nous avons facilité les dialogues intergénérationnels et intercommunautaires. Nous fournissons des plates-formes pour la résolution des litiges locaux, tout en utilisant la narration comme processus d'enseignement et de guérison. »¹⁰⁷ En outre, le Centre pour l'autonomisation des Jeunes (CYE) en Somalie cherche à promouvoir la participation des jeunes, en particulier des jeunes femmes, à la prise de décisions dans le but de s'attaquer aux contraintes systémiques et culturelles dans la région de Burao à Togdheer, dans le nord de la Somalie. Suite aux préoccupations initiales selon lesquelles les activités du groupe constituaient une menace pour l'autorité du patriarcat, CYE a réussi à défendre et à faire pression sur les autorités traditionnelles et religieuses pour attribuer des sièges aux jeunes et aux femmes dans les processus de prise de décision communautaire.

Le fait que la consultation régionale pour l'Afrique de l'Est ait eu lieu à Asmara, en Érythrée, était de très bon augure. Elle a donné aux jeunes Érythréens l'occasion de partager leurs expériences sur la façon dont ils contribuent à la paix et à la sécurité. L'Union nationale de la jeunesse et des étudiants Érythréens, qui compte plus de 300 000 membres, organise une formation politique et un service national de la jeunesse visant à promouvoir un sentiment commun d'identité, d'unité et de patriotisme contre le tribalisme ; la diffusion d'informations dans sept des neuf langues du pays ; le développement des compétences professionnelles et entrepreneuriales pour soutenir les moyens de subsistance socioéconomiques et les perspectives d'emploi ; et enfin la réduction spectaculaire de la vulnérabilité des jeunes face à la criminalité et la violence. De même, dans le cadre des efforts visant à promouvoir l'autonomisation économique des femmes, l'Union des femmes Érythréennes fournit également des compétences professionnelles et un soutien financier aux femmes pour leur permettre de créer leur propre entreprise.

3.2.3 Opérations de soutien à la paix

La prolifération des groupes armés et la brutalité de leurs exploits sont largement connues pour constituer une grave menace pour la paix et l'instabilité en Afrique de l'Est, s'étendant jusqu'aux Grands Lacs. À la fin de 2019, la région à elle seule comptait environ 10 OSP sur 25 en Afrique qui sont soit uniquement mandatées par l'ONU, l'UA et par des mécanismes

¹⁰⁷ Visite sur le terrain, 2019

régionaux, soit par une combinaison des trois¹⁰⁸. Les mandats des Nations Unies en Afrique de l'Est, par exemple, sont la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA); la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RD du Congo (MONUSCO); Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM); Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS); et la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Anyei (FISNUA) chargée de patrouiller la zone frontalière contestée entre le Soudan et le Soudan du Sud. L'UA a autorisé la Mission d'observation au Burundi (AMIB); l'Équipe spéciale régionale de l'Initiative de coopération régionale pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur (RCI-LRA); la Mission de l'UA en Somalie (AMISOM) et, en collaboration avec les Nations Unies, gère les opérations hybrides ONU-UA au Darfour (MINUAD). Alors que la plupart de ces OSP ont une participation importante des jeunes dans les composantes militaire ou policière, la participation autonome des jeunes au sein de la composante civile est considérablement limitée.

Peut-être en raison de la nature hautement militarisée de telles opérations, l'une des plaintes récurrentes exprimées par les jeunes dans le cadre de cette étude est que les OSP existantes ne sont pas suffisamment proactives pour impliquer et intégrer les jeunes dans leurs activités. La plupart des groupes de jeunes se plaignent également d'engagements limités et craignent que les jeunes ne soient considérés que comme des joueurs passifs plutôt qu'actifs dans les OSP. De nombreuses organisations de jeunesse dans les pays où le travail sur le terrain a été mené ont exprimé leur déception face à l'absence de toute approche structurée sensible aux traumatismes pour aider les jeunes touchés par la guerre à guérir rapidement et à contribuer à la société. D'anciens enfants soldats, par exemple, avouent que de nombreuses promesses substantielles leur ont été faites pendant la phase de désarmement et ont pratiquement disparu. Ils affirment que cela a forcé beaucoup de leurs pairs à devenir complaisants ou à rejoindre des gangs de jeunes armés simplement parce que de telles opérations de paix n'ont jamais vraiment prêté suffisamment d'attention aux options alternatives de subsistance et à leur pleine réhabilitation. Enfin, ils avertissent que tant que les OSP continueront de mettre de côté les jeunes et leurs préoccupations, la recherche d'une paix durable et durable serait difficile à réaliser.

3.2.4 Reconstruction et développement post-conflit

Malgré la persistance des conflits et les signes visibles de lassitude résultant directement de conflits armés et de guerres civiles prolongés, la grande majorité des jeunes d'Afrique de l'Est souhaitent toujours vivre ensemble, travailler pour une meilleure qualité de vie et contribuer de manière générale à la promotion de la paix et de la sécurité. Une jeune femme a ainsi exprimé l'opinion de ses contemporains lors de la consultation régionale de l'Afrique de l'Est à Asmara : « Je ne pense pas qu'il y ait quelqu'un au Soudan du Sud qui veuille continuer à se

¹⁰⁸ Cette menace est mise en évidence par le grand nombre d'OSP qui se déroulent actuellement en Afrique vis-à-vis du reste du monde en termes de taille, de personnel et de coût. Voir, Zif Center for International Peace Operations, Peace Operations 2018/2019. Extrait de www.zif-berlin.org (18 septembre 2019).

battre, nous sommes las et fatigués »¹⁰⁹. Un nombre considérable d'entre eux vacillent entre espoir et désespoir, tout en continuant d'aider leurs communautés à recoller les morceaux de leur vie et de leurs moyens de subsistance brisés au lendemain de conflits armés prolongés et les guerres civiles.

Différentes catégories de jeunes bénéficient également de diverses interventions visant à réduire le risque de recrutement dans des groupes religieux et armés radicaux en raison du manque d'éducation et de compétences et de possibilités limitées pour trouver et conserver un emploi rémunéré. Leur incapacité à le faire, à son tour, amoindrit l'exercice d'agir de façon crédible et indépendante en tant que membres à part entière de la société. Selon un ancien chef de camp des personnes déplacées de Barlonyo dans le district de Lira, dans le nord de l'Ouganda :

« J'ai le sentiment que si la société s'en soucie, l'effort le plus important pour reconstruire les communautés post-conflit est de reconstruire la vie et les moyens de subsistance des jeunes touchés par le conflit. Ils ont de l'énergie. L'amélioration de leurs moyens d'existence est la meilleure assurance pour l'avenir de la paix et du développement durable. Les jeunes doivent être mobilisés et habilités à jouer un rôle moteur dans la reconstruction de leurs sociétés brisées »¹¹⁰.

Un autre jeune militant de Tanzanie issu d'une communauté d'accueil de réfugiés a déclaré :

« Nous sommes une famille brisée, mais nous voulons désespérément rebondir, et c'est pourquoi nous faisons la promotion de notre rôle d'agents de la paix. C'est un parcours tendu, et avec tout ce dont nous disposons, nous allons faire de la médiation, négocier et poursuivre le dialogue jusqu'à ce que nos problèmes soient résolus »¹¹¹

De même, le témoignage d'un responsable de la jeunesse de la même communauté réitère la détermination des jeunes à cultiver une société plus tolérante face à des défis de taille auxquels ils sont confrontés quotidiennement. En partageant son expérience personnelle, il a déclaré :

« J'ai perdu mes parents pendant la guerre quand j'étais trop jeune et j'ai été emmené à l'orphelinat. On ne m'a jamais dit à laquelle des deux tribus ethniques en conflit j'appartenais, et soudain, je leur ressemble. Il est possible que je sois né d'une relation entre les deux. Dans plusieurs combats entre ces deux tribus, j'ai toujours été visé par les deux. J'ai l'impression de ne pas être à ma place et je n'ai jamais trouvé la raison pour laquelle je devrais me joindre à un combat. Je m'engage et travaille pour aider ma société à guérir et je souhaite que nous reconstruisions une société bien meilleure que celle dont nous avons hérité »¹¹².

¹⁰⁹ Visite du terrain, 2019

¹¹⁰ Visite du terrain, 2019

¹¹¹ Visite du terrain, 2019

¹¹² Visite du terrain, 2019

Une autre constatation fondamentale est que l'inclusion des groupes minoritaires s'est considérablement améliorée. Il s'agit de l'inclusion de l'appartenance ethnique, du handicap et de l'albinisme en Tanzanie pour renforcer la résilience dans les contextes post-conflit. Les preuves suggèrent que certaines des communautés les plus pacifiques de la région sont aussi celles qui ont le plus grand nombre de minorités. Au cours d'entretiens avec des jeunes de la communauté batwa répartis entre l'Ouganda et le Burundi, plusieurs d'entre eux ont indiqué qu'ils avaient bénéficié d'une intervention favorable du gouvernement. Un jeune répondant, qui est aussi le secrétaire général du groupe ethnique Batwa, a déclaré :

« Nous sommes un petit peuple et l'esprit communautaire définit notre tradition. Je n'ai jamais choisi de me joindre à un conflit ou à une guerre parce que j'appartiens à un groupe minoritaire dans ce pays, et nous existons dans toute la région de l'Afrique de l'Est. J'ai été moi-même victime d'attaques pour ne pas avoir soutenu la rébellion. Vous constaterez que la communauté la plus pacifique est celle où vivent plusieurs minorités, car elles coexistent en dépit de la marginalisation qu'elles subissent. Nous n'avons jamais eu recours à la violence bien que d'autres groupes ethniques accaparent continuellement nos terres. J'espère que tous les événements de consolidation de la paix commenceront à inclure également le peuple Batwa »¹¹³.

3.2.5 Réforme du secteur de la sécurité et désarmement, démobilisation et réintégration

Plusieurs pays d'Afrique de l'Est entreprennent des réformes du secteur de la sécurité (RSS) et des interventions de DDR, principalement à l'initiative d'institutions intergouvernementales comme l'ONU, l'UA et l'IGAD. L'une des préoccupations récurrentes du point de vue des jeunes a été qu'une fois qu'ils sont passés par ces processus, ceux qui les conçoivent et les mettent en œuvre ne tiennent pas toujours leurs promesses et ne font pas le nécessaire pour que les avantages de la participation à ces programmes deviennent concrets et durables. L'autre inquiétude qu'ils ont exprimée est que les programmes de RSS et de DDR ne bénéficient pas de l'appui et de l'appropriation par la communauté pourtant nécessaire à leur réussite. De plus, leurs approches sont pour la plupart descendantes, fortement politisées et tendent à exclure les éléments sensibles aux traumatismes qui sont considérés comme bénéfiques pour les jeunes et d'autres segments de la société. Tout cela implique qu'un grand nombre de ceux qui devraient bénéficier de tels programmes, en particulier les jeunes, risquent de revenir aux vieilles méthodes qui menacent et minent l'ordre public et la sécurité.

Bien que les questions de RSS et de DDR soient sérieuses et urgentes, les contributions des jeunes à ces derniers sont souvent obscurcies ou diminuées par la perception répandue des multiples rôles qu'une poignée d'entre eux a joué dans le déclenchement et la prolongation des hostilités. Le souvenir de ces rôles rend invariablement difficile pour les communautés en ayant été victimes de pardonner, ou pour les services de maintien de l'ordre ou de sécurité

¹¹³ Visite du terrain, 2019

de les considérer comme des partenaires dans la RSS et le DDR. Selon un jeune qui n'est pas encore complètement réintégré dans sa communauté:

« J'en ai marre d'être traité comme de la merde. Par mon gouvernement et par tout le monde. La police m'agresse au lieu de m'écouter, l'éducation est trop chère, les services de santé ne font rien pour moi car je suis malade du lundi au lundi, ma famille a perdu ses terres parce que les tribunaux sont trop corrompus. Que puis-je faire d'autre ? »¹¹⁴

Même si les groupes de jeunes ne sont pas pleinement impliqués, plusieurs programmes de RSS/DDR ancrés localement attirent la société civile, les groupes de femmes, les chefs religieux et traditionnels et les figures politiques. Le AYINET en Ouganda, dont il a été question dans les paragraphes précédents, mène depuis de nombreuses années des programmes régionaux pour la paix et la solidarité adaptés aux traumatismes des jeunes, et soutient également la création de plusieurs programmes de médiation qui permettent à un nombre considérable de jeunes Sud soudanais d'embrasser la paix. Ils sont d'avis que les processus de RSS et de DDR qui ne sont ni conçus ni mis en œuvre de manière inclusive sont susceptibles d'induire de nouvelles violences ou d'encourager la reprise de la violence. Lorsqu'on leur a demandé pourquoi ils se battent en premier lieu, et s'ils voulaient se battre à nouveau, les réponses que les jeunes donnent sont alignées sur un changement positif ou négatif dans la situation ou le statut socio-économique actuel.

C'est à juste titre que l'on s'inquiète de la dégradation de la situation socioéconomique des jeunes, dont le nombre ne cesse d'augmenter. Ils n'ont pas d'emploi sûr et vivent généralement en marge de la société. Bien que l'on reconnaisse souvent les conséquences immédiates et à long terme de la fragilité de leurs moyens de subsistance sur la sécurité, celles-ci ne se sont pas pleinement traduites par des interventions concrètes et durables de politique publique pour les améliorer. À juste titre, le déclin du statut socioéconomique des jeunes suscite une vive inquiétude, un nombre important - et croissant - d'entre eux étant pratiquement incapables de trouver un emploi et devant vivre en marge de leur société. Bien que les implications immédiates et à long terme sur la sécurité de leurs moyens de subsistance fragiles soient fréquemment reconnues, celles-ci ne se sont pas pleinement traduites en interventions de politique publique concrètes et durables capables de les améliorer. En fin de compte, tout programme de réforme dans un contexte post-conflit à travers l'Afrique de l'Est doit commencer par comprendre les préoccupations et les aspirations des jeunes ; les aider à explorer, à établir et à rechercher d'autres moyens de subsistance ; et faciliter généralement leur pleine réintégration dans la société de manière à améliorer leur accès à la justice et à leur donner une voix et une agence efficaces pour contribuer à la société.

La plupart des jeunes Malgaches vivant en milieu urbain, par exemple, évitent les pratiques sociales ancrées dans la gérontocratie et la soutiennent, et valorisent la représentation visible des jeunes aux postes de direction. Selon un jeune leader, « nous ne descendons pas

¹¹⁴ Visite du terrain, 2019

seulement dans les rues d'Antananarivo pour nous assurer d'avoir les bonnes personnes au gouvernement, nous le faisons pour avoir les bons jeunes, ou ceux qui ont nos intérêts à cœur, au pouvoir¹¹⁵ ».

3.2.6 Questions transversales

A bien des égards, l'étude reconnaît que, mises à part les possibilités de participation des jeunes à la consolidation de la paix, il existe certaines questions transversales de paix et de sécurité qui sont soit spécifiques à chaque pays, soit propres à l'ensemble de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, et qui renforcent visiblement l'autonomie. Bien qu'elle ne soit en aucun cas exhaustive, cette section traite brièvement de cinq questions transversales dominantes dans la région dans les domaines suivants : a) les migrations et les menaces transfrontalières ; b) l'égalité des sexes ; et c) la responsabilité sociale.

3.2.6.1 Migrations et menaces transfrontalières à la paix et la sécurité

Selon un récent rapport de la Fondation Mo Ibrahim intitulé à juste titre « Jeunesse Africaine : emplois ou migration » (2019), le nombre total de migrants africains en 2017 s'élevait à 36,3 millions. Selon la Fondation, cela ne représente que près de 14 % de la population mondiale de migrants, et cette proportion est plus faible que celles d'Asie (41 %) et d'Europe (24 %). Environ 70% des migrants d'Afrique subsaharienne restent sur le continent. Dans la plupart des cas, ces migrants restent dans leur région immédiate ou proche et partent à la recherche de meilleures perspectives économiques (80%) tandis que les autres (20%) sont des réfugiés¹¹⁶. Pourtant, de nombreux jeunes d'Afrique de l'Est ont exprimé leur crainte face à l'augmentation de la migration de main-d'œuvre de leur région vers le Moyen-Orient, en particulier en raison de ce qu'ils décrivent comme des difficultés persistantes et des possibilités qui s'amenuisent dans leurs pays. Une autre constatation majeure de cette étude est qu'en raison des tensions et des conflits incessants entre et parmi les pays limitrophes de la région, les perceptions abondent sur un certain niveau d'appréhension des États membres que leur `` ennemi '' rôde ou reçoit un soutien de l'autre côté de la frontière.

Cela a créé un sentiment palpable de peur et d'insécurité chez les jeunes, compte tenu des atrocités de masse que la région a connu. Au Rwanda, plusieurs groupes de jeunes travaillent avec leurs homologues en Ouganda pour aider les communautés de part et d'autre des frontières à gérer et à résoudre les tensions et les accrochages incessants au niveau des frontières. En Ouganda, par exemple, l'Organisation *COBURWAS Organisation internationale de la jeunesse pour transformer l'Afrique* (CIYOTA) a été créée en 2005 dans le camp de réfugiés de Kyangwali en Ouganda par des jeunes réfugiés du Congo (RDC), du Burundi, d'Ouganda, du Rwanda et du Soudan (d'où l'acronyme COBURWAS). La CIYOTA, initiative dirigée par des jeunes, est une organisation à but non lucratif ayant mis en place des écoles primaires dans le camp, une initiative de formation au leadership, *PamojaKwaMaendeleo*

¹¹⁵ Visite du terrain, 2019

¹¹⁶ Fondation Mo Ibrahim, «Les jeunes d'Afrique: emplois ou migration? Démographie, prospérité économique et mobilité », rapport du forum Ibrahim 2019. Extrait de https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2020-01/2019_Forum_Report_0.pdf (10 Novembre 2019).

(Ensemble pour le développement), ainsi que des programmes de microfinance et de subsistance ciblant les femmes et les filles.

3.2.6.2 Égalité des sexes

Les jeunes d'Afrique de l'Est promeuvent également l'égalité des sexes en plaidant en faveur d'une reconnaissance et d'une appréciation accrues du rôle des femmes en tant qu'agentes de la consolidation de la paix. Dans ce contexte, elles promeuvent les droits légaux des femmes, mènent des programmes pédagogiques pour les filles et sensibilisent les hommes aux droits des femmes, à l'autonomisation économique et politique des femmes par une représentation stratégique dans les processus électoraux, politiques et décisionnels. Dans certains cas, malgré la prédominance de l'autonomisation des femmes par le biais de politiques et de programmes, certains hommes perçoivent les questions de genre comme étant une affaire de femmes. Ainsi, dans le cadre des efforts visant à transformer cette perception, un groupe de jeunes au Rwanda mène une sensibilisation ciblée pour les hommes. Dans ce contexte, ils ont créé 52 clubs *boys4change* (les garçons en faveur du changement) dans les écoles secondaires où les droits sexuels et reproductifs et la prévention de la violence sexuelle et sexiste sont promus.

En outre, dans le cadre des efforts visant à prévenir la violence liée au sexe et à promouvoir les droits des femmes, l'organisation d'aide juridique Espoir de MAMA (MHOLA) en Tanzanie mène des campagnes de sensibilisation sur les menaces et les maux de la violence sexuelle et sexiste et plaide en faveur du respect des droits des femmes tels que stipulés par la Constitution : le droit foncier et à la propriété ; l'assistance juridique gratuite aux groupes marginalisés ; la représentation judiciaire, la médiation et la rédaction des documents. Leurs interventions ont également facilité la création de réseaux régionaux anti-VBG comprenant différentes OSC à travers l'Afrique de l'Est.

3.2.6.3 Responsabilités sociétales

Les jeunes de la région sont très attachés à la restauration des valeurs sociales qui selon eux représentent le fondement de la reconstruction d'un grand nombre de leurs sociétés qui sont responsables des menaces à la paix et à la sécurité. On constate une croissance et une prolifération alarmantes de gangs dirigés par des jeunes à travers l'Afrique de l'Est qui s'engagent dans cette voie, allant de l'extorsion d'argent aléatoire ou préméditée à la destruction de quartiers plongeant des communautés entières dans le chaos¹¹⁷. Un rapport de la Commission nationale de cohésion et d'intégration du Kenya, publié en 2018, signale l'existence de plus de 100 gangs de jeunes criminels dans le pays malgré l'interdiction de ces groupes en 2016¹¹⁸. La plupart des collectivités attribuent cette situation au manque de possibilités et au chômage qui motivent les groupes de gangs dirigés par des jeunes dans la plupart des établissements urbains de la région. Dans la région de Torit, au Soudan du Sud, il

¹¹⁷ Voir, par exemple, JM Mwambi, `` Manifestation expérientielle de la violence des jeunes en Tanzanie: une étude de cas sur les gangs de jeunes notoires du Commando Yosso. `` Extrait de <https://www.ajol.info/index.php/huria/article/viewFile/152731/142320> (12 novembre 2019).

¹¹⁸ Voir Mohammed Ahmed, «Kenya: l'armée et prêt à tuer - Dans les gangs meurtriers de Mombasa», Nairobi News, 11 Août 2019. Extrait de www.allafrica.com/stories/201908120062.html (14 novembre 2019).

Il y a des dizaines de groupes de gangs dirigés par des jeunes qui sont devenus brutalement vicieux dans leurs activités, tout comme la plupart des centres urbains de la région sont de plus en plus aux prises avec de jeunes gangsters impitoyables et dangereux. Étant donné que les circonstances qui attirent parfois les jeunes vers les groupes criminels et la violence sont généralement corrélées au manque d'emploi et à la perte de moyens de subsistance, il ne serait pas difficile de transformer ces jeunes en membres positifs de la société.

Un exemple qui illustre cela est la transformation remarquable des bidonvilles de Korogocho, en particulier le *People's Park* qui, jusqu'à il y a quelques années, était connu pour son problème d'ordures, les agressions et la violence, mais qui sont désormais des zones vertes et écologiques où les familles peuvent se rendre sans crainte. Il a fallu un groupe de jeunes bénévoles, *Komb Green Solutions*, ou *Muchina*¹¹⁹, environ 70 anciens membres de gangs travaillant pendant deux ans pour nettoyer et restaurer la zone. Dans le même ordre d'idées, les activités du Centre pour l'Autonomisation des Jeunes (CYE) en Somalie, qui mobilise ses membres et bon nombre de jeunes à Mogadiscio pour promouvoir la consolidation de la paix, prévenir l'extrémisme violent et mobiliser des dizaines d'artistes travaillant sur des médias divergents pour relayer les histoires du pays en vue de changer le discours selon lequel tout concerne le terrorisme et la violence tribale. En ce qui concerne l'engagement des médias, les jeunes femmes à Madagascar, sous les auspices de la Coalition des radios pour la Paix à Madagascar, mènent une initiative visant à utiliser la radio comme outil de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Ce groupe dirigé par des jeunes femmes a diffusé des émissions dramatiques et des émissions-débats à la radio pour inculquer une culture de la paix. Il y a une prise de conscience croissante que ce n'est que lorsque les rédacteurs en chef et les journalistes font des choix - sur quoi rapporter et comment le signaler - que la société commence à considérer et à valoriser les options non violentes de conflit. Le modèle du journalisme de paix fournit donc des solutions pratiques aux jeunes journalistes pour rendre compte des conflits et des expériences des communautés prises dans le cercle vicieux des conflits et de l'instabilité.

De plus, CYE mobilise également des médecins pour mener des actions de sensibilisation et des soins médicaux gratuits ; et enseigne l'hygiène de base, y compris les tests et les traitements oculaires. Malgré certains défis dans l'exécution de son mandat, le chef du groupe est d'avis que :

"Aucune intervention majeure ne réussit jamais en une seule tentative. Pour lui, trois étapes majeures sont essentielles et nécessaires : identifier les enjeux clés et les espaces où certains enjeux sont importants et pertinents ; construire et élargir le réseau des jeunes autour de la question ; et commencer à s'engager dans un processus de dialogue et d'apprentissage avec le groupe cible à l'esprit."¹²⁰

¹¹⁹ Consulter «Des gangs aux jardins: les jeunes kényans fuient la criminalité pour créer des espaces verts», L'Est Africain, 10 Mai 2019.

¹²⁰ Consultation régionale, 2019

Pour certains jeunes de la région, la corruption est une cause structurelle de violence et, à ce titre, certains groupes se sont engagés à éradiquer toutes les formes de corruption dans leur société. Par exemple, les jeunes malgaches sont préoccupés par le besoin urgent de lutter contre la corruption et d'inculquer des valeurs morales et sociales pour l'endiguer dans leur société. Un groupe de jeunes, Jeune du Monde à Venir, travaille dans quatre régions de l'île pour les aider à « faire le meilleur choix dans la société ». Chaque année, le groupe organise deux camps qui attirent entre 200 et 500 participants de toute l'île. Chaque réunion de camp encourage les jeunes à « vivre la vie qu'ils veulent, qui est pacifique et exempte de conflits et de corruption¹²¹ ».

3.3 DEFIS ET LACUNES

Les jeunes d'Afrique de l'Est consultés au cours de l'étude ont souligné certains obstacles à leur contribution à la paix et à la sécurité. Elles ont été classées en deux grands groupes : les facteurs internes et les facteurs externes. Les défis internes sont : le manque de motivation, l'inégalité entre les sexes, la différence d'âge et le manque d'éducation appropriée. En ce qui concerne le manque de motivation, bien que de nombreux jeunes s'engagent dans le militantisme de manière délibérée, ils ont tendance à être manipulés par les politiques et les chefs tribaux/ethniques, surtout lorsque leurs activités leur ont valu un certain niveau de reconnaissance et d'influence. Leur sens du but se dilue invariablement à mesure qu'ils deviennent plus influencés et orientés politiquement. Cette raison a été soulignée comme un facteur essentiel pour expliquer pourquoi de nombreux groupes de jeunes sont dissous en raison d'une politisation excessive.

Les problèmes d'inégalité entre les sexes entravent la cohésion, la croissance et la viabilité de nombreuses organisations. Alors que l'appartenance à la plupart des groupes est orientée vers les hommes, l'ascension des homologues féminins dans les organisations de jeunesse ne semble pas être accueillie avec enthousiasme, au contraire, ces femmes doivent faire face à la jalousie et à la méfiance. Certains membres féminins de groupes de jeunes ont indiqué que lorsqu'une agente est promue dans l'organisation, la jalousie se met en place et cette femme est d'emblée accusée d'entretenir une liaison en échange de cette promotion. Ces accusations émanent essentiellement des membres masculins du groupe. Une telle dynamique interne n'augure rien de bon pour la durabilité des organisations de jeunesse. En ce qui concerne la différence d'âge, on a fait valoir que, contrairement à leurs homologues vivant dans des environnements pacifiques, ceux vivant dans les zones touchées par le conflit ont subi des revers dans l'éducation et la vie sociale. La plupart d'entre eux obtiennent leur baccalauréat à la fin de la vingtaine et leur diplôme universitaire au début ou à la fin de la trentaine quand ils sont déjà hors de la tranche d'âge des jeunes. Enfin, les groupes de jeunes consultés ont identifié leurs capacités et compétences limitées en matière de consolidation de la paix comme un obstacle à la conception programmatique d'interventions efficaces et

¹²¹ Visite du terrain, 2019

durables en faveur de la paix et de la sécurité, mais aussi l'accès à un soutien financier des agences donatrices.

Les principaux défis externes identifiés sont les suivants : l'absence d'un élan positif ; le caractère changeant des cadres normatifs ; le manque de participation des jeunes au processus de médiation ainsi que la politisation du processus ; et la méfiance croissante entre l'État et les jeunes, y compris de ceux qui considèrent les interventions des jeunes comme une menace à leur suprématie ; la fixation excessive sur le plaidoyer « notoire » pour la paix, notamment ceux menés par des jeunes ; l'existence d'une pléthore de « courtiers pour jeunes » ; l'apathie des jeunes dans le processus de plaidoyer ; la concurrence pour des ressources limitées ; la rareté des composantes sensibles aux traumatismes dans les interventions en cours ; le profilage tribal et le ciblage des jeunes ; la réticence des parties prenantes, notamment les autorités nationales et communautaires et les parties en conflit ; les contacts limités avec la population visée, etc.

L'absence d'une dynamique critique positive se manifeste dans ce que les groupes de jeunes décrivent comme le manque de soutien politique et financier de la part du gouvernement, en particulier aux questions qui les concernent directement. De nombreuses initiatives de jeunes en Afrique de l'Est sont invariablement discrètes et se déroulent souvent loin les unes des autres en raison des contraintes de financement et de l'appropriation politique limitée du gouvernement et d'autres parties prenantes essentielles dans la région. Cela incite invariablement les groupes de jeunes à fonctionner en dessous du niveau optimal. Les jeunes sont moins exposés à des possibilités de leadership transformateur dont ils ont besoin pour contribuer de manière significative à la société. L'absence de telles possibilités explique en partie pourquoi les jeunes sont moins enclins à se joindre à des mouvements pacifistes et solidaires qu'à se joindre à des gangs de rue et à participer à des émeutes et à des manifestations qui menacent la loi et l'ordre.

Malgré l'existence de politiques nationales dans certains États membres et de cadres régionaux, continentaux et mondiaux, les jeunes n'ont pas été suffisamment consultés dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre de ces textes. De nombreux jeunes consultés se sont dits préoccupés par le fait que, bien que de nombreuses initiatives d'autonomisation des jeunes se déroulent simultanément dans de nombreux pays, le langage des engagements ainsi que la nature des relations de pouvoir qui les façonnent ont été trop exclusifs. Ils estiment également que la dynamique du pouvoir étant toujours majoritairement entre les mains de la population adulte, la perspective d'une implication à part entière de la jeune génération dans des activités qui promeuvent une paix et une sécurité durables peut être limitée.

Il est toutefois important de noter que les rôles et les contributions des jeunes à la paix et à la sécurité ont plus de chances d'être renforcés dans le domaine de la médiation, en particulier au niveau communautaire, où ils sont le plus souvent activement engagés. Cependant, le défi est que les groupes de jeunes au niveau communautaire sont le plus souvent mal dotés en ressources et manquent de capacités humaines et intellectuelles pour

apporter des changements significatifs et durables dans ces domaines. L'engagement le plus visible et le plus formel des jeunes non armés dans le processus de paix sur le continent se situe dans le contexte de la mise en œuvre de l'Accord de paix revitalisé du Soudan du Sud qui prévoyait spécifiquement d'élargir les espaces pour une plus grande participation des jeunes à toutes les voies du dialogue et de la médiation. L'Accord reconnaît la nécessité de les exposer à des compétences et capacités techniques pour contribuer aux processus de paix, mais aussi à les impliquer plus souvent dans les processus de paix formels.

Un autre défi est celui des stéréotypes qui alimentent la méfiance à l'égard des jeunes et des groupes dirigés par des jeunes à différents niveaux. Il s'agit notamment de la méfiance entre les groupes de jeunes et le gouvernement; entre les groupes de jeunes et les acteurs du développement tels que les organisations intergouvernementales; entre les jeunes et les OSC/ONG nationales ou internationales. De par la nature même de leur mandat, les groupes de jeunes qui travaillent sur les droits de l'homme, la responsabilité et la démocratie sont particulièrement vulnérables aux excès de l'État puisqu'ils ont tendance à s'engager dans des activités qui, très souvent, mettent les gouvernements sur la sellette et invitent les États à prendre des mesures punitives. Ils sont également confrontés à la contrainte d'être étiquetés par le gouvernement comme des collaborateurs ou des traîtres s'ils travaillent avec certaines ONG accusées d'espionnage pour le compte de gouvernements étrangers. Quoi qu'il en soit, le dilemme est que l'action de certains groupes de jeunes est limitée par des relations complexes avec les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux du développement qui jouent un rôle de plus en plus central dans la prestation d'une vaste gamme de services comme l'aide humanitaire.

Étroitement liée à ce qui précède, la méfiance qui règne au sein des groupes de jeunes, et parmi eux, est principalement alimentée par une vive concurrence sur les ressources, en particulier le financement et les soutiens techniques. Comme dans le cas d'autres groupes, en particulier dans le domaine de la société civile et des ONG, la rivalité malsaine et la concurrence entre et parmi les groupes de jeunes pourraient facilement devenir une pierre d'achoppement dans la recherche d'une coordination et d'une collaboration efficaces pour réaliser un programme commun et des activités liées à la paix et à la Sécurité. En outre, les jeunes Est-Africains ont identifié des lacunes actuelles dans les stratégies de plaidoyer pour la paix, une lacune dans laquelle une attention et des ressources substantielles sont encourues pour engager des parties prenantes influentes et des célébrités afin de sensibiliser sur des questions spécifiques ou générales de consolidation de la paix.

Pour eux, l'approche consistant à impliquer des célébrités internationales en tant que défenseurs de la paix devient endémique et coûteuse, d'autant plus que cela ne fait qu'exciter momentanément les jeunes qui assistent aux méga concerts. Ils insistent sur le fait que le changement au niveau local ne peut se produire, en partie, que lorsque des occasions sont créées pour mettre en valeur le talent et la créativité de célébrités locales/nationales qui leur sont bien connues et qui, dans la plupart des cas, sont considérées comme des icônes nationales dignes d'être imitées par les jeunes et qui comprennent les particularités du pays

et de la région. Enfin, dans le même ordre d'idées, Les jeunes se sont également dits préoccupés par la prolifération des « courtiers pour jeunes », c'est-à-dire des personnes qui prétendent être des interlocuteurs crédibles au nom des jeunes mais qui, en réalité, ne font que mettre en avant leurs intérêts individuels et étroits. L'existence de « trop d'intermédiaires en matière de jeunesse », selon eux, signifiait souvent que les rôles et contributions des groupes de jeunes légitimes étaient systématiquement mis de côté et ignorés.

RESILIENCE

Malgré le fait qu'ils subissent les effets multiples et néfastes des conflits violents, les jeunes d'Afrique de l'Est ont continué à se mettre au premier plan des efforts pour promouvoir la paix et la sécurité. Rétrospectivement, les paroles d'un chef de CYE répondant à une question sur la manière dont les organisations de jeunesse surmontent les obstacles à leur participation active au programme de paix et de sécurité de la région reflètent leur compréhension de la résilience. Dans leurs mots :

« Aucune intervention majeure ne réussit jamais en une seule tentative... trois étapes principales sont essentielles et requises : identifier les problèmes clés et les espaces où certains problèmes sont importants et pertinents ; construire et élargir le réseau des jeunes autour de la question ; et commencer à s'engager dans un processus de dialogue et d'apprentissage avec le groupe cible à l'esprit.¹²² »

Le fait qu'ils s'engagent à cet égard à diriger les efforts de consolidation de la paix correspond aux aspirations contenues dans la Charte Africaine de la jeunesse et dans l'Agenda 2063, deux documents de l'Union Africaine, ainsi que dans les résolutions 2419 et 2250 du Conseil de sécurité de l'ONU. Ces documents clés offrent des prescriptions concrètes et d'une grande portée sur la façon de changer le discours sur le rôle des jeunes dans les conflits violents et les guerres civiles ; de promouvoir des possibilités de rechange et des moyens de subsistance pour les jeunes en situation de fragilité ; et de commencer à envisager de nouvelles voies pour accroître la participation des jeunes à la paix et la sécurité. Bien que les preuves de la résilience des jeunes soient considérables, il est évident, d'après les discussions, qu'il est difficile de mesurer ou de quantifier les conséquences ou l'impact positif des engagements des jeunes dans la paix et la sécurité.

Bien que les preuves de la résilience des jeunes soient considérables, les discussions avec eux montrent à quel point il est difficile de mesurer les conséquences ou les impacts positifs de leurs engagements en matière de paix et de sécurité. Le premier point à garder à l'esprit en ce qui concerne la résilience est donc que les expériences des jeunes d'Afrique de l'Est peuvent avoir des aspects spécifiques qui leur sont propres, mais qui peuvent également trouver un écho chez les jeunes d'autres régions de l'Afrique voire dans le reste du monde qui sont confrontés à des circonstances multiples en tant qu'auteurs, cibles, victimes et bénéficiaires des conflits violents. Pour comprendre la résilience du point de vue des jeunes d'Afrique de l'Est, il faut invariablement reconnaître comment leurs activités s'inscrivent dans

¹²² Visite du terrain, 2019

le cadre de la justice transitionnelle. Ce faisant, ils embrassent la tolérance, l'harmonie et la réconciliation tout en soutenant la création d'institutions capables d'assurer la justice pour les survivants. Ceci est le premier pas vers la paix. Deuxièmement, leur résilience est liée au fait qu'il est de plus en plus reconnu que pour relever les innombrables défis en matière de paix et de sécurité auxquels leurs sociétés et leurs pays sont confrontés, ils doivent traiter des questions plus générales de consolidation et de développement de la nation. Bien souvent, comme ils le pensent, les connaissances requises, la sensibilité culturelle et la crédibilité nécessaires se trouvent au même endroit où les problèmes ont surgi.

Pour surmonter des défis spécifiques, les jeunes de la région ont eu recours à diverses stratégies, y compris le dialogue, le soutien financier et éducatif. Par exemple, les difficultés initiales rencontrées par la BatwaDevelopmentOrganization dans leurs tentatives de promotion de la paix entre les communautés Bakiga et Batwa ont été abordées dans le cadre de divers dialogues. Selon eux, « la consolidation de la paix est un processus continu qui exige patience et engagement. Au début, quand nous avons été confrontés à l'hostilité et à un environnement défavorable, nous avons failli abandonner, mais nous avons appris à être patients ; et maintenant, les gens que nous craignons sont devenus malléables et nous avons pu coopérer¹²³ ».

Alors que les perceptions du public et la méfiance à l'égard des interventions des jeunes sont réelles, les jeunes réussissent à démanteler ces préjugés. « Les chefs traditionnels ont rejeté mes idées et m'ont vu comme un grand défi à leur suprématie. J'ai montré que les jeunes peuvent participer et apporter une solution durable à la paix et à la sécurité. J'ai appris que nous, les jeunes, pouvons changer l'idée reçue « vous êtes trop jeunes pour diriger » après avoir travaillé avec les mêmes chefs traditionnels qui avaient initialement rejeté mes idées¹²⁴ » a rapporté un jeune participant.

Face aux difficultés économiques, un certain nombre de groupes de jeunes ont participé à des plans d'épargne locaux, par exemple l'Association villageoise de prêts et d'épargne (VSLA), dans le cadre de leurs efforts d'autonomisation économique et de création de moyens de subsistance alternatifs. Il s'agissait d'un moyen de rendre le financement disponible et accessible aux petites entreprises appartenant à des jeunes afin de les encourager... De plus, un certain nombre de jeunes ont cherché à obtenir du soutien pour le leadership politique, même dans les communautés qui, traditionnellement, ne les appuient pas. Cela est évident parmi la population Batwa qui a demandé et obtenu l'appui du Burundi pour la représentation des jeunes au parlement ougandais, un développement qui contribue à briser les différences tribales qui divisent habituellement. Sur le plan éducatif, plusieurs jeunes qui ont abandonné l'école se sont engagés dans des actions de volontariat pour enseigner aux enfants des écoles primaires de l'Équatoria oriental au Soudan du Sud (Torit). Certains jouent le rôle

¹²³ Visite du terrain, 2019

¹²⁴ Visite du terrain, 2019

d'enseignants et d'agents de sécurité de leur communauté d'autodéfense de la communauté locale. Des expériences similaires abondent en Ouganda, au Kenya.

3.4 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Suite aux nombreuses interactions avec les jeunes et les groupes de jeunes en Afrique de l'Est, nous pouvons tirer un certain nombre de conclusions pertinentes. La conclusion la plus importante est que les jeunes d'Afrique de l'Est continuent de s'engager dans un large éventail d'activités de consolidation de la paix ; seul un petit groupe est directement impliqué dans les types de violence qui compromettent la paix et la sécurité dans la région. Il ressort aussi clairement de l'étude que les jeunes continuent d'accomplir un travail extrêmement positif, du moins au sein de leur communauté immédiate, mais avec peu ou pas de soutien financier et politique. Au mieux, ils ne bénéficient que de peu d'encouragements de la part du gouvernement et d'autres parties prenantes au sein et au-delà de la région. Un mélange d'apathie publique, d'aspersion et de stéréotypes règne et finit par amoindrir leur contribution à la paix et à la sécurité à moyen et long terme. Il ressort clairement que les jeunes sont peut-être les véritables héros méconnus de la consolidation de la paix en Afrique de l'Est. Tout ce qu'ils demandent, c'est que la société et le gouvernement reconnaissent et soutiennent leurs contributions légitimes et positives plutôt que de les dénigrer et de les ignorer. Dans ce contexte, les recommandations suivantes sont proposées pour renforcer leurs efforts de consolidation de la paix

Aux groupes de jeunes:

- Continuer à s'engager dans le plaidoyer public, le militantisme et les interventions dans la consolidation de la paix et éviter la violence qui exacerbe les tensions et compromet la sécurité publique ;
- Identifier et investir dans des activités impliquant différents groupes de jeunes pour favoriser la synergie - plutôt que la rivalité et les conflits - entre les groupes de jeunes travaillant dans le domaine de la paix et de la sécurité ;
- S'engager dans l'innovation et l'entrepreneuriat dans le cadre des efforts visant à créer et à maintenir un flux constant de revenus capables d'aider les groupes de jeunes à relever les défis ou à combler les déficits de financement urgents ;
- Faire des efforts consensuels pour apprendre le fonctionnement des institutions gouvernementales, non gouvernementales et intergouvernementales comme première étape critique vers un engagement effectif avec elles sur des questions importantes pour la participation des jeunes à la paix et à la sécurité ;

Aux États Membres :

- Intégrer des mécanismes/approches descendants et ascendants qui n'abandonnent personne, y compris les jeunes, dans la conception et la mise en œuvre des interventions en faveur de la paix et de la sécurité ;
- Explorer des solutions communes pour relever les innombrables défis auxquels font face les différentes catégories de jeunes, sachant qu'une politique ou une intervention universelle ne permettra pas d'obtenir le résultat escompté qui donne aux jeunes les moyens de réellement prendre part à la paix et à la sécurité ;
- Accroître les investissements dans l'éducation formelle et informelle y compris l'acquisition de compétences professionnelles et entrepreneuriales, pour la population jeune et foisonnante comme véritable outil de prévention, de gestion et de résolution des conflits ;
- Soutenir la mise en œuvre de législations et de politiques qui soutiennent la création d'un environnement propice à la jeunesse et aux groupes dirigés par des jeunes travaillant sur la consolidation de la paix pour prospérer grâce à des mesures juridiques, institutionnelles et politiques appropriées ;
- Entreprendre des initiatives accélérées de création massive d'emplois pour les jeunes afin d'améliorer leur bien-être et leurs moyens de subsistance et de décourager les jeunes de s'engager dans des actions violentes ;

Pour la CAE/l'IGAD/L'EASF :

- Élaborer et mettre en œuvre des initiatives ou des approches en faveur de la paix et de la sécurité qui soient adaptées aux jeunes et dirigées par eux ; en encourageant la participation active des jeunes aux processus de médiation et de paix ainsi qu'en soutenant la mise à disposition d'alternatives socio-économiques aux conflits violents ;
- S'engager, sur une base périodique, avec les groupes de jeunes de la région pour explorer des mesures pour relever les défis qui entravent leurs interventions positives ;
- Démontrer visiblement son engagement à combler l'écart actuel dans les perceptions du public à l'égard des jeunes vis-à-vis des États membres et des institutions régionales ;
- Soutenir les mesures de sécurité et de stabilisation interrégionales en encourageant et en intégrant les mesures de prévention des conflits et de relèvement dirigé par les jeunes au niveau local.

CHAPITRE 4 : Afrique du Nord

4.1 INTRODUCTION



Les perspectives de consolidation démocratique, de paix et de sécurité en Afrique du Nord sont menacées par des défis majeurs liés à l'interdiction d'accès à des opportunités socio-économiques subventionnées à un nombre croissant de citoyens. Les conflits politiques internes et les préoccupations liées à la propagation du terrorisme¹²⁵ demeurent un problème majeur. Par extension, le paysage de la paix et de la sécurité dans la région offre aux jeunes l'occasion de jouer un rôle important et constructif compte tenu de leur prépondérance démographique. Le rôle crucial de la jeunesse nord-Africaine

dans la paix et la sécurité est particulièrement évident dans la succession de soulèvements populaires associés aux revendications de réformes constitutionnelles, institutionnelles et politiques. Que ces événements mémorables, communément appelés le Printemps arabe, aient ou non provoqué des changements profonds et durables dans la région, en particulier en ce qui concerne les relations entre les États et la société, affectant la paix et la sécurité, reste ouvert au débat.

Bien que le rythme de mise en œuvre des réformes diffère d'un pays à l'autre¹²⁶, il n'est pas contesté que les changements politiques dans la région constituent désormais une incitation majeure à ouvrir la voie aux organisations de la société civile, en particulier celles partiellement ou exclusivement nourries par les populations florissant dans différentes zones de la région. Même si les déclencheurs et les circonstances peuvent différer de ceux d'autres régions de l'Afrique, la série de réformes commence à encourager de manière substantielle les citoyens à s'organiser et à s'engager davantage dans la vie civile, politique et associative et ce, sans précédent, à la hauteur de la ferveur de la période immédiatement avant et peu après l'indépendance. Cependant, les inquiétudes ne manquent pas La préoccupation générale aujourd'hui dans la région est de savoir si les réformes en cours sont capables de

¹²⁵ Jorg Gertel et Ralf Hexel, Faire face à l'incertitude au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Friedrich Ebert 2018

¹²⁶ Rapport de développement Humain Arabe 2016 Jeunes et perspectives de Développement Humain Development dans une réalité changeante, publié pour le Bureau régional du Programme des Nations Unies pour le développement pour les États arabes, extrait de [https://www.undp.org/content/dam/rbas/report/AHDR % 20Reports / AHDR% 202016 / AHDR% 20Final% 202016 / AHDR2016En.pdf](https://www.undp.org/content/dam/rbas/report/AHDR%20Reports/AHDR%202016/AHDR%20Final%202016/AHDR2016En.pdf). (18 septembre 2019).

comblent le grand fossé des attentes entre les citoyens et l'État ou de provoquer exactement le contraire : diminuer la capacité de l'État à satisfaire le nouvel appétit pour la réforme et changement social.

Le chapitre s'inspire des engagements avec les jeunes lors de la consultation régionale en Tunisie en août 2019, des visites sur le terrain ainsi que des discussions en ligne et hors ligne avec eux. Toutes ces avenues ont fourni de rares opportunités et un espace aux jeunes nord-africains pour partager leurs espoirs et leurs craintes concernant la nature évolutive des relations entre l'État et la société dans leurs différents pays, ainsi que les attentes qu'ils ont envers leurs gouvernements, les organisations régionales et l'UA en matière de paix et de sécurité.

4.2 RÔLES ET CONTRIBUTIONS DES JEUNES À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE DU NORD

À des degrés divers, la pléthore de défis économiques, politiques, sociaux et de sécurité auxquels l'Afrique du Nord est confrontée offre un contexte utile dans lequel les rôles contrastés des jeunes en politique et dans la société de la région doivent être compris et expliqués¹²⁷. L'émergence et la prolifération de groupes de jeunes constituent une réponse aux défis généraux ou spécifiques de leurs sociétés et pays. Ils le font soit en travaillant seuls, en collaboration avec d'autres groupes de jeunes ou des organisations de la société civile plus larges, ou en partenariat avec des acteurs gouvernementaux et externes, avec des mandats similaires ou communs pour lutter contre les menaces à la paix et à la sécurité. Même s'ils ne suivent pas nécessairement la démarcation classique des cycles de conflit allant de la prévention des conflits à la gestion et au règlement, en passant par les opérations de soutien à la paix et la RDPC, les jeunes d'Afrique du Nord naviguent dans des relations complexes au sein de leur groupe ; entre eux et la société ; et entre eux, la société et l'État. Pour les besoins de cette partie, comme pour les autres régions, les rôles et les contributions des jeunes à la paix et à la sécurité seront examinés en s'appuyant sur des démarcations, quelles que soient les limites imposées aux jeunes.

4.2.1 Prévention des conflits

Les interactions avec les jeunes de la région au cours de l'étude ont révélé qu'ils étaient principalement impliqués dans des activités de prévention des conflits. Plusieurs raisons expliquent cette tendance, notamment en raison de la nature et de l'ensemble des problèmes abordés dans le cadre de la prévention des conflits, qui sont suffisamment vastes et proches du type de problèmes mieux connus des jeunes et qui ne nécessitent que des capacités ou des ressources limitées pour la mise en œuvre. La gamme d'activités bien engagées par les

¹²⁷ «Problèmes de la jeunesse arabe, L'état de l'art sur la jeunesse Arabe», rapport annuel du Département des politiques démographiques et des migrations, Ligue des États arabes, 2005.

jeunes de la région comprend, entre autres, la promotion du dialogue entre et parmi les différents groupes sociaux, la réduction des écarts et des différences entre les générations, la surveillance anti-corruption, la mise en place d'un observatoire de surveillance des élections, le lancement d'activités de plaidoyer sur des questions sociales d'actualité, en utilisant les médias sociaux pour l'engagement civil, pour n'en nommer que quelques-uns. En termes spécifiques, les exemples de ce que font les jeunes nord-africains pour aider à maintenir et à renforcer la paix sont davantage axés sur des programmes visant à promouvoir la culture de la paix, le dialogue et l'acceptation des différences, ou s'attaquant à des problèmes spécifiques qui affectent les jeunes, tels que l'autonomisation des jeunes, l'emploi, le civisme et l'éducation participation politique.

Par exemple, l'Association de Scouts Musulmans Algériens (SMA) de Bouira en Algérie utilise les dialogues avec les jeunes comme modèle pour diagnostiquer et trouver des solutions manifestations populaires pacifiques actuelles dans le pays. À travers les conseils consultatifs locaux de la jeunesse mis en place par l'association, les jeunes se réunissent pour interroger les principaux facteurs responsables des divers problèmes auxquels ils sont confrontés et explorer des mesures visant à trouver les bonnes solutions locales. En plus de rechercher des solutions pratiques axées sur les jeunes aux problèmes de la société, le processus sert également de pépinière pour développer les compétences de leadership et de prise de décisions pour et parmi les jeunes, tout en contribuant à renforcer leurs capacités et leurs compétences autour des questions de gouvernance locale ; de citoyenneté active ; de communication efficace ; de conception et de gestion de projet ; de recherche et de préparation des opportunités d'emploi ; de l'art d'écrire et de s'exprimer en public ; et généralement pour devenir de bons citoyens au sein de leurs communautés.

Les jeunes de la région reconnaissent la valeur d'utiliser plusieurs formes d'art pour promouvoir les questions de paix et de sécurité. Selon les jeunes interrogés, Selon eux, les formes d'art offrent une atmosphère relaxante pour discuter des questions de paix et de sécurité de manière à les rendre plus accessibles et compréhensibles pour les jeunes. Plusieurs organisations exploitent l'art pour promouvoir la participation active des jeunes en matière de paix et de sécurité. En Algérie, le groupe de jeunes « Histoires d'Algérie » organise des ateliers pour former les jeunes à la narration afin de les aider à interroger les causes et la dynamique - mais surtout à élaborer des stratégies innovantes - pour faire face aux crises culturelle et identitaire dans le pays. La Fondation des médias culture *IsTafat* utilise les médias – la presse écrite et les nouveaux médias sociaux - pour sensibiliser et promouvoir une culture de la paix, en diffusant des informations importantes et en informant le public sur des sujets de préoccupation majeure.

En Tunisie, l'Association Mashehad opère principalement à Gafsa, une zone située dans la partie sud-ouest du pays qui abrite la plus grande entreprise minière de la région.

L'association a contribué à apaiser les tensions dans les relations entre l'entreprise et la communauté en promouvant l'art comme moyen d'expression alternative des jeunes, les engagements sociaux et l'autonomisation socio-économique tout en contribuant à la restauration culturelle. L'association a dispensé une formation technique et culturelle dans différents domaines artistiques tels que la musique, le cinéma et les arts plastiques au bénéfice de plus de 100 jeunes femmes. L'organisation organise également des ateliers sur la gestion culturelle pour les jeunes ainsi que le soutien à la production et à la distribution de produits artistiques fabriqués par des jeunes.

L'autonomisation des jeunes est considérée comme un facteur majeur de prévention de la participation des jeunes à des activités qui créent ou alimentent l'insécurité¹²⁸. Plusieurs jeunes ont estimé que l'absence ou l'insuffisance de possibilités de revenus durables et de moyens de subsistance constituaient les principaux moteurs et le recrutement de jeunes dans des activités déstabilisant des sociétés telles que l'extrémisme violent, le banditisme et le culte ainsi que la migration illégale et le trafic de drogue. Les groupes de jeunes de la région se chargent de promouvoir l'autonomisation économique et l'indépendance des jeunes. Au Maroc, le Forum Jeunesse pour la Démocratie et la Citoyenneté (YFDC) permet aux jeunes de devenir autonomes sur le plan économique en créant et en incubant des idées commerciales pour lutter contre le chômage et l'oisiveté¹²⁹.

Le groupe part du principe que le meilleur moyen de promouvoir une culture de la démocratie et de la citoyenneté significative et d'endiguer le flot d'anomie et de violence parmi les jeunes consiste à accroître leurs chances d'indépendance économique grâce à un emploi rémunérateur et à de meilleurs moyens de subsistance. Notamment, en 2013, l'association a mis en place un groupe de réflexion chargé d'analyser la situation de la jeunesse au Maroc et, après plusieurs mois de délibérations, a créé « The Spot », un espace de travail collaboratif et communautaire proposant une formation gratuite et un centre d'incubation d'idées. Le Spot a attiré l'attention locale et internationale et a demandé à développer ses activités à travers le Maroc.

Le rôle des femmes dans la paix et la sécurité est également considéré comme une question importante et il existe une association dédiée à la cause. La Ligue des électrices tunisiennes-LET est engagée dans le plaidoyer, le renforcement des capacités, la recherche et la documentation sur les questions relatives aux femmes et à la participation politique. En

¹²⁸ Talia Hagerty, Données pour les jeunes, la paix et la sécurité : un résumé des résultats de recherche de l'Institut pour l'économie et la paix, l'Institut pour l'économie et la paix et la paix et la sécurité des jeunes. Septembre 2017. Extrait de https://www.youth4peace.info/system/files/2018-04/16.%20TP_Youth%20affected%20by%20violent%20conflict_IEP.pdf (12 août 2019).

¹²⁹ Reyes, Rebecca et Malana Rogers-Bursen, `` 10 façons de surmonter les obstacles à l'engagement des jeunes, la démocratie au quotidien '', extrait de <https://www.everyday-democracy.org/tips/5-ways-overcome-barriers-you> (22 Septembre 2019).

particulier, LET encourage les femmes à être politiquement conscientes et actives - à la fois comme candidates et comme électrices pendant les processus électoraux. Lors des élections de 2011 par exemple, elles ont mené une sensibilisation massive contre la violence électorale et ont plaidé pour une participation plus importante et plus significative des femmes rurales en les encourageant à s'inscrire pour voter et à obtenir la carte d'identité nécessaire qui leur permettrait de participer aux élections de circonscription tenues cette année-là.

Les jeunes d'Afrique du Nord réagissent à la menace posée par l'extrémisme violent¹³⁰. Jeunesse sans frontières en Tunisie est l'un de ces groupes de jeunes avec des activités comme le programme Sharekna, visant à prévenir et à combattre l'extrémisme violent. Le groupe opère à DawarHicher, une ville connue pour les relations fréquentes et litigieuses entre les jeunes et les responsables gouvernementaux, et le risque potentiel d'extrémisme violent. Pour endiguer la propension des jeunes à adopter des idéologies radicales menant à l'extrémisme violent, l'association se lance dans diverses activités pour renforcer la résilience des communautés et, le cas échéant, fournir un soutien pour les atténuer¹³¹. En particulier, il engage différentes parties prenantes locales à identifier les difficultés économiques, sociales et politiques et, par la suite, soutient les efforts d'autonomisation des jeunes et des communautés pour les surmonter. Le groupe encourage également la participation des jeunes à la gouvernance locale comme une étape logique vers le renforcement du développement communautaire participatif.

Le rôle de l'éducation dans la prévention des conflits a été identifié comme un facteur souvent négligé. La Ligue tunisienne de l'éducation, une organisation qui s'occupe de la violence et des facteurs de conflit en milieu scolaire, s'efforce de renforcer les capacités des enseignants afin d'améliorer la méthodologie de la charte scolaire dans les établissements d'enseignement dans le pays et de préparer les élèves à faire face à différentes formes de violence. Elle a également créé « le guide du formateur sur l'éducation à la citoyenneté et au vivre ensemble » pour renforcer le dialogue et la culture de la paix. Leurs programmes ont pour objectif commun de créer une génération de jeunes agents de la paix et de former les jeunes aux moyens d'expression et de manifestation pacifiques.

4.2.2 Gestion et règlement des conflits

L'espace et les possibilités de gestion et de règlement des conflits abondent dans la région avec les groupes de jeunes en tant que segment visible du secteur plus large de la société civile, jouant des rôles actifs à divers niveaux. En général, les jeunes ont une préférence pour le plaidoyer comme principal outil pour s'engager dans la gestion et le règlement des

¹³⁰ Cox, Aubrey, Melissa Nozell et Imrana Alhaji Buba, « Mise en œuvre de la résolution 2250 Jeunesse et acteurs religieux s'engageant pour la paix », rapport spécial 406 juin 2017. Extrait de <https://www.usip.org/publications/2017/06/implementing- unscr-2250> (25 septembre 2019).

¹³¹ Mouelhi, Abdessattar et Hassen Ghodhban, Guide de la société civile, Pour un socle de protection sociale en Tunisie, Freidrich Ebert Stiftung, 2019.

conflits¹³². Même s'ils n'atteignent pas l'objectif primordial de transformer un différend existant, ils utilisent le plaidoyer pour promouvoir un dialogue pacifique et significatif qui comporte moins de risques d'augmenter les résultats violents.

En Libye, par exemple, l'Organisation Momken¹³³ promeut des initiatives de sensibilisation et d'information dans 12 villes considérées comme essentielles à la résolution de la guerre civile en cours dans le pays. Elle mène des études pour déterminer les causes sous-jacentes des conflits, identifie les principales parties prenantes et propose des recommandations stratégiques pour résoudre les conflits. L'Institut Farhat Hached pour la recherche et la démocratie en Tunisie organise des séminaires sur la jeunesse, la citoyenneté et la justice avec une influence croissante en Libye. Dans le cadre de son soutien au dialogue pour la paix en Libye, l'organisation a formé de jeunes volontaires pour devenir des défenseurs de la consolidation de la paix, du volontariat et de la lutte contre le discours de haine. Les programmes de formation se concentrent également sur la migration illégale et ont contribué à sensibiliser les jeunes et à comprendre le lien entre la violence et la dynamique des conflits dans la région.

En République arabe sahraouie, l'Union de la jeunesse de Sakia El Hamra et Oued Eddahab (UJSARIO) organise des ateliers et mène des campagnes de plaidoyer pour mobiliser la jeunesse sahraouie contre le retour des luttes armées. Le groupe s'efforce constamment d'encourager les jeunes à rester sur leurs positions pour plaider en faveur des solutions pacifiques et durables.

4.2.3 Gouvernance du secteur de la sécurité/Désarmement, démobilisation et réintégration

Les groupes dirigés par des jeunes sont moins actifs dans les initiatives de RSS et de DDR malgré les impératifs croissants de se concentrer sur eux dans la région. Néanmoins, il existe quelques groupes engagés dans ce domaine notamment la Organisation de sensibilisation à la vision de la paix basée en Libye, organise des ateliers et des campagnes de sensibilisation aux dangers de l'acquisition, de la circulation et de l'utilisation des armes légères et de petit calibre illicites (ALPC), en particulier de leur stockage dans les foyers. Le groupe fait également campagne, en collaboration avec les autorités locales, pour le désarmement et la démobilisation complets des jeunes impliqués dans des conflits violents dans le cadre d'efforts concertés visant à promouvoir la réintégration et à réaliser la paix sociale au niveau local et communautaire. Étant en confrontation directe avec de riches milices qui incitent les jeunes à intégrer des groupes armés, l'organisation est confrontée à de réels défis pour

¹³² Voir, par exemple, Amal Bourhrous et Sarah Smith, Renforcer l'engagement des jeunes dans la Tunisie post-révolution du jasmin, document de dialogue sur le développement, n ° 19 | août 2017, Dag Hammarskjöld Foundation, Consulté sur <https://www.daghammarskjold.se/publication/strengthening-youth-engagement-post-jasmine-revolution-tunisia/> (2 novembre 2019)

¹³³ *Momken* signifie « possible » en français.

obtenir des réalisations tangibles sur le terrain. Comme l'a bien dit un représentant, « *nous avons encore beaucoup à faire, mais nous pourrions gagner beaucoup de mères à notre cause ainsi que des enfants du primaire. Faire participer les familles et les écoles à leur travail pourrait les aider à atteindre leurs objectifs* »¹³⁴.

4.2.4 Reconstruction et développement post-conflit

Les initiatives et activités de RDPC sont presque inexistantes en Afrique du Nord car la plupart des pays de la région n'ont pas connu de conflit armé prolongé ni de guerre civile où l'urgence de mettre en œuvre un tel programme est plus grande. Cela ne veut pas dire que les jeunes de la région ignorent complètement ce que cela implique et / ou ne sont pas engagés. Il s'agit plutôt de souligner que la participation des jeunes de la région dans cet espace est limitée. Dans toute la région, seuls les jeunes libyens ont exprimé une certaine familiarité et ont situé leurs activités dans la thématique.

L'Organisation Amraja pour la jeunesse et le développement social est l'un des groupes de jeunes qui s'identifient eux-mêmes dans le domaine de la RDPC. L'organisation s'engage dans la promotion de stratégies de résolution des conflits armés, une nécessité pour créer un espace pour la reconstruction et le développement. Plus précisément, ils ont soutenu les efforts de réconciliation des Touaregs et des Tabous¹³⁵ au plus fort du conflit armé à Ubari. L'organisation s'appuyait sur le pouvoir de rassemblement et d'influence des anciens et de cheikhs respectés pour régler les différends entre les parties à l'origine des conflits violents. Elle entreprend notamment des activités de nettoyage dans les zones touchées par de violents conflits, notamment Ubari, ainsi que la fourniture et la restauration de l'électricité dans les zones déchirées par la guerre. La fourniture d'électricité est à la base de nombreuses activités socio-économiques et est donc considérée comme fondamentale pour la reconstruction et le développement des sociétés sortant d'un conflit. En fournissant ce service, l'organisation favorise non seulement le redressement économique, mais également la mise en place d'un climat propice au retour à la normale.

De plus, en Libye, L'institution Bawader pour le développement des jeunes s'est efforcée de promouvoir le dialogue et les échanges indispensables entre les jeunes et la société au sens large par le biais de son salon culturel. Cette institution s'emploie également activement à lutter contre la désintégration sociale et à réduire l'écart de communication - entre les Tabous - Touareg - les Arabes, par exemple - à l'origine de conflits tribaux et idéologiques qui se sont transformés en affrontements armés à grande échelle. Selon un dirigeant du groupe, « *en se concentrant sur les similitudes et en ignorant les différences entre les tribus libyennes, on*

¹³⁴ Entretien en ligne, 2019

¹³⁵ La société libyenne est composée de quatre grands groupes : les Arabes de Lybie, les Tabous, les Touaregs et les Amazighs.

contribuera efficacement à l'instauration de la paix »¹³⁶. Il convient de noter que l'organisation organise plusieurs activités adaptées aux jeunes, telles que des concours de talents, un forum de discussion, notamment sur l'entrepreneuriat, afin de trouver le terrain d'entente approprié pour les jeunes de différentes régions du pays. Bien que ces activités soient attrayantes pour les jeunes, elles ont pour double objectif de transmettre le message et les impératifs de paix et de sécurité au groupe démographique, qui, autrement, accordera moins d'attention aux questions de « sécurité absolue ».

Le Partenariat pour la paix de Syrte est une autre organisation de jeunesse qui travaille avec les parties prenantes dans les situations d'après conflit. Il travaille en étroite collaboration avec le PNUD pour organiser des ateliers de formation et de renforcement des capacités afin d'éduquer les communautés sur les impératifs du développement ainsi que sur le rôle du Conseil municipal de Syrte dans le développement local. L'organisation promeut la participation citoyenne dans la vie sociale, civique et politique, comme en témoignent les multiples façons dont elle a contribué à ouvrir la voie au dialogue après la libération de Syrte de l'Etat islamique après mai 2017. Tous ces éléments ont, à leur tour, eu des impacts majeurs sur les efforts de stabilisation en cours tout en ouvrant de nouvelles opportunités pour la cohésion communautaire et la paix.

4.2.5 Questions transversales

Les questions transversales ne relèvent pas nécessairement des sphères de paix et de sécurité dominantes, comme indiqué dans la section précédente, mais pourraient néanmoins provoquer des perturbations si elles ne sont pas correctement gérées. Les jeunes nord-africains qui ont participé à différentes étapes de cette étude ont identifié trois questions transversales concernant le genre, la vulnérabilité sociale et les activités humanitaires. En général, les groupes de jeunes de la région voient le besoin urgent de traiter en priorité les trois questions transversales étant donné les moyens substantiels dont ils sont capables de saper l'agenda régional de paix et de sécurité.

4.2.5.1 Egalité des sexes

Reconnaître et optimiser le rôle des femmes dans la promotion de la paix et de la sécurité est une priorité pour de nombreuses organisations de jeunesse travaillant en Afrique du Nord. Ils soutiennent que les femmes doivent être encouragées à participer activement à la promotion et au maintien de la paix et de la sécurité dans leurs sociétés. Les stéréotypes sociaux sur les femmes en tant que personnes dont la voix ne devrait pas être entendue dans les processus décisionnels rendent le travail plus difficile ; bien que nécessaire. En Égypte, La Ligue des jeunes Féministes Égyptiens (YEFL) promeut les perspectives de genre dans la prévention des conflits et la médiation en Égypte et dans la région Moyen Orient-Afrique du Nord (MENA),

¹³⁶ Consultation régionale, 2019

principalement par le biais de la recherche et de la formation. La YEFL a organisé une série d'initiatives de renforcement des capacités avec des résultats significatifs. Celles-ci incluent un atelier organisé à Alexandrie (Égypte) en septembre 2017 en collaboration avec le bureau régional UNESCO de Beyrouth et la *NETMED Youth Lebanon* qui a formé 21 militantes et qui a préparé un rapport sur l'intégration de la problématique hommes-femmes dans le maintien de la paix dans la région MENA. Le rapport devrait être publié fin 2019 avec l'aide de partenaires extérieurs, dont le bureau régional de l'UNESCO à Beyrouth. Concrètement, l'organisation encourage le transfert de connaissances puisque les bénéficiaires de son atelier se sont lancés dans l'échange de connaissances entre pairs avec les membres de leurs communautés locales en utilisant les compétences et les outils produits lors de la formation. La YEFL propose actuellement de créer un centre indépendant chargé de mener des recherches sur l'intégration de la dimension de genre dans la région MENA autour du thème des ODD 2030 et de l'Agenda 2063 de L'Union Africaine.

En Tunisie, l'association *Tunisia Bensaha* (ou « La Tunisie a des femmes fiables ») participe activement à des activités visant à renforcer la capacité des femmes, en particulier celle des jeunes femmes, afin qu'elles contribuent activement et efficacement au processus décisionnel afin de promouvoir l'objectif de l'égalité des sexes. Outre la tenue d'ateliers, le groupe a mis en place un programme de mentorat qui met les jeunes femmes en contact avec des dirigeantes, qui leur fournissent des conseils et d'autres formes de soutien avant et pendant les élections. Enfin, l'*Association Femmes et Citoyenneté* s'engage dans la mise en œuvre d'initiatives de renforcement des capacités des groupes et des associations afin de promouvoir la culture du dialogue, de la tolérance et de la paix. Plusieurs ateliers de formation organisés par l'association traitent des problèmes des jeunes des quartiers marginalisés et de la façon de les intégrer à la vie publique afin de ne pas les inciter à l'extrémisme et à la criminalité.

4.2.5.2 Vulnérabilité sociale

Le nombre croissant de groupes vulnérables, en particulier les personnes handicapées (PWD), est devenu une source majeure de politique publique ainsi que de préoccupation pour la paix et la sécurité en Afrique du Nord. Trop souvent, la majorité des groupes vulnérables ont tendance à être des jeunes qui sont soit handicapés, soit situés dans des communautés marginalisées ou défavorisées, ou sont eux-mêmes en marge de la société avec un accès limité aux opportunités socio-économiques subventionnées. Un groupe de jeunes qui se démarque, en particulier en ce qui concerne ses activités ciblant les personnes handicapées, est *Zaykom Zayna* (ou « nous sommes vos semblables. Le vaste mandat du groupe est de promouvoir une participation inclusive et significative des personnes handicapées dans tous les domaines de la paix et de la sécurité. Il organise des réunions et des séances de dialogue auxquelles participent des représentants de différentes régions de la Libye et facilite l'aide humanitaire et le soutien aux victimes de la guerre, en particulier les amputés. Le groupe

utilise également le plaidoyer public pour faire pression pour l'inclusion des personnes handicapées dans les processus électoraux et de gouvernance en appelant à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'action national.

4.2.5.3 Actions humanitaires

Il est de plus en plus urgent de relever les défis humanitaires occasionnés par les conflits violents en Afrique du Nord, en particulier en Libye où la situation ou les besoins sont particulièrement aigus. Les organisations de jeunesse de la région sont également engagées dans des activités humanitaires qui reflètent les besoins spécifiques et changeants de leurs communautés. L'association *Bawader*, en Libye, est désignée ici pour les campagnes nationales de don de sang qu'elle met en œuvre avec succès malgré le contexte difficile de la guerre civile. Parallèlement à cette initiative, l'organisation a mené des activités visant à diffuser les valeurs de paix et de sécurité. Ils s'adressent aux personnes touchées par les conflits violents ainsi qu'aux amis et à la famille qui les amèneraient à recevoir du sang. Il convient de noter que ceux qui sont plus susceptibles de se venger en temps de guerre sont ceux qui ont été directement touchés ou dont des proches ont été blessés ou tués. Essentiellement, le groupe atteint les personnes les plus vulnérables qui pourraient facilement être manipulées pour ramasser des armes pour se venger, une situation qui aggraverait et / ou allongerait la violence.

À partir des questions de paix et de sécurité générales et transversales auxquelles divers groupes de jeunes sont associés en Afrique du Nord, un certain nombre de tendances pourraient être distillées et résumées comme suit. Premièrement, la composition des organisations de jeunesse de la région est unique. Un nombre considérable de groupes de jeunes impliqués dans la paix et la sécurité ont généralement augmenté à travers le continent au cours de la dernière décennie, une caractéristique unique des groupes de jeunes en Afrique du Nord est qu'un nombre considérable d'entre eux sont soit uniquement créés et dirigés par des jeunes femmes ou la participation des femmes à ces programmes a tendance à impliquer un nombre égal de jeunes hommes et femmes. Deuxièmement, les interventions qu'ils engagent pointent inévitablement vers la capacité des jeunes à reconnaître et à répondre à la diversité des défis de paix et de sécurité dans leurs communautés, leurs pays et la région en général. Ils ont suivi le plaidoyer et d'autres activités malgré l'environnement difficile ou ils opèrent, et d'autres limitations institutionnelles, financières et humaines auxquelles la plupart d'entre eux sont confrontés.

Troisièmement, les informations sur l'éventail d'activités qu'elles poursuivent montrent la détermination des jeunes à mettre en œuvre des activités visant davantage le CMPR plutôt que d'autres aspects tels que le DDR /RSS, les OSP et la RDPC. Ce faisant, ils reconnaissent la nécessité de comprendre et de séparer les causes profondes des symptômes et des manifestations des conflits violents. Cette observation est faite en tenant compte de

l'adoption et de la mise en œuvre plutôt lentes des instruments et décisions normatifs mondiaux ; par exemple, l'AYC et la RCSNU 2250. Il est important de noter que la sensibilisation et la mise en œuvre de ces instruments normatifs commencent seulement à gagner du terrain parmi les jeunes et les groupes de la société civile en Afrique du Nord.

La quatrième tendance commune est que le but évident et ultime de la plupart des interventions des jeunes est de créer des espaces sûrs pour eux-mêmes et leurs communautés immédiates par le dialogue, une communication efficace et une coexistence pacifique. Cinquièmement, les groupes de jeunes se concentrent généralement sur des initiatives qui promeuvent leur autonomie, leur autonomisation et leur capacité à faire face aux innombrables défis socioéconomiques auxquels sont confrontés les jeunes, en particulier, et leur communauté dans son ensemble. Ils défendent et mènent également des formations et des recherches sur les questions de genre et de droits des femmes, d'identité, d'exclusion sociale et politique.

Le dernier point à noter est que les activités des groupes de jeunes s'étendent à toutes les sphères de la paix et de la sécurité, y compris des domaines tels que les opérations de soutien à la paix et la RSS / DDR où leur présence est maigre. L'incapacité des groupes de jeunes de la région à s'impliquer activement dans ces questions tient en partie à la prédominance des approches traditionnelles privilégiées par leurs gouvernements nationaux et les institutions régionales, faisant peu ou pas référence aux groupes de la société civile, y compris ceux dirigés par des jeunes.

4.3 DÉFIS ET LACUNES

La plupart des associations de jeunes en Afrique du Nord font face à des défis similaires, qui peuvent être globalement classés en défis internes et externes. Les principaux défis internes énumérés par les jeunes au cours de l'étude incluent des capacités internes limitées (humaines, matérielles et organisationnelles) ; la connaissance et une compréhension insuffisante ou limitée des cadres normatifs nationaux, régionaux, continentaux et mondiaux sur la jeunesse, la paix et la sécurité ; la cohérence, la coordination et la collaboration limitées entre et parmi les organisations de jeunesse ; et enfin, un manque général de vision stratégique nécessaire pour planifier et mettre en œuvre les processus et le développement organisationnels à long terme.

Ce qui semblait être le défi le plus fondamental était la capacité interne limitée en termes de ressources organisationnelles, humaines et matérielles nécessaires pour maintenir leurs réseaux en vie et actifs pendant une période prolongée, par exemple au-delà de cinq ans. Selon eux, une période de cinq ans s'apparente à une étape d'incubation dans laquelle la capacité de survie est la plus mise à l'épreuve. Le fait de survivre au-delà de la période de cinq ans était une indication que l'organisation réussirait le test de la durabilité. De nombreuses organisations de jeunesse sont formées de manière ponctuelle et informelle sans trop se

préoccuper de la durabilité à long terme et de la direction stratégique, y compris des ressources adéquates à long terme. Les capacités humaines et techniques sont mises en exergue lorsque les jeunes, ayant besoin de créer une organisation pour exécuter certains mandats pour répondre aux besoins de la société, manquent généralement de l'expertise et de l'expérience requises. Parfois, cela ne se limite pas à l'expertise et à l'expérience dans le domaine technique, mais aussi à la manière de créer et de gérer efficacement une organisation. Cela est d'autant plus compliqué que les organisations de jeunesse commencent généralement par des membres bénévoles et ne sont donc pas rémunérées. Par conséquent, les organisations ne sont pas en mesure de mobiliser et / ou de recruter du personnel disposant des références, de l'expérience et de la capacité appropriées pour leur permettre de réaliser leurs mandats fondamentaux.

Il y a une adoption et une mise en œuvre assez lentes des instruments et décisions normatifs mondiaux ; par exemple, les RCSNU 2250 et 2419 sur YPS ainsi que l'AYC. Il est important de noter que la sensibilisation et la mise en œuvre de ces instruments normatifs commencent seulement à gagner du terrain parmi les jeunes et les groupes de la société civile en Afrique du Nord. L'exposition limitée aux cadres normatifs n'est pas sans lien avec l'état de conscience et d'appréciation nationale des cadres internationaux, continentaux et régionaux sur les questions relatives à la jeunesse en général, et au lien jeunesse-paix-sécurité en particulier. Un autre problème interne est lié à la faible exposition aux cadres institutionnels et normatifs sur la jeunesse, à la paix et à la sécurité parmi les jeunes, et à leur compréhension, qui auraient dû être la cible et les bénéficiaires. Certains groupes de jeunes ont montré une certaine connaissance des instruments YPS pertinents émanant de l'ONU, mais beaucoup moins en ce qui concerne l'UA et les CER/MR. Cela reflète, à bien des égards, la limitation précédente car les faibles capacités internes impliquaient invariablement que les groupes de jeunes aient parfois du mal à déterminer où se situer ou se focaliser sur d'autres domaines institutionnels (gouvernements, organismes régionaux et partenaires de développement) prioritaires.

Ce qui est lié à ce qui précède est l'absence ou la faible reconnaissance du rôle et de la contribution des jeunes à la paix et à la sécurité dans la région par les États Membres. S'agissant des cadres normatifs, tous les États de la région n'ont pas encore signé ni ratifié la Charte Africaine de jeunesse. Cette Charte donne l'impulsion nécessaire à la participation active des jeunes à la société, y compris sur la scène de la paix et de la sécurité. Pour ceux qui ont signé et ratifié la Charte, les progrès n'ont pas été remarquables, en particulier pour ce qui est de créer des opportunités pour les jeunes et de leur permettre de contribuer de manière significative à la paix et à la sécurité. En effet, il existe toujours un décalage en termes d'encouragement d'un engagement solide des jeunes en faveur de la paix et de la sécurité dans la région, au-delà de la participation symbolique. Il existe également l'absence d'orientation stratégique concernant la participation des jeunes au discours national, au

processus politique et de paix, au développement communautaire ainsi qu'aux processus de reconstruction et de développement après un conflit, entre autres, qui sont nécessaires pour promouvoir leurs contributions significatives et précieuses à la paix et à la sécurité.

En ce qui concerne la cohérence, la coordination et la collaboration entre les organisations de jeunesse, rares sont les exemples reflétant une approche systématique et durable pour explorer et exploiter les synergies et les avantages comparatifs possibles. Même pour les groupes de jeunes vivant sous la même juridiction, il existe peu de preuves suggérant qu'ils sont en relation et en interaction. Ils semblent plutôt être des rivaux plutôt que des collaborateurs, car ils se bousculent pour trouver des partenariats et saisir des possibilités limitées en matière de financement. Pire encore, étant donné qu'ils sont, pour la plupart, de petite envergure, leurs capacités tant humaines qu'institutionnelles d'absorption de fonds sont limitées. Ils se contentent donc de solliciter des subventions et des financements relativement plus modestes et insuffisants pour leur procurer les revenus indispensables à leur organisation, sa stabilité et sa croissance ainsi que de maintenir leur programmation.

Alors qu'elles se font concurrence, les organisations de jeunesse perdent l'opportunité d'une collaboration financière et de mise en œuvre, se privant ainsi des perspectives de développement qui en résultent. En fin de compte, la plupart des organisations de jeunesse fonctionnent littéralement avec un budget restreint et manquent de ce qu'il faut pour poursuivre une vision à long terme ou un objectif stratégique. En outre, il existe un risque élevé que les organisations de jeunesse travaillent à contre-courant entre elles, ce qui entraîne un dédoublement des efforts et un gaspillage des ressources lorsque l'intuition de collaborer est absente.

L'une des découvertes intéressantes faites lors de la consultation régionale a été que la majorité des participants se rencontraient pour la première fois malgré le fait qu'ils soient soit du même pays, soit travaillant dans des pays différents mais sur les mêmes questions. Tout en reconnaissant la grande diversité des contributions des organisations dirigées par des jeunes et axées sur les jeunes dans la région, ils ont également reconnu leurs propres limites pour tirer le meilleur parti possible de la création de synergies au sein et entre eux. Pour eux, les possibilités d'expérience entre pairs offertes par le processus d'étude illustraient les avantages des espaces intra et intergénérationnels pour partager des expériences susceptibles de les aider à renforcer leurs capacités tout en offrant un espace pour façonner des alliances et des réseaux futurs au bénéfice de la promotion de la paix et la sécurité régionales.

Les défis externes auxquels sont confrontées les organisations de jeunesse sont ceux liés à la nature de l'environnement dans lequel elles évoluent. Ceux-ci incluent une supervision et un contrôle étroits des OSC en termes de lois pour leurs opérations ainsi qu'une mauvaise disposition du gouvernement à leur égard, en particulier sur les questions de paix et de

sécurité, que le gouvernement considère comme une prérogative de l'État ; l'accès souvent opaque et limité aux représentants du gouvernement et aux institutions ; contraintes imposées par les acteurs socio-économiques et culturels ; et enfin, une adhésion politique et un soutien financier limités aux groupes de jeunes et à leurs activités.

Presque tous les dirigeants et membres des groupes de jeunes consultés au cours de l'étude se sont plaints de l'imposition de réglementations strictes ce qui rend leurs opérations difficiles. Ils rencontrent fréquemment des difficultés d'accès aux principaux responsables et institutions du gouvernement et reconnaissent à quel point les interactions limitées avec les décideurs politiques sont devenues un obstacle majeur à la réalisation de leurs objectifs fondamentaux. Pour eux, l'interdiction de participer à des espaces de dialogue et de prise de décision aux niveaux national, régional et continental signifiait invariablement que les documents de politique et les décisions finissent souvent par ignorer ou omettre d'importants problèmes de jeunesse et, par extension, diminuer le sentiment d'appropriation requis pour la mise en œuvre réussie des politiques et priorités du gouvernement en matière de jeunesse, de paix et de sécurité.

Le niveau insuffisant de synergie soutenue entre la jeunesse et les institutions de l'État a été mis en évidence dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie régionale de la jeunesse pour l'UMA. Les organisations de la jeunesse ont estimé que leur participation au processus n'était pas « active » car elles se demandaient : « *Quel est le rôle des jeunes de la région dans l'élaboration de cette stratégie ? Sont-ils vraiment impliqués dans ce processus ?* ». Lorsque des cadres concernant les jeunes sont élaborés, ils doivent être activement impliqués à chaque étape du processus de formulation des politiques et de la prise de décision et ne pas se contenter d'inviter quelques jeunes à des réunions simplement pour valider ce qui a été accompli. L'« *appropriation par les jeunes* » de documents politiques tels que les politiques et les stratégies régionales pour la jeunesse et la Charte, par exemple, repose sur le fait que les jeunes et les autres parties prenantes soient en mesure de s'y retrouver au cours de leur mise en œuvre.

À cela s'ajoute le défi des plateformes limitées et des opportunités de dialogues intergénérationnels pour favoriser les interactions nécessaires entre les jeunes et la population adulte. Un point saillant fréquemment soulevé tout au long de l'étude est lié au manque de reconnaissance des capacités et des capacités des jeunes, qui, à leur tour, conduit à leur marginalisation et à leur exclusion des processus politiques et décisionnels clés ainsi que des questions de paix et de sécurité à niveaux local et national. Pour eux, l'une des répercussions de nombreuses années de marginalisation et d'exclusion des jeunes a déclenché l'éclosion du printemps arabe dans la région depuis 2010, et l'une des principales raisons de la relation ouvertement hostile entre les jeunes et l'État depuis lors. Cela pourrait également expliquer pourquoi les jeunes hésitent à participer aux processus politiques et

électoraux, et préfèrent « s'échapper » dans des espaces informels et paroissiaux où leurs activités portent parfois atteinte à l'État et à l'ordre public.

Les problèmes posés par les facteurs socio-économiques, les pratiques culturelles et l'accès souvent aléatoire aux ressources politiques et financières sont peut-être encore plus systémiques. Des défis socio-économiques spécifiques tels que les taux de chômage et de corruption croissants, ainsi que le manque de soutien politique et financier aux organisations de jeunesse limitent considérablement la contribution significative des jeunes à la paix et à la sécurité. La plupart des jeunes interrogés ont déclaré que ces facteurs les ont rendus vulnérables et des proies faciles pour la radicalisation et d'autres actes criminels tels que la brutalité politique et le trafic d'armes, de drogues et d'êtres humains. Ils ont noté que les politiques et les institutions inadéquates visant à promouvoir l'accès des jeunes à des solutions de remplacement viables telles que les incubateurs d'entreprises, les start-ups et les programmes d'entrepreneuriat des jeunes qui favorisent leur autonomie financière sont à la base de la fébrilité et de l'attrait qui en découle pour les activités retorses. En d'autres termes, les opportunités économiques limitées sont des facteurs critiques qui sous-tendent la participation des jeunes à des comportements antisociaux.

La construction sociale a également un impact sur les rôles et les contributions des jeunes à la paix et à la sécurité en Afrique du Nord. Les jeunes ont identifié un large éventail de valeurs sociales, de croyances et de pratiques qui entravent leurs contributions parce qu'elles contredisent les religions, telles que le plaidoyer en faveur de l'égalité des sexes. Selon eux, la société largement patriarcale renforcée par des pratiques sociales et religieuses rend difficile la participation des femmes, en particulier des jeunes femmes, à la vie politique, à la paix et à la sécurité. Alors que ces arènes sont considérées comme l'apanage exclusif des hommes âgés dont la connaissance des questions liées au genre a tendance à être limitée, le travail des organisations de jeunesse dans ce domaine est rendu encore plus difficile par les taux d'analphabétisme élevés (en particulier dans les communautés rurales).

En fin, la perception sociétale de la jeunesse en tant qu'auteur de troubles crée une méfiance entre leurs organisations et l'État, les responsables omettant souvent de penser que les jeunes peuvent jouer un rôle positif et apporter une contribution constructive à la paix et à la sécurité. Ainsi, la perception que les jeunes sont un problème à résoudre rend difficile leur intégration dans la planification et la réalisation d'initiatives de paix et de sécurité. Cela est aggravé par le fait que de nombreuses organisations de jeunesse ne sont pas en mesure de documenter correctement et de démontrer leurs contributions positives à la société. Il est intéressant de noter en conclusion que les jeunes perçoivent généralement nombre de leurs gouvernements comme étant insensibles et antagonistes, les responsables gouvernementaux et les bureaucraties ne prenant pas en compte le rôle et la contribution des jeunes à la société, notamment dans la promotion de la paix et de la sécurité.

4.4 RÉSILIENCE

Cette partie se concentre sur la résilience des groupes de jeunes face aux innombrables défis internes et externes énumérés ci-dessus. Deux facteurs semblent sous-tendre la résilience des organisations de jeunesse de la région : les partenariats et les médias sociaux. Différents répondants ont constamment répété ces deux facteurs en tant qu'éléments externes à la volonté, au désir et au dévouement sans faille que les jeunes hommes et femmes doivent apporter pour contribuer à la promotion de la paix et de la sécurité dans leurs communautés. La majorité des répondants ont affirmé que la persistance d'organisations de jeunesse témoignait de la résilience des jeunes face à l'adversité. Ils font allusion au sens des responsabilités parmi la population des jeunes, ce qui est mis en évidence par le fait que la plupart d'entre eux sont des volontaires qui agissent dans le but de contribuer de manière positive à la société.

La formation de partenariats, selon les jeunes répondants, permet à leurs organisations de surmonter de multiples défis, notamment le financement, la capacité technique, la logistique, les opérations et les restrictions sociétales. Les organisations de jeunesse reconnaissent de plus en plus l'intérêt de collaborer avec d'autres parties prenantes pour atteindre les objectifs fixés, notamment en l'absence de sources de financement durables leur permettant de payer des biens et services, du personnel et d'autres éléments essentiels. Même face aux critiques selon lesquelles le gouvernement et ses agences ne soutiennent pas beaucoup les organisations et les initiatives de jeunesse, les organisations de jeunesse considèrent toujours les agences gouvernementales comme des collaborateurs principaux qui pourraient les aider à atteindre leurs objectifs. Quand ils regardent au-delà de l'État, c'est surtout pour forger des partenariats entre eux.

Un répondant de l'Association scout de Bouira, en Algérie, a par exemple évoqué le « *silence habituel* » des responsables à l'égard de l'organisation face à une incompréhension généralisée de leurs intentions et de leurs rôles ainsi que de la nature de leur travail dans la région. C'est dans ce contexte que l'organisation a commencé à mettre en œuvre le projet « Conseils consultatifs locaux », pour combler le fossé avec les autorités locales et mieux les impliquer. Finalement, l'organisation de jeunesse a réussi à s'associer à plusieurs agences gouvernementales se concentrant sur les problèmes de la jeunesse, ouvrant ainsi la voie à l'association scout pour mener à bien des programmes à l'échelle nationale. C'est également de la même manière que l'association Bawader a réussi à établir un partenariat avec le gouvernement Libyen pour lui ouvrir la voie afin d'attirer les équipements et les techniciens nécessaires à la bonne mise en œuvre des campagnes de don de sang.

Les organisations de jeunesse collaborent également avec les partenaires de développement pour surmonter les difficultés, comme ce fut le cas avec la *Syrte Peace Partnership Organization* en Libye, qui a collaboré avec le PNUD aux initiatives de la RDPC dans le pays.

En Tunisie, la collaboration entre la Ligue des femmes électorales tunisiennes, le ministère de l'Intérieur et l'Administration électorale a permis à la première d'optimiser les avantages de ses campagnes de sensibilisation du public sur les questions électorales, notamment en encourageant les femmes rurales à obtenir les cartes nationales d'identité nécessaires pour voter. La Ligue a réussi à convaincre le ministère responsable de prolonger les délais d'obtention des documents nécessaires pour permettre aux femmes de remplir leur devoir électoral.

Les partenariats ont également été exploités pour surmonter les sensibilités culturelles et religieuses de la région, en particulier en ce qui concerne les femmes et les questions de genre. À cet égard, la Ligue des jeunes féministes égyptiennes (YFEL) a noué des partenariats avec d'autres organisations du Liban, de la Tunisie, de la Jordanie et de la Libye, ce qui lui a permis de mettre en œuvre des mesures relatives aux femmes et à l'égalité des sexes qui ont eu un impact considérable. Ces réseaux et collaborations transnationaux ont l'avantage supplémentaire d'augmenter les domaines d'activité et l'impact, ainsi que de générer des opportunités de partage d'expériences dont les organisations de jeunesse ont besoin pour survivre et réussir.

Les groupes de jeunes reconnaissent que le partage d'expériences avec des organisations de pairs à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique pourrait potentiellement leur faire gagner du temps, de l'argent et des efforts car il fournit une avenue pour discuter de ce qui fonctionne, pourquoi et comment plutôt que de recommencer à zéro à tout moment. Selon un jeune répondant, "nous nous attendons à un partenariat réel et efficace avec des groupes de jeunes en Afrique subsaharienne, nous pouvons apprendre beaucoup les uns des autres¹³⁷". Selon eux, malgré les caractéristiques et les particularités différentes de chacune des cinq régions **d'Afrique**, les problèmes majeurs auxquels les organisations de jeunesse sont confrontées sont similaires d'un bout à l'autre.

Enfin, l'utilisation extensive des médias sociaux par les groupes de jeunes a été identifiée comme un outil de résilience. Pour la plupart, si ce n'est tous les jeunes qui ont partagé leurs opinions, le recours aux espaces de médias sociaux les aide à surmonter une série de défis, notamment financiers, géographiques, de proximité et de publication. Ils ont noté que l'accès aux plates-formes de communication via les médias sociaux permettait d'atteindre leurs parties prenantes à l'intérieur et à travers les frontières. Ils ont souligné comment ils pouvaient faire des choses qui promouvaient leur existence depuis un smartphone, y compris une demande de financement en ligne, la publication de photos et d'énoncés de leurs activités, la communication avec des partenaires et des collaborateurs, entre autres avec un compte de média social. Un intervenant sur le rôle et la puissance des médias sociaux en tant qu'outil de mobilisation des jeunes et des organisations a déclaré : « *C'est notre arme qui*

¹³⁷ Consultation régionale, 2019

*pourrait vaincre les forces de sécurité pendant la révolution, nous l'utilisons maintenant pour aider à élever de bons citoyens*¹³⁸ ». Cependant, ils expriment également leur inquiétude quant à la manière dont les gouvernements répriment les médias sociaux en arrêtant les utilisateurs et en leur refusant un accès régulier et limité, en particulier pendant les périodes de problèmes nationaux majeurs tels que les manifestations et les menaces à la sécurité.

4.5 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Cette section finale met en évidence certaines des opportunités que les jeunes nord-africains ont identifiées comme cruciales pour qu'ils puissent jouer des rôles plus visibles, concrets et durables dans le domaine de la paix et de la sécurité dans la région. Ils ont également souligné l'importance de la plate-forme fournie par le programme Y4P de l'UA et l'impératif d'avoir une plate-forme ou un programme correspondant en Afrique du Nord.

En ce qui concerne le rôle du programme Y4P de l'UA, les jeunes ont reconnu que la consultation régionale et les visites sur le terrain sont des preuves concrètes de l'importance de l'action des jeunes dans l'étude et dans la promotion de la paix et de la sécurité. Pour eux, les activités couvertes par l'étude n'ont pas seulement fourni une première occasion à un réseau de jeunes de se réunir, mais ont également créé des espaces sûrs pour partager leurs contributions, leurs expériences et tirer des leçons et des meilleures pratiques. Selon eux, cela représente une étape majeure vers la réalisation des grandes aspirations contenues dans l'Agenda 2063 en ce qui concerne la réalisation d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique. Cela leur a également permis d'acquérir des connaissances et de nouvelles perspectives sur le mandat et les programmes de l'UA, en particulier en ce qui concerne les questions de paix et de sécurité. Beaucoup ont été exposés pour la première fois aux cadres normatifs continentaux et régionaux liés à la jeunesse et aux questions de paix et de sécurité. Il est devenu clair que les groupes de jeunes de la région connaissaient mieux les cadres des Nations Unies que ceux mis en place par les institutions continentales et régionales en rapport direct avec leurs mandats. La prise de conscience que ces cadres normatifs non seulement sous-tendent leurs efforts passés et actuels, mais créent également des possibilités de faire encore plus à l'avenir a été saluée.

Aux jeunes :

- Se concentrer sur le développement et l'exploitation des capacités internes (humaines, institutionnelles et de ressources) des jeunes et des groupes de jeunes en termes de ressources humaines, institutionnelles et financières ;

¹³⁸ Consultation régionale, 2019

- Développer et actualiser la connaissance des cadres normatifs existants, émergents et futurs sur les questions relatives à la jeunesse, ainsi que sur la paix et sécurité ;
- Développer et se familiariser avec les activités des institutions régionales, continentales et mondiales et déterminer les domaines de compétence institutionnelle et les voies de collaboration et d'engagement avec elles ;
- Intensifier le plaidoyer, la mobilisation et la participation significative dans l'effort actuel vers le développement de la stratégie régionale de la jeunesse de l'UMA, y compris le suivi et l'évaluation des principales priorités de mise en œuvre ;
- Forger, maintenir et consolider des liens et créer des réseaux avec des groupes de jeunes similaires dans différents pays et dans toute la région et au-delà, à travers la création de réseaux ou plateformes régionaux pour la production, l'échange et la diffusion des connaissances ;
- Créer et maintenir une présence solide en ligne et sur le terrain afin de réduire la fracture actuelle entre les jeunes des pays, en particulier ceux des zones rurales et des différentes régions du continent.

Aux Etats membres:

- Concevoir des programmes et des initiatives visant à améliorer les échanges et les voyages entre les peuples, en particulier entre jeunes ;
- Mettre en œuvre des plans d'action nationaux solides pour intégrer les jeunes dans tous les secteurs et dans tous les domaines des processus de paix et de développement au niveau local, sous-national et national ;
- Fournir le soutien financier et technique nécessaire aux organisations de jeunesse pour faciliter la mise en œuvre de programmes stratégiques visant à promouvoir la paix et la sécurité ;
- Examiner les lois et pratiques existantes qui entravent le fonctionnement et la pleine participation des groupes de jeunes et d'autres organisations de la société civile afin de garantir une plus grande liberté d'expression et d'association ;
- Prendre des mesures concrètes, y compris des investissements substantiels dans l'éducation et les opportunités d'emploi pour réduire la vulnérabilité et la sensibilité des jeunes aux activités qui menacent la paix et la sécurité ; et ;
- Utiliser des méthodes adaptées aux jeunes et basées sur les TIC pour communiquer et diffuser des informations qui promeuvent la culture de la paix

À l'UMA :

- Établir et maintenir une institution de formation régionale pour fournir aux jeunes des compétences en leadership et techniques sur la paix et la sécurité ;

- Créer et soutenir des initiatives qui améliorent les programmes de collaboration, de communication et d'échange pour les jeunes à travers l'Afrique du Nord, avec des rôles actifs de mise en œuvre et de supervision à jouer par l'UMA ;
- Favoriser un engagement et une inclusion efficaces des jeunes dans les politiques ainsi que la conception et la mise en œuvre des programmes, en particulier en ce qui concerne le développement en cours d'une stratégie de la jeunesse UMA ;
- Mettre de côté un pourcentage du financement sur une base annuelle pour les initiatives des jeunes à l'échelle régionale en matière de paix et de sécurité ;
- Présenter un rapport annuel sur la situation des jeunes en Afrique du Nord et encourager les États membres à investir davantage dans les initiatives et les priorités des jeunes.

CHAPITRE 5 : Afrique Australe

5.1 INTRODUCTION



L'Afrique australe ¹³⁹ contribue de manière significative au grand nombre de jeunes qui constituent l'explosion de la jeunesse en Afrique. Plus de 40% de la population de la région est composée de jeunes âgés de 15 à 35 ans. Dans ce contexte, le potentiel de changement social que recèlent les jeunes fait naturellement l'objet de politiques publiques et d'un dialogue à tous les niveaux en particulier à la suite des récentes manifestations, des attaques xénophobes, de la violence raciale et d'autres

bouleversements sociaux dans différentes parties de la région. Cependant, dans la plupart des cas, les jeunes de la région sont souvent marginalisés dans les discussions sur la paix et la sécurité, ce qui réduit ou déforme leurs contributions multiples et de grande portée. Ceci est contraire à la sagesse conventionnelle, qui montre que les jeunes à différents niveaux et dans les différents espaces où ils se trouvent jouent un rôle très positif, même sous-estimé, dans la promotion de la paix et de la sécurité régionales.

Ce chapitre fournit un contexte détaillé autour duquel les rôles et les contributions contrastés des jeunes à la paix et à la sécurité dans la région de l'Afrique australe doivent être compris et expliqués. Il part du principe que la nature des relations entre l'État et la société dans les différents pays de la région offre des opportunités et impose des limites à la quête des jeunes, agissant seuls ou en groupes/réseaux, de contribuer à la paix et à la sécurité. Très souvent, les adultes et la société font des suppositions - et tirent des conclusions - au sujet des jeunes qui ne représentent pas nécessairement et utilement la façon dont ils se perçoivent ou interprètent leurs rôles dans la sphère publique. Les idées contenues dans ce chapitre sont distillées des points de vue riches et divers des jeunes et des groupes de jeunes à travers l'Afrique australe, en particulier ceux qui ont participé aux consultations régionales tenues à Gaborone, Botswana ; les visites sur le terrain¹⁴⁰ ainsi que les conversations en ligne et hors ligne.

¹³⁹ Afrique du Sud, Angola, Botswana, Eswatini, Lesotho, Malawi, Mozambique, Madagascar, Namibie, Zambie et Zimbabwe

¹⁴⁰ Les groupes de jeunes ont été interviewés au Mozambique et en Afrique du Sud..

Pour bien saisir les relations entre les jeunes et la société et ses multiples implications pour la paix et la sécurité en Afrique Australe, il est important de souligner dès le départ l'importance du contexte. En effet, la région possède des caractéristiques sociales, politiques, de gouvernance et de sécurité uniques qui peuvent paraître très semblables à celles d'autres régions d'Afrique mais qui, du point de vue qualitatif, sont différentes de ces dernières. Il faut, en particulier, accorder une plus grande attention aux problèmes de la corruption, de la faiblesse des économies, des inégalités raciales et sexospécifiques et de la fragilité des systèmes de gouvernance, ainsi qu'aux divers moyens par lesquels ils entravent considérablement le développement économique et politique durable dans la région, ainsi que des diverses manières dont ils sapent la paix et la sécurité. Bien qu'une vague de transitions démocratiques dans la plupart des pays de la région ait contribué à décompresser et à réduire la probabilité d'une guerre civile à grande échelle et de conflits transfrontaliers, on a constaté que le recours à la menace de la violence comme stratégie politique avant et après les élections s'était accru.

Sur le plan des pratiques démocratiques et de la gouvernance, la région est hétérogène. Elle comprend six des dix pays les mieux gouvernés d'Afrique¹⁴¹ et à des niveaux de développement humain relativement les plus élevés¹⁴². Toutefois, les inégalités de revenus au sein des pays de la région sont importantes¹⁴³, ce qui contribue à la vulnérabilité et aux causes profondes des conflits, notamment les facteurs sociaux, démographiques, environnementaux, économiques et politiques. Alors que les jeunes jouent de plus en plus un rôle clé dans la prévention, la gestion et l'atténuation des conflits potentiels résultant de la concurrence politique, de la cohésion sociale et des violations des droits de l'homme, ces efforts ne sont pas encore bien compris. La section suivante met l'accent sur le rôle et la contribution des jeunes à la paix et à la sécurité en Afrique Australe.

5.2 ROLES ET CONTRIBUTIONS DES JEUNES A LA PAIX ET A LA SECURITE

L'absence relative de conflit ou de guerre civile à part entière définit la perspective régionale en termes d'implication des jeunes dans les questions de paix et de sécurité. De ce fait, lors des travaux sur le terrain et des consultations avec les jeunes de la région, les domaines thématiques de L'Union Africaine sur la paix et la sécurité n'ont pas été pleinement compris en Afrique australe. Comme on le verra plus loin dans le rapport, les processus et les termes

¹⁴¹ Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique 2018. Extrait de <https://www.tralac.org/documents/resources/africa/2363-2018-ibrahim-index-of-african-governance-index-report/file.html> (11 octobre 2019).

¹⁴² 2018 Indice de développement humain 2019. Extrait de <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2019.pdf> (11 octobre 2019).

¹⁴³ PNUD. 2017 Tendances des inégalités de revenu en Afrique subsaharienne: divergence, déterminants et conséquences, UNDP.2017. Extrait de <https://www.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/Overview-Income%20inequality%20Trends%20SSA-EN-web.pdf> (11 octobre 2019).

tels que opérations de soutien à la paix, reconstruction et développement post-conflit étaient moins connus ou moins bien maîtrisés.

La perspective implique que l'absence de guerres à grande échelle ne diminue pas nécessairement la perception qu'ont les citoyens de la menace à la paix et à la sécurité, mais qu'elle leur donne une perspective différente. Pour illustrer ce point, un participant à la consultation régionale a décrit l'excitation des citoyens de Gaborone à la vue d'une bombe à l'Assemblée nationale. En effet dans certaines parties du continent, notamment là où des conflits font rage, l'observation de la bombe aurait provoqué une réaction différente. N'ayant été témoins d'aucune période prolongée de conflit armé à grande échelle ou de guerre civile, ils sont enclins à sombrer dans « *les dangers de l'apathie sécuritaire, qui crée une dérive entre le monde où une arme à feu est un moyen de protéger pour un groupe tandis que pour un autre, elle est un symbole redouté de brutalité et d'oppression générationnelle et systématique*¹⁴⁴ ».

Les groupes de jeunes interrogés reconnaissent que l'absence de conflit armé dans une communauté ne signifie pas que la paix règne. Bien qu'il y ait eu une relative stabilité dans la région, les divers degrés de menaces liées à la gouvernance sont à l'origine du mécontentement croissant des citoyens. Ils ont identifié des déclencheurs communs de conflit, comme par exemple : (1) le manque de reconnaissance de l'agence autonome de la jeunesse ; (2) les divisions ethniques et raciales ; (3) la corruption endémique ; (4) le malentendu entre les jeunes et les forces de l'ordre et la violation des droits fondamentaux ; (5) la violence électorale ; (6) les cycles permanents de toxicomanie et de violence des bandes ; et (7) les crises des migrations et d'urbanisation.

5.2.1 Prévention des conflits

Dans presque toutes les sessions interactives tenues avec les jeunes, individuellement ou en groupe, un thème récurrent est toujours le souci que le rôle des jeunes dans la société en général, et dans la prévention des conflits en particulier, soit sous-estimé, sapé, ignoré, gaspillé et pour le mieux sous-utilisé. La question du rôle des jeunes est très importante car les jeunes ont généralement l'impression que l'adulte et la société dans son ensemble pensent et agissent comme s'ils n'avaient aucune importance et n'existaient pas. Selon eux, cet état d'esprit public est la raison pour laquelle « nous ne sommes pas consultés, mais nous sommes les plus touchés¹⁴⁵ » par des décisions clés prétendument prises en notre nom. Ils insistent, contrairement à cette opinion générale, sur le fait que, puisqu'ils représentent un groupe démographique important, et, par extension, politique, ce qu'ils font, ou non, est

¹⁴⁴ Consultations régionales, 2019

¹⁴⁵ Consultations régionales, 2019

crucial pour façonner l'orientation du conflit à moyen et longs termes. Ce sentiment est largement répandu parmi les jeunes qui ont participé activement à divers types de projets d'action collective tels que des manifestations pacifiques, des émeutes urbaines et des manifestations violentes qui finissent par voir peu ou pas de changement dans les circonstances qui les ont incités à de telles actions.

En conséquence, les jeunes interrogés croient généralement qu'à la racine de la pauvreté - ou de l'absence totale de reconnaissance - qu'ils reçoivent de la part des adultes et de la société repose la culture profondément enracinée de la gérontocratie dans cette région. Cette croyance résonne également avec les griefs du Réseau régional de la jeunesse de la SADC, qui rassemble des jeunes de tous les États membres de la SADC pour garantir que la reconnaissance soit obtenue. Les retours d'information recueillis sur le terrain ont révélé que la dépendance, l'exclusion et la marginalisation sociale ou politique deviennent des sources importantes de conflits dans les cas où la gérontocratie est la norme sociale bien établie. Bien que leur texture et leur intensité varient, la dynamique, les défis et les opportunités qu'offre la gérontocratie ont tendance à différer d'un pays à l'autre et entre les pays d'Afrique Australe, même dans les trois cas d'étude : Madagascar, Mozambique et Afrique du Sud. La jeunesse mozambicaine continue de lutter contre le manque de jeunes à des postes de direction à l'échelle nationale tandis que leurs homologues en Afrique du Sud se battent pour s'assurer que les quelques jeunes qui ont acquis des compétences et du leadership s'assoient à la table et font avancer le programme des jeunes. Malgré la prévalence du système gérontocratique, la majorité des jeunes qui ont participé à l'étude reconnaissent le rôle clé d'orientation et de mentorat qu'ils attendent des adultes occupant des postes de leadership.

Les jeunes veulent être des instruments de prévention de l'escalade violente des malentendus dans leurs communautés. De ce fait, le dialogue est un point d'entrée clé pour les jeunes afin d'aider à la prévention des conflits en Afrique australe. L'étude a révélé une approche unique du dialogue dans laquelle les jeunes contribuent à la prévention et au règlement des conflits par le dialogue interreligieux. Le Mouvement de la jeunesse hindoue coordonne le dialogue interreligieux pour combattre et prévenir la violence sexiste, le féminicide et la xénophobie en Afrique du Sud. Leurs séances, dirigées par des chefs religieux communautaires des religions Musulmane, Hindoue et Chrétienne, sont décrites par le groupe comme essentielles pour inculquer des valeurs et l'unité parmi la population, indépendamment du sexe ou de l'appartenance religieuse¹⁴⁶

La plupart des interactions avec les groupes de jeunes au cours des consultations régionales ont révélé que les jeunes sont en train de devenir les principaux organisateurs du dialogue pour la prévention des conflits. Par exemple, le Réseau des jeunes de la SADC organise des réunions de jeunes en marge des sommets annuels de la SADC. Plus récemment, ils ont

¹⁴⁶ Visite de terrain, 2019

organisé une table ronde sur le rôle des jeunes et des femmes dans la paix et la sécurité en Namibie, à laquelle ont participé des responsables politiques, des groupes de jeunes et des fonctionnaires des États membres. Les jeunes ont largement reconnu que ces engagements contribuent en fin de compte à renforcer leurs capacités et leur confiance pour contribuer efficacement à la prévention des conflits. Selon un participant à la consultation régionale: « *ce qui manque aux jeunes, c'est la confiance et la bonne information pour faire avancer leur programme*¹⁴⁷ ».

Les questions de gouvernance ont dominé le dialogue au cours des entretiens et des consultations avec les groupes de jeunes de la région. Pour eux, la gouvernance est à la fois un déclencheur de conflit et un moyen de coexistence pacifique dans la région. Dans leur tentative d'assurer la paix et la prospérité de leurs communautés, les groupes de jeunes participent également aux activités liées à la gouvernance. Dans le but d'assurer la paix et la prospérité de leurs communautés. De nombreux groupes de jeunes de la région participent notamment à des activités visant à combattre la corruption et à garantir des élections pacifiques et équitables. Ils reconnaissent que la corruption devient à la fois directement et indirectement un déclencheur majeur du conflit étant donné ses innombrables effets négatifs sur le développement économique, politique et social. En termes spécifiques, la corruption est capable d'alimenter le mécontentement et la violence, en particulier lorsqu'il y a détournement ou utilisation illégitimes de ressources publiques à des fins privées, interdisant aux citoyens l'accès aux commodités de base et au bien public. Elle peut également ébranler la paix et la stabilité en affaiblissant la légitimité ainsi que l'efficacité des institutions publiques à intervenir au fur et à mesure des besoins pour prévenir ou gérer les conflits.

En fin de compte, la prévalence de la corruption en Afrique australe signifie que les jeunes ne sont pas seulement des victimes - mais aussi des auteurs - de la corruption. Les organisations de jeunesse reconnaissent que si elles étaient proactives et toujours à l'affût de plaider en faveur de bonnes pratiques de gouvernance, leur pays serait exempt de corruption.

L'un des principaux mandats du le Labo de responsabilité en Afrique du Sud est de s'assurer que les jeunes peuvent reconnaître et rendre compte des subtilités cachées ou souvent opaques de la corruption, et s'abstenir également d'y participer. La plupart de ceux qui souscrivent et participent aux activités du groupe sont des experts en plaidoyer et en changement social qui ont une compréhension approfondie de leurs communautés et de la dynamique qui façonne positivement ou autrement la gouvernance et les résultats de développement. Le groupe est dirigé par des défenseurs locaux et des experts en changement social, qui comprennent profondément leurs communautés et la dynamique qui façonne les résultats du développement. Le groupe soutient également des jeunes et des individus engagés qui savent le mieux comment transformer positivement les normes, les structures et

¹⁴⁷ Consultations régionales, 2019

les pratiques. Au Zimbabwe, ZeroTolerance - Wise Youth Trust a réuni 16 musiciens populaires et jeunes pour enregistrer un album éducatif intitulé Ensemble contre la corruption vol 1 (Together Against Corruption Vol 1). Selon le groupe, l'objectif était " *d'éduquer les citoyens sur les dangers de la corruption et d'encourager les citoyens et les parties prenantes à s'unir dans la lutte contre la corruption* " ¹⁴⁸. Une telle innovation est accueillie favorablement dans une région dont la population jeune est influencée par les cultures représentées dans l'industrie des arts et du divertissement.

Les élections et les processus électoraux deviennent rapidement une source majeure de relations intergroupes litigieuses, d'instabilité politique ainsi que de menace pour la paix et la sécurité à travers l'Afrique australe. Un nombre croissant de ces cycles électoraux ont été entachés par la violence avec des jeunes souvent impliqués dans leurs résultats. En Afrique du Sud, par exemple, les groupes de jeunes interrogés ont révélé qu'ils préféreraient descendre dans la rue pour exprimer leur mécontentement envers leurs dirigeants plutôt que par le biais du scrutin. D'autre part, en Zambie, des groupes de jeunes descendent également dans la rue et utilisent les pétitions pour plaider en faveur d'élections pacifiques. Un participant aux consultations régionales a déclaré : « *Nous devons descendre dans la rue pour défiler ou lancer des activités telles que des drames de rue pour obtenir le soutien de la communauté des jeunes pour des élections pacifiques, non seulement avant les élections mais tout le temps pour sensibiliser et informer* » ¹⁴⁹.

Les conversations avec les jeunes au Mozambique ont fait écho au même sentiment, tandis que les jeunes peuvent être la plus grande circonscription électorale lors des élections; ils deviennent également l'une des plus grandes menaces pour des élections libres, justes et crédibles dans la région. Cela ne tient pas seulement à l'apathie omniprésente dont ils font preuve lors des élections en n'exerçant pas leur droit de vote, mais aussi à la manière dont ils sont manipulés pour participer à des actions violentes pendant ces périodes. Le risque auquel sont confrontés les jeunes d'Afrique australe, similaires à ceux de leurs pairs dans d'autres parties de l'Afrique, est qu'ils n'ont pas été en mesure de traduire pleinement leur poids démographique en un capital électoral ou politique substantiel. Lorsque les jeunes d'Afrique australe affirment qu'ils préfèrent se battre numériquement sur les médias sociaux, ils expriment un sentiment largement partagé par les jeunes de la région et du continent selon lequel passer de longues heures sur les médias sociaux est beaucoup moins stressant et beaucoup plus gratifiant que de rester debout pendant de longues heures pour voter. Les schémas de vote dans la région ont montré que les jeunes votent en moins grand nombre que ceux d'avant.

¹⁴⁸ Consultations régionales, 2019

¹⁴⁹ Consultations régionales, 2019

Les médias sociaux sont un outil, entre autres, pour la diffusion d'informations essentielles au rôle des jeunes dans la prévention des incidents violents pendant les cycles électoraux dans la région. Un groupe dirigé par des jeunes au Mozambique, Olho do Cidadão, s'appuie sur l'utilisation des médias sociaux pour surveiller et rendre compte des processus de gouvernance du pays, à savoir les élections. Le groupe a un grand nombre de jeunes qui suivent les médias sociaux, ce qui leur permet de diffuser et de recevoir plus facilement des commentaires sur le discours pertinent. Ils ont également créé une application mobile, Txeka App (Txeka est l'argot mozambicain pour « vérifier »), une application en ligne en portugais qui permet aux citoyens ordinaires d'utiliser leur smartphone pour signaler les irrégularités électorales avant les élections.

L'accès aux opportunités socio-économiques est également considéré comme un moyen viable d'empêcher les jeunes hommes et femmes de se livrer à des actes qui menacent la paix et la sécurité. En Zambie, une organisation de jeunes promeut la sécurité alimentaire et aide à la prévention des conflits par la distribution et la plantation de noix de cajou, qui sont les cultures de rente les plus productives de la région. Ils ont réussi à créer des milliers d'emplois, mais surtout à fournir des aliments de base aux communautés dans le cadre des efforts visant à prévenir et atténuer les conflits potentiels liés à l'insécurité alimentaire. Le jeune homme à l'origine de cette initiative a déclaré : « *Non seulement je donne du travail aux jeunes, mais je m'assure qu'ils sont trop occupés au point de ne pas participer à des activités délictueuses* »¹⁵⁰.

Le rôle des médias traditionnels est également reconnu comme fondamental pour prévenir les menaces à la paix et à la sécurité. L'International PeaceYouth Group (IPYG) basé en Afrique du Sud organise des ateliers de journalisme de paix dans les pays de la SADC, jusqu'à présent en Namibie, en Afrique du Sud, au Lesotho, en Zambie et au Zimbabwe. En 2018, le groupe a organisé un programme de bourses de journalisme pour la paix d'une semaine qui a attiré des journalistes de toute l'Afrique. Grâce à ce programme, l'IPYG a formé 20 journalistes pour la plupart issus de la région¹⁵¹ sur les reportages dans les zones de conflit et de guerre, y compris ceux liés à la religion. À la fin de la formation, les jeunes journalistes se sont engagés à travailler ensemble pour promouvoir le journalisme de paix en fournissant des rapports mensuels sur les élections pacifiques en 2019.

5.2.2 Opérations de soutien à la paix

La majorité des groupes de jeunes consultés ont montré une connaissance limitée des opérations de soutien à la paix sur le continent, un répondant du Mozambique notant « nous avons rencontré ce domaine thématique sur le site web de l'UA ou de l'ONU mais pas dans nos activités quotidiennes ou dans nos interactions »¹⁵². Bien que la raison de cet écart de

¹⁵⁰ Les pays représentés au programme PJF étaient l'Afrique du Sud, la Namibie, Madagascar, le Botswana, le Malawi, le Lesotho, les Seychelles, Maurice, le Mozambique, la Tanzanie et l'Ouganda.

¹⁵¹ Visites sur le terrain, 2019.

¹⁵² Visite de terrain, 2019

connaissances visible chez les jeunes n'est peut-être pas loin du nombre limité d'OPS dans la région de l'Afrique australe par rapport à d'autres parties de l'Afrique, cette situation jette un doute sur la capacité des groupes de jeunes de cette région à tirer parti du nombre croissant de opportunités qui s'offrent à eux. Par exemple, au cours de la consultation régionale pour l'Afrique australe, seule une poignée de participants ont pris conscience des appels lancés par la SADC pour que du personnel qualifié soit inscrit dans les composantes civiles des opérations de soutien à la paix dans la région ou même du processus d'établissement des listes plus l'UA.

5.2.3 RSS/DDR

Au cœur de la RSS, sinon du DDR, les préoccupations en Afrique australe sont les relations litigieuses entre les jeunes et les institutions chargées de l'application des lois dans la plupart des pays. Les agents chargés de l'application des lois dans la région sont généralement considérés comme trop dépendants de l'utilisation de la force brute lorsqu'ils engagent les jeunes et la société lors des manifestations publiques. En effet, les jeunes interrogés identifient les violations des droits de l'homme par des agents de la sécurité d'État comme une menace majeure à la paix et à la sécurité, notamment parce qu'ils considèrent que les jeunes sont radicaux et gênants. Il existe manifestement une lacune de sensibilisation qui demande à être comblée afin d'améliorer les relations entre les forces de l'ordre et les groupes de jeunes, car les soupçons mutuels actuels qu'ils entretiennent les uns envers les autres n'augurent rien de bon pour les relations entre l'État et la société. Selon les jeunes qui ont participé à l'étude, une compréhension commune des relations entre la police et la communauté entraînerait une relation moins tendue et litigieuse et la violence qui en résulterait. Un jeune leader possédant une expérience considérable dans les relations entre la police et la communauté est allé jusqu'à insister sur le fait que le plaidoyer des jeunes sur la nécessité d'améliorer les relations avec la police et les autres forces de l'ordre est en fin de compte dans le meilleur intérêt de la société en général¹⁵³.

La notion de DDR n'est guère évoquée par les groupes de jeunes de la région. Mais, plus instructif, pour eux, c'est un terme qui était lié aux discussions sur les scénarios pour la région immédiatement après la décolonisation. Parce qu'ils n'avaient pas traversé le processus dans le passé, et qu'il y a peu ou pas de besoin impérieux aujourd'hui, la génération actuelle de jeunes d'Afrique australe est beaucoup moins préoccupée par le DDR.

5.2.4 Reconstruction post-conflit et développement

5.2.5 Questions transversales

Les groupes de jeunes de la région travaillent sur une variété de questions, notamment l'égalité et l'équité entre les sexes, les divisions et les disparités raciales, les migrations et

¹⁵³ Visite de terrain, 2019

l'urbanisation, l'abus de drogues et la violence des gangs, l'extrémisme violent et le terrorisme. Ci-dessous sont décrits certains de leurs rôles et contributions :

5.2.5.1 Équité/égalité entre les sexes

Divers groupes de jeunes dans les régions plaident en faveur de l'équité et de l'égalité entre les sexes dans des espaces politiques de plus en plus restreints pour les jeunes femmes. Un de ces groupes au cœur de Maputo, Olho do Cidadão, encadre les jeunes femmes des établissements d'enseignement supérieur qui aspirent à assumer des fonctions de direction civique et politique. Avec des ressources limitées, les membres du groupe composé principalement de jeunes femmes utilisent les médias sociaux pour appeler à la participation des femmes à diverses campagnes visant à lutter contre la corruption et à assurer une éducation électorale efficace parmi les femmes, etc. Ils organisent occasionnellement des manifestations pacifiques pour s'assurer que les décideurs politiques reconnaissent leurs appels à l'action et y répondent.

En Zambie, les jeunes femmes utilisent les OSC existantes telles que Gender Links pour lancer une initiative médiatique de plaidoyer pour l'égalité des sexes. Gender Links est une organisation non gouvernementale activement impliquée dans des activités de plaidoyer, de lobbying et de gestion de partenariats sur le genre, le développement et les questions connexes dans la région. Il utilise la radio et Internet pour s'exprimer et sensibiliser le public sur un large éventail de questions touchant les femmes, y compris le discours allant de l'avortement à la violence domestique à l'égard des femmes.

5.2.5.2 Divisions et disparités raciales

Le renforcement et la reproduction des divisions et des disparités raciales sont largement revendiqués par les jeunes comme l'un des principaux moteurs des menaces à la paix et à la sécurité en Afrique australe. La " fracture raciale " au sens où ils l'entendent est l'existence d'avantages sociaux et d'opportunités qui donnent accès à certains tout en refusant à d'autres la même chose. Cela semble être particulièrement évident en Afrique du Sud après l'apartheid, mais il est aussi profondément enraciné dans d'autres pays de la région.

En Afrique du Sud, les jeunes ont entre 14 et 35 ans, soit 36 % de la¹⁵⁴. Ce nombre se composait principalement de jeunes noirs, qui se voient confrontés à des obstacles sociaux, économiques, politiques et structurels insurmontables pour tenter d'accéder aux institutions et aux ressources publiques, en particulier à l'emploi¹⁵⁵.

Les groupes de jeunes continuent de plaider en faveur de la réduction des inégalités raciales qui sous-tendent également les conflits dans la société. Un répondant relativise l'implication

¹⁵⁴ Mid-Year Population Estimates 2019 de l'Afrique du Sud, extrait de <http://www.statssa.gov.za/publications/P0302/P03022019.pdf> (11 octobre 2019).

¹⁵⁵ Bien que le taux de chômage s'élève à 29%, l'un des plus bas de la région, il est le plus élevé enregistré dans le pays depuis 2003 (Stats SA, 2019).

de ce clivage en faisant remarquer que « certaines races demeurent plus privilégiées que d'autres, et qu'il faudrait s'y attaquer sinon ceux qui se noient dans la pauvreté voleront, détourneront et tricheront jusqu'à leur tour »¹⁵⁶. Les groupes de jeunes travaillent en partenariat avec les services de police locaux pour lutter contre les taux élevés de crimes de contact liés aux inégalités raciales. Par exemple, certains groupes préfèrent lutter contre la criminalité en organisant des programmes de sensibilisation pour les jeunes vulnérables à la criminalité. Ces programmes visent non seulement à réduire au minimum l'incidence de la criminalité chez les jeunes, mais aussi à « enseigner aux jeunes comment compléter le travail de la police pour créer des espaces plus sûrs pour eux-mêmes ¹⁵⁷».

5.2.5.3 Migration et urbanisation

Les jeunes sont non seulement la majorité démographique de l'Afrique australe, mais aussi l'épicentre des méga tendances démographiques liées à deux évolutions sans précédent dans la région : les migrations et l'urbanisation. La tendance migratoire à l'intérieur de la région se manifeste à plusieurs niveaux : la migration rurale-urbaine, dans laquelle les jeunes quittent leurs villages pour les villes à la recherche d'opportunités socio-économiques ; la migration involontaire ou forcée due à des catastrophes naturelles ou d'origine humaine telles que les conflits violents prolongés et l'insécurité ; et les vagues de migration de main-d'œuvre à l'intérieur du pays et intra-régionale dans lesquelles les gens travaillent de façon saisonnière dans les plantations et les mines.

Quelle qu'en soit la motivation, la migration finit par vider les communautés rurales de leurs jeunes valides, tout en permettant à la pauvreté et à la concurrence féroce pour des ressources déjà rares de s'installer dans les grandes villes et villages. Une illustration graphique de cette tendance a été donnée récemment par le maire de Johannesburg qui a estimé que trois millions de personnes se déplacent chaque mois à la recherche d'emplois inexistantes, mettant ainsi beaucoup de pression sur la ville. Certains dirigeants de divers groupes de jeunes d'Antananarivo ont révélé qu'ils venaient eux aussi de zones rurales à la ville pour chercher de meilleures opportunités.

En ce qui concerne les déplacements ou les migrations forcées en Afrique australe, il convient d'établir une distinction entre ceux induits par les conflits ou les catastrophes naturelles, même si dans la réalité ces deux phénomènes sont assez confusément séparés. Quelques mois avant le début de l'étude, par exemple, l'Afrique australe avait été gravement touchée par le cyclone Idai, qui avait touché plusieurs villages et villes et causé des millions de morts et de déplacements au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe. Des maisons, des écoles, des locaux commerciaux, des récoltes, des ponts et des routes ont été détruits et des milliards de dollars sont encore nécessaires pour réhabiliter et reconstruire les communautés. Bien

¹⁵⁶ Visite de terrain, 2019

¹⁵⁷ Ibid.

que les jeunes constituent un grand nombre des personnes les plus touchées, les groupes de jeunes de toute la région ont joué un rôle majeur dans la collecte de fonds et la mobilisation de matériel de secours pour aider les victimes. Ils y sont parvenus en grande partie grâce à des campagnes dans les médias sociaux. Cependant, au cours des consultations avec les jeunes du Malawi, du Zimbabwe et du Mozambique, il était évident qu'ils avaient tous le sentiment que le gouvernement était lent à réagir à la catastrophe. En outre, les jeunes engagés ont soutenu que les difficultés des jeunes n'étaient pas prioritaires, tout comme leurs contributions en tant que partenaires clés dans les efforts de réponse aux catastrophes et d'atténuation n'étaient pas reconnues.

Enfin, la migration de main-d'œuvre induite par les inégalités économiques et la recherche d'emploi, ou les deux, sont devenues endémiques dans la région. Avec l'afflux massif de jeunes dans pratiquement tous les pays de la région, l'impact supplémentaire des crises économiques, politiques et environnementales contribue à l'augmentation des migrations de main-d'œuvre et à la pression associée au chômage. Dans ce contexte, Ikamva Youth, en Afrique du Sud, aspire à permettre aux jeunes défavorisés de sortir de la pauvreté et d'accéder à l'enseignement supérieur ou à l'emploi. Ils ont enregistré un impact significatif au cours de leurs 16 années d'existence. Environ 85% de ceux qu'ils ont soutenus ont accès à des possibilités d'études post-secondaires, y compris des emplois. Ils ont exposé leur travail à jusqu'à 5 000 apprenants dans 30 cantons à faible revenu à travers le pays. La migration de main-d'œuvre féminine dans la région a souvent été source d'insécurité liée à la violence sexuelle et sexiste. Les jeunes femmes en particulier, lors des consultations, ont exprimé que " En tant que jeunes femmes Africaines, nous ne sommes pas en sécurité dans notre pays et sur notre continent, nous sommes enclines parce que nous sommes constamment en mouvement, ce qui fait de nous des cibles de toutes sortes ". D'autre part, au moins cinq groupes de jeunes interrogés en Afrique du Sud se sont déclarés mécontents du fait que le gouvernement laisse les jeunes étrangers profiter davantage de leur économie que la population locale. Il est instructif qu'ils voient cette situation comme un moteur clé et un facteur récurrent de la récente recrudescence de la xénophobie violence dans le pays

5.2.5.4 L'abus de drogues et la violence des gangs

L'abus de drogues et la violence des gangs se produisent souvent ensemble et leur incidence croissante est devenue un cauchemar récurrent pour les pouvoirs publics et la société dans toute l'Afrique australe. L'abus de drogues et de substances contribue à des attributs sociaux négatifs tels que la désintégration des familles et la prolifération des drogues dans les écoles, les collèges et les universités, ainsi qu'au ralentissement de la croissance économique¹⁵⁸. Les

¹⁵⁸ Déclaration du Secrétaire Exécutif de la SADC, S.E. Dr. Stergomena Lawrence Tax à l'occasion de la commémoration de la Journée internationale contre l'abus des drogues et le trafic illicite. 26 juin 2019 Extrait de <https://www.sadc.int/news-events/news/statement-sadc-executive-secretary-he-dr-stergomena-lawrence-tax-commemoration-international-day->

réseaux de drogues continuent de faire passer des drogues comme l'ecstasy et la marijuana d'un pays à l'autre, tandis que les médicaments pour la toux, comme les sirops, font l'objet d'abus, surtout chez les jeunes sans emploi. Les jeunes consultés au cours de l'étude ont établi un lien entre l'abus de drogues et le nombre croissant de dépressions et de tentatives de suicide chez les jeunes ainsi que la prolifération de gangs de jeunes violents dans la région. L'IPYG travaillant sur le lien entre l'abus de drogues et la violence des gangs au Cap, en Afrique du Sud, a déclaré :

" c'est une question assez grave qui ne reçoit pas l'attention qu'elle mérite. L'abus de drogues et le gangstérisme ne sont pas différents du trafic d'enfants, car il prive une personne de sa vie et de sa liberté et finit par la chasser de sa famille et de ses proches. C'est quelque chose que tous les secteurs de la société doivent collaborer, y compris nous en tant que jeunes, nous devons assumer la responsabilité de motiver et d'inspirer nos pairs et les jeunes à croire que la vie a tellement plus à offrir et à quel point leur vie est précieuse "¹⁵⁹.

5.2.5.5 Extrémisme violent et terrorisme

Le travail sur le terrain a révélé que l'extrémisme violent est un phénomène nouveau pour les groupes de jeunes de la région de l'Afrique australe et qui commence seulement à s'infiltrer dans la conscience populaire, le débat et les politiques publiques. Jusqu'à récemment, la région était exempte des types d'extrémismes violents et d'activités terroristes vécus dans d'autres parties du continent. L'émergence d'Ansar al-Sunna, une organisation religieuse locale revendiquant son appartenance au groupe Al-Qaïda à Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, est devenue une menace réelle et puissante pour la paix et la sécurité dans la région. Souligné par des valeurs et des orientations religieuses inexacts, ainsi que par la pauvreté, le chômage et la marginalisation, la radicalisation des jeunes et la violence connexe sont devenues plus intermittentes depuis 2018. Notamment, la province de Cabo Delgado est la plaque tournante des activités pétrolières et minières dans le pays, une situation qui la rend plus vulnérable aux conflits violents qui peuvent également être liés à des conflits liés aux ressources. La perspective de menaces similaires dans d'autres pays de la région a été largement reconnue par les jeunes lors des consultations régionales et des visites sur le terrain.

Les groupes de jeunes commencent à réagir à la menace croissante de l'extrémisme violent et à faire le lien avec les questions plus larges de gouvernance, de paix et de sécurité. Le travail sur le terrain a révélé que l'extrémisme violent est un phénomène nouveau pour les groupes de jeunes de la région et une question qui commence à peine à se glisser dans la conscience populaire, le débat et la politique publique. Bien que les jeunes croient que les institutions de sécurité nationale devraient être à l'avant-garde de la lutte contre l'extrémisme violent, ils

against-drug-abuse -et-illicite / (11 octobre 2019).

¹⁵⁹ Visite de terrain, 2019

estiment qu'ils peuvent eux-mêmes jouer un rôle dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Comme l'a fait remarquer un jeune interviewé : Avec un financement garanti, les bons partenaires et les bonnes ressources humaines ainsi qu'une protection des forces de l'ordre, nous pouvons nous aventurer dans le nord du Mozambique pour plaider en faveur de la participation des jeunes à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent ¹⁶⁰. Cela signifie la ténacité des jeunes à s'aventurer dans des enjeux et des territoires généralement considérés comme à haut risque, même par l'État.

5.3 DEFIS ET LACUNES

Même si le contexte et leurs expériences varient, la conversation la plus informelle avec les jeunes d'Afrique australe commence généralement par le partage d'une liste de défis et de lacunes qui entravent la pleine réalisation de leurs aspirations à contribuer de manière significative à la société. Pour eux, certains des défis sont internes, c'est-à-dire inhérents aux lacunes en matière de capacités auxquelles sont confrontés les groupes de jeunes eux-mêmes, tandis que d'autres sont externes, liés à l'environnement socioéconomique et politique dans lequel ils opèrent.

Les difficultés et les lacunes internes tendent à être liées au manque de ressources suffisantes en termes de personnel, d'infrastructure logistique et institutionnelle pour mener à bien les mandats. Les membres de la plupart des groupes de jeunes sont composés de bénévoles, en particulier de récents diplômés de l'enseignement du supérieur qui sont à la recherche d'un emploi. Étant donné que les membres ad hoc ou bénévoles vont et viennent en fonction du temps libre et des problèmes spécifiques qui les intéressent, il est difficile d'assurer la cohérence en termes de planification et de mise en œuvre des activités. Il y a des cas où la participation individuelle chevauche différents groupes de jeunes, ce qui soulève des questions sur la fidélité aux aspirations et au mandat du groupe. La nature ad hoc des groupes a également un impact sur la capacité d'adhésion, car il est intrinsèquement difficile d'obtenir les engagements à long terme d'une équipe avec la bonne combinaison de qualifications, d'aptitudes et de compétences.

Plutôt que de créer des institutions formelles pour leurs activités, les groupes de jeunes se sentent à l'aise avec la nature fluide ou dynamique de leurs groupes existants. La direction de ces groupes qu'ils soutiennent ne doit cependant pas résider en permanence avec l'initiateur du groupe mais évoluer sur la base du consensus, de l'acceptabilité et de la capacité à livrer, d'où l'impératif de plans de succession au sein des organisations de jeunesse respectives. À cet égard, certains ont estimé que l'éducation formelle, bien qu'importante en termes de qualités et de capacités de leadership, ne devrait pas être une condition préalable, en particulier pour les groupes qui sont situés ou opèrent dans les zones rurales. Les groupes de

¹⁶⁰ Visite sur le terrain, 2019

jeunes consultés ont également indiqué que le financement est un problème majeur et pérenne qui entrave considérablement leur travail.

Les défis et les lacunes externes sont principalement liés à la nature de l'environnement dans lequel les groupes de jeunes opèrent actuellement et à la façon dont ils interprètent les opportunités et les contraintes auxquelles ils sont confrontés. Leur connaissance limitée des cadres normatifs qui existent aux niveaux national, régional et continental le prouve. Ils se trouvent dans l'incapacité de saisir et de maximiser les opportunités qu'offrent ces cadres normatifs et juridiques. En effet, les organisations de jeunesse se réfèrent à peine aux cadres et autres documents pertinents dans le cadre de leur travail. Ils ont tendance à blâmer le manque de connaissances pour le manque de diffusion de l'information sur les cadres de travail des gouvernements et des principales institutions intergouvernementales telles que la SADC et l'UA.

Il est toutefois frappant de constater que les jeunes d'Afrique australe connaissent mieux les décisions et résolutions de l'ONU relatives à la jeunesse, à la paix et à la sécurité que celles de la SADC et de l'Union Africaine concernant le même programme. En dépit de l'attention croissante accordée par l'Union Africaine, par exemple, à la jeunesse, à la paix et à la sécurité, plusieurs groupes de jeunes des États insulaires se sentent totalement déconnectés du travail de l'Union Africaine et de la SADC, ainsi que du reste du continent. Ils aspirent à travailler en réseau et à s'associer avec des organisations de jeunesse similaires sur le continent, en référence à d'autres parties de l'Afrique. À cela s'ajoute la faible connaissance et l'exposition des groupes de jeunes de la région aux débats critiques sur la paix et la sécurité aux niveaux régional et continental, y compris ceux liés à des questions thématiques telles que CMPR, PSO, SSR / DDR et PCRD.

Ces défis et lacunes internes et externes ont plusieurs implications. En raison de leurs connaissances limitées, il leur est difficile de se tailler des créneaux dans le vaste domaine de la paix et de la sécurité. Même s'ils disposent de toutes les ressources dont ils ont besoin, ils ne peuvent en assumer autant à un moment donné sans se surmener indûment jusqu'à la limite. Deuxièmement, leur connaissance limitée des grandes questions de paix et de sécurité signifie logiquement que les groupes de jeunes ont tendance à passer d'une question à l'autre d'une manière qui les empêche d'acquérir des compétences adéquates dans leur engagement auprès des institutions gouvernementales et non gouvernementales. Troisièmement, et par extension, il devient difficile pour le gouvernement et les institutions intergouvernementales d'identifier des groupes de jeunes « adaptés » avec lesquels travailler en partenariat.

La question du financement chevauche les facteurs internes et externes qui limitent les groupes de jeunes qui travaillent dans les domaines de la paix et de la sécurité. La majorité des répondants ont indiqué que le plus grand défi auquel leurs organismes se heurtent est l'insuffisance ou le manque de financement garanti et régulier. Ce n'est que lorsqu'on leur a

demandé de réfléchir à des problèmes non financiers qu'ils ont trouvé plusieurs autres contraintes et qu'ils ont réalisé que la solution ne venait pas forcément de combler les lacunes du financement. Cela explique pourquoi certains répondants considèrent le rôle qu'ils jouent dans les groupes de jeunes simplement comme un « palliatif » ou un travail intérimaire au lieu d'un emploi à temps plein. Enfin, le financement des bailleurs de fonds a aidé à financer et à soutenir de nombreux groupes de jeunes, mais ils ont parfois des priorités mixtes qui ne sont pas toujours en tandem avec celles des jeunes. Dans certains cas, la dépendance à l'égard du financement des donateurs pourrait les amener à se concentrer sur des thèmes suggérés par leurs donateurs.

En dehors des facteurs internes et externes, les jeunes identifient plusieurs pratiques culturelles néfastes telles que la discrimination sexuelle et les mariages précoces ou forcés comme des défis récurrents dans leur travail. Ils ont été clairs sur leur rôle dans l'atténuation de ces défis, y compris l'utilisation d'outils de lobbying et de plaidoyer pour atteindre les institutions gouvernementales responsables des questions qui les intéressent. Ils ont identifié des stratégies pour les aider à surmonter ces défis, y compris l'utilisation de campagnes dans les médias sociaux, l'éducation civique et le dialogue intergénérationnel. Enfin, les groupes de jeunes en Afrique australe reconnaissent l'existence d'un fossé entre les décideurs politiques et les citoyens. Selon eux, pour y remédier, il faut créer des voies de dialogue inclusif et consultatif à tous les niveaux.

5.4 RESILIENCE

La résilience dans le contexte de l'Afrique australe se réfère à la façon dont les jeunes continuent à poursuivre leurs objectifs et leurs aspirations, en particulier autour des questions de paix et de sécurité, malgré les nombreux défis auxquels ils sont confrontés. Il existe au moins cinq grands volets de la résilience des jeunes dans la région : (1) promouvoir la création de multiples plates-formes pour l'engagement des jeunes ; (2) s'efforcer de remédier aux déficits de capacité auxquels sont confrontées les institutions de jeunesse pour s'acquitter efficacement de leur mandat ; (3) encourager sans relâche la reconnaissance et le partenariat de la part du gouvernement ; (4) innover dans les interventions et les plaidoyers des jeunes, notamment par la promotion de nouveaux enjeux; et (5) promouvoir le dialogue intergénérationnel et la cohésion sociale. La capacité des groupes de jeunes à faire face à ces stress face aux pressions socio-économiques et politiques doit être reconnue et saluée.

La résilience des jeunes a conduit à la création de multiples plates-formes d'engagement des jeunes dans des questions qui revêtent une importance nationale et régionale, notamment dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité et de la consolidation de la paix. Cela est évident dans les multiples plates-formes que les groupes de jeunes créent au niveau communautaire où le nombre de groupes communautaires et dirigés par des jeunes a visiblement augmenté en réponse à des problèmes sociaux urgents comme la toxicomanie,

la violence des gangs, la xénophobie et le féminicide, mais aussi aux niveaux national et régional où ils s'attaquent à des problèmes plus graves de brutalité policière, de violation des droits humains par l'État, d'insuffisance en termes de gouvernance et de responsabilité gouvernementale aux niveaux national et régional. Il n'y a pratiquement aucun pays d'Afrique australe sans un conseil national de la jeunesse ; même si la nomination dans ces institutions faîtières ou leurs activités, à des degrés divers, est soumise à l'influence et à la manipulation du gouvernement. Il est instructif de constater que les conseils de jeunes sont en eux-mêmes des produits de l'histoire de l'État : leurs formations peu après l'indépendance sont devenues populaires grâce au rôle que les jeunes ont joué dans la lutte pour la libération du colonialisme et à leur contribution ultérieure au développement national.

Dans d'autres cas, ils se chargent de promouvoir l'inclusion et la participation des jeunes dans les affaires socio-économiques et politiques de leur pays. Au Mozambique, où il n'y a jamais eu de parlement des jeunes, un groupe de jeunes s'est réuni pour en créer un. ParlarmentoJuvenil est depuis devenu la principale plate-forme pour assurer la présence et la voix des jeunes dans le pays. Dans d'autres pays, les jeunes sont invités à se réunir au Parlement à des occasions spéciales pour discuter de leurs griefs, alors que dans d'autres, leur existence ne garantit pas qu'ils soient en mesure d'influencer le changement politique. Le financement inadéquat et le manque de soutien institutionnel de la part du gouvernement ont conduit à une situation dans laquelle le mandat des groupes de jeunes est influencé par les donateurs et les politiques qui leur sont imposées. Cependant, ils restent un phare d'espoir pour les jeunes qui souhaitent s'aligner sur l'État tout en servant leur communauté.

Le deuxième pilier de la résilience des jeunes est lié à la façon dont ils identifient et mettent en œuvre d'importantes initiatives pour remédier aux déficits de capacités internes auxquels ils sont confrontés en termes de ressources humaines, d'expertise, de gestion des processus et de mobilisation des ressources. De par leur nature très informelle, les groupes de jeunes d'Afrique australe, comme ailleurs dans de nombreuses régions d'Afrique, ne prêtent généralement pas attention aux importantes questions administratives et de capacités qui finissent par limiter leur capacité d'atteindre leurs objectifs, comme cela a été reconnu précédemment. Lorsqu'ils commencent à prendre conscience de la plupart des déficits institutionnels auxquels ils sont confrontés et à s'y attaquer, les risques de déficit de croissance s'accroissent et deviennent décourageants.

Les problèmes quotidiens auxquels sont confrontés les groupes de jeunes dans différents pays signifient invariablement qu'ils ne peuvent pas non plus fuir le renforcement de leurs capacités internes respectives aux moyens et longs termes. Les consultations menées auprès des jeunes de la région ont révélé qu'ils reconnaissent également l'urgence de s'assurer que les jeunes comprennent la nature des conflits dans leurs collectivités et qu'ils surveillent et font ce qui est nécessaire pour mettre fin aux conflits et prévenir d'autres incidents. Quelle

que soit la sphère dans laquelle ils opèrent, les groupes de jeunes se plaignent d'avoir été négligés par le gouvernement en termes de possibilités d'emploi et d'interventions critiques en matière de développement. Ils jouent également le rôle d'interlocuteurs publics en devenant la voix des citoyens.

Les données recueillies sur le terrain montrent que les groupes de jeunes profitent désormais du travail des principales institutions non gouvernementales, ce qui les expose à de nouvelles méthodes et méthodologies de collecte de fonds et de renforcement des institutions. Enfin, les jeunes bénéficient non seulement du renforcement des capacités et de la formation professionnelle par des agences non gouvernementales, mais aussi des initiatives de volontariat pour attirer des jeunes instruits et expérimentés afin de les aider à atteindre leurs objectifs clés, selon un jeune leader à Maputo : « Nous travaillons en partenariat avec de plus grands groupes qui ont les fonds mais aucune capacité de mise en œuvre. Nous réalisons des projets pour eux. De cette façon, nous continuerons à faire le travail que nous aimons faire sans craindre un manque de financement ¹⁶¹».

Le troisième facteur de résilience des jeunes de la région est la reconnaissance croissante du fait qu'ils ne peuvent pas faire grand-chose sans insister sur l'établissement de partenariats avec le gouvernement. Bien que les groupes de jeunes d'Afrique australe ne cessent de faire pression pour obtenir la reconnaissance du gouvernement et des partenariats, ils ont tendance à faire beaucoup plus aux niveaux local et municipal, où les questions sont moins politisées et peuvent facilement exploiter les contacts et réseaux locaux ; et où certaines des questions abordées sont en contact avec des groupes critiques dans leur région. Par exemple, lorsqu'un groupe de jeunes s'attaque à la question de l'inadéquation ou de l'effondrement de l'infrastructure municipale ou de la surveillance de quartier qui devient courante dans la région, il n'est pas difficile pour eux d'obtenir rapidement l'attention et la reconnaissance du public et du gouvernement. Une autre raison importante pour laquelle ils considèrent que le gouvernement est indispensable, c'est que la reconnaissance et le partenariat atténuent le problème permanent associé au manque de financement. Selon un responsable de la jeunesse à Johannesburg, il a insisté de manière perceptible sur la relation entre les jeunes et le gouvernement : « (Ils) ont l'argent et une plate-forme plus large, nous en avons certainement besoin comme tremplin pour notre succès ¹⁶²».

La quatrième dimension de la résilience des jeunes est liée à la façon dont, au quotidien, ils repoussent les limites de l'innovation dans leurs activités de plaidoyer et leurs interventions, notamment en défendant de nouvelles questions de paix et de sécurité qui ne sont pas déjà devenues courantes mais qui constituent déjà des menaces potentielles pour la paix et la

¹⁶¹ Visite du terrain, 2019

¹⁶² Visite de terrain, 2019

sécurité. Divers groupes de jeunes adoptent rapidement des moyens novateurs pour faire passer leurs messages auprès d'un public plus large à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays. Certains répondants ont commencé à écrire des lettres de foule pour faire part de leurs doléances aux décideurs, organisé des marches pacifiques au Parlement ou aux institutions gouvernementales afin d'obtenir un soutien sur les questions qu'ils défendent. Une tendance visible à cet égard est l'utilisation des médias sociaux pour atteindre les décideurs et une plus grande communauté de jeunes. « C'est le plus grand avantage de notre génération », selon un jeune, « contrairement à ceux qui nous ont précédés¹⁶³ ».

5.5 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'absence de véritable conflit armé en Afrique australe ne signifie pas que les jeunes de la région ne s'engagent pas dans des activités qui promeuvent une paix durable. Les perspectives de ce chapitre ont montré qu'ils sont très désireux de participer à la gouvernance, à la paix et à la sécurité comme moyen de contribuer à la création de communautés plus sûres qu'ils estiment mériter et s'attendent à vivre. Ils se considèrent comme les défenseurs des groupes marginalisés tels que jeunes femmes et jeunes handicapés.

Il est assez regrettable que les défis internes liés aux ressources financières et humaines continuent de freiner l'émergence d'organisations actives et à part entière dirigées par des jeunes dans la région. Ceci, ainsi que les limitations imposées par des circonstances externes liées aux conditions socio-politiques et économiques, façonnent l'impact global de leur travail. Malgré ces défis, les jeunes sont déterminés à plaider et à défendre la création de plateformes inclusives pour leur participation aux processus de gouvernance, de paix et de sécurité. Ils sont déterminés à créer des réseaux et à forger des partenariats entre et parmi eux aux niveaux national et régional, ainsi qu'avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales, pour un impact maximal.

Groupes de jeunes:

- Créer des réseaux de jeunes intra et transfrontaliers pour collaborer et exploiter les opportunités disponibles pour croître et contribuer à la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique australe ;
- Identifier des défenseurs dans les parlements nationaux pour faire avancer leurs causes au niveau législatif ;
- Être à l'avant-garde pour atteindre les jeunes afin d'atteindre des zones telles que les communautés rurales pour un plaidoyer plus efficace et plus efficient ;

¹⁶³Visite de terrain, 2019

- Éviter la pression de s'établir et de fonctionner sur la base de groupes organisés et institutionnalisés, alors que tout ce dont ils ont besoin est d'opérer en tant que mouvements de coalition sur des questions qui leur sont importantes.

États membres :

- Soutenir la création de conseils nationaux de la jeunesse et de groupes de jeunes pour concevoir et développer des politiques nationales de la jeunesse et des plans d'action nationaux sur les jeunes et la paix et sécurité afin d'élaborer des questions concernant les rôles et les contributions des jeunes à la paix et à la sécurité ;
- Fournir un soutien financier et technique ainsi que promouvoir les partenariats public-privé au profit des jeunes, des projets de paix et de sécurité au niveau de la communauté locale ;
- Introduire l'éducation à la paix à tous les niveaux des programmes nationaux d'enseignement de base et professionnel.

CER/MR:

- Devenir plus visible pour les États insulaires où l'on en sait moins sur leur travail ;
- Promouvoir des événements de jeunes en marge des réunions des chefs d'État de la SADC et du COMESA qui examineront les griefs et les solutions possibles pour les jeunes ; et
- Créer une division de la jeunesse au sein du secrétariat de la SADC et du COMESA consacrée aux questions de jeunesse, y compris le développement urgent d'une stratégie régionale pour la jeunesse, la paix et la sécurité.

CHAPITRE 6 : Afrique de l'Ouest

6.1 INTRODUCTION



Au cours de leurs deux premières décennies d'indépendance, les pays ouest-africains ont maintenu une croissance économique soutenue, encouragée par une flambée des prix mondiaux des produits de base ainsi que par un environnement politique relativement stable. Dans les successions rapides cependant, les systèmes multipartites qui les ont conduits à l'indépendance ont été remplacés par des régimes militaires ou un régime civil à parti unique qui ont aggravé les situations politiques et sécuritaires dans la région. À partir du milieu des

années 80, en particulier suite à l'adoption d'agendas de réformes économiques néolibérales sous la forme de programme d'ajustement structurel (PAS), les fortunes économiques et politiques de la région ont commencé à décliner, plusieurs pays ayant commencé à connaître des conflits politiques prolongés et des conflits civils et des guerres. Bien que les perspectives politiques dans la région indiquent actuellement que davantage de pays sont revenus à des systèmes multipartites et organisent des élections à intervalles réguliers, la mesure dans laquelle ils ont été en mesure de faire des promesses de développement substantielles à leurs citoyens est douteuse.

Le secteur de la paix et de la sécurité a sans aucun doute évolué au cours des deux dernières décennies. Au cours de cette période, la région a connu certaines des guerres civiles les plus meurtrières, des insurrections armées, des agitations sécessionnistes intermittentes, ainsi que la violence associée aux élections et à la succession du pouvoir. Plus récemment, on a assisté à une recrudescence des activités de l'insurrection transnationale et des mouvements terroristes dans la ceinture sahélo-saharienne liés à Qaïda et à l'État islamique. L'Afrique de l'Ouest a produit plusieurs groupes armés non étatiques qui mènent des activités portant atteinte à la sécurité humaine et étatique. Si une grande partie de la région peut être considérée comme relativement plus sûre et plus calme, des menaces intermittentes à la paix et à la sécurité créeraient probablement des revers sporadiques.

C'est à l'intérieur des couches de la dynamique socio-économique, politique et sécuritaire de la région, ainsi que des changements continentaux et mondiaux plus larges observés depuis les années 1990, que se situent les réflexions de ce chapitre sur le rôle et les contributions des jeunes à la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest. Au-delà de la manière dont la sagesse conventionnelle tente de les expliquer ou de les justifier, les rôles et contributions complexes des jeunes à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest sont le reflet de deux réalités émergentes, ou défis: premièrement, est l'impact continu des relations État-société; et deuxièmement, la diminution de la capacité de l'État à exercer un mandat de gouvernance efficace et à apporter les dividendes du développement à un nombre croissant de citoyens, en particulier les jeunes. Ce chapitre est basé sur la triangulation des retours d'informations approfondis de la consultation régionale tenue à Abuja, des entretiens approfondis et des discussions de groupe avec des groupes de jeunes lors d'une visite de terrain en Guinée Bissau, au Mali et au Nigéria, et de vastes discussions en ligne avec des jeunes.

Le chapitre présente les façons remarquables dont les jeunes ouest-africains réinventent leurs sociétés et envisagent des solutions aux défis quotidiens de gouvernance, de sécurité et de développement de manières souvent ignorées ou sous-déclarées. Les jeunes sont en première ligne pour contester les modifications constitutionnelles illégales et les excès autoritaires perçus de l'État et pour assumer généralement les responsabilités de citoyenneté lors des élections. Bien que les progrès aient été lents et parfois laborieux, comme l'indique le chapitre, les jeunes se frayent un chemin dans un espace décisionnel critique, en particulier aux niveaux communautaire et infranational, où ils avaient auparavant été ignorés, privés de leurs droits et exclus.

6.2 LE ROLE ET LES CONTRIBUTIONS DE LA JEUNESSE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Le contexte de la jeunesse est beaucoup plus diversifié et complexe que ne le justifient les récits populaires utilisés pour les décrire. Elle est façonnée par la nature et la diversité des menaces à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest. Pour comprendre leurs rôles et leurs contributions, il faut s'inspirer de ce que les jeunes perçoivent comme les principales menaces auxquelles ils sont confrontés et de leurs stratégies d'intervention. Entre 1950 et 2015, la population de l'Afrique de l'Ouest est passée d'environ 73 à 369 millions d'habitants - environ cinq fois¹⁶⁴. Avec des estimations selon lesquelles la population Africaine devrait au moins doubler d'ici 2050 et au moins 50% devraient avoir moins de 25 ans¹⁶⁵. Cette augmentation a

¹⁶⁴ CILSS, Paysages d'Afrique de l'Ouest - Une fenêtre sur un monde en mutation, US Geological Survey EROS, 2016. Extrait de <https://eros.usgs.gov/westafrika/sites/default/files/ebook-English/index.html#p = 12> (13 novembre 2019).

¹⁶⁵ ONE, The African Century, 2017 Extrait de <https://s3.amazonaws.com/one.org/pdfs/ENG-Brief-TheAfricanCentury.pdf> (13 novembre 2019).

de profondes implications pour l'Afrique de l'Ouest compte tenu des opportunités socio-économiques et politiques limitées dont disposent les jeunes pour poursuivre et réaliser leur plein potentiel.

Même si une poignée de jeunes sont les auteurs de conflits violents, on ne peut plus s'en servir pour faire une généralisation universelle compte tenu de la diversité des engagements des jeunes dans différents contextes et lieux en Afrique de l'Ouest. De même, la propension sous-jacente des jeunes à s'engager dans des conflits violents ne peut plus être imputée à leur exclusion ou à leur marginalisation. Plusieurs autres facteurs doivent être pris en compte, notamment la résurgence soudaine des réseaux criminels transnationaux organisés, la propagation des discours haineux, la radicalisation et l'extrémisme violent, l'impact des changements climatiques défavorables et l'incidence croissante des actes de banditisme armé qui conditionnent et augmentent la propension des jeunes à la violence. De manière inédite, ces défis créent un mélange d'apathie et de désillusion envers l'État et la société.

Une compréhension de ce qui fait que la résilience des jeunes ouest-africains nécessite un changement majeur dans la mentalité actuelle du public et des décideurs. Malheureusement, ni l'énorme fardeau qu'ils portent, ni leurs rôles et contributions remarquables à la paix et à la sécurité ne figurent de manière visible et substantielle dans les politiques publiques. Attacher des étiquettes négatives aux jeunes dans la façon dont les sociétés et les gouvernements ont, non seulement nuit à leur réputation d'une génération, mais explique également en partie pourquoi les options pour les améliorer n'ont pas donné de résultats positifs et durables. Cette situation explique en partie pourquoi la perception commune des jeunes dans les cercles politiques concerne souvent leur contribution « potentielle » plutôt que réelle à la paix, la sécurité et le développement.

Lorsqu'ils sont regroupés, les jeunes des différentes tranches d'âge adoptées par les différents pays de la région peuvent ne représenter qu'environ 55 % de la population totale. Pourtant, la majorité d'entre eux travaillent contre toute attente alors qu'ils naviguent dans la société pour trouver un sens et une pertinence. Qu'ils poursuivent des programmes de changement spécifiques ou généraux, les jeunes occupent des espaces où non seulement ils sont capables de fraterniser entre eux, mais aussi d'incuber de nouvelles formes de vie socioculturelle productive face aux preuves croissantes que leurs gouvernements ne veulent ou ne peuvent agir en toute bonne foi. Ils convergent également dans des espaces informels, semi-formels et semi-autonomes qui leur sont exclusifs, éloignés de l'État. L'une des caractéristiques uniques de l'espace jeunesse en Afrique de l'Ouest qui est de plus en plus perceptible à la lecture de ce rapport est la mesure dans laquelle la vie socioculturelle des jeunes s'épanouit progressivement en une culture jeunesse plus formidable et résiliente qui leur offre parfois une échappatoire.

Bien que les jeunes d'Afrique de l'Ouest se plaignent à maintes reprises de leur exclusion socioéconomique et de l'espace limité dont ils disposent pour l'engagement politique des jeunes, cette situation pourrait en partie être attribuée à un certain nombre de facteurs connexes, dont l'opinion populaire selon laquelle l'espace n'est ni pertinente ni accessible, ou les deux. C'est précisément pour cette raison qu'ils sont devenus, en grand nombre, d'éminents défenseurs en ligne et moins enclins à jouer un rôle actif dans les processus électoraux, en particulier lors des élections. Un récent rapport de Youth Initiative for Advocacy, Growth and Advancement (YIAGA Afrique) qui analyse les jeunes candidats lors des élections générales de 2019 nous dit comment il est parvenu à expliquer la nature de la participation politique des jeunes et ce qui pourrait constituer un véritable outil de prévention des conflits en Afrique de l'Ouest. Son plaidoyer acharné et largement efficace a finalement abouti à la signature de la loi « Not Too Young to Run Act » par le gouvernement nigérian en mai 2018. Il serait trop tôt pour dire si cela encouragerait ou non un plus grand nombre de jeunes à aller de l'avant, comme on l'a vu lors de l'élection qui vient de se terminer, car ils continuent de se heurter à des obstacles structurels et financiers¹⁶⁶.

Les questions qui attirent l'attention des groupes de jeunes sont également multiples et diverses. Il s'agit notamment d'aider les jeunes à accéder à l'éducation, à la santé sexuelle et reproductive, à la lutte contre le culte et la toxicomanie, à la prévention de la violence électorale et, d'une manière générale, à améliorer leur participation à la vie politique afin qu'ils puissent se faire entendre, agir et représenter. Dans la section suivante, nous examinerons les différentes manières dont les jeunes voient ou construisent leurs rôles et leurs contributions dans les domaines de la résolution et de la gestion des conflits, de la reconstruction et du développement post-conflit, ainsi que sur les questions transversales des conflits.

6.2.1 Prévention des Conflits

Les activités des groupes de jeunes opérant dans le domaine de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest s'inscrivent parfaitement et principalement dans le genre de la prévention des conflits. Étant donné que les options de prévention des conflits requises dans différents contextes et circonstances varient d'un pays à l'autre, la gamme d'activités que les jeunes ouest-africains entreprennent est également assez diversifiée. De plus en plus reconnu comme une technique majeure de prévention des conflits, l'activisme politique¹⁶⁷ et la

¹⁶⁶ YIAGA Africa, Communiqué de presse 2019. Extrait de <https://www.yiaga.org/youth-candidacy-in-the-2019-general-elections/> (22 Septembre 2019)

¹⁶⁷ Mireille Affa'a-Mindzie, Construire la paix et le développement au Sahel : renforcer la participation politique des femmes et des jeunes. International Peace Institute, 3 février 2015. Extrait de <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2015/02/IPI-Rpt-Building-Peace.pdf> (25 octobre 2019); Voir aussi, Celina Del Felice et Helene Ruud, bibliographie annotée - Le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix. United Network of Youth Peacebuilders (UNOY),

participation des jeunes, en particulier au niveau communautaire, ont fleuri dans la région. Les groupes de jeunes contribuent, par exemple, à la mobilisation des électeurs, encouragent davantage les femmes à participer à la vie politique, à devenir des acteurs politiques actifs et la gestion quotidienne des partis politiques, et mobilisant généralement plus de femmes à devenir des acteurs politiques actifs. Dans d'autres endroits, ils jouent un rôle majeur dans la prévention de la violence électorale en utilisant des émissions de radio, des téléphones portables et les médias sociaux¹⁶⁸. Ces initiatives promeuvent également la culture de la non-violence chez les jeunes et les incitent à s'impliquer davantage dans les activités d'alerte précoce par choix.

Les groupes de jeunes impliqués dans la prévention des conflits reconnaissent l'importance de la diffusion d'informations à l'aide de plateformes médiatiques telles que la radio communautaire. Dans le cadre de son émission Radio Talk sur l'engagement civique et l'éducation diffusée entre 2017 et 2018, par exemple, le Parlement national de la jeunesse (NYP) de Gambie a utilisé la radio pour sensibiliser la population locale aux droits civiques, promouvoir la participation des jeunes à la politique et au développement national, et fournir une plate-forme de responsabilisation pour les fonctionnaires afin de rendre ouvertement compte de leur intendance au peuple. Le projet de radio communautaire a couvert tout le pays et a été reconnu pour avoir accru la participation des jeunes à la politique, notamment en encourageant plus de jeunes à se présenter aux élections parlementaires et des conseils, de promouvoir la transparence, de réduire la corruption parmi les fonctionnaires et l'émergence de nouveaux mouvements de défense des droits.

Les Jeunes Brigades de Paix (Young Peace Brigades (YPB) au Ghana ont développé une stratégie d'engagement communautaire dynamique pour atteindre et gagner la confiance des principales parties prenantes afin de résoudre le différend dans la région d'Obuasi de la région d'Ashanti au Ghana. L'intervention du groupe montre comment les jeunes, avec les bonnes compétences de médiation et de leadership, peuvent réussir à rassembler les belligérants pour créer un espace de dialogue. Avec plus de 3000 membres à Bamako et dans d'autres régions administratives, les Scouts musulmans du Mali (MSM) se concentrent sur des actions autour de l'éducation, de la sensibilisation du public et du dialogue interconfessionnel pour la paix. En 2018, MSM a organisé une grande conférence interconfessionnelle à l'École de maintien de la paix Alioune Blondin Beye (EMPABB) qui a attiré des jeunes de différentes confessions religieuses. Grâce à l'autofinancement, les Scouts musulmans du Mali continuent de jouer un rôle majeur dans la médiation de la crise Dogon-Fulani.

20 novembre 2016. Extrait de [https://unoy.org/wp-content/uploads/Bibliographie-annotée-Jeunesse et consolidation de la paix-Novembre-2016.docx-2.pdf](https://unoy.org/wp-content/uploads/Bibliographie-annotée-Jeunesse-et-consolidation-de-la-paix-Novembre-2016.docx-2.pdf) (25 Octobre 2019).

¹⁶⁸ Hal A. Lawson, Jeunes, médias sociaux et santé, 2017. Extrait de <https://www.oopen.org/> (25 Août 2019).

Les jeunes commencent également à voir le pouvoir de créer des réseaux et des mouvements plus larges, en particulier lorsque la mobilisation populaire réussie aboutit à un changement majeur de gouvernement après de nombreuses années de censure, de violations des droits civils et humains et, dans certains cas, de régime autoritaire. Des groupes dirigés par des jeunes comme Faire de nos visions et de nos aspirations une réalité (Making Our Visions and Aspirations a Reality (MOVAAR) et le Parlement national de la jeunesse (National YouthParliament) de la Gambie, par exemple, ont participé activement à l'initiative bipartite qui a finalement délogé l'ancien président Yahya Jammeh du pouvoir en décembre 2016 après 22 ans.

Enfin, les jeunes répondent aux défis du chômage qui deviennent des causes récurrentes de conflit. Ils créent des start-ups et un laboratoire d'idées qui les occupent et leur procure un emploi rémunéré dans divers secteurs tels que la téléphonie mobile et les communications, la musique, le cinéma, la mode et les arts. Le Centre d'incubation et de développement des entreprises (CIDE) est une initiative d'incubation et d'accélération d'entreprises dirigée par des jeunes qui aide les jeunes à créer une entreprise sérieuse, saine et solidaire dans les écosystèmes de Guinée Bissau, avec un accent particulier sur l'économie, l'agro-industrie, les TIC, la petite industrie et l'artisanat et le tourisme. Créée en avril 2019, la CIDE incube déjà 50 idées d'entreprises dont les compagnies respectives ont été légalisées gratuitement par le gouvernement de Guinée-Bissau à travers les secrétaires d'État à l'aménagement du territoire et à l'intégration et le secrétariat d'État à la demande de l'incubateur, pour la première fois dans le pays. Le plan ultime est de soutenir jusqu'à 100 idées commerciales innovantes par an et de créer 300 emplois directs pendant la même période. Une contrainte majeure est cependant le fait que l'initiative dépend entièrement de l'entraide financière, matérielle et logistique des membres, ce qui ralentit considérablement les principaux plans de mise en œuvre.

6.2.2 Gestion et règlement des Conflits

L'espace de la société civile en Afrique de l'Ouest se développe, malgré les contraintes occasionnelles imposées par les politiques et les actions du gouvernement. Cette évolution, à son tour, permet aux groupes de jeunes de travailler sur des questions diverses telles que la promotion et la protection des droits des citoyens, le dialogue entre les partis et l'engagement civique. Avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), par exemple, la consolidation de la paix entre les parties par le dialogue est devenue un projet phare du NYP-Gambie ; avec l'objectif général de promouvoir la paix et la sécurité entre les partis politiques par le biais de leurs représentants des jeunes. Le projet couvre actuellement trois régions, notamment Upper River, Lower River et la rive nord, avec deux

objectifs principaux : (i) réduire la violence politique et (ii) promouvoir la tolérance entre les différents partis politiques. Dans le cadre de la préparation des élections présidentielles de 2016, NYP-Gambie a organisé des campagnes de sensibilisation à la démocratie et à la bonne gouvernance entre 2016 et 2017 pour sensibiliser les gens aux valeurs de la démocratie, les encourager à se présenter et à voter et à favoriser l'engagement des jeunes dans processus de décision. Son intervention a ajouté à l'élan qui a par la suite contribué à la forte participation électorale¹⁶⁹.

Les jeunes de la région sont actifs politiquement dans leurs pays, malgré les difficultés que leur impose la nature volatile de la politique. Au Sénégal, le Groupe de Travail Femmes, Jeunes, Paix, Sécurité en Afrique de l'Ouest et du Sahel / Sénégal a contribué à dissiper les tensions politiques entre les partis politiques lors de la préparation des élections générales de février 2019. Avec le soutien de la L'ONU et Le Centre de Genre et de Développement, le groupe de jeunes a déployé 25 jeunes hommes et 25 jeunes femmes comme observateurs dans les 14 régions du pays pendant l'élection. Au Mali, la Fédération des Jeunes pour la Paix Mondiale est intervenue pour régler les violentes crises de leadership et de succession qui ont englouti le Conseil national de la jeunesse (NYC) en novembre 2016, qui ont malheureusement fait plusieurs morts et blessés mortels chez les belligérants. La direction a mené une médiation par navette avec les protagonistes avant de proposer des solutions pacifiques. En janvier 2016, la Fédération avait également formé 50 jeunes à la gestion des conflits, y compris des représentants des principaux partis politiques. Avec le soutien des candidats de l'opposition, la Fédération a réussi à convaincre le gouvernement de reporter les élections pour permettre davantage de consultations bipartites dans une atmosphère politique moins belligérante. La Fédération ne dépend pas d'une subvention directe du gouvernement pour ses programmes et ses activités quotidiennes, mais des contributions mensuelles des membres ainsi que des subventions du Bureau international de migration.

Un autre groupe dirigé par des jeunes, Open Mali, est intervenu à des moments critiques pour remédier aux situations politiques nouvelles dans le pays. En 2012, le groupe a organisé des réunions et des ateliers pour interroger la situation politique et sécuritaire au Mali, et a également négocié une impasse politique majeure entre les jeunes et le gouvernement qui a finalement conduit à un engagement ouvert de ce dernier à organiser des élections générales en 2018. Le gouvernement a ouvertement reconnu le succès des ateliers en offrant une feuille de route pour la transition et une plateforme de dialogue national sur les questions litigieuses relatives à la citoyenneté, la gouvernance, les droits de l'homme ainsi que les impacts des changements climatiques défavorables sur la paix et la sécurité. Bien que de telles interventions politiques directes et visibles de groupes de jeunes tels que la Fédération et

¹⁶⁹ Le financement de cette initiative est venu de l'International Republic Institute (IRI). Consultation régionale, Abuja, 2019.

Open Mali contribuent invariablement à la résolution pacifique des différends et des conflits politiques prolongés, il y a toujours le danger inhérent qu'ils puissent se laisser entraîner dans une partisanerie indue et des accusations de parti pris politique capables de saper la voix et le pouvoir de ces groupes.

Enfin, les jeunes Maliens ont insisté sur le fait que le dialogue plutôt que l'action militaire est le seul moyen de lutter contre l'insurrection dans le centre du Mali. Pour eux, tout projet de gouvernement de tenir un référendum constitutionnel sans un dialogue adéquat et inclusif ne réussirait pas. C'est sur cette base qu'ils ont contrecarré une tentative du gouvernement de soumettre une nouvelle constitution à un référendum en 2017. Selon eux, le processus manquait d'inclusion et de communication. Même s'il a été largement considéré comme « un bon document »¹⁷⁰, la direction d'Open Mali a insisté sur le fait que le projet était uniquement produit par le gouvernement sans les consultations requises et l'adhésion du public. Le gouvernement est finalement revenu sur ses pas en nommant une troïka de personnalités publiques influentes pour organiser un important dialogue politique et une conférence nationale, et a finalement soutenu la création d'un ministère chargé de superviser les questions constitutionnelles.

6.2.3 Opérations de soutien à la Paix

Depuis la fin des années 90, les opérations de soutien à la paix (OSP) ont acquis une visibilité internationale grâce à la fusion du rôle traditionnel de maintien de la paix généralement assumé par le personnel militaire et de police avec la mise en œuvre d'un plus large éventail d'interventions de consolidation de la paix touchant la prévention des conflits, la tenue d'élections pacifiques, le rétablissement de la paix et les actions humanitaires. Il existe plusieurs OSP en Afrique de l'Ouest qui varient en termes d'autorité mandatante, de portée des opérations et de couverture¹⁷¹. La contribution des groupes de jeunes aux OSP dans la région est probablement la moins évidente, en raison notamment de la dimension militarisée et extérieure de ces opérations.

Que ce soit en tant que prestataires de services, cibles ou bénéficiaires de différentes activités qui relèvent de la rubrique OSP, il ne fait aucun doute qu'il existe un décalage entre ce que les jeunes peuvent apporter et ce qu'ils sont réellement invités à apporter. Par exemple, ils

¹⁷⁰ Visite de terrain, 2019

¹⁷¹ Il s'agit notamment du Bureau intégré des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), de la Mission multidimensionnelle de stabilisation au Mali (MINUSMA), du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique occidentale et le Sahel (UNOWAS) mandaté par les Nations Unies. Sous l'UA se trouve MISHAEL au Mali et au Sahel - alors que la CEDEAO en maintient deux, en Gambie et en Guinée Bissau. Enfin, il y a deux forces opérationnelles multinationales : les forces interarmées du G5 Sahel et la Multinational Joint Task couvrant les zones touchées par le Boko Haram autour du lac Tchad.

pourraient soutenir les contributions civiles essentielles au cours des OSP, en particulier celles qui sont canalisées à travers les institutions de la société civile qui nécessitent la supervision des citoyens. Ils sont également capables de contribuer de manière pratique et significative à l'amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité dans les pays accueillant de telles opérations. La capacité des groupes de jeunes à apporter des contributions positives dépendra toutefois de leurs compétences et de leur capacité à mener des recherches de base, une analyse des risques, une documentation et un plaidoyer sur des questions clés. Au cours des principaux pourparlers de paix et aux premiers stades des OSP, les groupes de jeunes sont en mesure de faciliter le dialogue entre et entre les parties au conflit, même s'ils le font de manière informelle et en marge. Ils sont également en mesure de faire pression sur les partisans de la ligne dure pour assouplir ou changer de position, et servent d'interlocuteurs d'arrière-canal lorsque les pourparlers de paix semblent au point mort ou que les parties au conflit ne veulent pas céder du terrain¹⁷².

Il n'est pas toujours vrai que les groupes de jeunes seraient en mesure de jouer efficacement tous ces rôles et d'obtenir tous les résultats souhaitables. Même avec la meilleure intention, ils heurtent parfois un mur de briques en essayant de devenir des participants actifs aux OSP, comme l'ont montré les expériences passées et actuelles en Afrique de l'Ouest et ailleurs en Afrique. Cela explique, en partie, pourquoi les groupes de jeunes se sont principalement tournés vers les activités de plaidoyer plutôt que de s'impliquer dans des aspects plus complexes des OSP. En 2016, Search for Common Ground, Nigeria, conjointement avec l'Initiative régionale du Nord-Est et l'USAID, a organisé un Sommet régional des jeunes sur la lutte contre l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel¹⁷³. Plus de 7 000 jeunes de cinq pays (dont le Nigeria, le Niger et le Mali) ont été formés et encadrés en tant que défenseurs de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies, une résolution décisive qui exhorte les États parties à impliquer les jeunes dans les processus de consolidation de la paix, sur la base de cinq piliers : participation, protection, prévention, les partenariats et le désengagement et la réintégration. L'un des résultats de cet événement régional a été la décision des jeunes de créer un groupe de travail sur « les jeunes, la paix et la sécurité au Nigeria ». Cette étape audacieuse montre clairement qu'avec la bonne opportunité et l'exposition, les jeunes sont capables de s'engager activement et contribuer aux processus politiques, et peut-être même s'approprier le processus et donner leur empreinte à son succès.

Il ne fait aucun doute que la nature et l'impact des OSP ont considérablement changé ces derniers temps, en particulier dans le contexte de nouvelles menaces vicieuses imposées par

¹⁷²Limo, Irene, «Mediation in Africa: Is there Space for the Youth?», Accord Tendances des conflits, 2017/2. Extrait de <https://www.accord.org.za/conflict-trends/mediation-in-africa/> (18 Octobre 2019).

¹⁷³ Visite de terrain, Abuja, 2019

les activités d'insurrection transnationales et d'organisations terroristes liées à Al-Qaïda et à l'État islamique. En Afrique de l'Ouest, les opérations de ces groupes armés non étatiques sont regroupées autour du Mali et de ses voisins du Sahel, d'une part, et dans le nord-est du Nigéria et le bassin du lac Tchad où opère Boko Haram. Bien qu'il ne puisse pas être strictement qualifié de groupe de jeunes comme d'autres décrits dans cette étude, les membres du Civilian Joint Task Force (CJTF) sont principalement composés de jeunes qui ont reconnu l'impérieux impératif de se protéger et de protéger leurs communautés de Boko Haram tout en jouant un rôle très crucial dans la prévention et la lutte contre les extrémismes violents dans le nord-est du Nigéria. En complément des efforts de la Force Multinationale mixte (FMM) pour lutter contre l'insurrection et protéger les vies et les biens, la CJTF a aidé à récupérer des villes et des villages de Boko Haram, à sauver des femmes et des enfants et à repêcher des membres du groupe blindé par certaines personnes locales¹⁷⁴. Leurs interventions ont grandement contribué à lutter contre les opérations terroristes et ont également facilité l'arrestation et la poursuite de nombreux membres de Boko Haram.

6.2.4 Réforme du secteur de la sécurité/désarmement, démobilisation et réintégration

Dans différentes parties de l'Afrique de l'Ouest, les problèmes les plus courants qui ont un impact négatif sur les initiatives de RSS et de DDR sont la capacité limitée des institutions de sécurité, la participation locale limitée et l'appropriation des efforts de réforme, l'allocation limitée des fonds et des ressources, et la mauvaise coordination des donateurs externes / partenaires en termes d'objectifs et de prestation de services¹⁷⁵. Il est de plus en plus reconnu, étayé par des preuves empiriques, que l'inclusion des groupes de la société civile dans la RSS et le DDR est capable de changer positivement l'impression et l'orientation générales de tels processus comme l'expérience de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest l'a démontré.

Au centre de la RSS se trouve la relation entre les organismes chargés de l'application des lois et les communautés, en particulier avec les jeunes, dans la promotion de relations cordiales et pacifiques. La Plateforme nationale des jeunes pour la paix, le développement et le bien-être social a été fondée en juin 2013 en tant qu'association de jeunesse à but non lucratif en Guinée-Bissau. L'objectif principal des groupes est le développement social et économique des jeunes, avec un accent particulier sur Nhacra, une préfecture connue pour les vols à main armée et les meurtres. Selon les dirigeants du groupe, les principaux facteurs responsables des menaces sont la délinquance juvénile, une exposition excessive à l'alcool et aux drogues,

¹⁷⁴ David Joseph Dan-Azumi et Ademola Azeez (2018), 'L'intervention du Groupe de travail conjoint civil (CJTF) dans la guerre contre Boko Haram au nord-est du Nigeria - Une approche théorique' Journal de recherche en sciences humaines et sociales, 6, 5: 40-48. Extrait de <http://www.questjournals.org/jrhss/papers/vol6-issue5/I06054048.pdf> (15 Novembre 2019).

¹⁷⁵ Sendra, Mark, Réforme du secteur de la sécurité dans les pays touchés par un conflit : l'évolution d'un modèle. Londres. Taylor et Francis, 2010.

une éducation et une alphabétisation médiocres et des combats ethniques incessants sur les terres. Le groupe organise des événements sportifs et sociaux pour rapprocher les jeunes et les sensibiliser à la coexistence pacifique, et forge également des relations police-communauté plus saines, nécessaires à la collecte et au partage de renseignements pour prévenir les menaces à la paix et à la sécurité.

En ce qui concerne le DDR, le principal avocat et coordinateur du World Youth Centre (WYC) a estimé que le principal défi concernait la collecte d'armes et d'armes à feu d'anciens combattants comme la région riche en pétrole mais volatile du delta du Niger au Nigeria¹⁷⁶. Selon les termes du programme d'amnistie présidentielle annoncé par le gouvernement nigérian sous le président Umaru Musa Yar'Adua, environ 30 000 jeunes militants ont bénéficié d'une amnistie inconditionnelle à la suite de leur décision de renoncer à l'insurrection armée et d'entreprendre un programme de réhabilitation. Pour maintenir cet élan, les JMJ a joué un rôle majeur dans la mise en œuvre de programmes d'autonomisation économique et de participation civique qui ont exposé de nombreux militants aux compétences professionnelles et au commerce artisanal qui ont contribué de manière significative au rétablissement de la paix et de la stabilité dans la région en difficulté¹⁷⁷. Cet exemple montre le rôle des jeunes dans la conception et la mise en œuvre de programmes pour s'attaquer aux causes profondes de la violence, qui, dans ce cas, incluent des sentiments de frustration et de colère non traités face aux effets négatifs de la production pétrolière et de la distribution injuste des ressources.

Une autre initiative de DDR menée par des jeunes dans la région est liée aux efforts en cours pour transformer les conditions de vie des détenus dans les prisons de Kumasi dans la région d'Ashanti, où environ 70% des détenus ont moins de 35 ans. Travaillant sous les auspices de la Fondation John Kufuor, une organisation axée sur les jeunes au Ghana met en œuvre ce qu'elle a décrit comme l'initiative "Cell Not Hell" qui vise à fournir du matériel éducatif pour faciliter le processus d'enseignement et d'apprentissage, et à rénover et à stocker des bibliothèques pénitentiaires¹⁷⁸. L'intervention a non seulement amélioré la qualité et la prestation des services éducatifs, mais a également considérablement amélioré les résultats scolaires des détenus dans les principaux examens externes tel que le certificat de fin des études secondaires. Les données montrent également que les détenus qui ont bénéficié du programme sont mieux placés pour réintégrer la vie normale après avoir purgé leurs peines.

¹⁷⁶ Ukeje, Charles, « Réponses des États à la rechute de la violence des insurgés dans la région du delta du Nigeria », APN Briefing Note No 8, décembre 2016.

¹⁷⁷ Ako, Rhuks et Ohio Omiunu, « Amnesty dans le delta du Niger : mouvement vertical vers l'autodétermination ou un changement de politique latéral ? », Dans *Journal of Sustainable Development Law and Policy*, 8 (1), 2013 : 43-70.

¹⁷⁸ Consultation régionale, 2019

6.2.5 Reconstruction et développement post-conflit (RDPC)

Les guerres civiles et les conflits armés prolongés tendent généralement à inverser les gains qui ont été réalisés auparavant, y compris ceux liés à l'intégration des jeunes dans la vie sociale, civique, économique et politique active. Dans les contextes post-conflit, les jeunes constituent souvent la majorité de la population entassée dans le secteur informel où ils sont pour la plupart opaques et anonymes pour les décideurs. Après une longue période de conflit, il y a une génération de jeunes Africains pour qui le développement ne signifie pas grand-chose sans accès à la nourriture, au logement, à l'éducation et aux opportunités socioéconomiques subventionnées. Dans les contextes post-conflit où la RSS et le DDR sont des composantes essentielles de la RDPC, la contribution des jeunes assombrie ou n'est pas valorisée par la perception des rôles qu'ils avaient joués pendant les conflits. En d'autres termes, les rôles en temps de guerre joués par une poignée de jeunes font qu'il est difficile pour les communautés affectées par leurs actions de pardonner, ou pour le personnel chargé de l'application des lois de les voir comme des partenaires clés dans la tâche de reconstruction après le conflit. Invariablement, les pays qui ont mené des guerres civiles ou des violences politiques approfondies sont confrontés au défi de réduire la capacité de fournir des biens publics, y compris la protection des groupes sociaux vulnérables.

Compte tenu de ses vastes ramifications et implications, il est essentiel que la planification et la mise en œuvre de la RDPC commencent par l'obtention de l'adhésion des principales parties prenantes, y compris les jeunes. Les preuves ont montré que certaines des initiatives de RDPC les plus innovantes sont celles qui tirent leurs priorités clés d'interactions adéquates avec la communauté cible d'une manière organique et ascendante plutôt que conçue, imposée et mise en œuvre de l'extérieur. Quelle que soit la situation dans laquelle ils se trouvent, les groupes de jeunes dans les sociétés sortant d'un conflit reconnaissent la nécessité de s'impliquer activement. Au Mali, par exemple, l'Organisation pour la paix mondiale (Afrique) a été créée en réponse à l'insécurité alimentaire et à d'autres problèmes humanitaires auxquels sont confrontées les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. L'organisation traite aussi des questions générales de prévention des conflits, de consolidation de la paix et d'activités humanitaires. En outre, Le projet « Droit d'apprendre » s'adresse aux jeunes issus de trois camps de personnes déplacées dans l'État de Borno, au Nigéria, en leur fournissant des matériels d'apprentissage abordables, en promouvant l'apprentissage et l'alphabetisation, en les sensibilisant aux droits et devoirs des personnes déplacées et en les initiant à l'éducation de base et aux compétences entrepreneuriales. Avec le soutien de l'Agence de développement communautaire et social de l'État de Borno (BOSCSA) et de la Fondation Dangote, Le projet dispense des programmes de formation aux personnes déplacées trois fois par semaine pendant huit mois, tandis que le volet

sensibilisation de la formation est axé sur la coexistence pacifique avec la communauté d'accueil¹⁷⁹.

Depuis sa création en 2008, Messengers pour la paix (MOP) Liberia a fourni à plus de 1000 jeunes l'opportunité de se porter volontaires pour la paix. Dans la perspective des élections générales de 2017 au Libéria, la crainte d'une menace à la paix et à la sécurité à pousser de nombreux groupes de la société civile à essayer de faire pression sur les groupes de jeunes, et vice versa, pour contribuer au rétablissement et au redressement. Messengers for Peace, un groupe de la société civile dirigé par des jeunes, a joué un rôle de premier plan dans les campagnes qui ont attiré l'attention sur la propagande électorale sans violence, le rôle des jeunes dans la médiation et le dialogue, le leadership des jeunes, l'observation électorale, etc. Ceci a été le résultat de l'appui du PNUD et du Fonds de consolidation de la paix de l'ONU en vue des élections de 2017/2018. Messengers of Peace-Liberia Inc (MOP) est également une organisation non gouvernementale à but non lucratif dirigée par des jeunes et activement engagée dans les questions de consolidation de la paix. Depuis sa création en 2008, cette ONG n'a cessé d'offrir à plus de 1000 jeunes la possibilité de faire du volontariat au service de la paix. En 2019, MOP-Libéria a lancé le «Camp d'initiation à la technologie au service de la paix» pour améliorer les connaissances informatiques dans les zones rurales du Libéria ; encourager les jeunes à exploiter le potentiel vaste et positif de l'Internet ; créer des réseaux, construire des marques, des possibilités d'accès et diffuser des messages de paix ; stimuler l'intérêt des jeunes pour les activités de consolidation de la paix sur Internet et veiller à la participation de la jeunesse au développement communautaire et au rétablissement de la paix. Le programme de formation gratuit de trois mois de cette organisation a jusqu'à présent permis à plus de 50 jeunes du comté de LowerMargibi, qui est essentiellement rural, d'acquérir des connaissances informatiques. En 2018, MOP-Libéria a reçu le Prix national de la paix décerné par S.E. le Président George MannehWeah pour commémorer les 15 ans de l'Accord de paix d'Accra qui a mis fin à la guerre civile au Libéria.

Le G5 Sahel Youth (G5SY), est basé à Bamako, au Mali, mais travaille dans les cinq pays du G5 Sahel: à savoir le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger. Pour G5SY, en raison de l'insurrection persistante dans la région, la question des jeunes est à l'intersection de la myriade de problèmes auxquels est confrontée la région du Sahel compte tenu du fait qu'environ 60% de la population de chacun des pays sont des jeunes. Ces pays sont également confrontés à des défis similaires liés à la faible capacité de leurs gouvernements à faire face aux crises de longue date dans le secteur de l'éducation et à apprivoiser la montée du chômage ; à la fois avec de graves conséquences socio-économiques et politiques. L'une des premières mesures clés prises par le G5SY a été d'élaborer une stratégie intégrée pour la

¹⁷⁹ Consultation régionale, 2019

jeunesse, qui a ensuite été validée à Ouagadougou, au Burkina Faso, en mai 2019. Un point fort de la stratégie a été la proposition des États membres de la région de mettre de côté 3% de leur budget national aux ministères de la jeunesse tandis que 1% de cette allocation devraient être directement affectés à la mise en œuvre de la stratégie.

Au moment du travail sur le terrain à Bamako, le groupe était déjà en train de finaliser un autre document stratégique sur le thème « lutte contre l'extrémisme et la radicalisation de la jeunesse » qui sert à préciser le rôle de l'UA, MISHAEL et le G5S dans le renforcement du potentiel de la jeunesse¹⁸⁰. Le document de stratégie a passé en revue les politiques nationales de jeunesse des pays du G-5 Sahel en vue de déterminer ce qui devrait être maintenu ou supprimé, d'identifier les priorités clés et de définir le rôle du gouvernement. Le document de stratégie appelle les jeunes à être conscients de leur rôle dans l'établissement et la consolidation de la paix et insiste sur le fait que le développement et l'amélioration des conditions de vie pourront être réalisés à travers un investissement soutenu dans la paix et la sécurité. Enfin, le groupe reconnaît qu'il existe des variations dans les perceptions des jeunes quant à leur rôle dans la société au sein de leur pays et dans la région du Sahel. Selon le président du G5SY, « Les jeunes de Bamako ont dépassé le seuil minimum de subsistance contrairement aux jeunes du nord qui se battent pour tout - y compris l'accès à l'eau de puits »¹⁸¹.

À partir des contributions précédentes du G5SY, il importe de traduire les deux plans en politiques concrètes et réalisables, et obtenir l'adhésion des gouvernements et des partenaires extérieurs pour mettre en œuvre ses recommandations clés. La stratégie proposée à cet égard consiste à identifier des champions pour chacun des piliers : gouvernance et démocratie, réforme du secteur de la sécurité, changement climatique et lutte contre l'extrémisme violent. Cela comprend ce qu'ils décrivent comme la « capacité douteuse » des gouvernements des cinq pays à jouer le rôle de « premiers intervenants ». Deuxièmement, ils reconnaissent la limitation actuelle à laquelle le G5 Sahel est confronté en tant qu'institution d'États plutôt que celle du peuple, et comment la primauté de la politique et des considérations politiques pourrait entraver la réalisation des quatre piliers de la stratégie du G5SY. Troisièmement, la question est de savoir comment financer les principales priorités de la stratégie. Bien que chacun des cinq États membres du G5 Sahel se soit engagé à donner obligatoirement 400 millions de francs CFA par an au Secrétariat de Nouakchott, en Mauritanie, c'est entièrement pour les salaires et l'entretien du personnel plutôt que pour les programmes et projets qui contribueront à atténuer le sort de leurs citoyens et promouvoir des actions préventives contre la radicalisation des jeunes et l'extrémisme violent.

¹⁸⁰ Visite de terrain, 2019

¹⁸¹ Visite de terrain, 2019

6.2.6 Questions transversales

6.2.6.1 Éducation et citoyenneté

« La fondation de tout État repose sur l'éducation de sa jeunesse »¹⁸² était un message apposé sur une bannière lors de la campagne « fees must fall » en Afrique du Sud en 2015. Ce message résume bien l'impératif pour le gouvernement d'investir de manière substantielle et continue dans le secteur de l'éducation. Paradoxalement, elle souligne également le lien direct entre de nombreuses années de financement insuffisant et l'attention portée au secteur de l'éducation face à la crise croissante des jeunes dans plusieurs pays d'Afrique. Il est instructif, par exemple, qu'aucun des pays de la région ne dépense autant pour le secteur éducatif que pour le maintien de ses services de sécurité. Il ne faut pas beaucoup de réflexion pour voir que le système éducatif public est au bord de l'effondrement total dans la plupart des pays africains. Les discussions avec les jeunes à travers le continent ont révélé la dure réalité à laquelle ils sont confrontés en relation avec les multiples crises dans le secteur de l'éducation. Ils estiment que la détérioration relative de l'enseignement public aux niveaux primaire, secondaire et supérieur contribue à l'implication croissante des jeunes dans l'effondrement de l'ordre public.

Dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest où se sont déroulées les visites sur le terrain — Guinée Bissau, Mali et Nigéria — les répondants ont fait le lien entre l'absence de paix et la qualité limitée ou médiocre des opportunités éducatives. Selon un jeune de Bamako, « quand il n'y a pas de bonne éducation, il y a un problème, les gens s'engagent dans la violence et les activités criminelles... tout est lié à l'éducation et à son absence¹⁸³ ». Un autre répondant à Bissau a saisi le lien entre l'effondrement des systèmes éducatifs et les normes sociales en matière de paix et de sécurité. Selon elle : lorsque vous n'avez pas de bonnes opportunités éducatives, vous ne respectez pas les normes de la société. Il sera donc difficile d'être en paix avec soi-même et avec les autres.

Il faudrait désormais beaucoup plus que de l'argent, mais aussi la bonne volonté politique et la bonne détermination pour inverser la pourriture du secteur de l'éducation dans la plupart des pays de la région. Il y a plusieurs grands enjeux que les jeunes identifient comme étant des freins à leur capacité de participer de façon significative à la société. Pour eux, les crises dans le secteur de l'éducation ne sont pas seulement liées à un financement insuffisant, mais aussi à l'inadéquation entre les programmes en vigueur depuis longtemps et les nouvelles exigences du marché du travail au XXI^e siècle. La plupart des pays d'Afrique de l'Ouest sont

¹⁸² Voir Edward Webster, "Why every generation of students must find, fulfil or trarary its mission ", The Conversation, 5 avril 2017.

¹⁸³ Visite de terrain, 2019

confrontés à de sérieux défis en raison de l'effondrement des infrastructures et des conditions d'enseignement et d'apprentissage, mais aussi de la fermeture incessante des écoles due aux grèves des syndicats d'enseignants en raison des niveaux de salaires bas. Dans un de ces cas, la fermeture a duré 10 mois. Après une protestation majeure des étudiants et l'occupation du ministère de l'Éducation pendant plusieurs jours, le gouvernement a accédé à certaines des exigences des enseignants en grève.

Face au double péril de la mauvaise éducation et de la réduction de l'accès aux emplois rémunérés auxquels ils sont confrontés, il pourrait être écrasant pour la plupart des groupes de jeunes de déployer des efforts audacieux et énergiques pour résoudre ou améliorer les défis qui leur sont lancés. Leur intervention ne peut, au mieux, que constituer une simple égratignure à la surface de ce qui est devenu un problème systémique beaucoup plus profond et multiforme. En collaboration avec un consortium de groupes de jeunes pairs à Bamako, par exemple, Actions Jeunes et Femmes pour le Développement Durable (AJFDD) a lancé un projet en 2017 qui se concentre largement sur ce qui est décrit comme « formation du caractère et sensibilisation » des jeunes aux effets négatifs des drogues et de la violence dans les écoles. L'initiative a reçu l'appui politique et technique du ministère de l'Éducation et du bureau du maire. Au cours de la phase initiale du projet, plus d'un millier de jeunes vivants dans les communes de Bamako et de Koulikoro ont reçu la formation. Des efforts sont en cours pour étendre le projet à d'autres parties du pays, en particulier à Kayes, Ségou, Sikasso et Moptisous réserve de la disponibilité de fonds et de la bonne volonté des gouvernements provisoires dans ces endroits.

Le projet TChintchor, une organisation dirigée par des jeunes, créée en 2013, aide les jeunes à trouver des solutions éducatives, à améliorer la citoyenneté et l'innovation et les opportunités sociales. Dans le cadre de cette initiative, plus de 150 étudiants de Guinée-Bissau suivent une formation avancée dans différents domaines au Portugal. Selon le chef de projet, « beaucoup de gens veulent sortir en raison de la mauvaise qualité de l'éducation ; avec des destinations telles que le Brésil, le Sénégal, le Maroc et le Portugal. Nous nous concentrons sur le Portugal en raison de la reconnaissance des diplômes, de la qualité et de l'exposition, de la qualité pour mieux apprendre le portugais¹⁸⁴. » La préoccupation exprimée par d'autres jeunes est non seulement que ce type d'intervention est trop minuscule, mais aussi qu'il finit par fournir à un petit cercle de jeunes privilégiés un moyen d'échapper aux défis sociaux existentiels qui leur laissent peu d'options pour une vie meilleure.

En dernière analyse, les jeunes reconnaissent que seule la proclamation d'un état d'urgence dans le secteur de l'éducation (et des investissements massifs et substantiels dans la refonte de sa gloire perdue) pourrait endiguer la tendance au déclin. Tel qu'un jeune répondant à

¹⁸⁴ Visite de terrain, 2019

Bissau, le présente dans une perspective sobre, c'est dans les secteurs de l'éducation et de l'emploi que « la pure hypocrisie selon laquelle les jeunes Africains sont l'avenir du continent est un véritable soulagement¹⁸⁵ ».

6.2.6.2 L'abus de drogues

Le danger de l'usage de drogues illicites ainsi que la prise en charge et la réadaptation des victimes est aujourd'hui une préoccupation publique majeure en Afrique de l'Ouest et en Mauritanie. Il est maintenant largement reconnu qu'il existe un lien entre l'abus de drogues, les vices sociaux, la violence (par les gangs et les groupes sectaires) et l'insécurité. Un rapport récent de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'UNODC, a révélé que l'abus de drogues constitue une menace non seulement à la santé publique, mais aussi à la gouvernance, le développement, la paix et la sécurité dans la région. Couvrant la période 2014-2017, le premier rapport du Réseau épidémiologique ouest-africain sur l'usage de drogues a mis en commun des données utiles sur les vulnérabilités auxquelles sont confrontés un nombre croissant de citoyens de la région, en particulier les jeunes, qui deviennent dépendants d'un large éventail de drogues comme l'oxycodone, la codéine, la morphine et l'hydrocodone, toutes disponibles légalement sur ordonnance, mais aussi l'héroïne, la cocaïne, le cannabis, les opiacés et l'amphétamine qui sont des substances interdites¹⁸⁶.

L'urgence avec laquelle il convient de répondre à la menace croissante de l'abus de drogues dures et de substances parmi les jeunes a conduit à la prolifération de plusieurs groupes dirigés par des jeunes qui cherchent à enrayer la menace. Au Nigeria, le « Sanctuary of Hope Charity Foundation (SHC-F) » créé en 2017, concentre ses efforts la sensibilisation contre l'abus des drogues ainsi que sur la réadaptation et l'intégration de ceux qui ont renoncé à l'usage illicite de drogues. Jusqu'à présent, la Fondation a couvert 20 États du Nigeria, apportant de l'aide aux personnes défavorisées et a facilité la réinsertion de 49 victimes de toxicomanie. En octobre 2019, le SHC-F a organisé une formation de sensibilisation à la lutte contre la toxicomanie qui a vu la participation de 4 000 élèves dans trois écoles secondaires publiques situées à Abuja, au Nigeria, et à Takushara, une communauté isolée de l'État voisin de Nassarawa. Ce dernier événement a conduit à la découverte d'un autre groupe de 78 élèves victimes dans les trois écoles et huit dans l'État de Nassarawa¹⁸⁷.

L'Open Leadership Foundation, créée en 2018, a révélé que les jeunes qui s'adonnent à la consommation de drogues et à d'autres vices sociaux sont âgés de 15 et 28 ans et fréquentent assez souvent les boîtes de nuit. Travaillant avec d'autres groupes dirigés par des jeunes, tels

¹⁸⁵ Visite de terrain, 2019

¹⁸⁶ Voir UNDOC, Réseau d'épidémiologie ouest-africain sur l'usage des drogues : statistiques et tendances sur l'usage et l'offre de drogues illicites 2014-2017. Extrait de <https://www.undoc.org/document/westandcentral> (20 octobre 2019).

¹⁸⁷ UNDOC, Réseau d'épidémiologie ouest-africain sur l'usage des drogues : statistiques et tendances sur l'usage et l'offre de drogues illicites 2014-2017. Extrait de <https://www.undoc.org/document/westandcentral> (20 octobre 2019).

que: Abus de drogues, ne pas utiliser, ne pas encourager (DA DUDE Kaduna), RÉSEAU YALI KADUNA, AREWA KADUNA SANS DROGUE, Initiative Jeunesse pour la paix et la sécurité, Jeunesse avec un but (YWAP), Fondation pour le leadership ouvert a été très active dans la lutte contre la toxicomanie par le biais de plaidoyers et de sensibilisation du public, notamment en faisant pression sur les agences gouvernementales pour qu'elles prennent des mesures sérieuses pour engager les jeunes dans des activités professionnelles et entrepreneuriales qui les éloigneront à long terme de la rue.

6.2.6.3 Violence basée sur le genre (VBG)

Diverses formes de violence sexospécifique (VBG) se sont multipliées, à tel point que la violence basée sur le genre est désormais reconnue comme « l'une des menaces les plus graves pour la santé et la sécurité des femmes et des filles dans le monde »¹⁸⁸. Il existe plusieurs formes de VBG — violences conjugales, enlèvement de jeunes écolières par des groupes armés non étatiques sous la forme de « trophées de guerre », les agressions sexuelles et le viol au cours de conflits violents prolongés et de guerres civiles où enseignants et élèves, médecins et agents sanitaires deviennent des cibles¹⁸⁹.

En Afrique de l'Ouest, la plupart des groupes de jeunes qui se concentrent sur la VBG sont dirigés par des femmes. En Guinée-Bissau, l'Associação Cabo Verdeana de Luta Contra Violência Baseada no Género a été créée en réponse à la vague croissante de violences et de sévices conjugaux, y compris ceux impliquant des personnes non mariées, en l'absence de protection juridique et de suivi thérapeutique¹⁹⁰. Au Nigéria, BeatDrumsNotWomen a été créé en juillet 2018 à Rivers State, au cœur du Niger Delta, riche en pétrole, par une équipe de 30 membres, pour sensibiliser les jeunes à l'importance des femmes dans la société et pour lutter contre la violence sexiste¹⁹¹. Cette ONG a été créée en réponse au nombre croissant de cas d'agressions, d'abus, de dépression et de stigmatisation des femmes dans la société. Le groupe s'adresse aux victimes de violence liée au sexe dans toutes les communautés et dans les établissements d'enseignement supérieur. Il reconnaît également le rôle important des femmes dans la consolidation de la paix et la nécessité de faciliter la participation d'un plus grand nombre de femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Un autre groupe, G-Insight, également créé en 2018 par une étudiante de premier cycle de l'Université de Kogi State, dans le centre-nord du Nigéria, compte plus de 50 volontaires qui

¹⁸⁸ Voir, UNFPA, Nigeria : GenderBased Violence Sub-sector Quarterly Bulletin, janvier-mars 2018, numéro 08, 15 mai 2018.

¹⁸⁹ Selon l'UNICEF, depuis le début de l'insurrection de Boko Haram, plus de 2 295 enseignants ont été tués, 19 000 ont été déplacés et près de 1 400 écoles détruites. Voir Marie-Pierre Poirier, " Statement on Attack against Bursari Government Girls Secondary School in Northern Nigeria ", Directrice régionale de l'UNICEF pour l'Afrique occidentale et centrale, www.unicef.org/wca/press-release, 23 février 2018.

¹⁹⁰ Visite sur le terrain, 2019

¹⁹¹ Visite sur le terrain, 2019

travaillent sur des thèmes tels que le harcèlement sexuel et les agressions sexuelles, la dépression et le suicide, l'éducation et la sensibilisation, les campagnes contre le cultisme et la sensibilisation des jeunes sur les effets de la toxicomanie. Au Togo, Action Chrétienne Pour le Développement intégral de L'Enfance et de la Jeune Fille (ACDIEF), œuvre à la réalisation de l'ODD 5 (réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et filles dans le développement). Le groupe promeut l'entrepreneuriat féminin, et a permis à 480 filles de devenir financièrement indépendantes. Malgré les préoccupations d'intérêt public que suscite la VBG, aucun des trois groupes ne reçoit l'appui du gouvernement. En effet, le premier groupe en Guinée-Bissau a signalé que le principal défi auquel il était confronté était la disposition négative des institutions gouvernementales travaillant sur des questions similaires qui les considéraient généralement comme des concurrents ou des adversaires plutôt que comme des partenaires dans la lutte contre une menace sociale urgente.

6.2.6.4 Les violations des droits de l'homme en tant que menace à la paix et à la sécurité

De nombreux progrès ont été enregistrés au cours des deux dernières décennies dans le secteur de la politique et de la gouvernance en Afrique de l'Ouest, même si ces progrès n'ont pas apporté suffisamment d'opportunités et d'avantages socioéconomiques à un grand nombre de citoyens. La plupart des pays d'Afrique de l'Ouest se sont contentés d'organiser des élections régulières, et dans les rares cas où une impasse politique se produit, une pression régionale collective est rapidement exercée pour résoudre l'impasse. Cette réalité ne doit cependant donner l'impression que les violations des droits de l'homme ont cessé. La région continue d'être témoin de violations incessantes qui ont attiré l'attention de groupes de jeunes qui sont parfois eux-mêmes victimes de violations commises par des agents de sécurité de l'État.

Qu'ils soient uniquement créés à cette fin ou en tant que ramification d'une communauté plus large d'OSC dans le domaine de la gouvernance et de la démocratisation, le nombre de groupes dirigés par des jeunes impliqués dans le plaidoyer et l'action contre les violations des droits de l'homme a augmenté dans de nombreuses régions de l'Afrique de l'Ouest. En termes d'éventail d'activités et de preuves d'innovations, l'un des groupes de jeunes les plus performants du secteur des droits de l'homme est le Centre de Documentation et de Formation sur les Droits de l'Homme au Togo. Grâce au soutien financier du PNUD et d'OSIWA, le Centre a mis en œuvre plusieurs programmes de formation pour améliorer la surveillance et la documentation des cas de violations commises par les institutions de sécurité, améliorer les connaissances sur les droits humains des femmes et des jeunes et lancer un plaidoyer en faveur de l'action contre les violations des droits humains. Le Centre a également participé à la conception du cadre de suivi mis en place par le gouvernement ; formé de jeunes défenseurs des droits humains à la manière de devenir civil et professionnel ; et a publié un manuel pour sensibiliser le public sur la loi régissant la liberté de manifestation

pacifique au Togo. En 2018, le Centre a formé 150 acteurs des droits de l'homme, dont 18 analystes et 118 observateurs, pour identifier, documenter, signaler et poursuivre les cas de violations des droits de l'homme dans les six régions du pays : Savannes, Kara, Sakode, Plateaux, Maritimes et Lomé, respectivement¹⁹².

Le Centre a également joué un rôle majeur dans la gestion et la lutte contre les violences incessantes entre les jeunes manifestants et les forces de l'ordre, en particulier dans un contexte de rivalités politiques qui ont entraîné la mort et la destruction massive de biens. Il organise fréquemment des réunions de confiance qui rassemblent les principaux protagonistes sous le même toit pour discuter et trouver des moyens d'éviter ou d'atténuer les tensions à travers le pays. Enfin, l'ACDIEF s'est engagée à intégrer l'éducation dans le domaine des droits de l'homme dans les écoles. À ce jour, plus de 300 jeunes élèves de trois écoles se sont familiarisés avec les sections pertinentes de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH). Ces interventions ont permis de sensibiliser davantage les citoyens à la façon dont ils devraient se comporter pendant les manifestations. Le Centre a réussi à convaincre le gouvernement de ne pas confier à l'armée les fonctions de police pendant les manifestations publiques.

6.2.6.5 Communautés locales, vulnérabilités et protection sociale

Les groupes de jeunes n'émergent pas ou n'opèrent pas dans le vide ; ils sont plutôt le produit de leur environnement immédiat. Pour cette raison, ils continuent d'exister aussi longtemps que leurs besoins spécifiques subsistent. De nombreux groupes de jeunes traitant des questions de paix et de sécurité s'efforcent d'atténuer les vulnérabilités que rencontrent les groupes sociaux, et d'identifier les mesures de protection sociale qui pourraient permettre d'éliminer ces obstacles. À titre d'exemple, le « Kufour Scholars Program, KSP » qui a été créé à l'initiative de la Fondation John Agyekum Kufour a vu le jour en réponse à la surpopulation des prisons ghanéennes¹⁹³, où plus de 70 % des détenus sont âgés de moins de 35 ans. Ce projet a été inspiré par un rapport de l'Administration pénitentiaire du Ghana selon lequel le taux de récidive des détenus a plus que doublé, passant de 9,2 % en 1992 à 23 % en 2013. En plus des activités de plaidoyer en faveur de réformes pénitentiaires, le KSP œuvre à apporter une contribution significative à la paix et à la sécurité. En mars 2018, le KSP a rénové une bibliothèque de prison et fait don de matériel pédagogique pour faciliter l'enseignement et l'apprentissage.

Un autre groupe, le Centre EBAN d'études sur la traite des êtres humains, a réagi à l'incidence croissante de la traite nationale et internationale en utilisant les médias pour créer un centre

¹⁹² Consultation régionale, 2019

¹⁹³ Consultation régionale, 2019. Voir aussi, Kufuor Scholars Launch « Cell Not Hell Project » dans les prisons centrales de Kumasi, 28 avril 2018. Extrait de <https://www.kufuorfoundation.org> (20 août 2019).

d'appel d'urgence pour signaler les cas. Le Centre cible également les groupes vulnérables, en particulier les porteurs connus localement sous le nom de « Kayayei », et a joué un rôle important dans l'élaboration du rapport présenté par le ministre du genre, des enfants et de la Protection sociale au Parlement en 2014. Le rapport montre clairement que plus de 6,36 millions d'enfants âgés de 15 ans ne sont pas scolarisés et participent à des activités économiques.

Labo de Responsabilité Mali fait partie de la franchise internationale AccountabilityLab qui répond aux crises multidimensionnelles politiques, institutionnelles, sécuritaires, humanitaires et socioculturelles. Au Mali, AccountabilityLab a établi un service d'assistance aux citoyens pour recueillir des informations dans tout le pays, y compris dans les zones reculées, inaccessibles et dangereuses. Le projet a contribué à la paix à travers l'établissement d'un mécanisme qui vise à assurer un engagement meilleur et plus pacifique entre les communautés locales et les autorités gouvernementales locales. En raison du succès de ces activités, Labo de Responsabilité — Mali continue de recevoir l'appui de l'organe de direction basé à Washington DC, ainsi que de « Action antimines des Nations Unies » (L'UNMAS) et de la Cour internationale de Justice (CIJ).

Au Niger, STRATCORE Plus met en œuvre une intervention majeure dans 15 villages pour renforcer la stabilité sociale et la coexistence pacifique entre les communautés de Tillabéri. Cette région est l'une des huit régions du Niger créées lorsque la région de Niamey, la capitale, a été divisée en deux, en 1992. L'intervention expose les participants à des méthodes de dialogue, de médiation et de prévention des conflits. De même, la Fédération internationale de la jeunesse en Sierra Leone a gagné en visibilité jusqu'aux élections générales de 2018, qui ont été principalement caractérisées par des tensions politiques et la réticence des jeunes, ainsi que par un manque évident de capacité de la part du gouvernement à relever les défis importants en matière de sécurité et de développement.

L'essentiel de l'intervention de la Shared Humanity Foundation (SHF) relève de l'ODD 2 (éliminer la faim, parvenir à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition et promouvoir une agriculture durable). Cela est conforme à l'Initiative de la Banque alimentaire de la Fondation, qui a été lancée en 2017 pour fournir des produits alimentaires crus aux familles indigentes et les exposer également à des opportunités de génération de revenus grâce à l'acquisition de compétences et à la formation en agriculture durable. Selon la Fondation, environ 200 familles de plus de 7 communautés de l'État de Kaduna ont bénéficié de cette initiative.

En 2018, l'Open Leadership Foundation a également soutenu une intervention majeure visant l'éducation des enfants indigents pour leur permettre d'étudier dans les écoles communautaires sans que leurs parents aient à se soucier du paiement des frais de scolarité

et de leur fournir du matériel scolaire comme des livres et des instruments d'écriture. La Fédération internationale de la jeunesse a également remis en état et construit de nouvelles toilettes et de nouveaux foyers, accueillant plus de 1 300 orphelins et étudiants moins privilégiés. La Fédération internationale de la jeunesse fournit du matériel de secours comme des matelas, du désinfectant, des lits superposés, des moustiquaires et du matériel général ainsi que des produits alimentaires, et à apporter un soutien considérable à la santé maternelle et infantile en offrant des services de santé gratuits et en aiguillant rapidement le malade en cas de besoin.

Conformément aux principaux aspects des objectifs de développement durable, l'Initiative pour les droits de l'enfant d'Almajiri (ACRI) s'emploie à sensibiliser davantage le public au sort des enfants et des jeunes et à susciter des changements souhaitables en matière de politiques grâce à un plaidoyer fondé sur des données factuelles et à une vaste campagne de mobilisation des parties prenantes, à travers les nouveaux médias. Elle soutient un système de protection sociale axé sur la communauté qui répond aux besoins éducatifs et sociaux des enfants pauvres autrement connu sous le nom d'Almajiri dans le nord du Nigéria.

Les activités de l'ACRI touchent également à des questions plus larges telles que l'assainissement et la nutrition. Par exemple, les rapports indiquent que plus de 4 000 enfants d'Almajiri bénéficient d'une assistance médicale, alimentaire et éducative¹⁹⁴. Étant la pointe de flèche du projet de loi sur le dénuement des enfants actuellement soumis à l'Assemblée nationale, l'ACRI s'est adressée à l'Assemblée nationale sur les questions de fonds couvertes par le projet de loi¹⁹⁵. Par conséquent, le sort d'Almajiris a maintenant attiré l'attention du gouvernement national et même de l'ONU. En tant que tel, le gouvernement nigérian a désigné le 25 septembre comme la Journée des droits de l'enfant d'Almajiri¹⁹⁶, pour attirer davantage l'attention sur le sort des enfants des rues. En 2019, l'événement a été célébré dans les 17 États du Nord, en présence de hauts responsables gouvernementaux, de dirigeants traditionnels, de membres de la communauté diplomatique et des médias. La secrétaire générale adjointe de l'ONU, Amina Mohammed, a également prêté sa voix à l'appel public à une action concertée pour s'attaquer au problème¹⁹⁷. Si elle se poursuit, la récente montée de la sensibilisation du public et de l'attention internationale est en partie ce dont le

¹⁹⁴ Muhammad, Rakiya, «5,000 Almajiri children in Northern Nigeria for medical outreach», Daily Trust Newspaper, 4 mars 2020. Extrait de <https://www.dailytrust.com.ng/5000-almajiri-children-in-northern-nigeria-for-medical-outreach.html> (3 décembre 2019).

¹⁹⁵ Consultation régionale, 2019

¹⁹⁶ Keana, Mohammed, 'Global Day of Impact for Almajiri Child, Almajiri Child Goals to Launch September 25', The Sight News, 22 septembre 2019. Extrait de <http://thesightnews.com/global-day-of-impact-for-almajiri-child-almajiri-child-goal-to-launch-sept-25/> (10 décembre 2019).

¹⁹⁷ Page Web de l'ONU WebTV. Extrait de <http://webtv.un.org/watch/global-week-of-action-re-cap-of-actions-from-around-the-world-sdg-action-zone-during-the-high-level-week-25-september-2019/6089422821001> (10 décembre 2019).

gouvernement a besoin pour reconnaître l'urgence d'investir davantage dans l'éducation et le bien-être de millions d'enfants vulnérables à travers le pays.

6.3 DEFIS ET LACUNES

Les groupes de jeunes en Afrique de l'Ouest varient en fonction de facteurs tels que le nombre d'employés, la zone de couverture (locale, nationale, régionale, transnationale, mondiale) ou la quantité de ressources qu'ils sont en mesure de mobiliser lorsque le favoritisme gouvernemental est limité ou inexistant. Sur la base de ces critères, très peu de groupes de jeunes en Afrique de l'Ouest pourraient être classés dans la catégorie des grands ou moyens groupes. La majorité d'entre eux sont en fait petitset intégrés localement car ils sont le produit de besoins spécifiques. Un certain nombre de raisons expliquent le choix des questions abordées par ces groupes de jeunes. Un premier enjeu relève des ressources financières, techniques, humaines et logistiques intrinsèquement limitées. Ils auraient tendance à opter pour des problèmes de sécurité « doux » qui ont un impact direct et significatif sur les communautés spécifiques dans lesquelles ils se trouvent plutôt que pour des problèmes politiques élevés, même si ceux-ci sont expressément énoncés dans leurs mandats de mission. En dernière analyse, ils sont pour la plupart limités par un large éventail de facteurs externes échappant à leur contrôle direct et immédiat, tels que les restrictions légales imposées par le gouvernement, le contexte politique dominant et la disposition de l'État à leur égard.

Néanmoins, le recours à l'activisme public trahit une faiblesse inhérente aux groupes de jeunes. Les groupes de jeunes ont également une connaissance limitée du terrain politique et des possibilités que leur offrent les mécanismes juridiques et institutionnels en place dans nombre de leurs pays. Un autre défi tient à l'attitude et la disposition des personnes âgées et, par extension, les institutions qu'elles contrôlent envers les jeunes et leurs idées « radicales » et « infantiles ». C'est, de loin, la raison la plus importante de l'attitude méprisante que le public a envers les jeunes, qui explique le fait que la relation entre les jeunes et les adultes est souvent caractérisée par la suspicion mutuelle et le manque de confiance.

6.4 RESILIENCE

Bien que les jeunes ouest-africains mobilisent de multiples options de résilience, trois d'entre elles méritent d'être reconnues compte tenu de leur popularité dans de nombreux pays de la région : (a) le recours au volontariat ; (b) la formation ou l'adhésion à des coalitions de jeunes parapluie pour une plus grande visibilité et pression ; et c) l'utilisation des nouveaux médias pour les activités de plaidoyer et de sensibilisation. Au cours de la dernière décennie, le secteur de la jeunesse a connu une augmentation constante du nombre de jeunes qui donnent de leur temps, de leur expertise et de leurs ressources pour soutenir un large

éventail de causes sociales qui ont des implications directes ou indirectes pour la paix et la sécurité. Pour certains jeunes, le volontariat offre la possibilité de s'occuper pendant les vacances ou la longue période d'écart entre la sortie de l'école et la recherche d'un emploi. Pour d'autres, cependant, une telle participation pourrait être une « occupation supplémentaire » qui leur permet plus d'obtenir la satisfaction de la responsabilité civile et la réalisation d'objectifs que juste la monotonie des emplois en semaine. Quoi qu'il en soit, ils reconnaissent la perspective supplémentaire d'inclure ce temps de bénévolat et ces activités dans leur curriculum vitae afin d'améliorer les perspectives d'emploi futures. Il convient également de noter que de nombreux jeunes occupant déjà des emplois bien rémunérés en cols bleus ou en cols blancs, tels que des enseignants, des médecins et des ingénieurs, deviennent des volontaires actifs dans de nombreuses lieux de la région.

Deuxièmement, la plupart des jeunes et des groupes de jeunes en Afrique de l'Ouest ont pris la décision consciente de former ou de rejoindre des coalitions ou des réseaux de coordination qui sont entièrement gérés par leurs pairs ou qui font partie d'initiatives plus larges de la société civile. Cette tendance est motivée tout autant par les limites inhérentes auxquelles la plupart des groupes de jeunes sont confrontés en raison de leur taille relativement plus petite et de leurs contraintes de ressources par rapport à la reconnaissance du fait que rejoindre des coalitions plus grandes et plus larges est également un moyen de réaliser des économies d'échelle et une plus grande visibilité. La plupart des groupes de jeunes interrogés reconnaissent l'importance de participer à des coalitions nationales et régionales, ils sont également conscients des risques associés liés à la lutte pour le leadership, au désaccord sur l'approche, à la concurrence pour des ressources limitées, etc.

La dernière option de résilience que les jeunes mobilisent est leur forte dépendance à l'égard des nouveaux médias plutôt que des médias plus chers et contrôlés par l'État. Avec les médias sociaux, il est possible pour les jeunes d'attirer l'attention sur des problèmes sociaux critiques et de se mobiliser bien au-delà de ce qui aurait pu être imaginé il y a plusieurs décennies. Alors que la prolifération des nouveaux médias en Afrique de l'Ouest comme à travers le monde a ses effets négatifs aussi évidents, par exemple, sur la façon dont ils sont devenus un canal de diffusion de fausses informations, la résilience des jeunes s'exprime de plus en plus à travers le médium ainsi que dans divers formes d'arts telles que la poésie, la musique, les arts visuels et créatifs qui capturent leurs aspirations et leurs préoccupations. Ils permettent aux jeunes de communiquer leurs émotions et leurs priorités, de raconter des histoires fascinantes sur leurs expériences vécues et de présenter généralement leur perception de la société et de ses nombreuses contradictions.

6.5 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La violence pourrait être l'une des nombreuses manifestations de la culture des jeunes et des crises en Afrique de l'Ouest, mais elle ne représente en aucun cas le seul rôle de la jeunesse. Même le recours à la violence doit être compris en termes de contradictions de longue date, précipitées par la diminution de la capacité de l'État (et de la société) à tenir ses promesses d'ouvrir plus d'accès et d'opportunités à la population grouillante de jeunes, quel que soit leur statut ou leur emplacement dans la société. En bref, la violence chez les jeunes est le symptôme d'une attention longue, systémique et inadéquate aux problèmes que les jeunes considèrent comme importants pour eux. Plutôt que de dénigrer les jeunes pour leurs rôles multiples et contradictoires dans la mise à mal de l'ordre public, il serait plus productif de mobiliser et de canaliser leurs efforts vers la conception de politiques et de programmes qui exploitent leur potentiel, leur créativité et leurs efforts. Au cœur de la réflexion sur ce qu'il faut faire à cet égard, il importe de s'attaquer aux crises multiformes et à l'effondrement du secteur de l'éducation en Afrique de l'Ouest. Il est aussi nécessaire d'endiguer la vague croissante de chômage qui a créé un cloaque de jeunes qui vivent pratiquement en marge de la société frustrés par leur incapacité à rechercher les moyens de subsistance dont ils rêvent et éprouvent des difficultés de jour en jour à atteindre.

Ce chapitre a montré que l'afflux de jeunes en Afrique de l'Ouest présente des défis et des opportunités pour la paix et la sécurité. La nécessité d'accorder une plus grande importance à l'investissement dans l'éducation qualitative et l'emploi des jeunes, plutôt que de mettre en œuvre des palliatifs à court terme a pris une urgence aiguë. Ces interventions doivent refléter les réalités socioéconomiques et politiques des différents pays, impliquer de multiples parties prenantes et, surtout, placer les jeunes au centre des préoccupations. Tant que les valeurs, les normes, les coutumes, les pratiques, les mentalités, les structures et les institutions de la société vont à l'encontre du bien-être des jeunes, leur contribution à la paix sera insignifiante car ils finiront par hanter la société qui ne parvient pas à les protéger et à subvenir à leurs besoins.

À la Jeunesse:

- Établir un réseau ou une coalition plus large de groupes de jeunes afin d'obtenir une visibilité, une reconnaissance et un accès au gouvernement et aux institutions essentielles au programme des jeunes.
- Se concentrer sur le renforcement des capacités internes en termes de ressources humaines et d'expertise, et créer un créneau ou une spécialisation dans le secteur de la paix et de la sécurité.

- Se familiariser avec les cadres normatifs nationaux, régionaux et mondiaux existants en matière de paix et de sécurité, et déterminer les points d'entrée et d'engagement sur la base du mandat et des compétences organisationnelles essentielles.
- Identifier et établir des collaborations institutionnelles avec des institutions homologues à travers la région, y compris le partage et l'échange des meilleures pratiques.

Aux États Membres:

- Reconnaître l'impératif urgent de s'attaquer aux causes structurelles de la violence et passer des initiatives à court terme d'autonomisation des jeunes à investir dans l'éducation des jeunes et les possibilités d'emploi sur une longue période ;
- Soutenir la révision des politiques nationales de jeunesse à la lumière des nouvelles réalités et des défis qui militent contre une participation effective des jeunes à la paix et à la sécurité, conformément aux dispositions du CJA ;
- Fournir le soutien financier, technique et logistique requis pour la mise en œuvre des politiques nationales de jeunesse et de l'agenda jeunesse, paix et sécurité ;
- Intégrer les questions relatives à la jeunesse dans les politiques nationales et dans tous les secteurs, et les étayer par des lois et des formulations de politiques pertinentes/adéquates.
- Permettre au (x) conseil (s) national (aux) de coordination des jeunes de fonctionner librement et de manière indépendante et de servir de véritables terrains de formation pour la participation civique et le leadership des jeunes sans ingérence ni influence politique indues ; et
- Établir un cadre annuel de responsabilisation pour rendre compte des progrès réalisés dans le secteur de la jeunesse.

CEDEAO:

- Identifier et intensifier la participation des jeunes à la paix et à la sécurité, ainsi que les initiatives de construction régionale;
- Allouer un pourcentage du budget annuel aux activités qui renforcent la capacité des groupes de jeunes à contribuer à la réalisation des priorités actuelles en matière de paix et de sécurité;
- Mettre en place une division de la jeunesse dotée d'un personnel complet et disposant de ressources suffisantes, capable de superviser les problèmes des jeunes, notamment la paix et la sécurité dans la région;

- Encourager les États membres à investir davantage dans le secteur et les activités des jeunes, ainsi qu'à favoriser les programmes d'échange, les enseignements tirés et les meilleures pratiques; et
- Commander et publier un rapport annuel sur la situation des jeunes dans la paix et la sécurité dans la région.

CHAPITRE 7 : Synthèses régionales, conclusions et recommandations générales

Ce dernier chapitre présente les synthèses régionales, les conclusions de l'étude et les recommandations spécifiques à la Commission de l'Union Africaine (CUA).

7.1 SYNTHESES REGIONALES

Les cinq régions d'Afrique ont beaucoup en commun en ce qui concerne la façon dont les défis de paix et de sécurité façonnent le secteur de la jeunesse, mais également des différences substantielles en termes de gamme de questions de paix et de sécurité sur lesquelles les jeunes sont enclins à se concentrer et à s'attaquer. Le rapport montre que les espaces politiques, économiques et sociaux pour l'engagement des jeunes dans la paix et la sécurité sont limités, restreints et aliénants dans la région de l'Afrique centrale que dans d'autres. Cela détermine le niveau de participation des jeunes à la paix et à la sécurité, en particulier, et à la gouvernance, en général. Les groupes de jeunes préfèrent travailler davantage au niveau local et dans des espaces plus étroits où ils n'ont pas à faire face directement à l'État ou aux goulets d'étranglement administratifs déjà en place. Les groupes de jeunes de la région sont contraints d'éviter de traiter sur certains sujets que le gouvernement considère comme des « zones interdites », comme la DDR/RSS. Dans l'ensemble, les groupes de jeunes ont généralement tendance à se contenter d'un engagement minimal et manquent de motivation pour développer leurs réseaux, il est impératif que les espaces soient élargis pour leur contribution significative à la promotion d'une paix, d'une stabilité et d'une sécurité durables sur le continent.

En Afrique de l'Est, malgré les diverses menaces à la sécurité humaine et de l'État, les jeunes tirent parti de leur nombre pour créer des réseaux et des idées novatrices, ainsi que pour établir des plateformes d'engagement public et de vie associative. Ils promeuvent et renforcent leurs capacités en matière de prévention des conflits. Bien que la région ait une forte présence d'acteurs humanitaires internationaux, les groupes de jeunes restent les moins soutenus et les moins impliqués dans la résolution des défis de paix et de sécurité auxquels les sociétés sont confrontées. Très peu de groupes de jeunes reçoivent l'appui des gouvernements et des donateurs, malgré le rôle central qu'ils jouent dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits ainsi que dans les programmes de reconstruction et de relèvement.

En Afrique du Nord, la prolifération des organisations de la société civile est un atout, d'autant plus qu'elles ont été à l'avant-garde de pratiquement tous les changements politiques et

constitutionnels en cours dans la région. Bien plus que dans toute autre région, l'Afrique du Nord a connu une forte prévalence du leadership féminin et de l'appartenance à des groupes de jeunes. Toutefois, il est nécessaire de renforcer les capacités et la formation de la jeunesse dans les domaines liés à la paix et à la sécurité, nouer des partenariats régionaux et promouvoir l'apprentissage par les pairs. La région est composée de pays partageant la même langue, la même histoire, la même religion et les mêmes traditions. Néanmoins, l'intégration régionale reste un rêve. Les groupes de jeunes considèrent qu'une intégration régionale réussie donnerait un élan à leurs activités. Les groupes de jeunes en Afrique du Nord sont généralement conscients des problèmes et des défis que pose le changement climatique, mais considèrent la gestion et la lutte contre les vulnérabilités socioéconomiques comme problèmes urgents. Enfin, l'une des préoccupations majeures des groupes de jeunes est le renforcement de leurs relations avec les gouvernements et l'établissement d'une confiance mutuelle. Les groupes de jeunes continuent pour la plupart à lutter pour trouver un espace sûr pour débattre et dialoguer avec les États.

Malgré l'absence de conflits armés actifs en Afrique australe, les groupes de jeunes sont conscients du rôle qu'ils doivent jouer pour soutenir la paix en poursuivant d'autres activités liées aux causes structurelles des conflits. Il s'agit notamment de la lutte contre la corruption, de la baisse de la qualité des services publics et des élections. En l'absence de ressources pour établir et entretenir pleinement la vie associative, les groupes dirigés par des jeunes créent eux-mêmes des plateformes de dialogue et d'échanges avec les responsables politiques et les institutions chargées de l'application de la loi. Il est également significatif que les groupes de jeunes de la région survivent grâce à la cueillette des cerises ; c'est-à-dire qu'ils prennent en charge tous les problèmes qui peuvent être à la mode à un moment donné.

Enfin, la région l'Afrique de l'ouest a connu une prolifération exponentielle de groupes de jeunes, encouragée par de longues périodes de stabilité régionale relative parallèlement à l'expansion de la démocratie multipartite et à l'élargissement correspondant de l'espace de la société civile. Les groupes de jeunes se concentrent principalement sur les questions de «sécurité douce» qui affectent directement les communautés locales, en particulier en ce qui concerne la lutte contre les crises de l'éducation, de la citoyenneté et de l'emploi; abus de drogues en tant que santé publique, VBG, violations des droits de l'homme; communautés locales, vulnérabilités et protection sociale, pour n'en nommer que quelques-unes. Beaucoup d'entre eux s'attaquent à plusieurs problèmes, pas nécessairement en raison de leur capacité interne ou de leur avantage en termes de ressources, mais en fonction de la tendance, des opportunités disponibles et de ce qui leur permet de traiter des problèmes qu'ils considèrent comme intéressants. Il est prouvé que l'appartenance à des groupes de jeunes dans la région a tendance à se chevaucher, en particulier lorsqu'ils se trouvent à proximité. Bien qu'ils soient parfois embourbés par des rivalités et des désaccords de leadership, l'existence

d'organisations faîtières de jeunes ou d'une coalition de la société civile dans différents pays a considérablement accru leur visibilité, si ce n'est moins leurs impacts. Enfin, l'existence de plusieurs agences nationales, régionales et internationales dans le secteur de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest n'a pas amélioré de manière significative la qualité de leur engagement auprès des groupes de jeunes travaillant dans le même domaine dans la région.

7.2 CONCLUSIONS

L'une des principales conclusions est que le paysage des jeunes est beaucoup plus diversifié, dynamique et complexe qu'on ne le suppose et qu'on ne le reconnaît souvent. En Afrique de l'Ouest, il existe un nombre important et croissant de groupes de jeunes qui répondent à un large éventail de défis de paix et de sécurité, même s'ils sont plus prédominants au niveau communautaire. L'implication des jeunes dans la paix et la sécurité dans la région est en partie motivée et façonnée par une pléthore de défis politiques, économiques, sociaux et de gouvernance qu'ils rencontrent quotidiennement et dans les différentes circonstances et contextes dans lesquels ils se trouvent. L'étude montre que, bien qu'un nombre considérable de groupes de jeunes se livrent à des activités qui relèvent carrément du domaine de la prévention des conflits, ils ne voient pas de tels engagements multiples s'intégrer parfaitement dans les grappes thématiques de la CRPM ou de la RDPC classées par les CER / MR, AU et l'ONU.

L'implication immédiate de cette situation est que les groupes de jeunes et les institutions intergouvernementales Africaines luttent pour trouver le lien nécessaire qui leur permettrait de collaborer ou de se considérer mutuellement comme des partenaires. Cette situation peut expliquer en partie pourquoi les deux parties ne se voient pas vraiment ou ne savent pas comment s'engager, ou pourquoi l'engagement qu'elles ont entretenu jusqu'ici est encore relativement minime et faible. L'étude a révélé en outre que seul un petit nombre de groupes de jeunes connaissent parfaitement les principaux cadres normatifs sur la jeunesse, la paix et la sécurité aux niveaux régional, continental et mondial et sont en mesure d'en tirer parti. De ce fait, ils sont limités par leur incapacité à s'engager pleinement avec les principales institutions intergouvernementales telles que l'ONU, l'UA et les CER/MR dont les mandats touchent à la paix et à la sécurité.

Une autre conclusion clé de l'étude est que les groupes de jeunes adoptent le bénévolat comme l'un des nombreux moyens d'établir et de promouvoir des objectifs collectifs. Ils comptent sur le volontariat pour plusieurs raisons, notamment pour attirer de nouveaux membres et de nouvelles compétences, élargir la portée et la couverture de leurs activités, réduire considérablement les coûts associés au recrutement de personnel à part entière et réaliser des économies d'échelle qui sont souvent associées à une vie associative dynamique en cette ère de révolution de l'information. Le volontariat offre également à un nombre

croissant de jeunes Africains instruits la possibilité de s'engager dans l'activisme citoyen plutôt que de faire face à la corvée du chômage peu de temps après l'obtention de leur diplôme. Il gagne également en popularité auprès de ceux qui ont déjà un emploi rémunéré, mais trouvent un nouveau sens et une nouvelle satisfaction en s'engageant dans un plaidoyer et des interventions publics sur un large éventail de questions d'intérêt, y compris celles qui concernent la paix et la sécurité. Un groupe typique de jeunes comprendrait une variété de membres qui préfèrent fonctionner comme des réseaux fluides plutôt que comme des organisations formelles et à part entière. Étant donné qu'ils sont limités par des contraintes techniques, financières, logistiques et de capacité, le fait d'opérer de manière aussi fluide permet à ces groupes de faire face au manque de soutien politique de la part du gouvernement.

Sur la base des résultats des travaux sur le terrain, des consultations régionales et des interactions avec les jeunes et les groupes de jeunes à travers le continent, il a été observé que des réseaux de jeunes existent et deviennent actifs pendant un certain nombre d'années avant qu'ils n'envisagent d'établir une structure institutionnelle formelle. En moyenne, l'existence de ces groupes au-delà de cinq implique une forte probabilité qu'ils pourront s'établir formellement (avec des bureaux, du personnel, etc.). Il existe des explications possibles pour les formes qu'ils prennent au cours de leurs années de formation, une période où ils sont confrontés à toute une série de problèmes de "démarrage" liés à l'absence d'une vision claire et cohérente, d'un mandat de mission et de l'incapacité générale à attirer des financements et des partenariats de manière durable.

Tant que les décideurs politiques continueront à dépeindre les jeunes comme des victimes ou des auteurs de violence, au lieu de s'appuyer sur les preuves de plus en plus nombreuses qui démontrent que les jeunes sont également capables de devenir des agents pour la consolidation de la paix¹⁹⁸, le fossé et la relation conflictuelle entre les jeunes et l'État continueront à se multiplier et à alimenter la violence. L'éducation pour la paix peut aider à apprivoiser ce que les adultes ont souvent décrit à tort comme une exubérance de jeunesse en canalisant leur énergie vers un dialogue régulier, authentique et significatif. Les faits suggèrent que la majorité des jeunes Africains sont intéressés par la paix, mais qu'ils sont moins susceptibles de participer à des efforts de paix. Leur intégration dans tous les aspects de la société est la première étape cruciale vers la mobilisation et la construction d'un consensus sur l'appropriation citoyenne (et locale) des processus de paix¹⁹⁹. Étant donné que le lien entre la croissance démographique des jeunes et la violence est devenu une bombe à

¹⁹⁸ ONU, Le défi de l'instauration de la paix : Rapport du groupe consultatif d'experts pour l'examen 2015 de l'architecture de consolidation de la paix des Nations Unies. 29 juin 2015..

¹⁹⁹ Stratégie DU PNUD pour la jeunesse 2014-2017: Autonomisation des jeunes pour un avenir durable. New York, PNUD 2014: p.1.

retardement sociopolitique²⁰⁰, le PNUD a averti que les principaux OMD ne pourront être atteints sans des sociétés pacifiques, justes et inclusives dans chaque pays du monde.

Le rythme auquel les différentes tailles et formes de groupes de jeunes se sont multipliées et répandues au cours de la dernière décennie est la preuve que les jeunes constatent les multiples situations auxquelles ils sont confrontés à la suite de développements politiques, sociaux et économiques soudains et surtout perturbateurs. De telles situations peuvent résulter d'une désaffection généralisée du public à l'égard de l'effondrement des installations municipales, de l'incidence croissante des brutalités policières et de leur quête d'une meilleure gouvernance, d'une période prolongée d'insurrection violente et d'activités terroristes, de catastrophes naturelles dues aux changements climatiques, de crises humanitaires et de guerres civiles. L'impulsion actuelle vient d'une nouvelle conscience "de s'engager" dans la vie de plaidoyer et d'association qui devient très populaire parmi les jeunes à travers le continent ainsi que la reconnaissance de leur contribution à la promotion de l'éducation à la paix et de la culture de la paix. Parce qu'ils émergent et se développent dans le contexte de transitions économiques, sociales et politiques perturbatrices, les groupes de jeunes finissent par remettre en question les circonstances qui provoquent les perturbations qu'ils vivent plutôt que de les tenir pour acquises.

En dernière analyse, les jeunes peuvent être perçus comme faisant partie du problème, mais ils font aussi partie de la solution à de nombreux problèmes insolubles dans le domaine de la paix et de la sécurité. Tant que la société se fixera comme objectif de considérer les jeunes comme un problème, ils manqueront l'occasion de mettre leur talent et leur créativité au service du bien commun et de l'intérêt public.

7.3 RECOMMANDATIONS GENERALES

Outre le premier chapitre qui a fourni le contexte, la vue d'ensemble et examiné les facteurs et les conditions qui façonnent la situation et les perspectives de la jeunesse Africaine, les cinq chapitres régionaux spécifiques ont proposé des recommandations spécifiques aux groupes de jeunes, aux États Membres, CER/MR, à l'UA. aux partenaires internationaux au développement et au secteur privé. Dans le présent débat, les recommandations générales sur la manière dont la Commission de l'Union Africaine pourrait contribuer à renforcer le rôle et la contribution de la jeunesse Africaine à la paix et à la sécurité sont donc présentées sans ordre d'importance particulier comme suit :

1. Accélérer les actions sur l'opérationnalisation du «Fonds Africain pour la Jeunesse » (FAJ) conformément aux directives de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement en

²⁰⁰ PNUD, Partenariat pour l'avenir de l'Afrique : Japon et PNUD. Réunion ministérielle de la TICAD. 2018: p. 10.

- juillet 2017 pour financer des groupes de jeunes innovants, contribuer à l'expansion des activités des jeunes, notamment sur la paix et la sécurité et éviter que les groupes de jeunes dépendent de manière excessive sur les sources extérieures;
2. Encourager les États membres à réserver et à financer de manière adéquate les activités des groupes de jeunes, en particulier ceux qui participent activement à la mise en œuvre de solutions innovantes de paix et de sécurité;
 3. Populariser les cadres normatifs continentaux et les décisions sur la jeunesse, et les utiliser comme référence pour suivre les progrès réalisés par les États membres et les autres parties prenantes sur une base annuelle en matière de jeunesse en particulier sur la paix et la sécurité par les États membres et d'autres parties prenantes sur une base annuelle;
 4. Améliorer la visibilité de l'UA au niveau local/communautaire en diffusant les principales décisions et en rendant compte des activités de la Commission de l'UA, à travers de multiples sources;
 5. Engager les États membres à signer, ratifier et domestiquer les politiques de jeunesse; et de rendre compte chaque année des progrès réalisés pour intégrer les contributions des jeunes à la paix et à la sécurité;
 6. Prendre les dispositions nécessaires pour assurer la participation des jeunes à la gouvernance, ainsi qu'à l'observation et au suivi des élections, dans le cadre des mesures de restauration de la confiance et pour intégrer la jeunesse Africaine dans la vie politique et sociale;
 7. Encourager l'introduction de nouvelles législations nationales et le renforcement des législations existantes, afin d'aider à élargir et à consolider la participation des jeunes aux activités d'alerte précoce, de réaction rapide et d'action rapide;
 8. Soutenir les groupes de jeunes pour qu'ils poursuivent et élargissent leurs programmes réguliers de plaidoyer et de sensibilisation, notamment pour vulgariser la Charte Africaine de la jeunesse et assurer sa mise en œuvre;
 9. Identifier et soutenir les institutions Africaines disposant des capacités et des ressources nécessaires pour gérer le renforcement des capacités et la formation à l'éducation pour la paix afin d'inverser la tendance vers des orientations radicales et violentes chez les jeunes;
 10. Investir davantage dans la recherche et la documentation fondée sur des données probantes sur les activités des jeunes afin d'éclairer des interventions politiques plus équilibrées, appropriées et opportunes en matière de développement des jeunes;
 11. Encourager les États membres à contribuer à améliorer les relations entre les groupes de jeunes et les services répressifs, y compris la police, l'armée et les services correctionnels;
 12. Encourager les États membres et les CER/MR à travailler avec la société civile et le secteur privé en tant que partenaires clés dans les interventions visant à promouvoir le plaidoyer et l'activisme des jeunes dans le domaine de la paix et de la sécurité;

13. Élargir la portée du travail de Jeunesse pour la paix (Y4P) en tant que modèle potentiel de ce à quoi pourrait ressembler un partenariat stratégique et institutionnel sur la jeunesse, et charger Y4P d'établir et de maintenir une base de données électronique à jour et facilement accessible sur les groupes de jeunes travaillant sur la paix et la sécurité, à utiliser selon les besoins.

Annexe 1

PARTICIPATION DES GROUPES DE JEUNES AUX CONSULTATIONS RÉGIONALES

Afrique Centrale

Pays	ORGANISATION(S)
République du Burundi	Femmes Unies Pour la Paix Dans la Région des Grands Lacs
République du Cameroun	LifeAid Fondation internationale pour le bien être des enfants (FIBE)
République du Chad	Chaîne de la paix mondiale Association des Guides du Tchad (AGT)
La République du Congo	Participant mondial Avenir NEPAD Congo
République Démocratique Du Congo	GénérationEpanouie
République de la Guinée équatoriale	J-20
République Gabonaise	PAYNCoP Gabon
République démocratique de São Tomé et Príncipe	PAYNCoP STP

L'Afrique de l'Est

Pays	ORGANISATION(S)
République du <i>Botswana</i>	Représentant des jeunes de la région de l'Afrique australe

République de Djibouti	Programme de révolution de la paix
Etat d'Erythrée	Conseil national de l'éducation Union nationale des affaires étrangères de la jeunesse érythréenne Commission nationale pour l'enseignement supérieur
République fédérale démocratique d'Éthiopie	Empire des Grands Esprits DIT NI TEK
République du Kenya	African Rising pour la Justice, la Peace et la Dignité Agents de Paix IPHRD
République de Madagascar	Coalition des radios pour la Paix à Madagascar
République de Maurice	Chaîne de paix mondiale Réseau du Cercle des jeunes de Maurice
République du Rwanda	Programme national de consolidation de la paix pour les jeunes
République fédérale de Somalie	Centre pour l'autonomisation des jeunes Responsable jeunesse
République du Soudan du Sud	Initiative d'autonomisation des jeunes adultes (YEI) Initiative d'Art d'Anataban
République du Soudan	Chaîne de paix mondiale Organisation soudanaise pour la non-violence et le développement (SONAD)
République-Unie de Tanzanie	L'organisation Mamas's Hope pour l'assistance Légale Bureau de prévention et de lutte contre la corruption (PCCB)
République d'Ouganda	Organisation de Développement Batwa (BDO) YVF

Afrique Du Nord

Pays	ORGANISATION(S)
République algérienne démocratique et populaire	L'Initiative Histoires de l'Algérie Scouts Musulmans Algeriens de Bouira
République Arabe d'Egypte	Jeunesse Volontaire avec l'envoyé de la jeunesse YEFL- Ligue Egyptienne des jeunes féministes
Libye	Rassemblement national de Fezzan Fondation Bawader pour le développement de la jeunesse
Royaume du Maroc	Conférence CONFEJES SimSim
République Tunisienne	Jeunes Sans Frontières
République arabe sahraouie démocratique	Union de la jeunesse sahraouie (UJSARIO) Campagne de plaidoyer sahraouie / Union des étudiants

Afrique Australe

COUNTRY	ORGANISATION(S)
République du Botswana	Empire des Grands Esprits CYPAN/ Centre de coopération UE-UE pour la jeunesse BCPI SAT UCS Fondation Democracy Works
Royaume d'Eswatini	Eazy Grow International Institut de justice et de paix du Swaziland
Royaume du Lesotho	CCL Fondation Elizabeth Glazer d'Aide Pédiatrique.

République du Malawi	Liens de Genre Organisation de Jeunesse de Likhubula
République de la Mozambique	Centre de développement pour les jeunes au Mozambique (CDJM) Global Shapers Maputo
République de la Namibie	Réseau jeunesse SADC
République d'Afrique du Sud	Groupe international des jeunes pour la paix Autonomisation des jeunes Sekgosese École de gouvernance WITS
République de la Zambie	Centre pour les jeunes Leaders en Afrique (CYLA) Provisions de Noix de Cajou Ltd
République du Zimbabwe	VIVA Zimbabwe Solution Communautaire Zimbabwe Association des Parlementaires Africains pour les droits humains (AfriPAHR)

AFRIQUE DE L'OUEST

Pays	ORGANISATION(S)
République du Bénin	EPP ONG
Le Burkina Faso	ABPEC Jeunes Leaders
Cote d'Ivoire	Centre de consolidation de la paix NZARAMA Croix-Rouge de Côte d'Ivoire, Comite Locale de Yopougon
République de Gambie	<ul style="list-style-type: none"> Faire de nos visions et aspirations une réalité (MOVAAR) Parlement national des jeunes
République du Ghana	<ul style="list-style-type: none"> La Fondation John Agyeikum Kufour Centre d'études sur la traite des êtres humains Eban
République de Guinée	<ul style="list-style-type: none"> Réseau Afrique jeunesse de Guinée (RAJ-GUI) Chef de Service Formation à la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat de Guinée (CCIAG)
République de Guinée-Bissau	Forum national d'insertion pour la formation extrascolaire et professionnelle (FONAI-FEP-GB)

République du Libéria	<ul style="list-style-type: none"> • Messagers de Paix • Réseau des jeunes pour la réforme (YONER)
République du Mali	<ul style="list-style-type: none"> • Laboratoire de responsabilité Mali • Fédération des Jeunes pour la Paix Mondiale-Section Mali
République du Niger	Programme Africain contre l'Intolérance et la Xénophobie STRAT-CORE Plus S.A.R. L
République fédérale du Nigéria	<ul style="list-style-type: none"> • Enfants et jeunes vivant pour la paix • Réseau panafricain de la jeunesse pour la culture de la paix (PAYNCoP) • Fondation Sanctuaire d'Espoir et de Charité • Movement de La Jeunesse pour la Présidence • Club Rotaract • Table ronde Africaine des Affaires • Nation sans conflit • International jeune et utile • Initiative Almajiri des droits de l'enfant (ACRI) • Fondation de mentorat • Commission de l'Union Africaine de la Jeunesse
République du Sénégal	Plateforme des Femmes pour la paix en Casamance Groupe de Travail Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel/Section
République de Sierra Leone	Mouvement vers l'éducation et l'autonomisation des jeunes-Sierra Leone (MEYE-SL)
République Togolaise	<ul style="list-style-type: none"> * Action Collective pour le Développement Intégral de l'Enfance et de la jeune Fille (ACDIEF) * Centre de Documentation et de Formation sur les Droits de l'Homme (CDFDH)

Annexe 2

RÉPONDANTS DES VISITES DE TERRAIN

Afrique Centrale

Pays

ORGANISATION(S)

République du
Burundi

1. Association Pour Une Jeunesse Africaine Progressiste (AJAP)
2. Comité du service des amis américains (AFSC)
3. La résilience par l'éducation (RET)
4. Action pour la paix et la gouvernance
5. Génération de Changement – Burundi
6. Secrétaire Général - Gouvernement burundais
7. Unissez-vous pour la promotion de la communauté Batwa

République du
Cameroun

1. Fondation Action Care
 2. Action pour une Citoyenneté Responsable et un Développement Durable (ACIREDED)
 3. Réseau Africain des Jeunes Leaders pour la Paix et le Développement Durable (ANYL4PSD)
 4. Association pour la sensibilisation communautaire (ASCOA)
 5. Association SWEET ART'FRIKA
 6. Centre pour les droits humains et la démocratie en Afrique (CHRDA)
 7. Mouvement de la jeunesse chrétienne (CYF Molyko, Église presbytérienne du Cameroun)
 8. Fondation internationale pour le bien-être de l'enfance (ICWF)
 9. INTERSOS Cameroun (Region Nord Ouest)
 10. LifeAID
 11. Le Coin local des jeunes au Cameroun (LOYOC)
 12. Réseau des Associations des Élèves et Étudiants du Septentrion (RAEES)
 13. Conseil de développement des jeunes ruraux (RYDEC)
 14. La Commission Justice et Paix (Archidiocèse de Bamenda - Cameroun)
 15. La Fondation YIESEH
 16. Femmes pour le Changement au Cameroon (WfaC)
 17. Initiative des jeunes pour un dialogue inclusif (YIID)
-
1. Action des Femmes pour le Progrès en Centrafrique (AFPCA)

- | | |
|------------------------------|--|
| République
Centrafricaine | <ol style="list-style-type: none"> 2. Association Centrafricaine pour le Secours (ACAS) 3. Association des Femmes Solidaires 4. Association des Jeunes Lutteurs pour la Paix (AJLP) 5. Association EYETERE NA POPOTIE 6. Conseil National de la Jeunesse (CNJ) RCA 7. FOCUS RSS/JEUNES 8. Médiatrices Sociales RCA 9. Plateforme Interconfessionnelle de la Jeunesse Centrafricaine (PIJCA) 10. Réseau des Médiateurs RCA 11. Union des Jeunes Musulmans Centrafricains (UJMCA) 12. Vision Plus RCA |
|------------------------------|--|

Afrique Orientale

Pays	ORGANISATION (S)
République de Madagascar	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les jeunes d'abord 2. Movement Aujourd'hui 3. Centre civique des jeunes 4. Jeune Chambre Internationale 5. Observatoire de la jeunesse 6. Fakôtory 7. Taninjanaka 8. Madagascar Civile 9. Sauvez votre jeunesse 10. Radio pour la Paix 11. Search for Common Ground 12. Transparency International-Initiative Madagascar
République du Soudan du Sud	<ol style="list-style-type: none"> 1. Organisation de Résilience du SS (ROSS) 2. Jeune Plateforme nationale de dialogue 3. Actions d'impact 4. Organisation de la jeunesse du Soudan du Sud pour la paix et le développement (SSYPADO) 5. Forum national des ONG du Soudan du Sud 6. Nation Africaine de protection de l'enfance (ACCN) 7. Réseau de la société civile du Soudan du Sud en Afrique de l'Est (SSCSNEAC)

- | | |
|----------------------|--|
| | 8. Organisation du programme d'autonomisation communautaire (CEPO) |
| | 9. FNUAP |
| | 10. PNUD |
| République d'Ouganda | 1. Réseau de l'Initiative de la Jeunesse Africaine (AYINET) |
| | 2. Réseau d'action pour la jeunesse Africaine (AYAN) |
| | 3. Conseil national de la jeunesse |
| | 4. Fondation ougandaise pour les victimes (UVF) |
| | 5. UNHCR |
| | 6. Initiative internationale pour les droits des réfugiés (IRRI) |

Afrique Du Nord

Pays	ORGANISATION(S)
Libye	<ol style="list-style-type: none"> 1. Zaykom Zayna (Pareils) Organisation pour les droits des personnes handicapées 2. Amraja pour la jeunesse et le développement social. 3. Organisation de sensibilisation Vision de Paix 4. Organization Momken (Possible) por la sensibilisation et l'information 5. Organisation Ajyal (Génération) Libye pour le développement humain et la sensibilisation (ALO) 6. Fondation Tafat pour les Médias culturels 7. Organization Partenariat pour la paix à Syrte 8. H2O pour soutenir la transformation démocratique et activer le rôle des jeunes 9. Organisation Al-Salam contre la Violence pour les droits Humains 10. Assemblée nationale à Fezzan 11. Organization Libyenne pour le Développement 12. Actions Sans Frontières pour le soutien de la gouvernance locale et l'activation du rôle des jeunes pour la transformation démocratique 13. Organization pour le développement Deeha 14. Association de Charité Al-Salam BaniWalid
Tunisie	<ol style="list-style-type: none"> 1. Association Mashehad (Spectacle) 2. Association Tunisienne pour L'éducation Civique. 3. La Ligue Tunisienne de l'Education 4. Tounes Bensaha Association (La Tunisie a des femmes fiables). 5. Jeunes sans Frontières, Tunisie. 6. Ligue des électricesTunisienne- LET 7. Institut FarhatHached pour la recherche et la démocratie.

8. Association de créativité éducative
9. Association femmes et citoyenneté

Afrique Australe

Pays	ORGANISATION(S)
République de la Mozambique	<ol style="list-style-type: none"> 1. Parlement des jeunes 2. Formicres 3. Movefemme 4. Promouvoir le progressisme des jeunes 5. Oeil du Citoyen / app Txeka 6. Ntatenda 7. Association des jeunes pour le développement du Mozambique 8. Centre d'études pour le développement des jeunes 9. Centre de développement des jeunes
République d'Afrique du Sud	<ol style="list-style-type: none"> 1. Groupe des jeunes pour la paix internationale 2. Agence Nationale pour le développement des Jeunes. 3. Labo de Responsabilité 4. L'Organisation de la Jeunesse Africaine 5. Jeunessecen Action 6. Jeunesse de Inkamva 7. Afrique Unie 8. Jeunesse de SAIIA 9. Le Mouvement Hindu de L'Afrique du Sud 10. #Les frais doivent baisser pour les militants

Afrique de l'Ouest

Pays	ORGANISATION (S)
République de Guinée-Bissau	<ol style="list-style-type: none"> 1. Actions Jeunes et Femmes pour le Développement Durable, AJFDD 2. Centre d'incubation et de développement des entreprises (BIDC) 3. FONAIFEP-GB 4. Carta 21 5. Mouvement du jeune cuntum madina 6. Réseau national des associations de jeunes 7. ONG Tchintchor 8. Jeune chamber International (JCI) 9. Conseil National de la Jeunesse

République
du Mali

10. Association des Alumnis de YALI Guinée-Bissau
11. Association des jeunes artisans de paix à Nhacra
1. Fédération des jeunes pour la paix
2. Fédération universelle de la paix
3. Ministère Malien de la jeunesse
4. Scoute du Mali
5. Élite de Afrique de l'Ouest
6. Mali ouvert
7. Bouger Ensemble Mali
8. Jeunesse G5 Sahel
9. Conseil National de la Jeunesse (Mali)
10. Jeunes de la CEDEAO / Volontaires pour la Paix Universelle.

République
Fédérale du
Nigéria

1. Fondation Humanité Partagée (SHF)
2. Leadership ouvert
3. G-Insight
4. Association des scouts du Nigeria
5. Parlement des Jeunes Nigériens
6. Groupe de restauration des rivières (RRG)
7. Battre les Batteries non les Femmes
8. Rois Patriotes
9. Fondation Sanctuaire de l'espoir de la charité
10. Association des jeunes d'Ogodo (OYA)
11. Association des jeunes Urhuoka

Bibliographie

- ACIREDED (2019a). *Rapport sur le projet de Sensibilisation des Jeunes sur la Consommation des Drogues et Stupéfiants en Milieu Scolaire : Lycée de Meskine-Maroua*. Maroua : Action pour une Citoyenneté Responsable et un Développement Durable.
- ACIREDED (2019b). *Projet de Reboisement des Espaces Désert Au CETIC de Meskine*. Maroua : Action pour une Citoyenneté Responsable et un Développement Durable.
- Ahmed, M. (2019) 'Kenya: armé et prêt à tuer - À l'intérieur des gangs meurtriers de Mombasa », Informations De Nairobi.
- Alao, A. et Olawale, S. (2007) *Les jeunes dans l'interface du développement et de la sécurité. Conflit, sécurité et développement*. Londres, Routledge
- Perspectives économiques en Afrique centrale 2019. Abidjan: Banque Africaine de développement
- AfDB (2019). De l'autonomisation des jeunes à l'investissement des jeunes : la stratégie pour l'emploi des jeunes en Afrique, 30 juillet.
- AfDB (2019). Perspectives économiques en Afrique centrale 2019. Abidjan : Banque Africaine de développement.
- AfDB (2019). Perspectives économiques en Afrique, 2018. Groupe de la Banque Africaine de développement.
- AfDB (2019b). Perspectives économiques en Afrique 2019. Abidjan : Banque Africaine de développement.
- AfDB (2019). Mettre fin aux conflits et consolider la paix en Afrique : un appel à l'action - Rapport du Groupe de haut niveau sur les États fragiles.
- AfDB's High 5s (no date). Echangeur de jeu dans le discours sur le développement en Afrique.
- Affa'a-Mindzie, M. (2015). Bâtir la paix et le développement au Sahel: renforcer la participation politique des femmes et des jeunes. Institut international de la paix, 3 février.
- Ako, R.T. et Omiunu, O. (2013), Amnistie dans le delta du Niger: mouvement vertical vers l'autodétermination ou un changement de politique latéral? dans *Journal of Sustainable Development Law and Policy*, 8, 1, 43-70
- AU (2011), *Décennie de la jeunesse Africaine, 2009-2018: Plan d'action. Accélérer l'autonomisation des jeunes pour le développement durable. Feuille de route vers la mise en œuvre de la Charte Africaine de la jeunesse*, mai.
- AU (2017). Exploiter le dividende démographique grâce à des investissements dans la jeunesse. Addis-Abeba: AU-ECHO

- AU (2006). *Charte Africaine de la Jeunesse. Addis-Abeba : Commission de l'Union Africaine*
- Azeng, T. F. (2018). «Chômage des jeunes, éducation et instabilité politique : données provenant de certains pays en développement 1991-2009 ». Actes du cinquième congrès des économistes africains: croissance, emploi et inégalités en Afrique. Addis-Abeba: Commission de l'Union Africaine.
- Berents, H. et McEvoy-Levy, S. (2015). «Théoriser la jeunesse et la (édification de la) paix au quotidien». *Revue de consolidation de la Paix*. Numéro 2 : La paix et les jeunes au quotidien. 3(5) : 115-125
- Bouhours, A. et Smith, S. (2017) Renforcer l'engagement des jeunes dans la Tunisie post-révolution du jasmin, document de dialogue sur le développement, n ° 19, août 2017, Fondation Dag Hammarskjöld.
- Cox, A. Nozell, M. et Buba, I. (2017). Mettre en œuvre la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la jeunesse et les acteurs religieux engagés pour la paix, rapport spécial 406, United States Institute of Peace,
- Cursi, D. (2017). *Le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix. Roma: Centro Study DifesaCivile*
- Chakraborty, S. (2016). *Mobilisation des Jeunes pour les droits humains, Paix et Conflit, dans Upadhyay, P. (eds.), Promouvoir la Paix Globale et l'engagement civique par l'éducation, IGI Global*
- Chiwose, M. K. (2017). Les réseaux sociaux en tant que forces anti-révolutionnaires : Facebook et l'apathie politique chez les jeunes de la ville de Harare, au Zimbabwe. *Développement Afrique*, 42(2), 129-147.
- Dan-Azumi, D. J. et Azeez, A. (2018), 'L'intervention de la Force opérationnelle interarmées civile (CJTF) dans la guerre contre Boko Haram dans le nord-est du Nigéria - Une revue théorique de la recherche en sciences humaines et sociales, 6, 5 : 40-48.
- De Boeck, F. et Honwana, A. (2005). *Enfants et jeunes en Afrique : Agence, identité et lieu à Honwana, Alcinda et De Boeck, Filip (eds) (2005). Fabricants et boulangers: Enfants et jeunes en Afrique postcoloniale. Afrique World Press.*
- Del Felice, C. et Wisler, A. (2007) «Le pouvoir et le potentiel inexplorés des jeunes en tant que bâtisseurs de paix », *Journal de la Paix, Conflict & Développement* numéro 11, novembre, p. 24-25.
- Del Felice, C. et Ruud, H. (2016). *Bibliographie annotée - Le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix. La Haye: Réseau uni des jeunes artisans de paix.*
- Filmer, D. et Fox, L. (2014). *Emploi des jeunes en Afrique subsaharienne* Washington DC. : La Banque mondiale.
- Freddy, H.J. (2015) «Jeunesse et consolidation de la paix au Sri Lanka », *International*

- Frantz Fanon, F. (1961). *Les Damnés De La Terre*. New York: Grove Press (traduction de 1963)
- Gertel, J., et Hexel, R., *Faire face à l'incertitude au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*, Friedrich Ebert 2018
- Goldstone, Jack A. (2001). 'Démographie, environnement et sécurité », In Diehl, F. Paul et Gleditsch, P. Nils (éds) *Conflit environnemental*. Boulder, CO : Westview (84-108)
- Hassan, S. et Healy, S. (2009). *Somalie Le Million manquant : La diaspora somalienne et son rôle dans le développement*. New York, PNUD
- Hansen, S. J. (2019) *Horn, Sahel et Rift : lignes de faille du Jihad africain*. Londres: Hurst and Company.
- Hagerty, T. (2017). *Données des jeunes, paix et sécurité : un résumé des résultats de recherche de l'Institut pour l'économie et la paix, l'Institut pour l'économie et la paix et la paix et la sécurité des jeunes*.
- ICWF (2019). *Éradiquer le phénomène des enfants de la rue pour améliorer la paix et la sécurité*. Yaoundé: Fondation internationale pour la protection de l'enfance
- FMI (2019). *Perspectives économiques régionales de l'Afrique 2018*.
- Kemper, Yvonne (2005). *Les approches des jeunes de la transition de la guerre à la paix*. Centre de recherche Berghof pour la gestion constructive des conflits, Berlin.
- Keana, M. S. (2019) « Journée mondiale d'impact pour l'enfant Almajiri, Lancement des objectifs pour les enfants Almajiri, le 25 septembre.'
- Keng, G. (2017). *Nouvelles menaces pour la sécurité de l'Afrique : le rôle des jeunes dans la prévention des conflits et l'édification d'une paix durable*.
- Krystal, S. et Ossei, O. (2014). *Naija Boy Remix : Afroexploitation et les nouvelles économies créatives des médias de la jeunesse Africaine cosmopolite*. Journal des études culturelles Africaines. 26(2), 189-205.
- Lawson, Hal A. (2017). *Jeunes, médias sociaux et santé*. Récupéré de
- <https://www.oopen.org/> (25 Aout 2019)
- Ligue des Etats Arabes (2005). *Problèmes des Jeunes arabes, L'état de la recherche sur la jeunesse arabe*. Rapport annuel du Département des politiques démographiques et des migrations
- LifeAID (2019). *Mini-sommet de pré-sensibilisation et de consultation des jeunes sur le rapport YIID*. Cameroun.
- Limo, Irene (2017). *Médiation en Afrique : y a-t-il un espace pour les jeunes ?* En accord

avec les tendances des conflits, 2

- Martone, G. (2010). Une ligne de vie inattendue. Dans Cahill, M. Kevin (éd.) (2010). *Même dans le chaos : l'éducation en temps d'urgence*. Presse de l'Université Fordham et le Centre de coopération humanitaire internationale. New York.
- MacNeil, C. (2013). Soutenir le développement communautaire basé sur le capital dans les zones de conflit : un exemple de formation en République démocratique du Congo. *Enfants, jeunes et environnements*, 23 (1), 211-220.
- Mercy Corps, (2016). "Motivations et promesses vides : voix d'anciens combattants de Boko Haram et de la jeunesse nigériane. Portland: Mercy Corps
- Mo Ibrahim Foundation (2019), 'La jeunesse Africaine : emplois ou migration ? Démographie, prospérité économique et mobilité », rapport du forum Ibrahim.
- Mouelhi, A. and Ghodhbani, H. (2019) Guide de la société civile, Pour un socle de protection sociale en Tunisie, Freidrich Ebert Stiftung
- Mwambi, J.M. (no date). 'Manifestation expérientielle de la violence des jeunes en Tanzanie : une étude de cas des gangs de jeunes notoires du Commando Yosso.'
- OECD (2015). Jeunes dans la région MENA: comment les faire participer.
- Olojo, A. E (2017). La résistance des religieux islamiques contre Boko Haram dans le nord du Nigéria, *Examen de la Sécurité Africaine*, 3, 26 : 308-324 ;
- Olojo, A.E. (2019). Dialogue avec Boko Haram : retour sur l'agenda ? ISS Aujourd'hui, 02 juillet
- Poirier, M. (2018) 'Déclaration sur l'attaque contre l'école secondaire des filles du gouvernement Bursari dans le nord du Nigéria, « Directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique occidentale et centrale.
- PRIO (2016). Récurrence du conflit. Tendances des conflits. N ° 2. Stockholm, Suède.
- Reyes, R. et Rogers-Bursen, M. (sans date). Dix façons de surmonter les obstacles à l'engagement des jeunes et à la démocratie au quotidien.
- Sedra, M., (2010) Réforme du secteur de la sécurité dans les pays touchés par des conflits : évolution d'un modèle. Londres. Taylor et Francis
- Estimations de la population en milieu d'année en Afrique du Sud (2019).
- Simpson, G. (2018). *Les Absents de La paix: étude de progrès indépendante sur la jeunesse, la paix et la sécurité*. FNUAP / PBSO Secretariat
- L'Africain de l'Est (2019). "Des gangs aux jardins : les jeunes kényans évitent le crime pour créer des espaces verts", 10 Mai
- TICAD VI (2016). Déclaration de Nairobi - Déclaration conjointe des dirigeants africains et japonais à la sixième TICAD, Nairobi, Kenya

- UN (2019). Autonomisation des jeunes, Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique (OSAA), New York.
- UN (2019). Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2019). Perspectives de la population mondiale.
- UN (2015). Le défi de l'instauration de la paix : Rapport du Groupe consultatif d'experts pour l'examen de l'architecture des Nations Unies pour la consolidation de la paix. New York.
- UN (2018). Situation et perspectives de l'économie mondiale. Briefing mensuel. Division de l'analyse économique et des politiques, Département des affaires économiques et sociales. No. 125.
- PNUD (2019). Au-delà du revenu, au-delà des moyennes, au-delà d'aujourd'hui : les inégalités dans le développement humain au 21e siècle. Rapport sur le développement humain, New York.
- PNUD (2019). Indice de développement humain.
- PNUD (2017). Tendances des inégalités de revenu en Afrique subsaharienne : divergence, déterminants et conséquences. PNUD.2017.
- PNUD (2017). Tendances des inégalités de revenu en Afrique subsaharienne : divergence, déterminants et conséquences. New York.
- PNUD (2018). Partenariat pour l'avenir de l'Afrique: Japon et PNUD. Réunion ministérielle de la TICAD
- PNUD (2014). *Stratégie de la jeunesse, 2014-2017: Jeunes autonomes, avenir durable.* » PNUD, New York
- UNESCO (2004). *Contribution de l'UNESCO : autonomiser les jeunes par les politiques nationales.* Paris.
- UNDOC (2018). Réseau ouest-africain d'épidémiologie sur la consommation de drogues: statistiques et tendances sur la consommation et l'offre de drogues illicites 2014-2017.
- FNUAP (2018). Nigeria: Bulletin trimestriel du sous-secteur de la violence sexiste, janvier-mars, numéro 08, 15 Mai.
- UNODC (2017). *Manuel sur les enfants recrutés et exploités par des groupes terroristes et extrémistes violents : le rôle du système de justice.* Vienne : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.
- Ukeje, C. (2016). 'Réponses des États à la rechute de la violence des insurgés dans la région du Delta du Nigéria », APN Note d'information No 8, décembre.
- Urdal, H. (2012). « Un choc des générations ? poussées de la jeunesse et violence politique ». Document d'experts N ° 2012/1, Division de la population des Nations

Unies, New York.

- Warner I. and Matfess, H. (2017). “Explosion de stéréotypes : les caractéristiques opérationnelles et démographiques inattendues des bombardiers suicides de Boko Haram ». Centre de lutte contre le terrorisme. 35. Août.
- Webster, E. (2017). ‘Pourquoi chaque génération d'étudiants doit trouver, remplir ou trahir sa mission », La Conversation, 5 Avril.
- *Banque Mondiale (2017), Migration et envois de fonds : développements récents et perspectives. Sujet spécial : Migration de retour. Groupe de la Banque mondiale, KNOMAD. Migration and Development Brief 28. Octobre.*
- Centre ZIF pour les opérations de paix internationale (2018). Carte mondiale des opérations de soutien de la paix 2018/2019

